

Barcelone, ville au futur

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

SUPPLÉMENT
MONDE LOISIRS
Pages 13 à 23

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12857 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 31 MAI 1986

LE CONTROLE DES ARMEMENTS

Controverse entre Occidentaux sur le sort de SALT-2

Le verre vide

Pendant longtemps, l'image du verre à moitié vide ou à moitié plein avait prévalu pour qualifier la vaine hésitation dansée par le président Reagan autour du malheureux accord SALT-2, signé en 1979 par son prédécesseur et jamais ratifié par les Etats-Unis. L'accord avait beau être critiqué de manière de plus en plus vive, il était finalement respecté.

Les choses ont changé avec l'annonce faite par la Maison Blanche le 27 mai : le verre est maintenant à peu près vide. Certes, M. Reagan respectera les contraintes de SALT-2 « pendant quelques mois encore » en faisant démanteler deux anciens sous-marins pour compenser la mise en service du sous-marin Nevada, porteur des nouveaux engins Trident. Mais cette décision, présentée comme seulement « technique », répond à des considérations d'économie, non à une modification politique, qui n'existe plus.

« Dans l'avenir, affirme pour la première fois le président, nos décisions stratégiques se fonderont sur la nature et l'ampleur de la menace des forces soviétiques, non sur les contraintes du traité SALT-2. » Et le président de confirmer son propos en ajoutant que le déploiement des missiles de croisière à bord des bombardiers B-52 se poursuivra au-delà de la fin de l'année, « sans démantèlement d'autres systèmes d'armes en tant que compensation » dne au respect du traité. M. Weinberger, chef du Pentagone, pouvait donc proclamer le lendemain que les Etats-Unis ne sont « plus liés » par les accords passés.

M. Reagan justifie son attitude par plusieurs arguments : le traité n'a jamais eu de valeur juridique. Il est vrai aussi qu'il négligeait certains aspects importants et qu'il visait davantage à canaliser la course aux armements qu'à l'arrêter. Il est vrai enfin que les Soviétiques ont passablement malmené ses dispositions en développant récemment deux types nouveaux d'engins intercontinentaux (le traité n'en autorise qu'un seul) et en rendant plus difficile l'observation des essais de missiles.

Mais tout cela ne suffit pas pour entretenir un traité qui, même de mieux, a le mérite d'exister. M. Reagan n'est pas très logique en reprochant à l'accord de n'être pas assez contraignant et en voulant dans le même temps s'affranchir des mêmes contraintes. Quant aux violations soviétiques, elles ont porté sur des aspects secondaires. Comme les efforts pour séparer un nouveau traité sont complètement bloqués depuis des mois par le projet de défense spatiale américaine, on voit mal comment l'abandon de SALT-2 ne se traduirait pas par un accroissement incontrôlé des arsenaux offensifs des deux côtés.

C'est ce que les alliés européens des Etats-Unis semblent avoir objecté lors de la session ministérielle de l'OTAN, à Halifax. Une fois de plus, ils craignent de se retrouver brutalement devant une remise en cause de ce qui servait à tort ou à raison d'arrière-plan aux relations Est-Ouest depuis plus de quinze ans. Les « quelques mois » que s'est encore accordés M. Reagan ne seront pas de trop pour éviter une crise sérieuse au sein de l'alliance atlantique.

La menace américaine de cesser d'observer le traité SALT-2 sur la limitation des armes stratégiques a soulevé une controverse à la session ministérielle de l'OTAN qui s'est ouverte jeudi 29 mai à Halifax.

Avant l'ouverture de la réunion des ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'alliance atlantique, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a indiqué que le Canada « ne soutiendra aucun projet américain de rompre ou d'abandonner le traité SALT-2 », affirmant douter que « la délégation américaine demande aux ministres de l'OTAN d'endosser une telle décision ».

Le secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, avait estimé mercredi soir que « les Etats-Unis ont raison d'être patients avec le non-respect des termes de SALT-2 par les Soviétiques ».

(Lire page 3 l'article de MICHEL TATU.)

OPTIMISME POUR L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

Le dollar dopé par les bons indices

Le dollar a vigoureusement progressé, ce vendredi 30 mai, sur tous les marchés des changes, s'élevant à plus de 7,35 F à Paris, dans la perspective d'une amélioration de la croissance américaine durant le second semestre de cette année et en 1987.

Ce pronostic est confirmé par le dernier rapport de l'OCDE, malgré le déficit persistant de la balance des paiements (« le Monde » du 30 mai).

Le balancier de la croissance va-t-il revenir vers les Etats-Unis, entraînant le dollar à la hausse ? Bien des observateurs commencent à se le demander, en analysant les nouvelles en provenance du continent nord-américain.

La troisième progression consécutive des indicateurs économiques mensuels, notamment celle de 1,5% en avril, plus forte que prévu, et la révision en hausse de la croissance du produit national brut au premier trimestre constituent autant de frémissements significatifs. Certes, on ne note pas encore, dans l'industrie, une reprise nette des commandes, mais la chute du dollar, ces derniers mois, a progressivement exercé ses effets bénéfiques sur l'industrie des Etats-Unis, rajeunissant les importations et favori-

sant les exportations. Même la Maison Blanche, si acharnée encore ces derniers temps à réclamer une hausse supplémentaire du yen et du mark, commence à reconnaître que la surévaluation du dollar a été « corrigée ».

Tous ces signaux ont été immédiatement perçus par des marchés des changes prompts à réagir, qui en ont déduit non seulement que la baisse du dollar était terminée, mais aussi que cette devise pourrait remonter, ce qui ne ferait pas l'affaire du gouvernement américain, ni non plus de ses partenaires, obligés alors de freiner la hausse du billet vert neuf mois après avoir décidé de la faire chuter.

(Lire nos Informations page 30.)

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Au Texas, la fin d'un beau rêve

De notre envoyé spécial

Midland-Odessa (Texas). — Le concessionnaire Rolls-Royce a fermé boutique et la ville est si engourdie sous le vent chaud qui souffle mollement qu'on la croirait déjà fantôme, sur le point de disparaître dans les sables ou à grêler ses façades à une reconstitution historique.

De-ci, de-là, à des bouts de rues tombant dans l'immensité en friche, des maisons mexicaines montent encore la bricole, des tours à des maisons en vente que personne ne vient visiter. Cubes ramassés dans le silence coarcté de quelques artères, parfois époustouflants d'invention, les sièges en verre et béton des compagnies pétrolières surplombent les plats quartiers ombragés des exotismes résidentiels. Si la rêve était devenu réalité, si le prix du baril avait poursuivi son escalade jusqu'aux 50 dollars au lieu de s'écrouler en réduisant à la faillite les Etats producteurs américains, il n'aurait pas fallu cinq ans aux promoteurs pour que Midland-Odessa se fondent

réellement dans un même tissu urbain.

Il n'y avait que 30 kilomètres à couvrir, autrement dit peu de chose dans cette plaine semi-désertique dont est fait l'ouest du Texas. Mais ce ne sera plus, maintenant, pour ce siècle. Entre ces deux villes qu'unit leur unique ressource, le pétrole, la route ne tend que la terre aride aux touffes rares d'un vent gonflé. Entre Midland la bourgeoise et Odessa la prolétarienne, tout autour de l'aéroport commun qui s'endort, inertes dans la lumière crue du soleil tout-puissant, s'alignent des bras d'acier dont plus personne ne veut.

Hier, ils perçaient le sol pour en faire jaillir de nouveaux riches par milliers, leurs propriétaires les achetaient à prix d'or, les louaient plus cher encore, et leur prolifération était aussi débridée que l'espérance du « boom ». C'est au moment où, ailleurs, on conspuait la crise pétrolière, ici, comme dans l'Oklahoma, en Louisiane, au Nouveau-Mexique, dans le Colorado et, tout là-haut, en Alaska, 1973 avait été l'année d'une renaissance.

En trois mois, le prix du baril avait, cette année-là, quadruplé sur le marché international pour ne cesser ensuite de s'envoler. Traumatisé, le monde occidental fantasma sur l'absorption de ses industries par des princes polygames. Mais, tandis que cette émergence d'une puissance arabe et d'un front des pays producteurs faisait chanceler les économies les plus riches et aussi les plus misérables, une nouvelle route vers l'or commençait dans ces Etats-Unis assez privilégiés pour camper sur des gisements.

A moins de 3 dollars le baril, la richesse de leur sous-sol n'était que relative, car l'exploitation n'était pas nécessairement rentable. Plus montait le prix et plus le gouvernement fédéral poussait au renforcement de la production nationale, plus se justifiaient les investissements les plus lourds qui, très vite, devenaient rétropectivement dérisoires après de nouveaux bonds du prix de baril.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

La France de plus en plus égalitaire

Le dernier rapport du Centre d'études des revenus et des coûts souligne le resserrement des niveaux de vie entre les différentes catégories socioprofessionnelles. PAGE 30

La suppression de l'autorisation administrative de licenciement

Devant l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin a présenté son premier projet de loi, qui revient sur une législation introduite par M. Michel Durafour en 1975. PAGE 6

Un nouveau document sur Andrei Sakharov



Une nouvelle vidéo-cassette enregistrée à Gorki montre Andrei Sakharov s'entretenant avec un journaliste, notamment de la catastrophe de Tchernobyl. Cependant, Moscou laisse entendre que le sort du savant aurait pu être amélioré si sa femme, Mme Elena Bonner, n'avait pas fait en Occident des déclarations antisoviétiques. PAGE 10

La concentration des quotidiens

Le gouvernement accepte le principe d'une limitation. PAGE 35

L'encyclique de Jean-Paul II sur l'Esprit-Saint

Le pape y souligne la vision tragique d'un monde sans Dieu. PAGE 10

Polémique autour des immigrés

Les mesures visant les étrangers annoncées par M.M. Pasqua et Pandraud inquiètent les associations humanitaires. PAGE 9

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 8) • Société (10 et 11) • Sports (11 et 12) • Education (27) • Culture (24 et 25) • Communication (28) • Economie (30 à 35)

Programmes des spectacles (26) • Radio-télévision (27) • Météorologie (27) • Mots croisés (18) • Loto (28) • Carnet (28) • Annonces classées (28)

LA VISITE EN EUROPE DU PREMIER MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS

M. Lange, le beurre et les espions

M. Lange, premier ministre néo-zélandais, qui poursuit, ce vendredi 30 mai, en Belgique, sa tournée européenne, a déclaré, dans une déclaration à Cologne, toute possibilité d'accord sur une libération anticipée des deux agents français incarcérés en Nouvelle-Zélande.

Le sort des agents français emprisonnés en Nouvelle-Zélande, et, au-delà, les relations diplomatiques et commerciales entre Paris et Wellington ont suscité ces jours derniers, à la veille du départ du premier ministre, M. David Lange, pour l'Europe, diverses déclarations et spéculations (le Monde du 28 mai). Elles s'ajoutent à une polémique juridique et diplomatique déjà fournie mais que nous résumons

ci-dessous, les propos intempestifs ou les silences, les rumeurs et les malentendus, rendent parfois confus.

Parmi les récents développements, celui qui a incontestablement fait le plus grosse impression, suscitant les plus vives réactions, a été la prise de position de M. Jim Callaghan, secrétaire néo-zélandais à la justice. Le jour même de son départ à la retraite (ce qui le mettait, fort opportunément, à l'abri de sanctions officielles), ce haut fonctionnaire, suggérant notamment, le 23 mai à la télévision, que le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur puissent bénéficier pour Noël prochain d'une remise en liberté anticipée et d'un renvoi en France pour des raisons à la fois d'Etat, d'intérêt commercial et humanitaires.

Souligné, d'une part, l'importance des relations avec la France et avec la CEE, et, d'autre part, le risque d'isolement de Wellington, M. Callaghan a déclaré : « Il arrive un moment où l'intérêt national, du point de vue des relations internationales, doit être pris en considération. Il faut s'occuper des relations avec la France. (...) La position juridique et politique a été clairement établie, si d'autres considérations existent (dans cette affaire), il est temps de les prendre en considération. » Faire prévaloir la justice, certes, mais pas au point de chercher une vengeance au détriment des agents français, déclarait, en substance, M. Callaghan.

ROLAND-PIERRE PARINGAUD.

(Lire la suite page 3.)

Le Monde

politique étrangère

« Véritable tribune ouverte à tous les courants d'idées », **Le Monde**

A l'occasion de son 50^e anniversaire, la revue **Politique étrangère**

1936-1986 : 50 ans de politique étrangère de la France

Les hommes, les politiques, les moments

Politique étrangère : 50 ans d'actualité

Un choix d'articles toujours d'actualité

Directeur de la publication : Thierry de Montbrail

Revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales Diffusion ARMAND COLIN

étranger

EUROPE

RFA

Le mécontentement des syndicats constitue un danger pour la coalition gouvernementale

De notre envoyé spécial

Hambourg. — La grand-messe du syndicalisme ouest-allemand touche à sa fin : un congrès réglé comme de la musique, où il s'est surtout agi de faire la preuve de l'unité du monde syndical face à l'entreprise de désolidarisation prônée par les « néo-conservateurs » du gouvernement. Une manifestation à la fois impressionnante et décevante par l'absence de propositions sur les problèmes qu'affronte le monde du travail.

Ce 13^e congrès de la confédération allemande des syndicats (DGB), qui s'était ouvert le 25 mai à Hambourg, n'a pu affaiblir l'impression que le syndicalisme ouest-allemand, malgré ses 7,7 millions d'adhérents, est comme ses homologues européens en crise. Son attitude est essentiellement défensive. Une manifestation de révolte, le scandale du Neue Heimat - l'entreprise immobilière de la confédération syndicale qui risque à tout moment d'être déclarée en faillite frauduleuse - n'empêchant pas tout.

Figés sur leurs revendications de réduction de la semaine de travail et d'une plus grande intervention des pouvoirs publics pour lutter contre le chômage, les dirigeants syndicalistes ouest-allemands ont, eux aussi, quelques difficultés à saisir les nouvelles données de la révolution technologique en cours. La grève des métallurgistes pour les trente-cinq heures, en 1984, avait fait apparaître des divisions profondes entre les

divers syndicats de branche sur la manière d'exploiter les nouvelles possibilités d'organisation du travail et la stratégie à utiliser face au patronat. Le faible degré de syndicalisation des employés et cadres, qui ne représentent que 18 % des syndiqués, alors qu'ils sont ainsi nombreux maintenant que les ouvriers, est un symptôme inquiétant.

La chance du DGB a été de trouver sur sa route un gouvernement dont les sympathies envers le patronat se sont exprimées ces dernières années un peu trop ouvertement. Le gouvernement a, en quelque sorte, involontairement réuni à lui les métallurgistes ont échoué. Sa décision de modifier l'article 116 du code du travail, qui fixe les règles d'indemnisation des salariés indirectement affectés par une grève à laquelle ils ne sont pas officiellement partie prenante, a réveillé la solidarité intersyndicale. Sept millions de signatures ont été recueillies contre cette mesure aux portes des entreprises au début du printemps. A huit mois des élections législatives, l'appel à peine déguisé du président du DGB, M. Ernst Breit, à traduire électoralement le mécontentement du mouvement syndical à ce qui fait réfléchir les dirigeants de la coalition. « Notre raison d'être, avait-il déclaré d'emblée dimanche à l'ouverture du congrès, est l'indépendance à l'égard des partis, et non pas la neutralité politique. Il n'y a pas de contradiction entre l'indépendance du syndicat

unique à l'égard des partis et sa défense des intérêts des travailleurs ».

Un tel appel est relativement inusité en RFA, même s'il ne fait aucun doute que la majorité du DGB penche à gauche. Il n'y avait qu'à voir l'atmosphère de la réception organisée mercredi par le Parti social-démocrate en l'honneur des deux mille congressistes pour s'en rendre compte. Le président du SPD, M. Willy Brandt, et son candidat à la chancellerie, M. Johannes Rau, étaient là.

L'après-Tchernobyl

A l'étage supérieur, le dîner auquel avaient été conviés les représentants du DGB dominé dans l'intimité, et baignait même dans un climat franchement détestable. Le candidat chrétien-démocrate pour les prochaines élections au Sénat de Hambourg, M. Pesebau, avait apporté le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur le scandale du Neue Heimat, provocation qui n'a guère été appréciée. Entre la direction du Parti chrétien-démocrate et son aile syndicale, le courant passe depuis quelques mois très mal. Pour souligner cette rupture, le congrès avait d'ailleurs réuni mercredi à la vice-présidence du DGB M. Fehrbach, représentant des syndicalistes chrétiens-démocrates qui avait pris fait et

cause contre le gouvernement dans le conflit sur l'article 116.

«Après Tchernobyl, le monde n'est plus comme avant », avait déclaré dimanche dernier le maire social-démocrate de Hambourg, M. Von Dohnany, à l'ouverture du congrès. Cette maxime, le DGB l'a faite sienne en adoptant jeudi une résolution qui marque un profond tournant de son attitude sur le nucléaire civil. Il demande l'arrêt de la construction du centre de retraitement de Wackersdorf, en Bavière, et invite le gouvernement à renoncer à la mise en service du surgénérateur de Kalkar, qui devrait intervenir ces prochains mois. Les syndicats ouest-allemands estiment d'autre part que les centrales nucléaires ne sont supportables que pour « une période de temps limitée ».

Le premier projet de résolution de la direction du DGB, rédigé avant la catastrophe de Tchernobyl, estimait encore que l'énergie nucléaire devait être développée dans la limite du nécessaire ; il se contentait de demander le réexamen du projet Kalkar et se prononçait en matière de retraitement pour le maintien d'un centre de recherche afin de garder l'option ouverte.

Plusieurs syndicats de branche traditionnellement favorables au nucléaire, dont celui des mines, n'ont accepté qu'avec réticence cette évolution ; ils ont minoré réclamaient un contraire, à l'instar des Verts, la fermeture immédiate de toutes les centrales.

HENRI DE BRÉSSON.

Suisse

Le gouvernement souhaite limiter l'immigration des ressortissants du tiers-monde

De notre correspondant

Berne. — Semblable apparemment aux pressions des milieux nationalistes et xénophobes, le gouvernement helvétique s'appareille à apporter de nouvelles restrictions à l'immigration. Principale innovation de ce projet, rendu public mercredi 28 mai : en matière d'autorisation de séjour, la priorité devrait désormais être accordée aux ressortissants des « pays de recrutement traditionnel ».

Par cet euphémisme, Berne cherche visiblement à déjouer la venue en Suisse d'émigrants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Pour le moment, les ressortissants du tiers-monde ne représentent qu'une infime minorité des travailleurs étrangers employés dans la Confédération. Mais ils constituent la grande majorité des quelque vingt mille demandeurs d'asile. Or les Tunisiens, les Africains, voire les Latino-Américains, sont devenus la principale cible des mouvements xénophobes. Les Italiens et les Espagnols, dont la présence inquiétait naguère les ultranationalistes, sont maintenant mieux acceptés. Ils bénéficieraient donc du statut réservé aux pays dits « de recrutement traditionnel », au même titre que les

Français, les Allemands, les Autrichiens, les Portugais ou les Yougoslaves. Le cas des travailleurs grecs et turcs demeure en suspens.

Ces nouvelles restrictions s'inscrivent dans le cadre de la politique de stabilisation de la population étrangère que le gouvernement s'est engagé à suivre. Selon les derniers chiffres officiels, la Suisse compte actuellement 945 000 étrangers, soit 14,6 % de l'ensemble de sa population et 22,3 % de sa population active. Environ les quatre cinquièmes des ressortissants étrangers bénéficient d'une autorisation d'établissement leur permettant de résider sur le territoire de la Confédération pour un an au plus.

La population étrangère avait été ramenée en dessous du million en 1979, mais elle a tendance à progresser depuis. Plutôt que de tenter aux actuels contingents de travailleurs, de subordonner et de limiter les entrées des étrangers qui n'exercent pas d'activité lucrative, comme les étudiants, les rentiers ou même les curistes. Dans le cadre du regroupement familial, il est également question de ramener à dix-huit ans l'âge limite des enfants autorisés à venir rejoindre leurs parents.

JEAN-CLAUDE BURRIER.

Les Douze hissent les couleurs

L'Europe des Douze avait déjà son hymne officiel - l'Ode à la joie de la IX^e Symphonie de Beethoven - et son passeport : le fameux petit livret lie-dé-vo, d'un usage si vrai suffisamment rare pour que, récemment encore, des parlementaires européens qui arrivaient à Bruxelles s'en soient vu remettre la version par des policiers belges. Elle a maintenant son drapeau. Celui-ci a été hissé solennellement, pour la première fois, devant le bâtiment du Berlaymont, qui abrite, à Bruxelles, les services de la Commission des Communautés européennes, en présence du président de cette dernière, M. Jacques Delors - qui en a profité pour annoncer ses fonctionnaires à ne pas céder au découragement, - et de celui du Parlement européen, M. Pierre Pflüger. Plusieurs milliers de personnes assistaient à la cérémonie, au cours de laquelle la jeune chanteuse belge Sandra Kim a interprété le chœur « J'aime la vie, qui lui a valu un prix, celui de l'Eurovision, bien sûr.

Le drapeau européen sera arboré par chacun des Douze sur les frontières extérieures et intérieures de la Communauté, conformément avec celui de chaque nation, ainsi que lors des différentes rencontres communautaires. Et, naturellement, devant toutes les institutions de la CEE : Commission, Parlement, Conseil, Cour de Justice, Cour des comptes, Comité économique et social.

Normalement, un nouvel drapeau européen de la famille communautaire devrait former sans effet sur celui qui restera sur fond bleu, les douze étoiles d'or du drapeau européen ; celles-ci ne sont pas censées représenter chacune un pays (à l'inverse de celles du drapeau américain, par exemple), mais exprimer l'harmonie de la construction européenne. Le prochain sommet des Douze, fin juin à La Haye, permettra peut-être de vérifier les vertus apaisantes de cette symbolique stérile.

B. B.

URSS

● Conférence du KGB. — M. Gorbatchev a assisté à une réunion extraordinaire du KGB, les services de sécurité soviétiques, le mardi 27 et mercredi 28 mai, rapporte l'agence Tass. M. Viktor Chterikov, chef du KGB et membre du bureau politique, a présenté un rapport à cette réunion. La conférence a ajouté l'agence Tass. M. Viktor Chterikov, chef du KGB et membre du bureau politique, a présenté un rapport à cette réunion. La conférence a ajouté l'agence Tass. M. Viktor Chterikov, chef du KGB et membre du bureau politique, a présenté un rapport à cette réunion. La conférence a ajouté l'agence Tass.

● Mort du métropolitain de Leningrad. — Le métropolitain de Leningrad et de Novgorod, Antony Mielnikov, membre permanent du synode de l'Eglise orthodoxe russe, est mort le jeudi 29 mai à Leningrad « à la suite d'une grave maladie », a annoncé l'agence Tass. Il était âgé de soixante-deux ans. Antony Mielnikov avait été nommé métropolitain de Leningrad et de Novgorod en octobre 1978, en remplacement du métropolitain Nikodim, décédé un mois auparavant. — (AFP.)

● Libération de dissidents. — Un médecin ottoman en URSS, le docteur Alex Saravca, membre d'un groupe pacifiste non officiel, a été libéré, a annoncé jeudi 29 mai, Cologne (RFA). M. John O. Pastore, secrétaire américain au comité exécutif de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPFNW). — (AFP.)

ASIE

M. CHABAN-DELMAS : le dalaï-lama « incarne le peuple tibétain »

M. Jacques Chaban-Delmas a déclaré, jeudi 28 mai à Paris, que le dalaï-lama, qu'il venait de recevoir, était « l'un des personnages les plus représentatifs de la sagesse humaine dans le monde » et qu'il « incarne naturellement le peuple tibétain ».

Le président de l'Assemblée nationale a ajouté que le dalaï-lama venait « de faire une tournée en Europe au cours de laquelle il a exprimé le souhait et le vœux d'une évolution de la situation au Tibet assurant au peuple tibétain les libertés individuelles, le respect des droits de l'homme, et à partir de là, la possibilité pour ce peuple de redévelopper sa culture propre », ce qui pourrait permettre au dalaï-lama de rentrer à Lhassa, la capitale.

« C'est une longue marche qu'il a entreprise, dans l'espoir qu'elle donnera des résultats dans les années à venir », a ajouté M. Chaban-Delmas.

Philippines

M. Aquino reçoit M. Laurent Fabius. — L'ancien premier ministre a été reçu, jeudi 29 mai, pendant une heure par la présidente Aquino. M. Fabius devait rencontrer ce vendredi le vice-président et ministre des Affaires étrangères, M. Salvador Laurel, avant de regagner Philippines. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Liban

L'ASALA menace de représailles les auteurs d'attentats contre des Arméniens

L'organisation clandestine arménienne ASALA (Armée secrète de libération de l'Arménie) a averti qu'elle allait « donner une dure leçon » aux auteurs de la récente campagne d'assassinats contre des Arméniens de Beyrouth (Le Monde du 30 mai). Dans un communiqué en arabe, distribué jeudi 29 mai à Beyrouth, l'ASALA dénonce « les fascistes qui veulent contrôler les Arméniens à Beyrouth-Ouest [secteur à majorité musulmane] ; nous les poursuivrons et leur donnerons une dure leçon (...), tel pour ont, dans pour dent ».

Le document de l'ASALA a été diffusé alors que la communauté arménienne observait, jeudi, un mouvement de grève pour protester contre l'assassinat de trois de ses membres ces derniers jours. Proche des mouvements palestiniens et de la gauche libanaise, l'ASALA, une organisation d'obédience marxiste, est à l'origine de plus d'une centaine d'attentats contre des diplomates et des intérêts turcs en Europe et aux Etats-Unis ces six dernières années.

Un groupe se présentant comme le « Mouvement indépendant de libération des enlèves » a revendiqué le triple meurtre d'Arméniens résidant à Beyrouth-Ouest. Dans un communiqué parvenu au quotidien indépendant An Nahar, le Mouvement indique que cette vague d'attentats « constitue une sérieuse mise en garde aux partis arabes et organisations arméniennes pour qu'ils cessent d'appuyer le projet » de règlement de la crise libanaise préparé par les dirigeants chrétiens et « pour qu'ils condamnent le parti Kataeb [phalangiste] et les Forces libanaises [milice chrétienne] ». Sinon, assure le communiqué, « une guerre implacable éclatera contre la communauté arménienne, dont la plus simple

conséquence sera l'élimination de la présence arménienne dans nos régions ».

Cette organisation avait revendiqué l'enlèvement, le 7 mai dernier, d'un professeur chrétien de l'Université américaine de Beyrouth, M. Nabil Matar, afin, assurait-elle, d'obtenir la libération d'otages musulmans.

D'autre part, un nouvel accord de cessez-le-feu entre Palestiniens et miliciens chiites du mouvement Amal, conclu lors d'une réunion à l'ambassade d'Iran à Beyrouth, a été violé jeudi, une heure après son entrée en vigueur. Les combats de « la guerre des camps » ont ainsi repris, faisant une dizaine de blessés. L'accord de cessez-le-feu avait été conclu en présence du chargé d'affaires iraniens à Beyrouth, M. Mahmoud Nourani, et de représentants du parti Hezbollah (intégré à l'Organisation des Forces armées de libération de la Palestine) et du Front de salut national palestinien (FNSP : coalition pro-irienne, hostile à M. Yasser Arafat).

Par ailleurs, en visite à Beyrouth, le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, M. Marak Goulding, a déclaré qu'une « coordination entre la FINUL [la force intermédiaire des Nations unies au Liban] et les habitants du Sud permettrait de mieux assurer la sécurité d'Irakil que la zone de sécurité » installée par l'Etat hébreu dans le sud du Liban. Les corps de cinq membres de la milice libanaise patronnée par Israël dans cette zone (FALS) ont été découvertes jeudi près du village de Roumana. Les cinq hommes seraient tombés dans une embuscade alors qu'ils s'apprêtaient à rencontrer des dignitaires chiites de la région, selon une source proche de FALS. — (AFP, AP, Reuters.)

● L'installation des falachas dans les territoires occupés. — Les Etats-Unis ont informé les autorités israéliennes de leur opposition à l'installation de nouvelles falachas, dans des colonies de peuplement en Cisjordanie. Le gouvernement israélien est opposé en général à l'installation de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés, estimant qu'elles constituent « un obstacle à une paix juste et durable » au Moyen-Orient. — (AFP.)

● Le mandat des « casques bleus » sur le Golan. — Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé, jeudi 29 mai, à l'unanimité, pour une durée de six mois le mandat des « casques bleus » de l'ONU basés sur les hauteurs du Golan à la frontière syro-israélienne. Tant la Syrie qu'Israël ont donné leur accord au maintien de la présence de cette force de paix de l'ONU (FNUOD), mise en place en 1973 après l'accord de cessez-le-feu négocié entre Damas et Jérusalem par l'intermédiaire des Etats-Unis. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDOPAR 69577 F
Télégrammes : (3) 45-23-46-81
Tél : (1) 42-47-97-27

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
364 F 672 F 954 F 1204 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
467 F 1.337 F 1.921 F 2.536 F
ÉTRANGER (par mandat)
— BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1.060 F 1.368 F
— SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1.404 F 1.808 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changement d'adresse délégué ou
provisionnel (dans les limites de la zone
domestique) sans avis préalable. Pour
toute modification de l'adresse, joindre
l'ancien et le nouveau bande d'adresses
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'abonnement d'office
sous les noms propres ou capitales
d'imprimerie.
Imprimé en France
12, rue de la Harpe
PARIS-12
1986

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-93 ou 45-55-91-71
Tél : MONDOPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Arabie, 4,20 dr ; Tunisie, 400 m ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 5 kr ; Espagne, 120 pts ; États-Unis, 120 \$; France, 120 fr ; Grèce, 120 dr ; Inde, 1700 L ; Israël, 6,400 IL ; Japon, 30 L ; Norvège, 30 kr ; Pays-Bas, 2,80 f ; Portugal, 110 esc ; Royaume-Uni, 329 F CFA ; Suède, 5 kr ; Suisse, 1,80 S ; USA, 1,25 \$; West Coast, 1,50 \$; Yougoslavie, 150 din.

itec

CODE DU TRAVAIL

1986

204 pages
2016 francs

ANNUAIRE 1986
BREVETÉ DE DÉPÔT
PROTECTORIALE

a lois, décrets, arrêtés, circulaires et accords
a dispositions européennes et communautaires
a conventions de l'O.I.T. ratifiées par la France
a décisions de jurisprudence de droit interne
et de la Cour de justice des communautés européennes

27, place Dauphine, 75001 PARIS
26, rue Soufflot, 75005 PARIS

Toute commande doit être accompagnée de son montant

500 من الأصل

DIPLOMATIE

MALGRÉ LES EXPULSIONS DE DIPLOMATES LIBYENS Rome entend préserver ses relations avec Tripoli

Deux ressortissants libyens déclarés « indésirables » par les autorités italiennes ont été priés, jeudi 29 mai, de quitter le pays dans les trois jours. Selon nos sources libyennes également persenn nos grains n'ont pas été trouvés à leur domicile. La police pense que...

De notre correspondant

Rome. - La guerre des nerfs italo-libyenne se poursuit. L'agence de presse de Tripoli, Jana, a ravivé la tension en formulant de nouvelles menaces contre l'île de Lampedusa, celle qui avait été visée, le 15 avril, par des missiles SCUD lancés des côtes libyennes. Le communiqué de l'agence Jana répète la thèse officielle selon laquelle la présence dans cette petite île d'une base de surveillance OTEAN est inacceptable, et que Rome en sera tenu responsable. Les quelques six mille habitants de Lampedusa ont donc recommencé à vivre dans la psychose d'une nouvelle attaque venue du sud. Les autorités, elles, semblent plus sereines; elles paraissent croire davantage à une opération de propagande interne qu'à une menace réelle.

Les dernières expulsions décidées par Rome s'inscrivent dans le cadre des dispositions prises par le Douze de la CEE, en réaction contre les complaisances du chef de la Jamahiriya envers le terrorisme. Fin avril, Rome avait déjà annoncé le renvoi de douze diplomates en poste dans la capitale, à Milan et à Palermo. Tripoli avait, en réplique, renvoyé vingt-cinq Italiens, diplomates et autres. C'était la réponse la plus vive faite à l'un des pays de la CEE, lequel dispose, il est vrai, de la plus importante ambassade à Tripoli. Rome, en tout cas, ne pouvait pas la laisser passer.

« Conformément aux décisions communautaires, nous avons entendu rétablir un équilibre et non élargir le nombre des expulsions », explique un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. C'est un message de paix qui, selon nos sources, s'est calibré avec le chef libyen.

Conformément à ce que l'on peut désormais appeler une « loi de l'histoire », l'Italie a toujours eu et entend bien garder, avec cette ancienne colonie, des relations privilégiées. En matière économique Rome demeure pour Tripoli, par delà tout les autres, le premier partenaire commercial. En matière politique, les gouvernements successifs de la péninsule ont dû apprendre à composer depuis dix-sept ans avec l'imprévisible colonel. Celui-ci leur a fait avaler plus d'une couleuvre, à commencer par l'expulsion, en 1970, de plusieurs milliers de « colons » italiens. Mauvaise conscience historique ou conviction que le colonel Kadhafi n'est après tout pas éternel? Toujours est-il que Rome a tout enduré avec une admirable patience. Le ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, avait même tenu, en 1984, de servir d'intermédiaire entre le dirigeant libyen et le président Reagan: en vain.

Le chargé d'affaires libyen en Espagne quitte « volontairement » le pays

De notre correspondant

Madrid. - Le « bureau populaire » (ambassade) de Libye à Madrid a annoncé, le jeudi 29 mai, que son « numéro un », le chargé d'affaires M. Ahmed Mohamed Nakas, a Espagne depuis 1981, avait mis fin à ses fonctions et repris son pays le matin même. La représentation libyenne se trouve désormais réduite à deux diplomates.

Le départ de M. Nakas semble avoir été décidé de manière quelque peu précipitée et n'a pas encore été officiellement communiqué à un ministre des affaires étrangères espagnol. S'agit-il d'un nouvel épisode de la « guerre diplomatique » que se livrent Madrid et Tripoli et qui s'est déjà traduite, durant les cinq derniers mois, par l'expulsion d'Espagne de sept fonctionnaires, dont deux diplomates, du « bureau populaire »?

Le départ de M. Nakas semble, en fait, lié à l'arrestation, annoncée le 10 mai dernier, de dix membres d'une « organisation terroriste internationale » appelée l'Appel de Haut-Christ et accusée de préparer plusieurs attentats contre des intérêts américains et israéliens (le Monde du 13 mai). Selon le ministre de l'Intérieur espagnol, deux membres de cette organisation avaient reconnu que des « fonctionnaires libyens à Madrid » devaient leur remettre 70 000 dollars. Or, si l'on en croit les déclarations effec-

La situation s'est évidemment compliquée lorsque, pour les Etats-Unis, la Jamahiriya est, au début de l'année, devenue l'astre de stan. Rome s'est alors tout naturellement abritée sous le parapluie de décisions communautaires en attendant des jours meilleurs.

Des réactions conciliantes

Les missiles lancés contre Lampedusa n'ont pas été perçus comme de nature à altérer en profondeur les relations entre les deux pays. « Nous avons bien compris qu'il s'agissait pour le colonel Kadhafi de soulever la face après le bombardement américain de Tripoli et de Benghazi », explique-t-on à la Farnesina (le siège des affaires étrangères). On ne dément d'ailleurs pas totalement l'affirmation libyenne selon laquelle l'objectif visé par les SCUD (le centre d'aide à la navigation de l'OTAN) aurait pu servir à coordonner l'action des F-111 venus de Grande-Bretagne et des appareils décollant des porte-avions de la VI^e Flotte. On rappelle, enfin, les développements de l'enquête en cours à propos de la tuerie survenue, le 27 décembre, à l'aéroport de Rome (seize morts, cent blessés): les révélations du seul survivant du commando confirmeraient, en effet, les indices initiaux selon lesquels on se trouverait en présence d'une « filière » syrienne et non libyenne.

L'attitude conciliante adoptée après l'attaque des SCUD contre Lampedusa n'a pas même fait l'objet d'une critique véhémente de la part des « fanons » du gouvernement, représentés au premier chef par le républicain Giovanni Spadolini: il est vrai que celui-ci était bien placé, comme ministre de la Défense, pour connaître l'insuffisance de préparation du « blanc sud » de la péninsule face aux menaces belliqueuses du colonel. Depuis lors, le dispositif maritime notamment, a été renforcé.

La politique méditerranéenne et proche-orientale du gouvernement continue cependant de faire l'objet de polémiques jusque dans la majorité. Deux critiques très complémentaires sont adressées à M. Andreotti: celle d'avoir tendance à « tenir la balance égale entre l'allié américain et le colonel Kadhafi » (selon M. Spadolini) et celle de privilégier la cause palestinienne face à Israël (accusation souvent portée par le numéro deux des républicains, M. La Malfa). M. Andreotti, cacique de la Démocratie chrétienne, entend d'ailleurs tout ceci jusque dans son propre parti.

Aussi, le ministre a-t-il, la semaine dernière, répondu avec empressement à l'invitation que lui avait adressé le gouvernement de M. Shimon Pérès de se rendre en visite officielle en Israël. Ce partisan

tuées par la suite au juge par l'un au moins des détenus, Faigal Hanna Joudi, le fonctionnaire en question n'était autre... que le « numéro un » de l'ambassade, M. Nakas lui-même.

Ces déclarations, qui ont immédiatement fait l'objet de généreuses fuites dans la presse espagnole, avaient toutefois été accueillies avec prudence dans les milieux diplomatiques. D'une part, parce que le rôle joué par l'« accusateur », Faigal Hanna Joudi, reste des plus obscurs, des révélations potentiellement faibles qu'il travaillait, en fait, pour les services secrets français (le Monde du 15 mai). Et de l'autre, parce que les autorités espagnoles, qui ne disposaient apparemment pas au départ de preuves déterminantes contre M. Nakas, préféraient attendre la suite de l'enquête.

Le « bureau populaire », tout en démentant les accusations formulées contre son chargé d'affaires, a toutefois reconnu que ce dernier, douze fois reconnu que ce dernier, douze fois, pouvait difficilement concéder à extorquer ses fonctions dans les circonstances actuelles. On pense, en fait, à Madrid, qu'un arrangement à l'amiable a été conclu entre les deux pays pour que M. Nakas quitte « volontairement » l'Espagne avant que son cas n'en vienne à altérer à nouveau les rapports entre les deux pays, qui passent déjà actuellement par une phase délicate.

THERRY MALINAK.

schémé de dialogue, qu'il préfère à toute solution militaire, a bien dû constater devant ses hôtes que le « processus de paix » était totalement bloqué au Proche-Orient. Il n'empêche: M. Andreotti pourra se prévaloir du caractère somme toute courtois de la réception de Jérusalem pour défendre sa politique au congrès démocrate-chrétien qui s'est ouvert lundi à Rome.

Est-ce à dire que la vie continue à peu près « comme avant » entre Tripoli et Rome? Non. Alors que quatre mille citoyens italiens étaient présents en Libye au début de 1985, et huit mille à Noël dernier, il n'en reste plus que deux mille. Les familles des personnes des compagnies de travaux publics et d'extraction pétrolière travaillant entre Méditerranée, sont rentrées; et les sociétés ont réduit leurs effectifs au minimum compatible avec la surveillance de leurs intérêts. « Deux mille, c'est deux fois moins que le nombre des ressortissants de la Grande-Bretagne dont nous assurons la représentation depuis qu'elle a rompu ses relations diplomatiques avec Tripoli », commente avec une satisfaction amère un interlocuteur au ministère des affaires étrangères.

JEAN-PIERRE CLERC.

LA VISITE EN EUROPE DU PREMIER MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS

M. Lange, le beurre et les espions

(Suite de la première page.)

M. Lange, d'habitude si prompt à défendre sa politique, s'est gardé de commenter ces suggestions fort pragmatiques qui, d'apparence, touchent l'économie de certains produits de base. D'ailleurs, selon son cabinet, M. Callaghan n'exprime qu'un « point de vue privé ».

Voire. Certains commentateurs pensent, au contraire, que le gouvernement de M. Lange, soumis à de vives pressions intérieures et extérieures à deux semaines de la reprise des négociations sur les importations de beurre néo-zélandais par la CEE, a, en fait, utilisé M. Callaghan pour tester les réactions à l'idée d'une libération anticipée des deux Français.

L'opinion néo-zélandaise s'est prononcée à une forte majorité, dans un récent sondage, contre pareille éventualité. La presse, elle, a réagi ces jours-ci en brochant sur le thème: « espions français contre beurre néo-zélandais » et en spéculant sur l'indépendance réelle du pouvoir

M. YVES PAGNIEZ EST NOMMÉ AMBASSADEUR A MOSCOU

M. Yves Pagniez est nommé ambassadeur de France à Moscou, en remplacement de M. Jean-Bernard Rainmond, devenu ministre des affaires étrangères, et annoncé le Quai d'Orsay, mercredi 28 mai.

(Né le 13 août 1926, licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Pagniez est entré à l'administration centrale (Europe) en 1954, a fait un stage à l'université Columbia en 1955-1956, puis, après un nouveau passage à l'administration centrale, a été affecté à Moscou en 1958. Revenu à la direction d'Europe en 1961, il a été nommé à Pékin en 1964, puis sous-directeur d'Europe en 1967. Directeur adjoint du cabinet du ministre - alors M. Maurice Schumann - en 1972, M. Pagniez est parti à l'université Harvard l'année suivante. En 1975, il a été chargé, à l'administration centrale, des affaires des pactes et du désarmement; puis, en 1977, nommé directeur adjoint des affaires politiques, ambassadeur à Beograd en 1980, et enfin, en 1983, représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Genève.)

« Le roi Hussein de Jordanie repart le 2 juin pour M. Chirac. - Le roi Hussein de Jordanie, de passage à Paris sur la route des Etats-Unis, rencontrera lundi, à trois reprises, M. Jacques Chirac. Le premier ministre, qui s'attache, dit-on à l'hôtel Maxisson, « une importance toute particulière à cette visite privée de travail », ira accueillir le roi à 16 heures à l'Aéroport d'Orly. Un entretien est ensuite prévu à 19 heures à Maxisson. Enfin, à 20 heures, un dîner sera offert en l'honneur du roi, toujours à Maxisson. Le roi Hussein doit rencontrer le président Mitterrand mardi à l'Élysée.

Moscou signe avec des savants américains un accord « non gouvernemental » pour le contrôle des essais nucléaires

Les difficultés constatées entre les gouvernements soviétique et américain sur le problème de la vérification des essais nucléaires ont fait l'objet d'une tentative originale de contournement de la part de l'URSS. Selon le New York Times du jeudi 29 mai, un « accord privé » a été signé entre savants de deux pays, prévoyant l'installation de postes de contrôle mixtes non gouvernementaux près des sites d'expérience des deux pays.

Selon le quotidien américain, l'accord a été signé mercredi 28 mai à Moscou par M. Adrian DeWind, président du conseil de défense des ressources naturelles, un organisme basé à New York, et M. Evgeni Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences, qui a dû s'arracher pour ce faire aux intenses activités qu'il veut aujourd'hui son rôle de principal conseiller scientifique de la commission gouvernementale chargée du combat contre le désastre de Tchernobyl. Aux termes de cet accord, des stations d'observation sismique seraient installées dès le mois prochain à 145 kilomètres à l'ouest de Semipalatinsk, dans la Kazakhstan occidental où ont lieu une bonne partie des essais soviétiques, ainsi qu'à Yucca-Flat, au

nord-ouest de Las Vegas, à une distance à peu près égale du site américain du Nevada. Ces stations, dont le nombre serait important (on parle de trois de chaque côté), seraient ouvertes aux savants des deux pays, et des experts des Etats-Unis seraient même basés en permanence en URSS. Mais leur équipement serait exclusivement américain.

Sans doute M. Gorbatchev avait-il attendu et même levé les traditionnelles objections soviétiques à l'inspection sur place du contrôle des armements, comme un témoignage plusieurs de ses propositions des derniers mois. Mais les signataires de l'accord font observer que c'est la première fois que Moscou donne son accord à un projet très concret dans ce sens. On note encore que le biais du contrôle « privé » permet à l'URSS de faire un pas de plus dans la voie de l'assouplissement: jusqu'à présent, Moscou affirmait qu'un système d'inspection sur place ne pouvait être mis en place que pour contrôler un accord effectif de désarmement ou d'interdiction des expériences, non pour observer et la poursuite de la course aux armements. C'est en invoquant cet argument que M. Gorbatchev avait notamment rajusté, il y a quelques semaines, l'invitation du président Reagan d'envoyer des experts

soviétiques au Nevada pour voir à l'œuvre un nouveau système de détection mis au point par les experts américains. L'accord conclu mercredi n'engageait pas officiellement les gouvernements, ces stations pourraient fonctionner avant la signature d'un accord d'interdiction des essais.

Le gouvernement américain a accueilli avec réserve cette tentative de le mettre à l'écart du processus, d'autant que le caractère « non gouvernemental » de l'initiative du côté soviétique est bien entendu sujet à caution. Selon le porte-parole du département d'Etat, le Washington officiel « sera intéressé à en apprendre davantage de la bouche des savants américains à leur retour de Moscou », mais « il est évident que des questions touchant à la sécurité nationale doivent être discutées de gouvernement à gouvernement ».

M. DeWind ne nie pas cette interprétation. Il assure qu'il demandera dès son retour l'accord des autorités américaines « un accord d'autant plus nécessaire que des vies devront être accordés aux savants soviétiques concernés - et que des sondages effectués avant son départ « n'avaient pas soulevé d'objections immédiates ». Une affaire à suivre en tout cas.

MICHEL TATU.

l'électorat - en Nouvelle-Zélande et dans le Sud Pacifique à l'égard de Paris, cela reste improbable. Les récents contacts diplomatiques franco-néo-zélandais, en Suisse, n'ont, apparemment, pas permis de s'entendre, ni sur un calendrier ni sur les modalités d'une remise en liberté des agents français. Dans ces conditions, si on ne croit pas un terrain de compromis, on risque d'entrer bientôt dans une nouvelle phase de riddance. Et cela, sauf extraordinaire, jusqu'aux

Les ventes à la CEE

Autre pièce à verser au dossier: le pessimisme rapporté d'un récent voyage à Paris par le président de la commission néo-zélandaise des produits laitiers. Pour lui, la France se prépare à mettre des entraves aux importations de beurre néo-zélandais par la CEE, et ce, en fait, utilise M. Callaghan pour tester les réactions à l'idée d'une libération anticipée des deux Français.

L'opinion néo-zélandaise s'est prononcée à une forte majorité, dans un récent sondage, contre pareille éventualité. La presse, elle, a réagi ces jours-ci en brochant sur le thème: « espions français contre beurre néo-zélandais » et en spéculant sur l'indépendance réelle du pouvoir

judiciaire dans cette affaire. Elle n'a pas manqué de rappeler une formule favorite de M. Lange: la justice néo-zélandaise et les agents français « ne sont pas à vendre » (1).

D'autre part, indique-t-on de source informée, la France sollicite discrètement dans cette affaire la solidarité de ses partenaires, et pas seulement de ceux de la Communauté, pour multiplier les barrières aux débouchés commerciaux néo-zélandais. D'autre part, M. Lange doit affronter sur le plan intérieur la grogne de secteurs agricoles en difficulté.

D'autres facteurs, même s'ils ne se rattachent pas directement au contentieux franco-néo-zélandais, risquent d'alourdir l'atmosphère des visites de M. Lange et de jouer au profit de Paris. On pense ici à la querelle opposant Wellington à Washington sur les armements atomiques et au prosélytisme anticommuniste militant de M. Lange. Venant après la catastrophe de Tchernobyl, il n'est pas certain que ses arguments plaisent à tout le monde, à commencer par la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale.

Comment, alors, sortir au mieux de ce qui apparaît désormais comme un dilemme: le beurre ou les espions, souplesse politique ou raid juridique, entêtement ou compromis: comment trancher?

Outre son aspect croisé anticommuniste, la tournée européenne de M. Lange, entreprise à la veille d'une négociation commerciale vise sans doute à déterminer la réalité du rapport de forces entre Wellington et Paris. Pour agir en conséquence et en temps utile. Ce n'est pas impossible. Mais, compte tenu de l'état de l'opinion publique - de

élections néo-zélandaises de la fin 1987, au plus tôt. Au veto français sur un accord d'autant plus nécessaire que des vies devront être accordés aux savants soviétiques concernés - et que des sondages effectués avant son départ « n'avaient pas soulevé d'objections immédiates ». Une affaire à suivre en tout cas.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Cela dit, M. Lange a, en toute légalité, la possibilité d'expulser les deux Français. Cela est d'ailleurs précisé dans le jugement du 22 novembre 1985.

Cornelius Castoriadis Domaines de l'homme Les carrefours du labyrinthe II L'homme ne nous intéresse pas seulement parce que nous sommes des hommes, mais parce que le fantastique nœud de questions liées à son existence et au type d'être qu'il représente n'est pas réductible à la physique ou à la biologie. Le temps est venu peut-être d'inverser la manière traditionnelle de procéder. Commençons en posant un rêve, un poème, une symphonie comme instances de la plénitude de l'Être, et considérons le monde physique comme un mode déficient de l'Être. Que je reconnaisse dans l'Art de la Fugue ou les Élégies de D'Uino des œuvres humaines, des créations social-historiques, ne me conduit pas à les considérer comme « friables ». Œuvres humaines; simplement humaines? Est-ce que l'homme est « simplement humain »? S'il l'était, il ne serait pas homme, il ne serait rien. Chacun de nous est un puits sans fond, et ce sans-fond est de toute évidence, ouvert sur le sans-fond du monde. En temps normal, nous nous agrippons à la margelle du puits, sur laquelle nous passons la plus grande partie de notre vie. Mais le Banquet, le Requiem, le Châteaui, viennent de ce sans-fond et nous le font voir.

Monde

سكزا من الأصل

AMÉRIQUES

Bolivie

Les syndicats veulent organiser un « référendum » pour censurer la politique économique du gouvernement

De notre correspondant

Lima. — La Centrale ouvrière bolivienne, la COB, a lancé sa troisième offensive contre le régime néo-libéral présidé depuis le 6 août par M. Victor Paz Estenssoro. Elle a invité la population à se prononcer par référendum, le dimanche 1^{er} juin, « pour censurer la politique économique du gouvernement, qui a perdu toute légitimité puisqu'il obéit à des consignes étrangères ».

Ces « consignes étrangères » sont celles du Fonds monétaire international. Pour obtenir un prêt stand by de 57 millions de dollars, le FMI a imposé des conditions strictes : gel des salaires, liberté des prix, austérité budgétaire, flottement du peso, privatisation des entreprises publiques et remboursement de la dette extérieure.

Le FMI a aussi fait pression pour que la législation fiscale soit modifiée afin d'éponger le déficit budgétaire, estimé à 178 millions de dollars. La réforme a été votée, la semaine dernière, par la majorité de droite qui contrôle le Parlement.

Haiti

LES BIENS DE L'EX-PRÉSIDENT DUVALIER SOUS SÉQUESTRE

Port-au-Prince. — Le gouvernement haïtien a obtenu de la justice française la mise sous séquestre du château que possédait à France l'ex-président Jean-Claude Duvalier, a annoncé, le vendredi 24 mai, le ministre haïtien de la justice, M. François Lotureau. Il s'agit du château de Théméricourt (région parisienne), a indiqué le ministre, en précisant que quatre ou cinq appartements de la famille Duvalier, situés dans des quartiers résidentiels de Paris, allaient également être mis sous séquestre. Le bateau de plaisance appartenant à M. Duvalier, le Nisky, qui se trouve actuellement à Miami, et dont la valeur est estimée à plus de 1 million de dollars, a aussi été saisi. Enfin, 367 millions de dollars appartenant à M. Duvalier ont été gelés dans une banque par les autorités suisses à la requête du gouvernement haïtien, a confirmé M. Lotureau. — (AFP.)

AFRIQUE

Ouganda

Le gouvernement prend des mesures pour assainir l'économie

Kampala (Reuters). — Le gouvernement du président Yoweri Museveni a annoncé, mercredi 28 mai, une série de mesures visant à assainir l'économie délabrée par une longue guerre civile.

Ce plan de redressement comporte l'instauration immédiate d'un système de double taux de change ainsi qu'un doublement des rémunérations versées par l'Etat aux producteurs de denrées agricoles exportées (café, tabac, thé et cacao). Près de 90 % des recettes ca dévies du pays proviennent du café.

Les autorités ont aussi décidé que l'Etat allait vendre les biens et commerces confisqués en 1972 aux Asiatiques à l'époque où Idi Amin Dada était au pouvoir.

Une commission a été créée pour examiner la situation des sociétés d'Etat en vue de leur éventuelle privatisation. Deux d'entre elles ont d'ores et déjà été fermées par le gouvernement : l'Office national du textile et l'Office commercial ougandais.

D'autre part, deux journalistes de la revue nationale *Week-End Digest*, qui avait affirmé lundi que le gouvernement venait d'étouffer dans l'œuf une tentative de coup d'Etat, auraient été arrêtés. Selon leurs confrères, MM. Wilson Lwashande Wandera et Ndugu Jesse Mashate n'ont pas donné signe de vie depuis qu'ils ont quitté, mardi, les locaux de leur journal pour...

● Nouveaux ambassadeurs des Etats-Unis au Soudan et en Egypte. — M. Frank Wisner, actuellement sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, a été nommé au Soudan, et remplacé par M. Nicholas Veliotis, démissionnaire depuis janvier dernier. A Khartoum, c'est M. Norman Anderson, lui aussi diplomate de carrière, qui remplacera M. Alexander Horan. Ces deux nominations doivent encore être confirmées par le Sénat. — (AFP.)

Cette loi a suscité une levée de boucliers dans les milieux populaires appelés à se prononcer dimanche. Les autorités estiment que le « référendum » de la COB est « subversif » et ont fait savoir que ses promoteurs seraient poursuivis.

Une autre loi approuvée par le Congrès a encore aggravé le rapport entre la majorité de droite et l'opposition de gauche. Cette loi électorale stipule que les partis qui ont obtenu moins de 5 % des suffrages aux élections du 14 juillet ne pourront pas participer à la prochaine consultation prévue en 1989. Elle pénalise quinze des dix-huit partis reconnus par le tribunal électoral. Seuls les trois plus grands partis — le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) du président Paz Estenssoro, le parti conservateur Action démocratique et nationaliste (ADN) du général Barzer et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), centriste, de M. Jaime Paz Zamora — restent en course.

Les dirigeants des petits partis ont protesté contre une loi qui, selon eux, « restreint la démocratie et viole la Constitution ». Mais cette loi pourrait inciter la gauche à une réunification. Elle avait participé aux élections de juillet en ordre dispersé (une vingtaine de partis), alors que la droite se regroupait autour du MNR et de l'ADN.

La loi pourrait mettre fin à l'instabilité politique dans un pays où les organisations ne cessent de se multiplier et de se diviser. N. B.

Colombie

● Vingt-six tués dans des combats entre l'armée et des guérilleros. — Vingt-six personnes ont été tuées, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 mai, lors de combats entre l'armée et les guérilleros du M-19 qui se déroulent dans la province de Valle. Les affrontements ont également fait quinze blessés, a-t-on indiqué de source officielle. Sept militaires, huit civils et onze guérilleros ont été tués, a-t-on précisé de même source. Les autorités ont qualifié de « très délicate » la situation depuis mercredi dans cette région, où s'est retranché le Bataillon d'Amérique composé par le M-19 colombien et des guérilleros d'autres nationalités. — (AFP.)

Guinée

DES FONCTIONNAIRES MOINS NOMBREUX ET MIEUX PAYÉS

Conakry (AFP). — Le gouvernement a annoncé, jeudi 29 mai, une augmentation de 80 % du salaire des fonctionnaires à compter du 1^{er} mai, mais assortie de mesures pour réduire les effectifs de l'administration. Les « fonctionnaires incompétents » seront licenciés. Des mécanismes d'incitation au départ volontaire vont être institués : mises à la retraite anticipée, primes et crédits bancaires pour la reconversion dans le secteur privé.

La communication officielle relative à ces mesures annonce par ailleurs une hausse des transports publics, de l'essence et du riz. L'alignement de base des Guinéens passe de 80 F guinéens à 100 F dans la capitale (1 F guinéen vaut 2 centimes français).

Le gouvernement a décidé enfin la disparition au 1^{er} juin du double taux de change, l'un réservé au secteur privé, l'autre au secteur public, en raison de la « remarquable stabilité » enregistrée depuis plusieurs mois par la monnaie guinéenne, dont le cours s'est aligné sur le franc CFA. Cette stabilité a entraîné une baisse considérable des transactions parallèles.

Le franc guinéen avait remplacé en décembre la syli, qui venait de subir une dévaluation massive, pour combler l'écart de 1 à 12 existant entre le cours officiel et le cours parallèle.

Etats-Unis

Le problème des otages américains oblige Washington à une certaine prudence à l'égard de la Syrie

admet le général Walters

De notre correspondant

Washington. — Le sort des Américains détenus au Liban pèse sur l'appréciation que les Etats-Unis peuvent faire du rôle de la Syrie dans le terrorisme international, a implicitement indiqué, dans une interview au *Monde* et à Radio-France internationale, l'ambassadeur américain auprès des Nations unies, le général Vernon Walters.

Parallèlement, le porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat d'ont commenté, jeudi 29 mai, qu'avec la plus grande prudence la multiplication des rumeurs sur la possibilité d'une prochaine libération d'otages français, et peut-être aussi américains. « Nous n'avons aucune information permettant de confirmer qu'il y ait des progrès concrets sur le terrain », s'est contenté de dire le premier, tandis que le second estimait n'avoir « aucune raison de donner une évaluation optimiste ou pessimiste de la situation ».

Sans faire allusion aux efforts qu'aurait entrepris Damas en faveur des otages, le porte-parole du département d'Etat a cependant ajouté que Washington « accueillait favorablement toute action [en ce sens] d'une partie responsable », exprimant ainsi les discrets espoirs placés dans l'éventuelle bonne volonté du président Assad.

Interrogé la veille par le *Monde* et RFI sur les responsabilités parfois prêtées à la Syrie dans la récente tentative d'attentat, à Londres, contre un avion d'El Al, le général Walters avait, pour sa part, répondu : « Je ne prendrai pas à la légère les conclusions d'une enquête faite par le gouvernement britannique, mais je constate que, comme vous [Français], nous avons des... »

otages au Liban et, autant que nous le sachions, peut-être dans la zone contrôlée par les Syriens ».

Est-ce cela qui incite les Etats-Unis à la modération vis-à-vis de Damas ? « Je dirais qu'il n'y a pas de preuves aussi irréfutables que celles que nous avons obtenues concernant Kadhafi », a d'abord répliqué l'ambassadeur, avant d'admettre — « Oui, je crois — que j'aurais, à l'avenir, le problème des otages et « le fait que ça serait beaucoup plus compliqué » (sous-entendu : d'exercer des représailles contre la Syrie que contre la Libye).

Le silence du colonel Kadhafi

Pour le général Walters, le bilan à tirer de l'emploi de la force militaire contre le colonel Kadhafi ne prête pas, en revanche, à discussion. « Je constate, dit-il, que M. Kadhafi est assez silencieux, qu'on ne l'entend plus tenir les propos qu'il tenait quotidiennement » et qu'il ne semble pas non plus qu'il se soit lancé, depuis ce « coup de nouveauté », dans la préparation de nouveaux attentats. Quant à la tension franco-américaine suscitée par le refus de Paris de participer au raid en ouvrant son espace aérien aux bombardiers envoyés sur la Libye, elle n'est même plus un souvenir pour l'ambassadeur, qui avait pourtant été chargé d'aller demander ce droit de survol à MM. Chirac et Mitterrand.

« La chose qui a beaucoup frappé l'opinion publique américaine est que ce soit seulement en France que l'opinion publique ait approuvé notre action », affirme-t-il, avant de vanter avec enthousiasme l'« extraordinaire consensus » politique dont bénéficie la France sur...

Les responsables des services secrets se défendent de vouloir « saborder la liberté de la presse »

De notre correspondant

Washington. — Le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), M. William Casey, et celui de la beaucoup moins publique National Security Agency, le général William Odom, ont été à deux doigts de donner une conférence de presse. Réflexion faite, ils ont préféré accorder une interview à l'agence Associated Press, mais ils n'ont pas mâché leurs mots contre l'« hystérie » avec laquelle les journalistes les accusent de vouloir « mettre en place » le premier amendement de la Constitution, qui garantit la liberté d'expression, et « saborder la liberté de la presse ».

« Nous ne voulons pas cela », ont-ils affirmé dans un catégorique démenti qui a été pas absolument superflu. La veille, mercredi 28 mai, ces deux patrons des services secrets avaient, en effet, pris l'initiative de « mettre en garde » les journalistes couvrant le procès d'un ancien employé de la NSA, Ronald Pelton, accusé d'avoir vendu des secrets à Moscou, contre « les conjectures [sur le dossier] et le compte rendu de détails allant au-delà de l'information effectivement donnée à l'audience ».

« De telles conjectures et le rajout de faits constituent des divulgations non autorisées et peuvent causer un tort substantiel à la sécurité nationale », ajoutent les directeurs dans une menace parfaitement limpide de poursuites judiciaires.

N'aurait été la puissance du général Odom et, surtout, celle de M. Casey, ami personnel et très influent conseiller du président, les journalistes avertis auraient pu s'écrouler de rire. Depuis l'ouverture du procès, mardi à Baltimore, l'Amérique entière et ceux des attachés militaires à Washington qui ne sont ni sourds ni aveugles ont appris qu'après avoir eu des revers de fortune qui auraient pu être pu attirer l'attention de ses supérieurs Ronald Pelton avait appelé à plusieurs reprises l'ambassade soviétique avant de s'y rendre en personne pour proposer quelques bricoles à bon prix.

On suppose que les tables d'échecs étaient tombées en panne, que les caméras à l'entrée de l'ambassade avaient été désorientées par un coup de vent et que les civils placés aux alentours révoient. Ce sont des choses qui arrivent, mais, pour une époque qui se vante d'avoir relevé à grands frais les défenses de l'Amérique, cela fait mauvais effet.

les grands sujets de politique étrangère — même lorsqu'il s'agit d'opérations militaires.

« J'ai l'impression que la France est gouvernée par une sorte de consensus », insiste-t-il en indiquant qu'il ne sait pas si « cela durera » mais qu'il n'a, en tout cas, « pas eu l'impression de parler à deux personnes placées à des pôles différents » lorsqu'il s'est entretenu avec le président de la République et le premier ministre. Ni l'un ni l'autre, affirme-t-il au passage, n'ont refusé le droit de survol car il ne leur avait pas été demandé : « Ils avaient qu'on le voulait, et, quand ils ne nous l'ont pas offert, nous avons compris ».

Faut-il croire, en constatant le malaise créé à Washington par les frêles possibilités de signature d'un traité de paix régionale en Amérique centrale, que les Etats-Unis préfèrent la guerre à un compromis avec les sandinistes ? « Je ne sais pas », répond l'ambassadeur, qui déplore que l'Europe ne comprenne pas, premièrement, que l'Amérique centrale est aux Etats-Unis ce qu'est le Maghreb à la France (« Si les Russes s'installaient en Tunisie, ça ne vous dérangerait pas ? ») et, deuxièmement, que l'objectif soviétique, depuis la signature du traité de l'OTAN, est de détacher les Etats-Unis de leurs alliés en les convainquant que l'Amérique n'est pas fiable et les lâche.

« S'il était maintenant prouvé, s'exclame-t-il, que les Etats-Unis...

... sont incapables d'empêcher la mise en place, à leur porte, d'un régime marxiste-léniniste, les Soviétiques ne seraient-ils pas en excellente position pour dire : « Vous voyez, même cela, ils sont incapables de le prévenir ».

Est-ce à dire que l'objectif prioritaire des Etats-Unis est de renverser le régime sandiniste ? « De faire, rectifie l'ambassadeur, qu'il y ait un régime dans lequel le peuple décide de son propre destin ». Et ce n'est pas le régime sandiniste, confirme le général Walters, en regrettant qu'« on applausisse l'Amérique seulement lorsque [qu'elle est] pour la démocratie au Chili et au Paraguay, mais pas lorsque [elle est] à Cuba et au Nicaragua, qui sont pourtant des dictatures beaucoup plus sanglantes et beaucoup plus durables ».

A propos, enfin, du débat en cours à l'ONU sur l'aide à l'Afrique, l'ambassadeur se félicite de la nouvelle priorité donnée à l'agriculture par les gouvernements concernés, mais laisse clairement comprendre que Washington n'est pas disposé à répondre à leur attente financière — pour l'instant en tout cas. « Aujourd'hui, le Congrès est très réticent à débloquer de grandes sommes d'argent, mais je crois que nous pourrions obtenir davantage [des élus] si nous voyons un bon démarrage et de bons résultats ». Il n'y a plus, autrement dit, d'aide américaine sans conditions.

BERNARD QUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

LA BARBADE

Victoire de l'opposition aux élections législatives

Bridgetown. — M. Errol Barrow, leader du Parti travailliste démocratique (DLP), a été nommé premier ministre le jeudi 29 mai, son parti ayant remporté une écrasante victoire aux élections législatives du 28 mai. Sa formation a conquis vingt-quatre des vingt-sept sièges de la nouvelle Assemblée, ne laissant que trois sièges au Parti travailliste de la Barbade (BLP) du premier ministre sortant, M. Seere John. C'est un retour au pouvoir pour M. Barrow, déjà chef du gouvernement depuis 1961 et qui avait conduit les négociations permettant l'accession à l'indépendance, en 1986, de la Barbade, colonie britannique. Mais cette fois il est au sud-est de l'arc caribéen reste dans le Commonwealth. M. Barrow, dont la formation se situe plus à gauche que le BLP, a promis de réduire les tarifs des services publics. Il avait, en 1983, critiqué l'envoi symbolique de contingents militaires de la Barbade aux côtés des troupes américaines lors de l'invasion de la Grenade. Mais il s'est déclaré favorable, comme M. Seere John, à un renforcement des liens avec les Etats-Unis. — (AFP.)

NICARAGUA

Washington impose un accord aux dirigeants de la Contra

Washington. — Les principaux dirigeants de l'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO), réunis depuis trois semaines à Miami pour tenter de surmonter leurs divergences, sont finalement parvenus à un accord le jeudi 29 mai. Aux termes de cet accord, imposé selon le *New York Times* par le gouvernement américain, MM. Arturo Cruz et Alfonso Robelo ont obtenu satisfaction. Ils demandent que les opérations militaires menées au Nicaragua par la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) soient plus rigoureusement contrôlées par le directeur civil de l'UNO. Le chef d'état-major de la FDN est le colonel Bermudez, un ancien membre de la garde de Somoza. Le principal dirigeant politique de la FDN, M. Adolfo Calero, troisième homme du directeur de l'UNO, a donc été contraint de céder aux pressions américaines. MM. Cruz et Robelo ayant menacé de quitter l'UNO si leurs requêtes n'étaient pas satisfaites.

NIGERIA

Interdiction des manifestations d'étudiants

Lagos. — Les autorités ont interdit toute manifestation au Nigeria, où s'affrontent depuis une semaine étudiants et forces de l'ordre (le *Monde* du 28 mai). L'université de Lagos a été fermée après les annonces de la création d'une commission d'enquête sur les troubles qui avaient commencé dans le nord du pays, à Zaria. Jeudi 29 mai, deux étudiants ont été tués au cours d'affrontements à Kaduna, également dans le nord. — (AFP, Reuters.)

VANUATU

Relations diplomatiques avec la Libye

Port-Vila. — Le gouvernement de Vanuatu annonce qu'il noue officiellement ce vendredi 29 mai des relations diplomatiques avec la Libye au niveau des ambassadeurs. Le ministre des affaires étrangères, M. Sela Molisa, a précisé que le gouvernement avait arrêté sa décision après avoir pris « bonne note de la prudence et de l'inquiétude de certains Etats ». Les Etats-Unis et l'Australie ont exprimé la crainte que ce rapprochement ne se traduise par un développement du terrorisme dans le Pacifique. Le président du Vanuatu lui-même avait mis en garde le premier ministre, M. Walter Lini, « Le gouvernement souhaite assurer ses citoyens et ses amis que Vanuatu compte pleinement jouer son rôle pour maintenir la stabilité, la sécurité et la prospérité du Pacifique », a déclaré M. Molisa. L'établissement de liens officiels avec Tripoli, est dit-on à Port-Vila, « conforme à la politique de non-alignement de Vanuatu ». Port-Vila a demandé, à travers autres pays, dont l'Australie et les Etats-Unis, d'établir des relations diplomatiques avec Vanuatu est-il précisé. — (Reuters.)

سكنا من الاموال

新

LA BOURSE

AMÉRIQUES

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSÉ DES PRIX DU PÉTROLE

Au Texas, la fin d'un beau rêve...

(Suite de la première page.)
 Quand il en est à 35 dollars, fin 1981, l'ivresse est à son comble. Dans les rues de Midland, des familles entières dorment dans des voitures, attirées de la côte est ou du Middle-West, que frappait alors la récession, et se disputent des logements trop peu nombreux dont les prix montent en flèche. En moins de dix ans la population de la ville avait augmenté de moitié, comme celle de Houston, où l'on a construit, pour cette seule année, 4 millions de mètres carrés de bureaux dans des tours qui forment aujourd'hui l'un des hauts lieux de l'architecture contemporaine.

William Kerr Sr, père de William Kerr Jr et premier de tous les Kerr associés du vénérable cabinet d'avocats de Midland, garde de cette époque le souvenir de l'épave, de la machine à écrire à clavier arabe qu'il lui avait un jour fallu emprunter et de ces valeurs d'argent liquide, que les porteurs hallucinés voulaient investir, avec des partenaires qu'ils n'avaient jamais vus, dans une industrie dont ils ignoraient tout.

« Des gens sans expérience », dit-il, avec la retenue nonchalante d'un aristocrate à l'abri des aléas d'un cours de Bourse. En 1982, le baril redescendait à 33 dollars pour inexorablement retomber à 26 dollars en janvier dernier et, depuis, c'est la chute libre : 10 dollars au 1^{er} avril, puis une stabilisation autour de 15 dollars, pour l'instant. « Pendant quatre ans, ça a été vertigineux », dit Mr Kerr, qui connaît l'histoire. Les gens ont essayé de venir, mais ils n'en pouvaient plus, et, avec 50 % de baisse sur trois mois, ils ne se montrent pas sous leur meilleur jour : ils ne paient plus leurs factures ».

Après un démarrage de la crise avec cent trente-trois dépôts de bilan en 1982, Midland en a enregistré trois cent soixante-cinq en 1985 et cent soixante-huit pour les seuls quatre premiers mois de cette année : 47 % d'augmentation d'une année sur l'autre. Sous les portraits d'œuvres qui vivaient déjà de la loi, une pagaille de dossiers encombre le bureau de Mr Kerr. Les hôtels sont vides, les démolisseurs font des affaires de pétroliers, et partout - dans Wall Street, la rue principale, aux guichets des banques, aux

comptoirs des fast foods, dans les couloirs des immeubles en verre et béton - règne ce silence poussièreux des westerns quand, à l'approche des bandits, la ville abandonne ses trottoirs au soleil.

Midland s'enlise dans les sables, et même ceux qui ont des chances de ressortir plus musclés de l'épreuve rejettent leur souffle. Fils d'un ouvrier canadien, géologue de formation, Carl Lawrence n'avait jamais, même au temps de l'emploie, laissé s'emballer ses coûts de production. On dit qu'on ne s'enrichissait pas à travailler pour lui, mais des 5 000 dollars investis en 1966, après treize années passées dans une grande compagnie, il a fait une très solide société, qu'il possède à 85 % et dotée en sous-sol de solides réserves.

« A leur juste prix »

Les réserves sont toujours là, mais leur valeur est moitié moindre et n'égale désormais plus que le double au lieu du quadruple de l'endettement qui semble d'un coup singulièrement plus lourd à supporter. Buriné, œil d'épervier dans un visage ridé par la cinquanteaine, il fait, chaque matin, le tour de ses champs aux commandes de son avion privé et se prépare à réduire - ce sera la dixième fois - les salaires de ses employés, dont il a également diminué d'un quart les effectifs. « Evidemment, dit-il avec un cynisme bonhomme, je n'ai plus à craindre qu'on me pique ma secrétaire pour 50 dollars de plus. Mais cela ne compense pas pour autant les frais impossibles, le chiffre d'affaires qui suit le prix du baril dans sa dégringolade et surtout la nervosité des banquiers.

« Il faut maintenant leur tordre le bras pour leur arracher un dollar », lance Carl Lawrence dans une grimace de dégoût, et cela le fait enragé, car c'est le moment de racheter d'autres compagnies - à leur juste prix -, et l'avenir est à ceux qui auront pu le faire. Seulement voilà, après s'être battus pour prêter les yeux fermés à toute personne voulant forer, les banques hées à l'industrie pétrolière ont regretté, pertes après pertes, 30 % d'entre elles sont en difficulté, non

seulement à cause de la multiplication des faillites, mais aussi de l'essoufflement économique général des Etats producteurs.

En Louisiane, les autorités locales vont au devant d'un soudain déficit de quelque 10 % de leur budget, le taux de chômage a d'ores et déjà dépassé les 13 % et l'on pense à rétablir les taxes sur la propriété ou à ouvrir des castles.

Les malheurs de la Sun Belt

Chaque dépense moins et tous les secteurs d'activité s'en ressentent, particulièrement en Oklahoma, dont le gouvernement a demandé une réduction de 16,5 % des dépenses publiques qui ne pouvaient plus être couvertes par un budget déficitaire d'au moins 25 %.

De loin les plus dramatiques, les problèmes de cet Etat-là passent pourtant presque inaperçus au regard de la déconfiture du Texas, qui supprime une Amérique vaguement rigolarde. Fiers de leur expansion, de leur modernisme, de leurs gratte-ciel et de leur carrière, les Texans tenaient depuis plusieurs années la dragée haute au reste de leurs concitoyens. Leur réussite symbolisait celle de la Sun Belt (la « ceinture de soleil » de l'Ouest et du Sud), et l'on ne peut brusquement plus - au moment même où l'on découvre le redémarrage industriel en Nouvelle-Angleterre - ouvrir la télévision ou feuilleter un magazine sans entendre parler de leurs malheurs.

Chaque fois que le prix du baril perd 1 dollar, le Texas perd trois milliards de produit brut, 25 000 emplois et 100 millions de recettes fiscales. La situation est d'autant plus préoccupante que, parallèlement, le flot permanent d'immigrés clandestins venant du Mexique limitrophe s'est dramatiquement accru en raison du désastre économique que la baisse du brut a, pour le coup, provoqué de l'autre côté de la frontière. Dallas, dont tous les œufs ne sont pas dans le même panier, s'en sort, mais l'orgueilleuse Houston, capitale du pétrole, est en état de choc.

Les bureaux ne trouvent plus de locataires, en un an - d'un mois de mars à l'autre - le volume des ouvertures de chantiers a diminué

de 27 %, le trafic aérien de 9 % et les ventes d'automobiles de 17 %. De 7,5 % en janvier dernier, le chômage est passé à 9,2 % en mars, et va, prédisent les milieux industriels, franchir la barre des 10 % en juin. Le maître mot de la chambre de commerce est « diversification », mais son président demande « au moins dix ans » pour de véritables changements et, coup du sort, le programme spatial américain subit rovers sur rovers alors qu'il est, avec la recherche médicale, l'un des deux espoirs de la ville.

De cette crise, les plus grandes compagnies sortiront plus fortes encore et, pour les « majors », les actuelles secousses passées, c'est même une nubaine. L'une d'elles a ainsi racheté l'année dernière pour plus de 1 milliard de dollars de réserves d'or noir. Toutes procèdent à des dégraissages massifs ou vont le faire, et les bénéfices des activités de la pétrochimie et du raffinage sont très maintenant en hausse marquée, puisque le prix de la matière première a baissé sans que les consommateurs bénéficient de l'intégralité de cette baisse.

Une vaste restructuration est en cours. Le producteur qui dégageait quotidiennement 1 000 dollars avec cent barils par jour à 30 dollars pièce a aussi peu de chances de lui survivre que les prestataires de services (bureaux d'études et locuteurs de matériel), qui tournaient sur emprunts bancaires et qui sont maintenant étranglés par le gel presque total de la prospection.

Le bar est vide...

La première semaine de mai, le nombre des nouveaux forages est tombé aux Etats-Unis à 809, contre 1915 au début de l'année et 4 530 en décembre 1981. On est là en dessous du niveau d'avant 1973, et le bar - The Bar - que quelques pétroliers de Midland avaient un jour décidé de créer dans l'esprit d'une longue tempête de sable est bien vide. Au milieu des néons publicitaires, des bois clairs, des photos de boxe et des bouteilles alignées derrière le grand

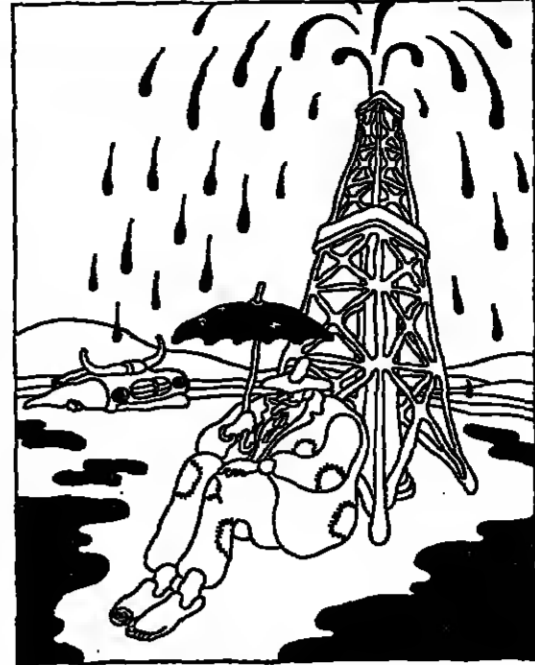
comptoir, dans cette synthèse des suburbs des années 50 de leur jeunesse et des brasseries new-yorkaises où ils avaient appris la Bourse, on voit aux chaises vides la fin d'une époque.

Ceux qui ne disparaîtront pas avec elle donneront sans doute leur nom à quelques nouvelles dynasties américaines, mais la roue ne s'est pas encore arrêtée. Qui le destina chassera-t-il ? Clayton Williams, qui se refait dans les communications ? Clint Hurt, dont les douze tours de forage valaient quelque 30 millions en 1981, déjà moins de 7 l'année dernière et pas même 2 aujourd'hui, mais qui pourtant tient bon avec seulement 3 millions de dettes et des réserves qui se vendraient encore 2 millions ?

« La plus belle maison de la ville »

Ou encore Aaron Giebel, l'inventeur du fils d'un boucher méthodiste qui pesa un jour ses 100 millions ? En 1966, il fonde une société, la MGF Oil Company, qui allait devenir l'une des stars de la rue vers l'Est. Dix ans plus tard, il en quitte la direction pour créer une nouvelle entreprise en hypothéquant son stock d'actions. Il a alors 25 millions de dollars de crédit ouvert à la First National Bank de Midland, celle qui va s'écrouler, fin 1983, dans un fracas national, après l'avoir acculé à la faillite en exigeant un remboursement immédiat de ses créances.

Aujourd'hui, Aaron Giebel ne possède plus qu'un avion au lieu de quatre, ses ranchs sont vendus, son petit palais qu'il avait « par vanité » voulu « la plus belle maison de la ville » est sous scellés ; mais il paraît remonter la pente si sûrement qu'à Midland où, en quatre mois, le chô-



Dessin de SERGUEL.

mage est passé de 4,5 % à 8,5 %, il passe pour un « nice guy » (un chouette type).

Là-bas, très loin, fichée de voir ses partenaires de l'OPEP tricher sur les quotas de production, l'Arabie saoudite a cassé les prix en doublant ses propres extractions, et l'Amérique en est atteinte jusque dans sa cuisine politique. Le vice-président George Bush, qui a fait sa fortune dans le pétrole texan et dont la base politique est texane, est sérieusement handicapé pour 1988 : s'il ne défend pas son Etat, il est un traître ; s'il se prononce en faveur de la taxe à l'importation que réclament tant de producteurs, il va contre l'intérêt général du pays, qui se porte mieux avec un pétrole bon marché, même si l'indépendance énergétique en prend un coup.

Progressivement délogés de leurs bastions du Sud par les républicains, les démocrates, eux, auraient bien là une arme pour contre-attaquer. Mais la défense des pétroliers n'est pas véritablement, à l'échelle nationale, le drapeau qui ralliera les électeurs.

Midland-Odessa s'endort. Il n'y avait pas en, depuis la hausse, pire calamité que cette baisse...

BERNARD GUETTA.

パリ株式取引場

新しいリーダー市場？

1986年、金融物件定期取引 (MATIF) をパリ株式取引場でオープンすることにより、フランスはこの分野で国際的トップレベルに達した。
 この大革新は、フランスの金融市場の技術的責任者である株式仲買人達が、関係者すべてと協力して、長い年月をかけて調査研究の結果積み出したものである。
 「未来」のアメリカ市場を本手に考案された MATIF は、高度な金融市場の「真髄」を表現している。これは投資家達に安全投資と同時に思惑売買も行う可能性を提供するものである。又 MATIF は長期利率の変動に対する保証を、特別契約によって設定することも可能

である。近々フランス株式仲買人達は、再度彼等の革新能力を発揮させて、オプション取引市場のオープンをすることになっている。このシステムの外国での成功は今や言及する必要もない。かくして投資家達は、非常にアトラクティブな新しい条件のもとに、フランスの株式市場に興味を寄せることが出来る。
 パリ株式取引場及びフランスの株式仲買人達は再度これによって彼等のエネルギーとプロ意識をはっきりと示したと言える。これは又フランスが、日々国際金融市場の競争に挑戦しようとの意欲の表われでもある。 TAROO YAMADA, TOKYO.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE.
 PLACE A LA FRANCE.

* LA BOURSE DE PARIS : UN NOUVEAU MARCHÉ LEADER ?

سكزا من الأصل

صحة والبيئة

politique

Le débat sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement

L'Assemblée nationale reprendra au début de la semaine prochaine, après la « parenthèse » de la motion de censure socialiste sur le collectif budgétaire, l'examen qu'elle a entrepris jeudi 29 mai du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

S'ouvrira-t-elle pour la première fois au cours de cette législature, à cette occasion, le luxe d'un débat paisible, à tout le moins mené à son terme conformément aux procédures classiques ? Autrement dit, ce projet échappera-t-il aux foudres répétitives du « 49-3 », qui ont frappé jusqu'à présent les trois premiers textes examinés au Palais-Bourbon ?

Pour lui-même, parce que son projet est riche d'anxieux - haïssamment symboliques, dit le PS - fortinement mythiques, juge le ministre des affaires sociales et de l'emploi, - M. Séguin aurait tout intérêt à ce que son texte ne disparaisse pas dans une nouvelle « détonation » du « 49-3 ».

Il pourrait alors se prévaloir d'avoir su mener avec ses adversaires politiques une vraie et complète discussion, à défaut d'imposer son point de vue. Il se trouverait ainsi mieux armé pour tempérer les ardeurs des maximalistes de sa propre majorité ou du patronat. Et ce lui parviendrait-il ?

De quel agur est la présence intermittente, jeudi, sur le banc du gouvernement, pendant une partie du débat, aux côtés du ministre des affaires sociales, de M. Chirac ? C'est, en tout cas, là encore, une petite « première » de la jeune et déjà tourmentée législature.

En face, les adversaires pensent bien sûr à eux, autant qu'à M. Séguin. C'est bien naturel. Ils tenteront d'opposer à la muraille que constitue l'actuel ministre en action le front uni de ses prédécesseurs, très présents dès le début du débat, MM. Jean Aron et Michel Delebarre.

Sans doute, le PS sait déjà que, même en épousant l'arsenal de la procédure, il n'ébranlera ni

M. Séguin, ni sa dialectique ni sa mémoire, également redoutables. Mais il faut ce qu'il faut : symboles - et opposition - obligés.

Le PS veut, en tentant de résister au projet de loi de M. Séguin, montrer avec force qu'il s'adresse aussi à ceux qui défendent tout naturellement le PC. Ce n'est, en effet, pas par hasard qu'un ancien communiste, M. Henri Fiszbein (apparenté PS, Alpes-Maritimes) avait été présenté pour porter une dernière escarmonche de - avant l'examen détaillé du projet.

Bataille pour un symbole à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a commencé, le jeudi 29 mai, l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Étienne Fiate (RPR, Yvelines), indique : « J'ai la conviction qu'il n'y avait pas d'autres moyens, en l'état actuel du climat social, de relancer la négociation entre les partenaires sociaux et de faire avancer ce problème épineux ».

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, au cours d'un long exposé, présente la défense et l'illustration de son projet et une archéologie du droit social français.

Même les partisans de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne seront pas oubliés par le ministre : « Quel meilleur terrain rêver », déclare M. Séguin, pour opposer, le 20 mai et le 16 mars, la droite et la gauche, le progrès et la réaction ou - on le voit - le libéralisme et le collectivisme, ombre et lumière, passivité et renouveau. [...] Mais, à bien y réfléchir, entre ceux qui se sont laissés persuader que des centaines de des centaines de milliers d'emplois seraient créés en l'espace de quelques mois et ceux qui ont couru convaincus qu'il y avait un retour à la loi de la justice un nombre pratiquement équivalent d'emplois ou être supprimé ou cours des prochaines semaines, lesquels, je vous le demande, qu'on est le plus trompés ? »

Paradoxe du débat : « A onze années de distance, nous allons, en quelque sorte, nous battre à fronts renversés... » L'autorisation administrative de licenciement, la droite l'instaura, en effet, en 1975. C'est elle, qui aujourd'hui en demande la suppression. La gauche, à l'époque,

était contre, rappelle M. Séguin. Aujourd'hui elle est favorable à son maintien.

Selon le ministre, pour qui sait quitter les « méandres de l'idéologie », la réalité est claire : « La procédure d'autorisation administrative de licenciement, telle qu'elle est aujourd'hui mise en œuvre, a des effets pervers sur l'emploi ».

Le monde bouge

« C'est précisément parce qu'elle est de nature à compromettre son politique en faveur de l'emploi - et pour cette raison d'abord - que le gouvernement a décidé de redéfinir cette procédure », explique M. Séguin.

Le code du travail n'est pas une « réalité figée », soutient le ministre, certaines de ses règles ont - perdu, ou fil des années, leur raison d'être. Elles doivent évoluer (...). Il ne s'agit pas de revenir en arrière ni d'organiser « je ne sais quelle récession sociale. Il s'agit tout au contraire de franchir de nouvelles étapes dans un monde qui bouge ».

Une idée sous-tend tous les propos de M. Séguin : on serait, de toute façon, arrivé là où on en arrive aujourd'hui. C'était dans l'air du temps. Beaucoup y songeaient, si personne n'en avait ouvertement parlé, hors le patronat, à sa façon. Il n'est, affirme le ministre, que de lire le protocole - non signé, il est vrai - du 16 décembre 1984 sur l'adaptation des conditions d'emploi pour s'en convaincre.

M. Séguin s'élève contre ce qui serait à ses yeux un mythe. « L'existence d'une autorisation préalable n'a jamais empêché les licenciements économiques. Ce se serait. Et le caractère quasi magique de la protection qu'elle servait censée garantir aux salariés est totalement illusoire ».

Il estime : « L'autorisation administrative préalable, d'une part, coûte du temps et de l'argent à des entreprises qui sont déjà en difficulté. D'autre part, elle constitue pour trop de chefs d'entreprises un obstacle psychologique, c'est vrai, qui les empêche d'embaucher ». Et du même coup, dans un certain nombre de cas, « un frein à la modernisation des entreprises ».

Alors, pourquoi a-t-on organisé en 1975 cette procédure d'autorisation administrative de licenciement qui - ne correspond plus à la situation de la France de 1986 ? - M. Séguin esquisse du droit social français depuis quarante ans cette histoire : il y a eu « depuis les lendemains de la guerre, deux évolutions concomitantes et complémentaires : - Le déclin, ou fil des ans, du contrôle administratif de l'emploi, tel que révisé en 1945... »

« Et l'émergence progressive de systèmes conventionnels avec les étapes décisives de 1969 et 1974. » C'est cette évolution parfaitement cohérente, a connu un coup d'arrêt en 1974-1975 avec l'institution de l'allocation supplémentaire d'attente - soit des quelque 90 % de l'UNEDIC.

Un édifice ébranlé par... les socialistes

« La loi du 3 janvier 1975 a alors rassemblé dans un dispositif unique, d'une part, ce qui restait du contrôle administratif de l'emploi (en l'adoptant à l'objectif recherché de protection de l'UNEDIC) et, d'autre part, les éléments essentiels de la protection conventionnelle ».

« Si je suis aujourd'hui devant vous, c'est que les raisons de leur interruption en 1974-1975 ayant disparu, l'heure est venue de reprendre ces évolutions ».

LES PRINCIPALES DISPOSITIONS

- Suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour motif économique à compter du 1^{er} janvier 1987.

- Dépot à la session d'automne de cette année d'un second projet définissant, après négociation entre les partenaires sociaux ou du fait du gouvernement si cette négociation n'aboutit pas, les procédures destinées à vérifier le respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel, et d'élaboration des mesures de reclassement et d'indemnisation envisagées par l'employeur.

- Suppression de la procédure qui subordonnait toute nouvelle embauche ou tout nouveau licenciement à une autorisation administrative préalable dans les douze mois suivant un licenciement économique lorsqu'il existe une convention de FNE entre l'Etat et l'entreprise).

- Suppression du contrôle de la réalité du motif économique du licenciement.

- Extension, en contrepartie, aux licenciements économiques de moins de dix salariés sur un mois de l'obligation de l'entretien de conciliation avec l'employeur (jusqu'au 31 décembre de cette année).

d'être, « sans remettre en cause les garanties des salariés en ce qui concerne le respect des règles de consultation des représentants du personnel », assure en conclusion M. Séguin. Avec pour « finalité (...) l'emploi ». Tout cela dans l'urgence, compte tenu de la situation économique de la France. « Tous doivent s'associer à cet effort parce que, je vous le dis : c'est maintenant ou jamais ».

Maintenant ou jamais

« Moins de lois, plus de contrats. Moins d'Etat, plus de dialogue entre les partenaires sociaux. Tel est l'esprit du projet de loi qui vous est soumis », assure en conclusion M. Séguin. Avec pour « finalité (...) l'emploi ». Tout cela dans l'urgence, compte tenu de la situation économique de la France. « Tous doivent s'associer à cet effort parce que, je vous le dis : c'est maintenant ou jamais ».

L'Assemblée examine et repousse ensuite successivement une exception d'irrecevabilité du projet (par 317 voix, RPR, UDF, FN, contre 250, PS et PC) et une question préalable (325 voix contre 244) soulevées par le PS.

Défenseur de cette dernière, M. Michel Delebarre (PS, Nord), ancien ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, fait valoir : « C'est sur la base de considérations d'ordre métaphysique sur la confiance que les chefs d'entreprise ne manqueraient pas de retrouver, si l'autorisation administrative de licenciement était supprimée, que vous vous apprêtez (...) à mettre en cause un élément du code du travail que nous considérons, encore aujourd'hui, comme essentiel dans la mesure où il contribue à une meilleure reconnaissance des droits des travailleurs, ainsi qu'à une meilleure prévention du chômage ».

L'actuel gouvernement « s'incline avec complaisance devant le CNPF », déclare l'ancien ministre,

et « prétend attendre des miracles pour l'emploi de ce qui n'est qu'une régression sociale ».

M. Delebarre voit dans l'actuel projet la remise en cause de « deux des principes essentiels de notre législation sociale ».

« Le rôle de l'Etat dans la défense de l'emploi et des droits des travailleurs ».

« La responsabilité des entreprises et des chefs d'entreprise à l'égard de leurs salariés, y compris en période de difficultés économiques ».

Une présence moins importante de l'administration dans la procédure de licenciement collectif supposerait, poursuit M. Delebarre, « un renforcement préalable de la négociation collective au niveau interprofessionnel, dans les branches, dans les entreprises. Ce développement du dialogue social impliquerait une pleine reconnaissance du fait syndical et du rôle des institutions représentatives, qui est (...) encore loin d'être acquis par l'ensemble des chefs d'entreprise de ce pays ».

De plus, « en rupture avec la conception de l'entreprise qui prévaut en France depuis quarante ans, vous allez de fait dégrader les chefs d'entreprise de leur responsabilité vis-à-vis de leurs salariés, déplaçables à merci dès lors que le nombre de licenciements n'excède pas le chiffre de neuf, aisément licenciables ou-delà moyennant quelques mesures à caractère social ».

Des salariés désarmés

Un salarié licencié qui contesterait à l'avenir les motifs de son licenciement sera, estime M. Delebarre, sans défense, car « le pouvoir des chefs d'entreprise s'exercera désormais de fait sans contrôle. Dans l'hypothèse où un abus sera constaté, ce constat sera de fait sans

conséquence... Les organisations syndicales et l'ensemble des salariés ont clairement conscience de ce que la démarche qui s'engage aujourd'hui est irréversible et d'une portée bien plus large que l'objet de ce texte ». Car la « logique de ce gouvernement (...) trouve son origine dans les aspirations du patronat le plus rétrograde. C'est une logique qui s'apparente trop à une sorte de revanche sociale ».

D'autres remises en cause suivront, prévient l'ancien ministre socialiste. « Au nom d'emplois promis pour demain, le gouvernement s'apprête à précipiter l'emploi d'aujourd'hui. Au nom du droit à l'emploi, il se prépare à amoindrir les droits des salariés et à couper en deux le monde du travail, entre un interprofessionnel, dans les branches, dans les entreprises. Ce développement du dialogue social impliquerait une pleine reconnaissance du fait syndical et du rôle des institutions représentatives, qui est (...) encore loin d'être acquis par l'ensemble des chefs d'entreprise de ce pays ».

Un mouvement général s'esquisse, affirme encore M. Delebarre : « S'antagonisant d'abord au mouvement syndical à la base, en créant les conditions de sa marginalisation dans les entreprises, la majorité et le gouvernement ne manqueraient pas, le moment venu, de s'en prendre à lui au sommet, dans ce qui fonde sa légitimité ».

Bref, pour les socialistes, qui affirment avoir récusé la loi de 1975 parce qu'elle était incomplète, la tâche entreprise est de destruction et non de construction : « Agissant de la sorte, vous n'apportez aucune solution positive à la question de l'emploi, mais vous liquidez bel et bien quarante ans d'acquis sociaux ».

La discussion du projet de loi reprendra le lundi 2 juin, après la discussion et le vote de la motion de censure sur le collectif budgétaire.

MICHEL KAJMAN.

POINT DE VUE

Inopportun et dangereux

par MICHEL DURAFOUR (*)

Le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement est un texte de circonstance - le gouvernement le reconnaît d'ailleurs dans l'exposé des motifs - dont la seule finalité est d'obtenir des chefs d'entreprise une renouveau de l'emploi.

L'ambition est louable. Mais la question se pose de savoir si le bénéfice que l'on attend de cette modification plus profonde qu'il ne paraît du code du travail compensera les traumatismes et les déséquilibres qu'elle ne manquera pas de provoquer.

Nul ne conteste la nécessité de moderniser le dialogue social, d'en terminer avec les symboles et la langue de bois, de créer les conditions d'un débat plus concret et plus ouvert à l'iménerie de l'entreprise, de définir les « nouvelles frontières » de la politique contractuelle. Le gouvernement, sur ce sujet, a fait des déclarations intéressantes. Ce texte risque de les rendre moins crédibles, sinon même de les effacer totalement.

En effet, ce projet de loi, selon moi, entraîne en cascade une série d'effets dont je suis convaincu que le ministre des affaires sociales aura à souffrir durement dans l'avenir :

1) Les résultats sont incertains. - En 1984, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, avait déclaré qu'une disposition du type de celle qui est présentée aujourd'hui créerait trois cent soixante-sept mille emplois en dix-huit mois. Interrogé récemment à la télévision, il s'est montré beaucoup plus circonspect et évasif, assurant qu'il ne lui était pas possible de citer un chiffre ni de s'engager.

Cette craie un malaise parmi les salariés, et on doit le comprendre. M. Séguin l'a compris au demeurant, qui a fermement invité le patronat à ne pas se réjouir dans l'enthousiasme à se contenter de « laisser jouer les effets négatifs

que peuvent comporter à court terme certaines mesures ». Cela signifie en clair que les entreprises ont l'obligation d'embaucher, ce qui sera leur manière à elle de raviver l'essenceur et d'embaucher de manière significative. Mais le peuvent-elles ?

2) Le risque de détérioration sociale est évident et les inégalités entre salariés s'accroîtront. - Les organisations syndicales ont très mal perçu la démarche du gouvernement, y compris les syndicats réformistes et modérés. Même si, le loi votée, les chefs d'entreprise continuent à négocier avec les syndicats les licenciements économiques, comme je le crois, et cela afin de préserver le dialogue, quelque chose est cassé dans le système, quelque chose d'essentiel.

Le ministre des affaires sociales, quelle que soit sa qualité, et celle de M. Séguin est incontestable, perd dans cette aventure une partie de son crédit. Le moindre dérapage sera relevé et exploité. On crée de nouvelles zones de tension inutiles et dangereuses. En outre, la fossé s'élargit entre les diverses catégories de salariés, ceux qui appartiennent à de petites entreprises et ceux qui relèvent d'établissements plus importants. Les premiers, sans comité d'entreprise, souvent sans délégués du personnel ni section syndicale, ont plus de mal à faire valoir leurs droits que les seconds, armés et disposant d'aides techniques et de moyens financiers : et pourtant, il s'agit des mêmes droits. Le projet de loi occulte cette différence.

A ce propos, je dirai un mot du syndicalisme. Celui-ci est nécessaire, comme l'organisation professionnelle l'est. Et les partenaires sociaux forts, et responsables parce que forts, sont indispensables à un développement économique et social cohérent. On l'oublie trop souvent ici comme là.

3) Les recours aux tribunaux et les procédures se multiplieront. - La suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne prive pas le travailleur licencié des garanties que lui confère la loi. On peut imaginer qu'il n'hésitera pas, dès lors qu'il n'aura pas d'autre issue, à s'adresser aux tribunaux, à tenter des procès. On a même le droit de penser que l'action en justice sera généralisée. Il y a eu, en 1985, près de quatre cent cinquante mille licenciements économiques. Cela aurait représenté combien de procès ?

4) Surtout, le projet de loi porte un coup sévère à la politique contractuelle, qui est la base d'une société de liberté. - Sans doute le projet de loi invite-t-il les partenaires sociaux à se réunir en vue de débattre des questions de consultation du personnel et de reclassement. Mais, pour l'essentiel, le licenciement, la loi se substitue à la libre discussion, sans même qu'on puisse opposer que cette dernière a échoué, puisqu'elle n'a pas eu lieu. Le gouvernement est en fonction depuis deux mois : il eût la possibilité de provoquer une rencontre des partenaires sociaux, d'obtenir d'eux une délibération avant l'été, ne recourant à la loi qu'après le succès ou l'échec de la négociation.

Ces observations expliquent le vote d'abstention que j'émettrai lorsque ce texte viendra en Indiscussion au Sénat.

J'appartiens à la majorité UDF-RPR ; je soutiens le gouvernement Chirac : je considère le premier ministre comme un homme de progrès, courageux et lucide. Et j'apprécie l'esprit d'ouverture de Philippe Séguin. Je n'en suis que plus à l'aise, ou plus contrarié, pour regretter le dépot d'un projet de loi inopportun et dangereux. Il est possible que je me trompe, mais je crains, hélas, d'avoir raison. Et pourquoi ne pas avoir privilégié la politique contractuelle, qui demeure la fer de lance d'une action sociale intelligente et efficace ?

(*) Ancien ministre, sénateur Gauche démocratique de la Loire.

Cohabitation ou paix armée ?

« La cohabitation, ça ressemble à un avion rencontrant des nuages pendant son vol mais dont les pilotes ont la volonté d'arriver à bon port. » Telle est la métaphore utilisée par M. Denis Baudouin, porte-parola de M. Chirac, lors de son point de presse du jeudi 29 mai, pour donner de la situation actuelle une appréciation saine et rassurer les passagers.

Les turbulences de la semaine écoulée auraient donc été incidemment exagérées par la classe politique et par les sommités. Tel est aussi le sentiment que le premier ministre souhaite faire partager après l'entretien en tête à tête qu'il a eu, mercredi, avec M. Mitterrand à l'Elysée (le Monde du 30 mai).

Chacun savait, a rappelé M. Baudouin, que « la cohabitation ne serait pas un exercice facile ». Mais ni M. Chirac ni le président de la République ne souhaitent l'ouverture d'une crise. Le seul critère de comportement auquel l'un et l'autre se sont attachés est l'application stricte des textes constitutionnels. M. Baudouin, qui venait de s'entretenir avec M. Chirac, précise ainsi leur interprétation : « Avec la cohabitation, les pouvoirs du premier ministre ont été considérablement renforcés et ceux du président de la République, tout en restant considérables, ont été diminués ».

Il est tout à fait naturel que le chef de l'Etat se manifeste par des mises en garde, des réserves ou des remarques et des conseils, tout en laissant se développer le programme du gouvernement qui devient les engagements pris devant les électeurs. Et il affirme : « Le chef de M. Chirac est de poursuivre la cohabitation de la meilleure manière tout en étant décidé à appliquer le programme de la plate-forme RPR-UDF ». En somme, assure M. Baudouin, « nous ne cherchons en aucune façon à casser ou à rapprocher la fin de la cohabitation. Le président comme le premier ministre

ont la volonté de la voir continuer ».

Les autres membres du gouvernement sont-ils convaincus de la volonté du président de la République de poursuivre une cohabitation paisible et organisée ? Beaucoup pensent que le vol rencontrera bien d'autres nuages sur sa route, mais ils ne croient pas aux orages pour les prochains mois. Ainsi, le député sortant de la Seine-Saint-Denis, M. Mitterrand ne refusait pas de signer les ordonnances si les lois d'habilitation, une fois votées par le Parlement, sont jugées conformes par le Conseil constitutionnel. Il affirme que le président - moins encore que le premier ministre - n'a pas tenté à provoquer dans un délai rapproché une crise, c'est-à-dire une élection présidentielle anticipée.

Cette analyse est d'ailleurs partagée par bon nombre de socialistes, qui considèrent que les chances de leur candidat seront d'autant plus grandes que la preuve sera plus clairement apportée d'un échec de l'actuel gouvernement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Mais plusieurs ministres refusent d'être dupes des bons sentiments cohabitationnistes de M. Mitterrand. Ils relèvent que la preuve de la sincérité de celui-ci pourrait être aisément apportée si le président demandait et obtenait du groupe socialiste à l'Assemblée nationale qu'il change de comportement. Ces ministres estiment que le « harcèlement » du gouvernement par les députés du PS ne peut se développer qu'avec l'aval, voire - disent-ils - les encouragements de l'Elysée.

M. Mitterrand est un homme qui a toujours considéré par certains ministres comme « le chef de l'opposition », ou comme un « partisan » (pour M. Toubon) et la cohabitation est yécue par eux comme une « paix armée », un armistice à durée indéterminée.

ANDRÉ PASSERON.

Offre de la Flo... une!

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Sénat redonne vie aux régions

La commission des lois du Sénat porte un jugement globalement positif sur le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie dont la Haute-Assemblée doit coïncider à l'été, en première lecture, à partir du mercredi 4 juin.

Réuni le mercredi 28 mai sous la présidence de M. Jacques Lacroix (RI, Seine-et-Marne), elle s'est réunie, dans sa majorité, à l'analyse du rapporteur en charge du texte, M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), selon lequel le plan présenté par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, constitue « un équilibre raisonnable susceptible de permettre aux pouvoirs publics de conduire sans heurt majeur le territoire » jusqu'au référendum d'autodétermination prévu en principe avant la fin de 1987. Elle estime notamment que ce projet « ne vide absolument pas les régions créées par le plan dit « Fabius-Pisani » de leur substance et paraît conforme » sous réserve de quelques adaptations préconisées par M. Girault « au principe de la libre administration des collectivités territoriales défini par l'article 72 de la Constitution ».

La commission souligne, en particulier, trois arguments :

- 1) L'accroissement des prérogatives du délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie n'est que « la suite logique de la restitution du pouvoir exécutif au haut-commissaire opérée par la loi du 23 août 1985 » (loi « Fabius-Pisani ») ;
- 2) « Aucune disposition ne porte atteinte aux droits des habitants, puisque le projet maintient précisément des compétences aux régions en matière de langue et de culture locales, ainsi que l'Office culturel, scientifique et technique canaque » ;
- 3) Le remplacement de l'Office foncier par une agence de développement rural et d'aménagement foncier ne portera pas à conséquence, soutient la commission, puisque cet organisme « conservera les moyens, notamment grâce aux trente mille hectares de terres qui lui seront transférés, de procéder aux redécou-

pages de terres qui pourraient être imposées au cours de la période transitoire organisée par le texte gouvernemental ».

Les mesures fiscales inscrites dans le plan de M. Pons rencontrent également l'approbation de la commission des lois.

En conclusion, la majorité sénatoriale souligne que « sur aucun de ces points le texte gouvernemental ne peut faire l'objet de critiques réellement fondées ». Ce jugement revient à considérer sans fondement aucun les réserves exprimées à deux reprises par M. François Mitterrand, devant le conseil des ministres et, en particulier, les doutes du président de la République sur la constitutionnalité des orientations générales de M. Pons.

Une perche

Prenant des précautions, la commission des lois a toutefois tenu à verrouiller au maximum sa position. Elle se propose de renforcer les premières retouches que le ministre des DOM-TOM avait lui-même apportées à son texte initial pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat (le Monde du 23 mai). Ainsi a-t-elle adapté, sur proposition de M. Girault, plusieurs amendements qui corrigent le texte de M. Pons et visent à garantir aux régions « une autonomie réelle caractérisée par des compétences effectives et des ressources propres ». Le produit des patentes et des contributions foncières sur les propriétés bâties et non bâties restera « contrôlé par le territoire » (telle que le statut précédent transférerait ces ressources aux régions), mais les sénateurs de la majorité se montrent plus généreux que le gouvernement. Ils précisent clairement que toutes les régions — y compris donc celles dirigées par les indépendantistes — devront disposer de « ressources propres » constituées en particulier « par le produit des impôts ».

Ils ajoutent que les régions détermineront le montant des centimes additionnels aux contributions foncières et aux patentes sans que leur intervention soit limitée alors que le projet de M. Pons fixe celle-ci dans

une « limite maximale de 15 centimes par franc ». Ils prévoient un minimum de ressources pour les régions les plus défavorisées : le montant de la dotation globale de fonctionnement attribuée par le haut-commissaire aux régions ne pourra certes, comme l'a prévu M. Pons, être inférieur à 3 % des ressources fiscales du territoire mais aucune dotation régionale ne pourra non plus être inférieure à 20 % du montant total de la dotation globale. Les sénateurs de la majorité préciseront aussi les critères à retenir : la dotation globale doit être répartie entre les régions « pour moitié en fonction de la population de chacune d'elles, et pour moitié en fonction de leurs superficies respectives ».

Si le gouvernement acceptait ces différents amendements, le système institutionnel mis en place à l'initiative de M. Pisani pourrait ainsi, malgré sa remise en cause, fonctionner

au ralenti, sous la tutelle serrée du représentant de l'Etat dans le territoire, en attendant la mise au point du nouveau statut de « large autonomie interne » annoncé pour une seconde phase, par M. Pons. Jusqu'à ce que la population du territoire soit appelée à se prononcer sur cette ultime réforme, qui lui sera proposée en opposition avec la perspective de l'indépendance, avec toutes les incertitudes qui en résulteraient sur le terrain, le ministre des DOM-TOM connaîtrait peut-être un répit. Tel est en tout cas le calcul de la commission des lois.

Sensibles, apparemment, à cette intention apaisante, les socialistes siégeant à la commission des lois se sont simplement abstenus quand l'ensemble du projet, ainsi amendé, fut mis aux voix. C'est bien une perche modératrice, en effet, que la majorité sénatoriale tend opportunément à M. Pons.

A.R.

Toujours au ralenti

Le Sénat a terminé dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 mai l'examen des amendements déposés par les socialistes et les communistes sur l'article 2 du projet de loi qui permettra au gouvernement de légiférer par ordonnances en matière économique et sociale.

Restent sept articles et quelque deux cent quatre-vingt amendements à discuter avant que l'intervention du vote unique sur l'ensemble du texte demandé par le gouvernement. Ce vote devrait avoir lieu au plus tard lundi de manière à ce que le Sénat examine dès le lendemain le projet de rétablissement du scrutin majoritaire et mercredi le texte sur la Nouvelle-Calédonie.

Pour tenir ces délais, la conférence des présidents, qui avait initialement prévu des séances dimanche, les a supprimées et a donné un caractère « éventuel » à celles du samedi, comptant ainsi sur l'espoir d'un week-end hors du palais du Luxembourg pour accélérer les débats. Débats que la gauche n'entend pas raccourcir, soutiensse

qu'elle est de faire figurer au Journal officiel les préventions que lui imprimant les mesures proposées par le gouvernement. Ainsi ont été exposés en détail, tout au long de la journée de jeudi, quarante-quatre amendements socialistes et dix-neuf communistes qui visaient pour l'essentiel à rapprocher le statut des salariés temporaires de celui des salariés permanents.

M. Jean Arthais, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'emploi, a contesté que le gouvernement veuille « remettre en cause » les droits des salariés. Il s'agit de « favoriser l'emploi du plus grand nombre », a-t-il expliqué.

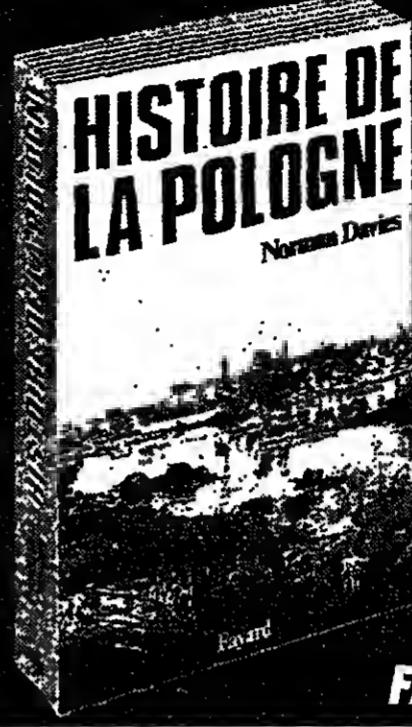
Quant à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, il a ironisé sur la démarche de la gauche, qui, selon lui, souhaite que le gouvernement inactive dans la loi tout ce qu'il n'a pas l'intention de faire. En ce cas, a-t-il lancé, il faudrait que figure le « non-rétablissement de la bastonnade ou du travail des enfants de moins de dix ans ».

A. Ch.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

On n'a sans doute jamais si bien montré l'accablante continuité d'événements semblables, et ce « crime historique » le mot est de Marx -, permanent ou répétitif, tel qu'aucune autre nation ancienne et bien constituée n'en fut jamais victime. Mais aussi, contre cette fatalité, ou plutôt cette convergence de la force, le même refus de la nation et du peuple, face au même acharnement à les détruire, corps et âme.

Yves Florenne, Le Monde.

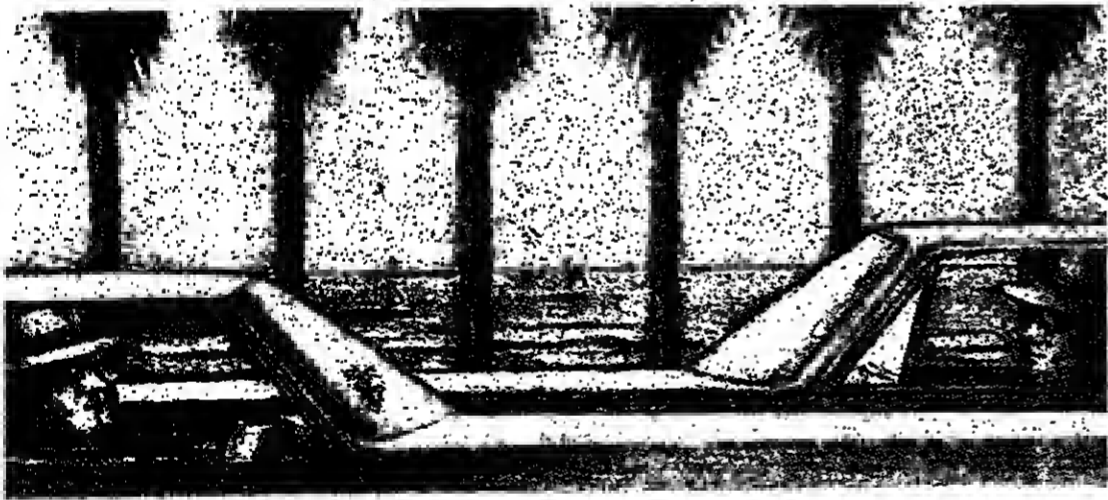


544 p. 150F

FAYARD

Pour votre DEMENAGEMENT ODOUL AGENT DE demeco 16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

Offrez-vous la Californie ou la Floride. Nous vous offrons une semaine de voiture.



Alamo et Vacances Fabuleuses vous offrent une semaine de voiture en Californie ou en Floride.

Partez à deux et profitez pleinement de votre séjour en Californie ou en Floride avec Vacances Fabuleuses sur les vols Pan Am. Destination San Francisco, Los Angeles, Miami. Une voiture vous attend à l'arrivée. C'est le cadeau d'Alamo et Vacances Fabuleuses pendant une semaine. Découvrez en toute tranquillité les plus belles plages de sable, les plus beaux paysages et les plus belles villes des Etats-Unis. Mais ce n'est pas tout. Une journée à Disneyland (en Californie), Disneyworld ou Epcot Center (en Floride) vous est aussi offerte. Tout un monde merveilleux. A découvrir à deux.

Pour plus d'informations contactez vite votre agence de voyages ou Vacances Fabuleuses au 42.66.41.76 ou au 42.66.43.54.

(Offre valable pour les billets émis et réservés avant le 15 juillet 1986)



VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris.

Nom _____
 Adresse _____
 Code Postal _____



La bourse de Paris: un nouveau marché leader?

"1986. En ouvrant à la Bourse de Paris le Marché à Terme d'Instruments financiers (MATIF), la France se met au niveau des places internationales les plus évoluées. Cette innovation majeure a été étudiée de longue date par les Agents de Change, responsables des techniques du marché français des valeurs mobilières, et mise en œuvre par eux avec tous les partenaires concernés. Inspiré des marchés de "futures" américains, le MATIF représente le "nec plus ultra" de la sophistication financière. Il offre aux investisseurs la possibilité d'effectuer des opérations de couverture et de spéculation. Ainsi, le MATIF permet, à partir de contrats spécifiques, de se couvrir contre les risques de fluctuation des taux d'intérêt à long terme. Bientôt, les Agents de Change Français devraient à nouveau prouver leur capacité à innover, en ouvrant un marché sur OPTIONS NEGOCIABLES dont le succès à l'étranger n'est plus à démontrer. Chacun pourra alors s'intéresser aux actions Françaises dans des conditions nouvelles particulièrement attrayantes. La Bourse de Paris et les Agents de Change Français confirment ainsi leur dynamisme et leur professionnalisme. Ils marquent la volonté Française de relever chaque jour davantage les défis de la compétition financière internationale." TAROO YAMADA, TOKYO.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE. PLACE A LA FRANCE.

سكزا من الأصل

هكذا من الاجل

POLITIQUE

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

RIEN. Pis que rien. Une éboulition. Des contrôles d'identité devenus sans frein, des perquisitions permises sans contrôle, l'allongement de la garde à vue, le flagrant délit élevé au rang de procédure commune : un tel appareil de textes n'appelle pas, pour le président de la République, « de considérations particulières ». Il a été montré, naguère, moins avare de commentaires sur des projets qui n'étaient pas moins « conformes aux engagements du gouvernement ».

Serait-ce que le libéré d'aller et venir importe moins que les nationalisations de 1945, l'inviolabilité du domicile moins que le régime électoral des députés, que les droits de la défense sont moins nécessaires que l'autorisation administrative de licenciement ? Le président de la République s'est pourtant prononcé, à chaud, sur les uns, cependant qu'il renvoie, pour les autres, à une déclaration générale et ancienne pour justifier qu'il se taise aujourd'hui. C'est à ne pas croire.

C'est vrai que lorsque les projets qu'endosse maintenant le ministre de la justice sont venus à la connaissance du public, ils n'ont pas fait grand bruit. Des esprits d'ordonne plus vifs ne se sont émus que discrètement de l'enchaînement policier que prépareraient les ministres de l'intérieur. Trop longtemps il a fallu attendre de trop rares critiques.

La seule vraiment notable, outre celle de M. Barns, vint du président de la Ligue des droits de l'homme disant enfin que l'entreprise était autrement plus dangereuse que ne l'était le texte préparé en 1980 par le garde des sceaux de l'époque. M^{re} Yves Jourès, qu'imposa un peu plus tard son confrère Roland Dumas, avait cent fois raison.

Ce n'est pas le même chose d'imposer, comme en 1980, la sévérité aux magistrats, ou d'affranchir, comme aujourd'hui, la police de tout. Ce n'est pas le même chose de brider le justice et de débrider la police. Ce n'est pas la même chose que de punir plus sévèrement la culpabilité prouvée — et de transformer l'ensemble des membres de la société civile en autant de suspects dont il devient possible à tout moment de surveiller la promenade ou le menu de leur déjeuner du dimanche. Dépasser Peyrefitte, cela devrait faire frémir en Bourse, si la Bourse ne boudait le droit.

A quoi l'on peut ajouter que les magistrats, en 1980, n'imaginaient pas de se pavaner sur les trottoirs, par groupes de six, revêtus de leurs robes de juge, pas plus que de camper sur les carrefours dans des autocars de couleur grise encombrés de caméras de bière favorisant l'euphorie. Un juge n'est pas un policier, et inversement.

Le Parti socialiste émit, sur ce chapitre des libertés, resté benoît. Sans doute, pensaient les plus optimistes, il se tient col sur ordre.

« Garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », elle-même « garante de la liberté individuelle », le président de la République ferait, le moment venu, en peu de mots, mais

graves, connaître ses réserves. La voix d'un parti, fut-il le sien, et celle du chef de l'Etat ne devaient pas sembler se mêler. Il fallait encore moins que l'une parût dicter sa conduite à l'autre. Dieter quoi ? La PS aura fait silence pour qu'on n'entende rien.

C'est à ne pas croire. On en vient à espérer que le président de la République, feignant d'être assoupi, prépare un coup de Trafalgar : qu'il ne fait le gros dos que pour mieux se déployer.

Mais alors quand ? Comment ? Attend-il du Conseil constitutionnel, s'il venait à être saisi, une censure plus efficace que ne peut l'être une mise en garde ? Attend-il sur le terrain du droit ce qu'il croit impossible sur le terrain politique ? Attend-il des juges ce qu'il désespère d'obtenir des citoyens ?

C'est oublier qu'il est de mauvais textes qui ne violent pas la Constitution et de bons qui l'offensent. Le droit ne dit pas tout des droits de l'homme. Ce n'est pas parce que la mise sous contrôle de la société civile est détestable (eu point que le jour n'est pas loin où parmi ceux qui s'en réjouissent à présent plus d'un s'en plaindra demain), ce n'est pas parce que la police devient propriétaire du jour et de la nuit, du péché et de la vertu indistinctement fondus, que les lois qui organisent cela sont pour autant contraires à la loi fondamentale du pays.

Rien

Le droit n'est pas autant qu'on le croit le maître de la politique et le gardien des libertés. La politique a le privilège des choix, et il peut en être d'exécrables qui aucune loi ne condamnent. Les libertés peuvent mourir par l'ordre des lois.

Mais se rassembler autour d'un primat policier est probablement plus qu'un attentat, une erreur. L'Etat qui se confie trop à sa police finit par devoir lui rendre des comptes. Mais il n'y a pas de loi pour empêcher cela, aucune pour signaler le danger. Dans ce domaine et dans d'autres.

D'autant qu'on sait combien il est difficile, une pratique étant née, ou bien une loi définitivement votée, de mettre fin à la première, d'abroger la seconde. Il a fallu le déferlement de 1981 pour que les codes français soient nettoyés de dispositions légales honteuses, contraires à nos engagements internationaux, et qui, de surcroît, ne servaient pas à grand-chose au regard des buts assignés : qu'il s'agisse de la loi antiscissures, de la Cour de sûreté de l'Etat, des tribunaux permanents des

forces armées. Pour ne rien dire de la peine de mort.

Comment, a-t-il se peut, reviendra-t-on sur la banalisation des contrôles et des perquisitions sans que le gouvernement, qui s'y emploiera, soit sur le champ accusé de remettre le pays aux mains des bandits ? Le penchant répressif est toujours des allures plus raisonnables que son versant contraire. La répression a meilleure presse que la liberté. A moins que de courageuses minorités ne se dressent, la peur l'emporte toujours sur l'audace.

La rébellion est beau être un des droits du citoyen et reconnu comme tel dans le système constitutionnel, par référence aux textes qui fondèrent la République, elle n'est pas de mode. L'époque est assez dure pour que les citoyens se taisent, pas assez pour qu'ils se rebellent. La tâche est de contrôler entre dans les mœurs : que chacun s'accoutume à être suspect et, comme par réflexe, finisse par présenter des papiers d'identité avant qu'ils ne soient réclamés.

Ce n'est pourtant pas que M. Chirac, sous l'autorité duquel tout se met en place, soit un homme que le libéré effare. Durant les quelques semaines de 1974 où il fut ministre de l'intérieur, avant que ne meure Georges Pompidou, c'est lui qui avait débarqué la fontaine Saint-Michel à Paris du peloton de gardes mobiles qui s'y relayaient depuis mai 1968.

Pour parler net, cela n'est ni très réjouissant ni très présentable que ces haies de cars de police qui feraient parfois croire que la France a été transportée sur un autre continent, dans un autre hémisphère. Cette impression-là n'est pas rassurante qu'à gauche. La droite et sa branche libérale (la vraie, la contrainte de la loi du plus fort) qui peut, le cas échéant, préférer les libertés à la finance et qui, en tout cas, ne marque que peu d'attachement pour un paysage urbain tout empôlé.

Malheureusement, M. Chirac fait craindre trop souvent qu'il n'est un écho de ses ministres, plutôt que leur chef. Lorsqu'il demandait le 22 mai : « Est-il raisonnable de s'armer contre le cours des choses ? », n'a-t-il été personne pour lui dire que c'était un étrange propos ?

Certes, il ne parlait pas de police, mais de l'initiative de défense stratégique du président Reagan (RIDS, la guerre des étoiles). Pour autant, à quoi sert un chef de gouvernement s'il ne s'oppose pas à l'évidence des choses ?

Puisque M. Chirac se veut gaulliste, que pense-t-il de ce qui fut l'origine du gaullisme et qui n'était rien d'autre que l'affirmation séculaire d'un pouvoir qui s'arçonne : que pense-t-il d'un certain 18 juin où un général de brigade à titre temporaire s'insurgea « contre le cours des choses ». Ne poussons pas plus loin la comparaison, elle deviendrait inutilement méchante. Cependant, aujourd'hui, le « cours des choses », c'est la police, et le premier ministre en donne parce qu'on lui en demande et que personne ne l'incite à l'interroger.

POINT DE VUE

LES MESURES ÉCONOMIQUES DU GOUVERNEMENT

Un texte de portée historique

par YVAN BLOT (*)

Il est arrivé souvent dans l'histoire que des créations majeures échappent à l'attention des contemporains. C'est ce qui semble arriver pour une loi de portée véritablement historique qui a été récemment adoptée à l'Assemblée nationale. Il s'agit du projet de loi présenté par le ministre d'Etat, M. Edouard Balladur, autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

L'intitulé du texte peut induire certains lecteurs en erreur par sa modestie. Car il s'agit là d'une œuvre législative qui rompt avec plus de cinquante années de dirigisme des pouvoirs publics sur l'économie. Si l'on tient compte des pessimistes dirigistes qui ont marqué l'économie française, tout au cours de notre histoire, il est bien question véritablement d'un tournant historique.

Les dispositions d'ordre social qui ont pour but de lutter contre le chômage, en assouplissant le droit du travail et en allégeant le poids de certaines charges financières qui pèsent sur les entreprises, inversement la tendance à la bureaucratisation et à la rigidification de l'économie.

Par ce texte, les pouvoirs publics prennent en compte le fait que l'entreprise est LE GISEMENT D'EMPLOIS par excellence. C'est là une rupture avec un demi-siècle de keynésianisme sommaire, qui a vu dans l'intervention de l'Etat la seule action à mettre en œuvre pour réduire le chômage.

Les dispositions d'ordre social visant à développer la participation dans l'entreprise complètent certes des dispositions antérieures, celles des ordonnances de 1959 et de 1967. Mais, dans leur esprit, elles apportent une innovation sociale, réelle dans le sens de l'extension de l'actionnariat populaire et de la

concertation exigée dans l'entreprise par les méthodes modernes de management. C'est un texte qui ouvre des espaces de liberté dans l'organisation statutaire des entreprises. C'est là une marque de sagesse qui rompt avec des décennies d'habitude de réglementation autoritaire.

Enfin ce texte prévoit une privatisation de l'économie non selon un choix arbitraire, mais selon une règle claire de juste conduite applicable à tous : « Les entreprises publiques du secteur concurrentiel ont vocation à être transférées au secteur privé, alors que celles dont l'exploitation présente les caractères d'un service public ou d'un monopole de fait, doivent rester dans le secteur public. »

L'« évolutionnisme » libéral

Ce premier texte ouvre la voie à une séparation du pouvoir politique et du pouvoir économique, règle nouvelle nécessaire par l'évolution des sociétés modernes à laquelle s'oppose le principe de la confusion des pouvoirs politiques et économiques qui est inséparable du socialisme.

Dans Droit, législation et liberté le professeur Hayek a posé le principe d'une politique nouvelle, qui réconcilie le constructivisme par lequel une technocratie orgueilleuse prétend diriger autoritairement le changement social. Il prône l'évolutionnisme, l'adoption de règles du jeu libérales qui permettent à la sagesse collective, élaborée par les expériences de millions de nos concitoyens dans leur travail de tous les jours, de s'exprimer dans les faits et d'engager la communauté nationale dans la voie du progrès. Les institutions à qui se sont révélées les plus bénéfiques à l'homme, telles la famille, la langue française ou l'entreprise moderne, n'ont jamais été « construites » par un législateur appliquant un schéma a priori. Elles ont été le fruit de l'expérience de millions d'individus, forgée au cours des années. C'est cette sagesse qui vient de l'expérience qu'il faut libérer en allégeant la tutelle de l'Etat.

« Garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », elle-même « garante de la liberté individuelle », le président de la République ferait, le moment venu, en peu de mots, mais

« Garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », elle-même « garante de la liberté individuelle », le président de la République ferait, le moment venu, en peu de mots, mais

(*) Député RPR du Pas-de-Calais.

CREEZ VOUS-MEME UN EMPLOI, ET DEDUISEZ-LE DE VOS IMPOTS !

C'est la mesure choc que tous les Hommes Politiques devraient préconiser :

Un projet de loi qui autoriserait l'embauche de milliers de salariés par les Français devenus entrepreneurs à titre privé.

Un projet de loi qui permettrait de déduire de vos revenus la totalité des salaires et charges sociales ainsi versés.

Cette réforme aurait pour conséquences immédiates :

L'embauche par les mères de famille qui travaillent, d'employés mieux rémunérés et couverts par la sécurité sociale.

La création d'emplois dans l'entretien de notre patrimoine culturel, mobilier, forestier, etc...

La disparition du travail au noir et l'augmentation des ressources de la sécurité sociale.

LE PARTI PRIX
la liberté

Contre le chômage il faut savoir inventer



POLITIQUE

SELON LA SOFRES

M. Chirac améliore son image dans l'opinion

Son retour au pouvoir bénéficie à M. Jacques Chirac dans l'opinion, selon un sondage commandé à la SOFRES par un groupe de journaux de province, et effectué auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes du 9 au 14 mai dernier: si l'image du premier ministre reste globalement négative - 38 % des personnes interrogées - éprouvent de la sympathie pour M. Chirac, alors que 49 % sont d'un avis contraire, - elle s'est améliorée par rapport à un sondage SOFRES-Le Point du mois de novembre 1985, où les pourcentages étaient respectivement de 37 % et de 61 %.

L'enquête montre, d'autre part, que la perception négative de la personnalité du président du RPR est en recul par rapport à un sondage SOFRES-Le Point de septembre 1984. Le premier ministre y gagne en compétence (33 % au lieu de 18 %) et en énergie (46 % au lieu de 37 %) et perd en sectarisme (13 % au lieu de 21 %) et en entêtement (25 % au lieu de 29 %). En revanche, 47 % des personnes interrogées le trouvent « content de lui » alors qu'en 1984 31 % le qualifiaient ainsi.

Les Français sont moins sceptiques sur les capacités de M. Chirac pour diriger le pays. Ainsi, 66 % des personnes interrogées lui font confiance pour « assurer la sécurité des Français », 19 % étant d'un avis contraire; de même, 59 % l'estiment capable de « renforcer l'autorité de l'Etat », alors que 23 % sont d'un avis contraire. Seule ombre au tableau, la confiance dans sa capacité à « maintenir le pouvoir d'achat » s'est dégradée depuis 1985: tandis que 39 % lui faisaient confiance en la matière et 45 % la lui refusaient, les pourcentages sont aujourd'hui respectivement de 31 % et de 48 %.

Parallèlement à cette amélioration, l'image de présidentiable de M. Chirac se précise: 43 % des personnes interrogées estiment qu'« il ferait un bon président de la République » (au lieu de 39 % en 1985) et 40 % sont d'un avis contraire (au lieu de 50 % en 1985).

La crise du PCF dans le Finistère (suite)

De notre correspondant

Brest. - A son tour, l'un des principaux responsables du Parti communiste dans le Finistère, M. Gérard Bernard, collaborateur du comité central, responsable de l'ancien secrétariat fédéral dans le Nord-Finistère, qui jouait en fait le rôle d'instructeur du PCF, a quitté le comité fédéral.

Cette démission ne va pas contribuer à apaiser la tension au sein du Parti communiste dans le Finistère. D'autant que M. Jean-Pierre Jeudy, maire de Carhaix, renouveau, n'a pas hésité à plonger le couteau dans la plaie, déclarant le mardi 27 mai qu'« en organisant la mise à l'écart de Louis Aminot, militant dont le dévouement a toujours été reconnu et encore récemment par les ouvriers brestois, la nouvelle direc-

tion fédérale montre que ses méthodes s'apparentent davantage à celles de la droite et aux « magouillages » à la Pasqua ».

Les membres de la cellule Paul-Langevin des enseignants du secondaire dans le secteur nord de Brest, parmi lesquels se trouve M. André Le Gac, démissionnaire du comité fédéral, conseiller municipal à Plougastel-Doulon, ont fait écho, jeudi 29 mai, à cette déclaration: « La crise au sein du PC dans le Finistère dépasse largement les frontières du département. C'est un problème national. Nous pensons, n'ont pas hésité à dire ces militants, qu'il faut aller jusqu'à la cassure. Nous sommes persuadés d'être majoritaires. Bien plus grave serait une situation qui conduirait le PC à n'avoir que 4 % d'électeurs. »

G.S.

UN PROJET CONTROVERSÉ

Les étrangers dans le collimateur

L'immigration avait failli empoisonner la campagne des législatives. MM. Barre et Mitterrand étaient alors intervenus, chacun de son côté, pour calmer le jeu et désamorcer ce brûlot. A la veille du 16 mars, il n'y avait plus que le Front national pour en faire ouvertement un thème électoral.

Le débat resurgit avec les projets du gouvernement sur la sécurité. Un texte consacré aux étrangers doit être prochainement adopté par le conseil des ministres (le Monde du 23 mai). Sa version définitive n'est même pas connue qu'il provoque déjà des commotions indignées. Les associations se mobilisent, une pétition circule, et la commission épiscopale des migrations n'hésite pas à intervenir publiquement pour exprimer son « inquiétude ».

En vingt et un articles, l'avant-projet gouvernemental vise à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 25 juillet 1952 et diverses dispositions adoptées depuis 1981. Il s'agit de redéfinir, à la fois, les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsion des étrangers.

Pour l'entrée en France, deux nouveautés: l'étranger devra justifier de « moyens d'existence suffisants » et ne pas constituer « une menace pour l'ordre public ». La deuxième condition est encore plus vague que la première, soulignent les associations de défense des immigrés. La police de l'air et des frontières pourra l'interpréter à sa guise. Or c'est à elle, désormais, qu'il reviendra de refuser l'asile aux réfugiés politiques.

Les préfets

maîtres des expulsions

A propos du séjour en France, l'avant-projet gouvernemental ne remet pas en cause le principe de la carte de dix ans, renouvelable de plein droit. Mais n'importe quel titre de séjour pourrait être retiré à son titulaire s'il s'avère que celui-ci avait produit un faux document ou fait une fausse déclaration. Les défenseurs des immigrés ont trop souvent constaté les pratiques illégales de l'administration française - capable

de modifier une date, de faire disparaître une pièce ou de la rendre illisible - pour ne pas s'inquiéter de cet effet rétroactif.

Autre nouveauté: les étrangers qui auront quitté le territoire français pour une période supérieure à un an seront, s'ils y reviennent, considérés comme nouveaux immigrants. Et la carte de résident ne leur sera alors délivrée, comme pour les autres demandeurs, que s'ils ne constituent pas « une menace pour l'ordre public ».

Mais dans l'avant-projet gouvernemental, c'est surtout le sort réservé à certains jeunes qui inquiète les associations. Pour obtenir un titre de séjour à seize ans, il ne suffira plus d'être entré en France avant l'âge de dix ans: il faudra démontrer - et ce n'est pas toujours facile - qu'on y réside régulièrement depuis dix années au moins. Sinon ce sera l'expulsion à dix-huit ans.

Les expulsions constituent justement le troisième volet du projet. Elles ne seront plus réservées à la justice: le préfet redeviendra tout-puissant et la commission d'expulsion se contentera de donner un « avis ». Un étranger ne sera pas expulsable seulement s'il « constitue une menace pour l'ordre public », mais s'il se livre à des « agissements préjudiciables aux intérêts de la France dans le monde ». Formule bien vague qui pourrait inquiéter plus d'une association étrangère. Il y avait, jusqu'à présent, neuf catégories d'étrangers non expulsables. Si l'avant-projet gouvernemental est adopté tel quel, elles ne seront plus que quatre.

Théoriquement, les deux principales communautés étrangères ne relèveront pas des dispositions à l'étude: si les Portugais appartiennent désormais à la Communauté européenne, les Algériens dépendent d'un accord bilatéral actualisé le 22 décembre dernier. Cet accord n'est cependant pas exhaustif, et, pour les expulsions en particulier, le régime général s'applique, sans doute à l'ensemble des Maghrébins.

Le gouvernement de M. Chirac veut-il « renvoyer le maximum

d'immigrés dans leur pays », comme l'affirment certains? C'est une accusation pour le moment indémontrable. L'objectif, officiel, des auteurs du projet est de mettre fin aux entrées irrégulières sur le territoire et de combattre l'insécurité, étant entendu que les clandestins restent nombreux malgré la régularisation du statut de cent trente mille personnes au début du septennat de M. Mitterrand, et qu'un détenu sur quatre - prévenu ou condamné - est de nationalité étrangère.

Mais c'est précisément au nom de la sécurité - celle de la masse des immigrés - que s'inquiètent des responsables d'associations. « On ne déstabilise la communauté immigrée, dit l'un d'eux. Elle va vivre sous surveillance policière et ne se sentira plus en sécurité. »

Diverses mesures prises ces dernières années, notamment l'institution de la carte de dix ans, visaient en effet à mettre fin au sentiment d'insécurité dans lequel vivaient de

nombreux étrangers, et, ainsi, à faciliter leur insertion. En déclarant la guerre à la délinquance, le gouvernement ne risque-t-il pas de « fragiliser » les non-délinquants? L'immigré redeviendrait, en quelque sorte, un étranger...

Ce sentiment n'aurait pu être évité si des mesures de police avaient été insérées dans une politique cohérente de l'immigration, fondée sur l'intégration des étrangers désireux de rester en France. Le ministre des affaires sociales, M. Philippe Séguin, a fait un discours impeccable sur ce thème, il y a deux semaines, à l'OCDE. Mais, jusqu'à présent, c'est son collègue de l'intérieur qui gère le dossier et l'orienté à sa façon. En attendant de le remettre au ministre de la justice, qui reformera le code de la nationalité, provoquant dans la foulée un deuxième débat, aussi vif que celui-ci.

ROBERT SOLÉ.

EN BREF

● M. Stirn et le PS. - M. Olivier Stirn, député de la Manche a indiqué, le jeudi 29 mai, que la moitié environ des membres de l'UCR (Union centriste et radicale), dont il est le président-fondateur, devrait prochainement rejoindre, comme lui-même l'a déjà fait, le Parti socialiste. L'ancien ministre a souhaité, au terme d'une réunion du bureau national de l'UCR, que ceux qui adhèrent au PS y soient « accueillis dans les meilleures conditions et bien intégrés ».

● M. Le Foll: « La paix en cause ». - M. Robert Le Foll, député national du PS aux DOM-TOM, député de Seine-et-Marne, estime que le projet de M. Pons « remet en cause la paix civile par plusieurs décisions symboliques ». « Suppression de l'Office foncier, dispositions fiscales favorables aux privilégiés (réduction de l'impôt), pouvoirs de la région réduits au bénéfice du haut commissaire et du Congrès, cela ressemble fort, a-t-il

déclaré le 28 mai, à une provocation et sera perçu par une partie de la population comme la remise en cause des engagements de la France. »

● L'Association des journalistes parlementaires. - L'Association des journalistes parlementaires, qui regroupe les journalistes accrédités à l'Assemblée nationale et au Sénat, a procédé au cours de son assemblée générale du lundi 26 mai au renouvellement partiel de son bureau. Celui-ci est, désormais, ainsi composé: Président: André Passeron (le Monde); vice-présidents: Gilles Leclerc (RTL) et Pierre Le Marc (Ouest-France); secrétaire général trésorier: Henri Pailard (le Figaro); secrétaire général adjoint: François Emica (RFO); secrétaires: François Jacquemont (l'Est républicain) et Pierre Servent (la Croix); syndics: Micheline Basset (retraités), Arlette Chabot (TF 1), Anne Chaussebourg (le Monde); Emilie Picy (ACP), Olivier Pognon (le Figaro).

Qu'ils aillent s'entasser ailleurs.

Comme d'habitude, ils auront solidifié l'autoroute du Sud, colonisé sur vingt rangs chaque mètre de Méditerranée et affaissé sous leur nombre les avions gros porteurs, histoire de se retrouver aux Antipodes à photocopier cent mille autres touristes. Vous, vous vous serez réfugié en Irlande, loin du défile.

Vous serez au bout du monde tout près.
Perdu dans les landes du Connemara, vous serez aussi loin qu'on peut l'être et certainement plus dans notre siècle.
Pourtant il ne vous aura fallu qu'une nuit de car-ferry (depuis Le Havre, Cherbourg ou Roscoff, à partir de 1272 F AR) ou un peu plus d'une heure d'avion (quotidien, à partir de 2880 F AR**) pour arriver en Irlande.
Une bonne moitié de la France est plus loin de Cherbourg que l'Irlande.

Vous aurez des plages pour vous tout seul.
Et des routes, et des lacs, et des îles, et des montagnes, et des fleuves, et des falaises, et...
Bien sûr toutes les routes ne sont pas vides et il y a souvent une ou deux vaches sur les plages: si elles vous gênent, dites-vous que 150 plages somptueuses parsèment les côtes d'Irlande. Et encore bien plus de lacs, de montagnes, de falaises...

Vous ferez la flemme pour 85 F la nuit.
Ce sera dans une ferme irlandaise et vous y serez si bien qu'il n'est pas sûr du tout que vous en partirez un jour.
Ne serait-ce que pour le breakfast prodigieux, à moins que ce soit pour le feu de tourbe ou les longues promenades avec Whiskey, le chien de la ferme.
Que ceux qui veulent s'entasser, s'entassent. Vous, cédez enfin à la tentation d'être en rupture de ban. Venez en Irlande cette année.

Office National du Tourisme Irlandais
9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - tél. 42.61.84.26.



Irlande
Allez loin sans aller loin

هكذا من الأصل

صحة من الاجل

société

DÉFENSE

APRÈS LES DIVERGENCES DE MM. MITTERRAND ET CHIRAC

« Défense spatiale et dissuasion nucléaire sont complémentaires », affirme M. Giraud

Après les déclarations, quelque peu discordantes, de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac sur la nécessité, pour la France, de ne pas s'insérer ou, au contraire, de prendre sa part dans le projet américain de bouclier spatial antimissiles, le ministre de la défense, M. André Giraud, a tenu des propos plus réalistes et moins dogmatiques, jeudi 29 mai au Sénat, en renvoyant dos à dos le président de la République et le premier ministre sur les conséquences stratégiques prévisibles de l'initiative de défense stratégique (IDS) aux Etats-Unis.

« Un système de défense spatiale se suffisant à lui-même, a indiqué M. Giraud, n'est pas pour demain. La présentation de l'IDS a suivi une évolution imparante puisque, désormais, il n'est plus question de Washington d'une disparition de la dissuasion. Ainsi, la défense spatiale et la dissuasion nucléaire, qui reste la clé de voûte de notre système de sécurité, apparaissent-elles désormais plus complémentaires que concurrentes. Le constat est que l'espace est devenu une dimension nouvelle de notre sécurité et de notre défense. La représentation nationale sera appelée à se prononcer sur le volet spatial de notre politique de défense lors de l'examen, à l'automne, de la nouvelle loi de programmation militaire. »

Devant les sénateurs, le ministre de la défense n'a retenu des propos du chef de l'Etat et du premier ministre que certains éléments qui peuvent justifier sa propre synthèse. Il a ainsi rappelé que M. Mitterrand avait indiqué (le Monde du 28 mai) que la France devait éviter de s'insérer dans des mécanismes où elle ne prendrait pas une part entière et libre dans la décision. Il a ensuite rappelé que M. Chirac avait sou-

haité (le Monde du 24 mai) que la France ne reste pas à l'écart d'un tel mouvement et qu'elle ne laisse pas échapper, à cette occasion, l'opportunité de resserrer la solidarité européenne.

Avant M. Giraud, qui s'exprimait pour la première fois en public sur la défense spatiale, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait lui-même évoqué cette question devant la commission de la défense, à l'Assemblée nationale. M. Raimond avait fait remarquer, le jeudi 15 mai, que l'évaluation des retombées technologiques de l'IDS, dont pourrait bénéficier l'Europe, est actuellement revue en baisse. De même, a-t-il ajouté, l'argument selon lequel ce système remet en cause la dissuasion nucléaire est moins mis en valeur par les Américains. Le ministre des affaires étrangères avait estimé qu'il fallait suivre sans a priori l'évolution du débat stratégique, en étant conscient que les conditions présentes d'exercice de la dissuasion nucléaire seront, pour longtemps encore, au centre des dispositifs occidentaux de sécurité.

VEC

Ces déclarations avaient valu à M. Raimond une remarque de l'ancien ministre socialiste de la défense, M. Paul Quilès, pour qui la position du gouvernement actuel est presque identique à celle du gouvernement précédent, à propos de l'appréciation portée sur la permanence d'une dissuasion nucléaire. Les déclarations ultérieures de M. Chirac, jugées très favorables à l'IDS, ont ensuite troublé l'opposition, qui a été rassurée peu après, par les déclarations du président de la République.

La synthèse proposée aux sénateurs par M. Giraud rejoint de précédentes déclarations de l'actuel ministre de la défense. En effet, dans un point de vue publié dans le Monde du 12 février, M. Giraud, après s'être réjoui que M. Mitterrand exprime une conception générale parfaitement gauloise et considéré que l'analyse, faite par le chef de l'Etat, du concept de l'IDS était irréprochable, avait cependant suggéré que la France montre moins d'agressivité vis-à-vis des Etats-Unis qu'il n'en fasse pas à sa tête, comme elle l'avait fait pour le nucléaire.

On sait que le précédent gouvernement a mis au point un programme spatial, dit VEC (voir, écouter, communiquer), qui est fondé sur la mise en orbite de satellites d'observation, d'écoute des communications, des projets de satellite de transmissions (le programme Synapse-2) et de satellite d'observation (le programme Helios) nécessitant un effort financier, d'ici à 1992, de 2 milliards de francs supplémentaires par an, pour culminer, vers 1992, à 3,8 milliards dans le budget de la défense tel qu'il est aujourd'hui calculé.

Ces programmes nationaux n'empêchent pas la France de suggérer à ses alliés européens, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, d'examiner dans quelles conditions ces trois pays pourraient organiser une défense commune contre les missiles balistiques adverses, à commencer par les SS-20, SS-21 ou SS-22 du pacte de Varsovie. Cette protection spatiale se ferait à partir du sol, par le moyen de lasers basés à terre, et elle serait complémentaire de l'IDS mais adaptée à l'Europe.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

A LA COUR DE PARIS

Les condamnations prononcées contre les frères Willot sont notablement réduites en appel

MM. Jean-Pierre et Antoine Willot n'auront pas à se repentir d'avoir interjeté appel du jugement rendu contre eux le 10 juin 1985 par la 11^e chambre du tribunal de Paris. Celle-ci les avait condamnés, le premier à un an de prison ferme et le second à dix-huit mois avec sursis, assortis pour l'un et l'autre d'une amende de 2 500 000 F. La 9^e chambre de la cour de Paris, présidée par M. Pierre Hébrard, a infirmé en grande partie cette décision, jeudi 29 mai, en se retenant contre eux qu'un seule présentation de bilan inexact et un seul des huit abus de biens sociaux qui leur étaient initialement reprochés. Du même coup, elle a réduit les peines : un an de prison,

mais cette fois avec sursis, pour Jean-Pierre, huit mois pour Antoine, toujours avec sursis, les amendes étant ramenées à 1 million de francs pour le premier et à 800 000 F pour son frère.

Les sursis octroyés sont assortis l'un et l'autre d'une mise à l'épreuve pendant cinq ans.

Quant à M. Régis Willot, qui avait été déclaré coupable par le tribunal d'un des abus de biens sociaux et condamné à 2 500 000 F d'amende, il est relaxé, ainsi que M. Jean-Claude Taillé, président de Conforama, l'un des sociétés du groupe Willot.

La cour d'appel a tiré des dossiers pour banqueroute simple, abus de biens sociaux et présentation de bilan inexact des conclusions beaucoup moins rigoureuses que le tribunal. Son arrêt le montre notamment dans l'infirmité qu'il fait des déclarations de culpabilité pour abus de biens sociaux. Il était notamment reproché aux frères Willot d'avoir racheté au groupe Boussac-Saint Frères (BSF), imposé à plusieurs autres sociétés du groupe (Conforama, Dior, le Bon Marché) des mandats de service excessifs en profit de la Société foncière et financière Agache-Willot (SFFAW) ainsi que le cautionnement par Conforama et le Bon Marché, d'une opération de rachat aux Etats-Unis de la chaîne de magasins Korvettes qui devait se solder par un échec et une perte considérable.

Pour la cour d'appel, la prise des mandats de service exigés de Conforama et du Bon Marché, « pour être élevée, n'était pas de nature à mettre en péril ces sociétés et à causer un préjudice aux créanciers ». De la même manière, pour les juges d'appel, les cautions données par ces mêmes sociétés à la SFFAW pour le rachat du groupe Korvettes aux Etats-Unis et qui se montait à 150 millions de francs ne peuvent s'apparenter à un abus de biens sociaux au détriment de ceux qui les accordaient.

« Rien dans le contexte de l'opération, précise l'arrêt, ne permet de caractériser la volonté d'avoir, de mauvaise foi, cherché à favoriser la SFFAW, en déterminant les sociétés du Bon Marché et Conforama à s'engager solidairement avec elle dans l'entreprise américaine, même

si cette politique d'expansion et l'opportunité d'une prise d'intérêt en Amérique a pu paraître, après coup et dans une vue d'ensemble des résultats, risquée et contestable. »

C'est à l'acceptation de certains des arguments de la défense, pour qui, dans un groupe de sociétés, les plus prospères - et c'était le cas de Conforama, du Bon Marché et de Dior - peuvent consentir aux autres moins bien loties des engagements ou des avances de nature à servir, en définitive, les intérêts du groupe tout entier.

Il reste cependant que MM. Jean-Pierre et Antoine Willot sont, malgré tout, pour la cour d'appel, coupables d'avoir présenté un bilan inexact de Boussac-Saint Frères pour l'exercice clos le 30 juin 1979, comme ils sont coupables d'abus de biens sociaux au préjudice de la société Christian Dior, mais seulement pour l'émission de deux chèques de 1 500 000 F et de 1 300 000 F en vue d'un transfert aux Etats-Unis, cette opération-là ne pouvant trouver aux yeux de la cour d'appel une justification.

La confusion des patrimoines

A partir de là, l'arrêt exprime son sentiment sur ce qui reste de l'affaire Willot telle qu'elle la considère. « Si l'analyse détaillée des faits reprochés aux frères Willot ne fait pas apparaître l'existence d'un « système Willot » pénalement punissable, (...) l'instruction a mis en évidence une personnalisation extrême dans la gestion des sociétés du groupe et des conflits latents entre associés majoritaires et associés minoritaires. Les procédures commerciales engagées ont révélé la

conduite d'une vaste politique expansionniste grandement risquée, ne prenant pas en compte comme il convenait l'ampleur des engagements souscrits. Faute de comptes consolidés, les bilans ont été établis sans l'illusion du sein de BSF et de la SFFAW d'une solidarité plus apparente que réelle.

La conduite de cette politique n'a pas été étrangère à la réalisation des deux infractions en définitive retenues, qui marquent l'une et l'autre la volonté de Jean-Pierre et Antoine Willot, par-delà leur réputation, de rechercher, coûte que coûte, leur seul intérêt personnel au détriment de l'intérêt des sociétés du groupe, méconnaissant bien souvent les règles élémentaires du droit des sociétés. »

Et pour conclure, la cour d'appel a ajouté : « Il importe que soit assuré et garanti le bon fonctionnement des groupes de sociétés pour lesquels le système de contrôle et d'autorisation institué par la loi ne suffit pas toujours à les mettre à l'abri des abus de positions dominantes. S'il est vrai que de tels ensembles sont des réalités économiques, financières et sociales appelant, comme naturellement, une politique commune et une solidarité de fait, il convient de sanctionner les confusions de gestion, spécialement dans l'hypothèse d'une personnalisation accusée des sociétés, qui ne peuvent que nuire en définitive à l'intérêt bien compris des sociétés elles-mêmes, et provoquer à la suite une confusion des patrimoines, ce qui a été le cas, entraînant en cascade deux mises en règlement judiciaire avec leur cortège impressionnant de victimes. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

RELIGION

LA CINQUIÈME ENCYCLIQUE DE JEAN-PAUL II SUR L'ESPRIT-SAINT

Une vision tragique du monde

« Dominum et vivificantem » : « Il est Seigneur et Il donne la vie ». Les deux mots qui servent de titre à la cinquième encyclique de Jean-Paul II, rendue publique le vendredi 30 mai, sont extraits du Credo récité chaque dimanche par les chrétiens depuis les conciles de Nicée (325) et de Constantinople (381). Ils expriment leur foi dans l'Esprit saint.

Puis qu'un traité de théologie ou un document d'Eglise, cette encyclique est une lecture méditée de passages de l'Écriture et de textes du dernier concile Vatican II. Elle est la dernière d'une série de trois, dont les premières avaient été consacrées au rôle du Christ dans le monde comme « rédempteur de l'homme » (Redemptor hominis, en 1979) et à celui du Père « riche en miséricorde » (Dives in misericordia, en 1980).

Rares sont les encycliques sur l'Esprit saint. La précédente remonte à Léon XIII (Divinum illud munus, 1879). Les questions christologiques et oecuméniques avaient dominé tout le concile et les débats qui l'ont suivi depuis vingt ans. C'est à une dévotion accrue de l'Esprit saint, présente déjà

dans le Renouveau charismatique (le Monde du 30 mai), et à une remise en valeur de son rôle dans l'Eglise et dans le monde qu'appelle Jean-Paul II.

Cette nouvelle encyclique n'a pas la portée oecuménique que certains attendaient. Elle ne touche pas directement à la question du « Filioque » qui divise, depuis un millénaire, catholiques et orthodoxes. L'Eglise catholique confesse que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils (a patre Filioque procedit). Invocant la tradition des premiers conciles, les orthodoxes estiment, quant à eux, que le Saint-Esprit procède du Père seul.

Jean-Paul II réaffirme implicitement la norme catholique, mais il ne se place pas sur le terrain de cette querelle théologique. En s'appuyant sur l'Evangile de Jean, il souligne, dans toute sa première partie, la filiation qui existe entre les événements de la vie du Christ et l'Esprit : « L'envoi de l'Esprit du monde peut avoir lieu sans la Croix et la Résurrection. »

Il insiste sur l'action de l'Esprit « poursuivante dans le monde, grâce à l'Eglise, l'œuvre de la Bonne Nouvelle

du salut ». La participation de l'Esprit à l'œuvre de la Rédemption apparaît de façon éminente dans la mission donnée par le Christ à ses apôtres : « Recevez l'Esprit saint. Ceux à qui vous remettrez les péchés, ils seront remis. Ceux à qui vous les retiendrez, ils seront retenus. »

L'idéologie de la mort de l'homme

Toute la deuxième partie de l'encyclique - la plus importante - est dominée par cette question du mal et du péché. On y reconnaît la vision tragique du monde dans Dieu qui est celle du pape. Dieu n'est pas une « limitation » de l'homme, mais « la source de sa liberté ». Dénonçant à nouveau les idéologies athées qui tendent à « extraire la religion en partant du pré-supposé qu'elle entraîne la radicale aliénéation de l'homme », Jean-Paul II écrit : « L'idéologie de la mort de Dieu montre clairement par ses effets qu'elle est, sur le plan théorique comme sur le plan pratique, l'idéologie de la mort de l'homme. »

D'où le rôle-clé de discernement joué par l'Esprit Saint dont le rôle est de « mettre en évidence le péché. »

Cette vision tragique s'amplifie dans la troisième et dernière partie de l'encyclique. Idéologies matérialistes, armements nucléaires, guerre, indigence et faim, terrorisme : « C'est un tableau de mort qui est en train de composer à notre époque, alors que nous sommes de plus en plus proches de la fin du deuxième millénaire du christianisme. »

Constat d'échec ? Non, car, face à ces signes de mort, il y a « l'Esprit qui donne la vie ». L'encyclique de Jean-Paul II annonce la préparation d'un grand jubilé de l'Eglise catholique, destiné à célébrer ce deux millième anniversaire de la naissance du Christ. En déclarant que l'homme est la « tâche qui lui est cher », il ajoute aujourd'hui que c'est l'Esprit qui aide l'homme à se libérer.

Il n'aborde pas, en revanche, la question du Renouveau charismatique, un courant parfois contesté qui se développe à vive allure depuis une dizaine d'années dans l'Eglise catholique, auquel lui-même et son prédécesseur Paul VI n'avaient jamais ménagé leurs encouragements. Le Père Congar s'étonne même qu'il évite l'emploi du mot « charismes », entendu comme dans l'Esprit qui manifeste la diversité dans l'Église (1). Le pape se félicite, en revanche, du renouveau de la vie spirituelle et de la prière, dont « notre époque difficile éprouve si particulièrement le besoin. »

HENRI TINCO.

(1) L'Esprit saint : introduction du Père Congar et texte complet de l'encyclique, au Cerf, 160 pages, 30 F.

En neuf langues

Cinq encycliques déjà en sept ans et demi de pontificat ! Paul VI en quinze ans n'en a publié que six, mais Pie XI (quant à lui, dix-neuf ans) avait été beaucoup plus prolifique.

Il n'y a pas une seule manière de préparer une encyclique. Les votes du Vatican résonnent encore des colères de Léon XIII, renvoyant à leurs auteurs des versions de Rerum Novarum (1891) jugées insuffisantes.

Les jésuites sont généralement consultés pour les grandes encycliques sociales, et Pie XII en particulier faisait souvent appel à eux. Le pape s'adresse à un spécialiste unique - comme le Père Lebrun pour l'encyclique Populorum Progressio de Paul VI (1967) - ou fait travailler en concurrence des équipes concurrentes. Des commissions se réunissent, mais il y a naturellement toujours le dernier mot.

Jean-Paul II a des méthodes de travail plus personnelles que ses prédécesseurs. Une encyclique comme celle d'aujourd'hui sur l'Esprit saint est essentiellement de portée théologique et spirituelle. Elle n'évoque pas l'appel à des compétences politiques, diplomatiques ou sociales. Le pape la mûrissait personnellement depuis au moins quatre ou cinq ans.

Il est réputé pour réfléchir longuement à ses textes fondamentaux (encycliques, lettres apostoliques).

H. T.

Dans le Haut-Rhin

TROIS TONNES DE CANNABIS SONT SAISIES À LA DOUANE

(De notre correspondant.)

Mulhouse. - Trois tonnes de résine de cannabis réparties en 150 paquets de 20 kilos ont été saisies, jeudi 29 mai, à Saint-Louis (Haut-Rhin) sur un parking de transit de la douane. Un chauffeur tout français a été arrêté. Il venait de Trieste - y avait garé mardi soir la remorque de son camion, le temps d'aller réquerir l'aide d'un transitaire pour ses formalités de douane. En fait, il avait cherché à subtiliser pour prendre la fuite à bord du poids lourd.

En contrôlant la remorque censée contenir des peaux de chèvres de montagne en provenance du Liban et destinées à une société londonienne, les douaniers ont découvert la drogue - estimée à une valeur de 90 millions de francs à la revente - cachée sous les peaux.

RECTIFICATIF. - Mis en cause par le rapport de la Cour des comptes concernant la gestion de la Société française de production (SFP) (le Monde du 28 mai), M. Gérard Conet nous précise que « la onzième chambre du tribunal de grande instance de Créteil, par un jugement du 17 mars 1986, a totalement débouté la SFP de ses prétentions et obligations fantasmées ».

Ce jugement indique en effet que « la preuve de manières frauduleuses constitutives du délit d'exercice n'est pas démontrée » et que « M. Gérard Conet a été déclaré non coupable et relaxé ».

Toutefois, la SFP a fait appel de ce jugement le 26 mars 1986.

● Eurocaneser limite ses ambitions. - Les ministres de la santé des pays de la CEE se sont entendus, le 29 mai à Bruxelles, sur un programme d'action contre le cancer. Dans un premier temps, ce programme se limitera à une coordination des initiatives nationales. Cette position est en net retrait par rapport aux ambitions affichées au départ, notamment par la France et l'Italie. La RFA ne souhaite pas que les Douze aillent au-delà des 6,5 millions d'ECUS (5,8 millions de dollars) déjà accordés à ce programme. Bonne redoute que la CEE, qui n'a pas juridiction sur les questions de santé, ne finance des recherches ou des opérations qui fassent double emploi avec celles des pays membres.

LA RESPONSABILITÉ D'UN ÉDITEUR

Carottes sauvages ou ciguë ?

Un éditeur peut être tenu responsable des conséquences de l'usage fait d'un ouvrage de vulgarisation ne comportant pas d'avertissement sur les dangers des produits cités. C'est ainsi que la première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Yves Monnet, a rendu, jeudi 29 mai, un jugement condamnant le société Fernand Nathan à retirer de la vente tous les exemplaires d'un livre paru dans la collection « Miniguide, Nathan

et sur l'éditeur allemand, Grate und Unrat, qui lui avait cédé les droits de traduction. Cependant, Fernand Nathan offrait d'indemniser un avertissement dans les ouvrages qu'il détenait encore.

Une situation dangereuse

Dans son jugement, le tribunal, après s'être livré à une étude botanique des deux plantes, observe que la présentation de la carotte sauvage dans le miniguide « est insuffisante pour permettre l'identification certaine (...) en l'absence de toute description comparative de la ciguë aquatique ». Il ajoute : « La société Fernand Nathan avait l'obligation, avant de diffuser la traduction française de ce miniguide destiné manifestement à des lecteurs de botanique, de s'assurer que les utilisateurs pourraient faire confiance à cet ouvrage (...). Le comportement fautive de l'éditeur (...) a créé une situation dangereuse en diffusant avec légèreté un ouvrage de vulgarisation sur les plantes comestibles comportant des lacunes à un lien direct avec le décès de M^{me} Gribinski. »

Quant à l'auteur, il a, selon les juges, « fait preuve de négligence » et commis avec l'éditeur allemand « une faute quasi délictuelle ».

M. Yves Monnet ayant ordonné l'exécution provisoire du jugement, la société Fernand Nathan devra, même si elle engage une procédure devant la cour d'appel, retirer de la vente tous les exemplaires de l'ouvrage Rigieux pour y placer un avertissement qui devra figurer dans les éditions futures et verser le franc symbolique de dommages et intérêts à M. Gribinski. En outre, l'éditeur allemand et l'auteur devront supporter la concurrence des deux éditeurs. Les frais consentis aux condamnations de Fernand Nathan.

MARC PORTEY.

A la Fnac
voiture p
D'un seul coup
révolution
incroyant
économique fran
20 jours avec
6 mois de crédit
à 0%
Le Général
123.57.38.051

SPORTS



LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

Champions aux galères

Après les déclarations du garde des sceaux

LA JUSTICE EST BIEN SOUS LE CONTROLE DE LA POLICE, maintient le Syndicat de la magistrature

Il est faux de dire que la justice est passée sous le contrôle de la police, avait déclaré le garde des sceaux, mercredi 28 mai. La justice est bien subordonnée à la police, ont maintenu, jeudi, au cours d'une conférence de presse, les dirigeants du Syndicat de la magistrature (gauche). Pour eux, les quatre projets défendus la veille au cours du conseil des ministres par M. Albin Chalandon correspondent, à l'exception de celui sur l'application des peines, à une revendication du ministère de l'Intérieur à laquelle la Place Vendôme a cédé.

Ces projets, estime le syndicat, font de chaque citoyen "un présumé suspect" et de tout étranger un individu "présent en situation irrégulière". Il s'inquiète, en conséquence, de ce qu'il considère comme une "régression incompatible avec la démocratie".

Le Syndicat de la magistrature dénonce ce "vaste plan de réformes" et particulièrement "la généralisation des contrôles d'identité sans la moindre intervention judiciaire". "La création d'un délit de refus de se soumettre à une vérification d'identité permettant le placement à garde à vue... la généralisation de la procédure de comparution immédiate privant l'enquête policière sur l'information judiciaire... la création d'une carte d'identité infalsifiable et, dans cette logique, le port obligatoire de ce document... la criminalisation de la manifestation politique... l'augmentation considérable des pouvoirs de police sans possibilité effective de contrôle de l'autorité judiciaire, sous couvert de lutte contre le terrorisme... la suppression des garanties judiciaires en faveur des étrangers au profit de l'arbitraire administratif et policier" et "la remise en cause du droit d'asile".

Nouveau record d'affluence jeudi 29 mai à Roland-Garros : 27 614 spectateurs pour plus de deux heures de tennis haletant. Avec les éliminations de Mieser, Edberg et Tulasne. Avec les victoires à l'arraché de Leconte, Wilander et Becker.

Les chemins de la renommée sont malaisés. Pour se promener dans les rues de Paris, Boris Becker a renoncé à porter lunettes noires et chapeau à larges bords. "Cela ne sert à rien. Il y a toujours quelqu'un qui me reconnaît. Et je me trouve avec trente ou quarante personnes derrière moi", a constaté l'Allemand chéri de l'Allemagne fédérale. "C'est encore à l'intérieur des grilles de Roland-Garros que je suis le mieux protégé de mes admirateurs". Une tranquillité relative. Quand il n'est pas poursuivi par les chasseurs d'autographes, ce sont les chasseurs de tête (de série) qui en ont après lui. Ce Bruno Oresar par exemple que "Bourm Bourm" a croisé jeudi sur le court numéro 1. Avec ses boucles blondes angéliques, on lui donnerait le bon Dieu sans confession.

Pourtant, il ne faut pas s'y fier. A seize ans, il battait régulièrement Becker. Aujourd'hui, il n'est qu'un des innombrables ténors du circuit, alors que le protégé de Tom Tiras est auréolé de sa victoire à Wimbledon. Mais Oresar est toujours un véritable roquet. Il jappe littéralement en jouant, comme s'il voulait mordre. Becker semblait en mesure de le renvoyer à la niche rapidement. Il avait enlevé les deux premières manches en concédant seulement deux jeux. Toutefois, le Yougoslave s'accrocha tant et si bien à ses basques que Becker fut acculé au tie-break dans la troisième manche et qu'il le perdit (7-2). Cela n'a été que lorsqu'il s'est retrouvé mené 2-1 dans la quatrième manche, qu'il a ajusté son service coup de fusil pour se débarrasser de l'ennemi.

A la nuit tombante, sur le court central, Henri Leconte a en sensibi-

ment la même réaction. Après avoir laissé filer la troisième manche, le numéro deux français a infligé un cinglant 6-0, dans le quatrième et dernier set, à Amos Mansdorf. "J'avais beaucoup de mal à me concentrer à cause de l'ambiance et du vent. Je n'arrivais pas à bien servir. Puis, dans la quatrième manche, c'est revenu, j'ai joué plus long, et j'ai frappé la balle plus tôt", a-t-il dit, bien heureux d'être déjà arrivé à ce stade du tournoi, alors qu'il a été tenu à l'écart de la compétition pendant cinq mois à cause d'une mononcléose. Heureux, il l'a été, en effet : dans la première manche la fébrilité du jeune Israélien l'empêcha par deux fois de prendre le service de Henri, qui, tel "Riton" naguère, arrosait les baches. Par manque d'entraînement, son fameux bras gauche n'a pas encore la silette qu'il lui avait fait battre Yannick Noah l'année dernière. Mais de toute façon, il n'aura pas à s'engager dans un combat fratricide en huitième de finale cette année.

Tulasne éliminé

La tête de série qu'il aurait dû, théoriquement, affronter à ce stade du tournoi était Thierry Tulasne. Mais l'ancien champion du monde junior a été victime de la plus incroyable défaillance contre Claudio Panatta. Il menait 6-0, 6-3 et 2-0 lorsque le frère du champion de Roland-Garros 1976 a aligné six jeux. Le Français a repris l'avantage (3-2) dans la quatrième manche, mais il l'a perdu encore (6-4) et il s'est retrouvé mené (5-1) dans l'ultime jeu. Alors qu'il servait son septième jeu, il sauva une première balle de match. "Je ne sais pas ce qui s'est passé. Je n'avais plus le sentiment d'être fatigué, mais plus rien ne marchait. Je lui ai servi les points pendant deux sets. Je n'avais plus de services ni de retours. Quand j'ai recommencé à jouer normalement, c'était trop tard", a-t-il convenu, sans avoir vraiment com-

pris ce qui lui était arrivé. Cet Italien qu'il devait battre a simplement joué sa version du livre et de la tortue. Parti en trombe, Tulasne s'est endormi en cours de route. Quand il s'est réveillé, il était trop tard. La septième balle de match de Panatta lui a été fatale.

L'élimination du numéro trois français dès le deuxième tour est d'autant plus regrettable qu'elle a constitué une réelle contre-performance par rapport à son niveau de jeu actuel. Même remarque pour ce qui concerne Miroslav Meck.

Vertu de l'expérience

Le Tchécoslovaque avait tous les atouts pour atteindre au moins les seizièmes de finale. Après une première manche concédée comme par inadvertance au tie-break, alors qu'il avait mené 3-0, il a d'ailleurs remporté nettement les deux sets suivants, 6-1, 6-2. Mais une étrange torpeur l'a empêché de tenir la cadence. Il a perdu quatre fois son service dans les deux dernières manches, en restant éloigné sur sa ligne de fond, alors qu'il avait fait tous les points qu'il voulait au fil.

Même sur terre battue, la meilleure défense est l'attaque. Mats Wilander, qui est habituellement comme dans son fauteuil le dos aux baches, a dû en convenir, mercredi. Aaron Krickstein, dont le coup droit est une énorme claque administrée à coudre replié, l'a, en effet, contraint à sortir de la tranchée dans laquelle il est pratiquement intouchable. Car, en jouant du fond de court, il devait impérativement retourner long, et même très long, pour ne pas s'exposer au terrible coup droit de l'Américain. Mais jouer très long c'est prendre le risque de jouer trop long. Or, pour gagner au jeu de la régularité, il ne faut pas prendre le moindre risque. Voilà le casse-tête tactique que devait résoudre le Suédois pour se débarrasser d'un

Krickstein particulièrement coluté ce jeudi.

"Je n'ai jamais autant triché de ma vie sur un court", devait avouer Wilander, après quatre heures d'échanges sans le moindre relâchement. Ce fut à cet égard la partie la plus intense de la journée.

Constamment sous pression, Wilander a perdu une balle de 6-3 dans la troisième manche, en servant une double faute. Puis, engageant à 5-5, il a récolté une amende pour avoir jeté sa raquette au sol de rage quand il est sorti une balle de 15-40 en faveur de l'Américain. Après avoir déjoué le piège d'un tie-break, celui-ci mena deux fois à un set. Cela a obligé le champion en titre à ne plus commettre la moindre erreur.

Il aborda ainsi le cinquième set la peur au ventre : il lui a fallu quelque vingt minutes et sept avantages pour arriver à égaliser 1-1 dans cette manche, après avoir sauté deux balles de break. Il dut en faire autant au quatrième jeu. Toutefois, Krickstein, qui avait placé de très belles amorties à couper les jambes du meilleur sprinter, a fini par céder à la pression du Suédois. Wilander a servi trois balles de match puis effacé deux balles de 5-5 avant de conclure sur un service gagnant.

"J'ai bien joué tactiquement : cela vient avec l'âge", a dit Wilander, qui n'a pas encore vingt-deux ans.

Sur la brique pilée, plus que sur tout autre surface, l'expérience est, en effet, un bien inestimable dans cette épreuve du grand chelem. Pour ne pas en avoir eu autant, son compatriote Stefan Edberg, beaucoup plus talentueux au demeurant, n'a pas réussi à redresser une situation apparemment beaucoup moins compromise. Il a été éliminé par Michael Pernfors, un Suédois qui s'est mis à l'école américaine pour insuffisance de résultats dans son pays.

ALAIN GIROUO.

LES RÉSULTATS DU 29 MAI

SIMPLES MESSIEURS

(Trente-deuxièmes de finale)

TROISIÈME QUART DE TABLEAU - Sanchez (Esp., 20) b. Schapers (P-B, 59), 6-3, 6-2, 6-2; Jaité (Arg., 15) b. Mocer (Tch., 25), 7-5 (7-5), 1-6, 2-6, 6-3, 6-1; Pernfors (Sué., 27) b. Edberg (Sué., 7), 6-7 (7-5), 7-5, 6-3, 2-6, 6-4; Claret (Esp., 319) b. Van Der Duin (Fr.), 6-3, 6-3, 5-7, 6-3; Seguso (E-U, 50) b. Lopez-Masoa (Esp., 171), 6-2, 7-5, 6-2; Teichner (E-U, 43) b. Duncan (E-U, 139), 7-5, 7-5, 6-1; Becker (RFA, 5) b. Oresar (Youg., 72), 6-2, 6-0, 6-7 (1-7), 6-3.

Match interrompu par la nuit : Fieserian (Fr., 173) - Canter (E-U, 65), 3-6, 2-6, 7-3, 7-5.

QUATRIÈME QUART DE TABLEAU

- De la Pena (Arg., 62) b. Gildemeister (Chili, 102), 6-0, 6-3, 6-4; Maciel (Mex., 67) b. Aguilera (Esp., 128), 6-4, 6-4, 6-1; Motta (Brésil, 70) b. Witkowski (Fr., 206), 6-1, 4-6, 6-7 (2-7), 6-3, 6-4; Pflum (Fr., 312) b. Yzagui (Pérou, 55), 6-3, 6-4, 6-2; Wilander (Sué., 2) b. Krickstein (E-U, 36), 6-1, 3-6, 5-7, 6-3, 6-4; Chemoskov (URSS, 82) b. Omerthun (RFA, 73), 6-2, 6-3, 6-2; Panatta (It., 218) b. Tammone (Fr., 13), 0-6, 3-6, 6-2, 6-4, 6-4; Leconte (Fr., 10) b. Mansdorf (Isra., 91), 7-5, 6-3, 4-6, 6-0.

SIMPLES DAMES

(Trente-deuxièmes de finale)

DEUXIÈME QUART DE TABLEAU - M. J. Fernandez (E-U, 69) b. A. Temesvari (Hongr., 19), 5-7, 6-2, 6-3.

(Seizièmes de finale)

TROISIÈME QUART DE TABLEAU - L. Gildemeister (Pérou, 29) b. M. Torres (E-U, 61), 6-1, 6-3; H. Mandlikova (Tch., 5) b. R. Marinkova (Tch., 84), 6-1, 6-2; P. Casale (E-U, 30) b. C. Benjamin (E-U, 66), 6-3, 4-6, 7-5; S. Graf (RFA, 3) b. M. Mesker (P-B, 46), 6-2, 6-1.

QUATRIÈME QUART DE TABLEAU - C. Bassett (Can., 17) b. J. Byrne (Austral., 124), 6-3, 6-2; M. Paz (Arg., 80) b. M. Malecva (Bulg., 10), 5-7, 7-6, 7-3; C. Evert-Lloyd (E-U, 2) b. A. Smith (E-U, 56), 6-3, 6-1; G. Sabatini (Arg., 11) b. I. Madruga (Arg.), 6-3, 6-3.

Allo mobile

A la Fnac, le premier téléphone de voiture promis à une couverture nationale.

D'un seul coup, on passe du gadget à l'outil professionnel. Le Matracom 2000 révolutionne le téléphone de voiture. Fiabilité et qualité de communication incomparables, mais surtout puissance de couverture (80% du territoire économique français dès 1988). Aujourd'hui la Fnac le distribue et l'installe dans les 10 jours avec le professionnalisme que l'on attend pour un tel matériel dans les 6 magasins Fnac Autoradio. 54, av. Bosquet - Paris 7^e (45.51.28.15) - 52, av. du Général-Leclerc - Boulogne (46.04.32.62) - 53, rue Richard-Lenoir - Paris 11^e (43.67.38.05) - 106, bd Brune - Paris 14^e (45.39.85.35) - 15 ter, bd Gouvion-St-Cyr - Paris 17^e (45.74.57.41) - 157, bd Davout - Paris 20^e (43.64.54.00) -

fnac

مركزنا من الأصل

Scènes de chasse en Amazonie

Aventures sur le fleuve Maroni.

DE Cayenne à Maripasoula, de Saint-Laurent-du-Maroni à Saint-Georges, le DC 4 qui assure la liaison régulière entre ces villages perdus d'un bout à l'autre de la Guyane française ne survole, à perte de vue, que de la forêt. Plus de 8 millions d'hectares de forêt dense équatoriale, 97 % du territoire ! Un manteau interminable posé sur une terre qui fume sous le soleil torride. Ça et là, un ruban d'eau aux ondulations de serpent ouvre la forêt. Fleuves dont on n'aperçoit pas les innombrables ramifications, rivières et criques, et qui composent le seul réseau de pénétration à l'intérieur du pays. Seules les pirogues les utilisent tout au long de leurs cours; encore faut-il, souvent, décharger et porter à dos d'homme les paquets, sinon l'embarcation...

Voilà qui fait de la Guyane un territoire pratiquement vierge, propice à un tourisme d'aventure très sportif, permettant une véritable découverte de la nature. C'est ainsi que Takari-Tour propose, entre autres expéditions, une remontée du Maroni en six jours, jusqu'à Aloïté, un village indien. Superbe balade sur cette voie d'eau large, limoneuse et tiède, douce et rapide, où la baignade est délicate et sans le moindre danger; entre les merveilles vertes de la forêt primaire. On passe de nombreux sants et rapides dans une pirogue habilement dirigée par le takariste, qui, de sa perche, évite les roches tapissées de chapi-chapi,

Une atmosphère d'étuve sous la voûte sombre d'arbres géants.



fleur mauve, silicicole et compacte.

Le guide amarré l'embarcation au premier village bosh ou boni se trouvant sur la route, à la tombée du jour; et l'on pend son hamac sous le carbet des hôtes de passage. Commence alors la découverte du mode de vie et des rites des gens du fleuve.

Pour ce qui est de la découverte de la faune, c'est l'affaire du « guide de brousse ». Personnage indispensable dans cette forêt en apparence déserte, mais où se dissimulent serpents et araignées-crabes, le guide repère les traces d'animaux et les identifie, prévenant les dangers éventuels. Si cette forêt possède une grande diversité et une grande richesse au niveau animal, chaque espèce compte relativement peu de représentants. Les rencontres avec la faune sont donc rares. Pour le chasseur; qui a donc ses repères et sort de nuit, elles sont au contraire quasi quotidiennes. C'est d'ailleurs lui qui alimentera en agouti, tapir, singe, pac, paresseux, pécaré, serpent et caïman, les restaurants de Cayenne. On peut craindre que cette chasse, non réglementée, n'entraîne à la longue un massacre systématique de toute vie animale dans les zones accessibles. Pour les guides

de brousse, au contraire, l'important reste la meilleure connaissance d'un gibier qu'on abat uniquement pour se nourrir, et c'est là le prétexte d'une approche délicate et, bien souvent, le fusil fait spontanément place à la caméra, tant cette faune inhabituelle touche et passionne.

C'est dans cette même optique que Trans-Amazônia, le dernier et le plus récent spécialiste de l'aventure en Guyane, organise la capture du caïman noir, dans les marécages de Caw. Atmosphère extraordinaire, il faut l'avouer. Passé la barre en pirogue, déjà trempé par les embruns, on arrive

enfin à la rivière qui serpente en une espèce de chenal, à travers une mer de vase. C'est le domaine des oiseaux aquatiques: aigrettes, bérans, hoazins, qui à mesure qu'on avance vers la forêt deviennent de plus en plus blancs et de plus en plus grands. La végétation change aussi, de mangrove naïve à mangrove adulte, de plus en plus dense. Urubus, aigles, perroquets, toucans, vautours sont là, bien visibles.

À la tombée de la nuit, les perroquets caquetant bruyamment traversent, par centaines, la rivière, toujours dans le même sens: ils quittent les pâturages pour retrouver leur abri nocturne. Le soleil s'éteint sur la montagne de Caw tandis que bourdonnent les mouches-serpents - qui ne piquent pas - mais, telles des abeilles, se font un nid de terre battue. Elles signalent ainsi le lever et le coucher du jour. Plus tard, lampe au front, au milieu d'un silence absolu, ce sera la chasse au caïman. Deux yeux rouges. Plus ils sont écartés, plus la bête est grosse; elle peut atteindre 4 mètres. L'approche se fait à la pagaie, avec des ruses d'Indien Saramaca. D'un coup rapide, le lasso enserre la tête du reptile. Manqué, il se laissera couler et il faudra attendre un moment, toute lampe éteinte, dans la nuit inquiétante, pour qu'il se rassure et refasse surface. La plupart du temps, il sera relâché, surtout s'il est petit. D'une manière générale, on ne s'attaque qu'exceptionnellement aux très gros, qui sont dangereux.

Pour ceux qui manquent de temps on n'ont pas assez le goût du risque, l'Office national des forêts a créé deux circuits botaniques destinés aux amateurs de flore exotique, ainsi qu'un arboretum. On y trouve toutes les essences, rococosées, classées et numérotées sous leur nom saramaca, leur nom scientifique et leur nom local. L'un de ces sentiers conduit au sommet de la montagne des Singes, d'où l'on découvre un point de vue superbe sur la plaine de Kourou et, éventuellement, le tir des fusées... Dans le petit zoo de Cayenne, comme dans la réserve Wassinger, à quelques kilomètres de là, on peut examiner à loisir l'extraordinaire faune de Guyane. Un choix exceptionnel de serpents, dont des « grages » de toutes sortes, des serpents-coraï, des serpents à sonnette et des anacondas; tatou, tamanoir, agouti et tapir; malpouiri des Guyanais, félins et singes. Autant d'animaux que l'on n'a pas toujours la chance d'apercevoir lors d'une balade et qui habitent en paix cette forêt d'un autre âge.

CHANTAL DE ROSAMEL

• Takari Tour, BP 53, 97300 Cayenne, tél.: 19-594-31-19-60. Bureau au Novotel de Cayenne: 19-594-31-74-00. A Paris, Jet Tours. Guides de brousse: bureau au Novotel, tél.: 19-594-30-38-88. Club Trans-Amazônia: au Novotel, tél.: 19-594-30-14-54. ONF, tél.: 30-00-79. Quelques restaurants pour les amateurs de gibier: La Belle Cabraie, Le Tatou et Le Cric-Cric.

L'ange gardien des îles du Salut

Quand «Gégène» transforme le bagne en villégiature.

ELLES sont trois. Toutes petites (environ 2 kilomètres de circonférence chacune), bien paisibles, posées comme des joutis sur l'Atlantique, à 15 kilomètres au large de Kourou, en Guyane. Elles offrent une illustration parfaite des splendeurs de la végétation typique: bilisicus, orchidées, bananiers, palmiers à profusion, sans oublier les cocotiers alignés sur un désordre de rochers noirs. De-ci de-là, des maisonnettes perdues dans une mousse d'arbres d'un vert tendre et pourtant éclatant. Seule l'île Royale, la plus grande, est habitée. Surtout par Eugène Deligny, dit «Gégène». «Forçat volontaire, matricule n° 1», serait-on tenté d'ajouter, même si le dernier vrai forçat a

quitté l'île après la fermeture définitive du bagne au début des années 50, le 23 avril 1954 exactement. Homme rude, passionné par l'effort et le travail bien fait, Gégène est responsable de la protection et de la restauration des anciens bâtiments de réclusion et d'administration du bagne.

Costaud, moustachu, intègre, ancien pompier, il est, plus précisément, conducteur de travaux sous la tutelle d'un certain Blanchard, aventurier fortuné, propriétaire de mines d'or et d'agate. Un homme «invisible», qui survole son domaine en avion particulier et est fermement décidé à transformer les îles en lieu de villégiature touristique. Pbilanthrope amoureux des îles pour les

us, capitaliste mégalomane pour les autres, Blanchard est, et sera toujours, pour Gégène, «Monsieur Blanchard. «Ce qu'il a eu, il l'a mérité!», affirme-t-il. Les premiers coups de pioche ont été donnés en février 1983. Il a d'abord fallu restaurer les bâtiments du bagne, en ruine sous les lianes et dévastés par un tourisme sauvage et vandale. Puis, réhabiliter, aux yeux du public, ces trois «points noirs»: les îles maudites Royale, Saint-Joseph et du Diable, situées, de surcroît, en plein sur la trajectoire des fusées et propriétés privées du CNES (Centre national d'études spatiales). Un milliard et demi de francs. C'est ce qu'aura coûté, à ce jour, à Blanchard l'aménagement de l'île Royale: installation d'une station de désalinisation des eaux de mer, d'une centrale électrique, de quatre-vingt-trois bungalows (cinquante-cinq chambres), amélioration de l'auberge, installation dans le réfectoire des surveillants célibataires, reconstruction de la toiture de la chapelle, etc.

inscrites dans la pierre... Ainsi, même si le cuisot jovial de l'auberge attend sur le qual, carnet de commandes à la main, le cœur n'y est pas, car, près du débarcadère, l'ancienne douane, les ateliers, la cale de halage, la houlangerie, les abattoirs du bagne, intacts, sont encore trop présents. Vouloir faire un centre de loisirs d'un lieu où des milliers d'hommes ont souffert, voire, souvent, péri, peut évidemment laisser le voyageur sceptique. Même si l'on a tendance à insister plutôt sur l'aspect positif de la restauration du bagne, exemplaire, il est vrai. Sans cette initiative ambiguë, ce qui restait du bagne aurait disparu inéluctablement.

«Quand je suis arrivé en 1983, se souvient Gégène, les gens avaient déjà descendu les pierres tombales du cimetière pour en faire des tables basses. Ils quittaient les lieux avec, sous le bras, des fragments des fresques de la chapelle, peintes par Lagrange, le célèbre faussaire. Les bénitiers et les statues avaient également disparu. Il a fallu dompter une nature hostile, employer une main-d'œuvre qui n'était plus bgnards entretenaient l'île comme un jardin anglais, monter 150 tonnes de ciment, presque à dos d'homme, et obtenir, au compte-gouttes, les matériaux de construction nécessaires.» «Chaque erreur d'expédition, se rappelle-t-il, entraînait des délais supplémentaires qui se chiffraient en mois. Tenez, c'est la même chose aujourd'hui quand ma femme décide de faire un pot-au-feu: lorsqu'elle reçoit enfin les oignons et le céleri, les carottes sont pourries et les pommes de terre ont germé. Tout est à recommencer! Sans oublier qu'en attendant le matériel il n'était pas question de renvoyer la main-d'œuvre brésilienne

on haïtienne (les Guyanais, eux, sont tous fonctionnaires!) car elle ne serait pas revenue. «Pour un type seul, vivre sur l'île douze mois sur douze, c'est l'enfer.» Eugène Deligny a fait son temps. Il a rempli sa tâche et laissé suffisamment son empreinte sur les îles. Aujourd'hui, c'est à moto qu'il circule de pénitencier en pénitencier, à travers la caillasse. M^{me} Deligny, elle, vient d'ouvrir une boutique de souvenirs où l'on trouve des t-shirts humoristiques, ornés de bgnards traînant leurs chaînes... L'auberge fonctionne déjà bien en saison, avec la clientèle de passage, et toute l'année avec les ingénieurs du CNES et leurs familles. Il y a fort à parier que Christophe, le barman haïtien, déjà renommé pour son punch «Coco des îles», servira bientôt un «Punch du bagnard», au cœur de chauffe (le rhum de là-bas) et au gros sucre...

ELIA IMBERDIS.

Cap sur la Guyane

JET TOURS propose un séjour aux îles du Salut, inclus dans son forfait «Aventure en Amazonie», qui comprend la descente du Maroni en pirogue. Prix pour neuf jours, Paris-Paris: 11 200 F, en pension complète, de juillet à octobre. Ce voyageur propose également une pêche au harpon avec campement à l'île du Diable, sur la base de trois pêcheurs par bateau. Neuf jours en pension complète: 15 040 F plus un invité ne pêchant pas (forfait: 10 480 F environ). Inscription: centre d'information Jet Tours, 19, rue des Tournelles, 75004 Paris, tél.: 01-22-19-19.

En individuel: pension à l'auberge, sur l'île Royale. Chambre double, avec salle de bains pour deux bungalows: entre 150 F et 200 F la nuit. Demandez le n° 2 pour sa vue imprenable sur la mer.

On peut également apporter son hamac (en vente à Cayenne - 200 F environ - à la Maison du Brésil, à côté du marché) et

le suspendre dans le dortoir des surveillants: 20 F la nuit. Si l'on préfère dormir dans un lit bon marché: 50 F la nuit, en dortoir. L'auberge propose un menu complet pour 100 F, boisson en sus.

Liaison en bateau sur le Royal-II, au Carbet, face à l'Hôtel des Roches, à Kourou. 110 F A-R en semaine, 120 F le week-end.

Pour se rendre en Guyane: voir «vacances» hebdomadaire (tous les jeudis) Air France sur Cayenne. Tarif au départ de Paris: 5 830 F du 20 juin au 10 novembre. A noter un vol à 4 200 F, du 10 au 19 août avec retour du 8 au 28 septembre.

Côté santé, vaccination contre la fièvre jaune fortement conseillée. Traitement prophylactique contre le paludisme: Flavoquine (à prendre pendant le voyage et durant cinq semaines après).

A lire avant ou pendant le voyage: «Hypnie qui s'évade», d'Albert Londres.

Une cellule face à la mer

Et il reste encore beaucoup à faire: restaurer la piscine des bagnards, seul endroit où l'on puisse se baigner dans la mer grâce aux murs qui la protègent des requins, transformer l'ancien hôpital du bagne en salle de jeux et de réunion et la maison des fous en chambres supplémentaires; créer, derrière l'auberge, une vraie piscine alimentée en eau douce. Et, pour finir, transformer sur l'île du Diable les bâtiments des déportés politiques, et la cellule de Dreyfus, en «bungalows face à la mer»!

Dans un tel lieu, cependant, l'oubli peut sembler difficile. Dès l'accostage du Royal-II, qui relie le bitoral aux îles, un certain malaise vous envahit. Ici, l'air moite et irrespirable est chargé des stigmates du passé. Et les souffrances de la réclusion sont

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure - et les prix - de l'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Un exemple? Découvrez avec votre voiture l'Irlande et les Llandais en logement chez eux - 7 nuits à la ferme et autant de fabuleux breakfasts, 2874 F* par personne (base 2 personnes, voyages ferry compris, haute saison). Ou encore, partez 8 jours en autocar explorer le Connemara, le Donegal - 6250 F* par personne (demi-pension en hôtel 3 étoiles et guide parlant français compris, haute saison). Pour les aventureux, il y a des randonnées équestres, des séjours en centre «multi-activités». Pour les studieux, des séjours linguistiques. Et jusqu'à la fin mai, les prix restent basse saison (sauf croisières fluviales).

Retournez-nous vite le coupon pour tout savoir ou contactez votre agent de voyages.

CIE TOURS INTERNATIONAL
50 ans d'expérience de l'Irlande

A renvoyer à: CIE TOURS INTERNATIONAL, 40, rue des Mathurins - 75008 Paris.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____



Irlande
Allez loin sans aller loin.

L'été de toutes

Pluie de propositions sur une

Douce France

A l'immense majorité des Français qui prennent leur voiture pour se rendre en vacances, Touropa-Touring Vacances propose un catalogue spécial regroupant la France, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et l'Espagne. Ont été sélectionnés, dans cent dix sites, des établissements offrant un bon rapport qualité/prix et une large gamme de sports et de loisirs. A signaler également une découverte de la Camargue au départ des Saintes-Maries-de-la-Mer avec le choix entre un séjour libre en hôtel, un séjour cheval et un séjour pêche.

• Touropa-Touring Vacances, 2, rue du Faut-Neuf, 75001 Paris. Tél. : 42-33-44-60. Et dans les agences.

Fêtes du monde

De l'Inde au Canada en passant par le Mexique et Cuba, Knoni vous propose de participer aux fêtes du monde. Au Ladakh, devant pèlerins et paysans venus des

contrées les plus reculées, des moines masqués interprètent des danses rituelles en l'honneur de Bouddha. Festival d'Hémis, dans le cadre du circuit Ladakh-Cachemire-Pendjab : quinze jours, 14 950 F, départ le 27 juin. Au Mexique, ce sont les Indiens qui célèbrent les fêtes de la moisson. Deux jours de chants et de danses populaires. Départ le 16 juillet : seize jours, 16 950 F. A Cuba, on danse la rumba et la conga dans les rues de Santiago. Départ le 19 juillet : quinze jours, 11 450 F. Enfin, émotions fortes au Rodéo de Calgary, au Canada : captures au lasso et courses de chevaux et de diligences. Départ le 5 juillet : seize jours du Saint-Laurent aux Rochouses, 19 900 F.

• Brochures Knoni, chez les agents de voyages. Renseignements : 42-85-71-22.

Horizons lointains

Aidé par les variations des taux de change des monnaies de nom-

breux pays, Jet Tours propose des baisses de tarifs sur plusieurs destinations, notamment les circuits Chine, Thaïlande-Birmanie et Thaïlande. A noter aussi un safari masai de dix-sept jours en pension complète (de 24 650 F à 30 300 F) et un circuit-croisière de quinze jours aux Galapagos de 24 600 F à 30 300 F. Baisses de tarifs substantielles également sur les circuits Pérou, Brésil, Mexique, Indonésie et Egypte. Mentionnons enfin le préjugé qui veut que l'été au Sénégal soit pourri, ce qui fait chuter les prix : 4 200 F, neuf jours en demi-pension au Savana-Koumba, au sud de Dakar; 5 130 F en pension complète au Domaine de Nianning et, au nord de Dakar, 4 930 F les neuf jours (avec petit déjeuner) au Méridien Diarrama. Sans oublier le Méridien Guadeloupe qui, à certaines périodes, offre une deuxième semaine gratuite.

• En vente dans toutes les agences agréées et agences Air France. Centres d'information Jet Tours : 47-65-81-95 à Paris, 91-22-19-19 à Marseille et 78-42-88-77 à Lyon.

L'été de toutes les (bonnes) surprises. Ainsi apparaît l'été 1986 pour les vacanciers français. Il n'en va pas de même pour tout le monde, il est vrai. Du côté de ceux qui nous gouvernent, il faudra en effet ranger au magasin des accessoires les excédents touristiques-récords des années précédentes qui masquaient l'absence d'une politique touristique digne de ce nom. Les dollars s'envolent. Le roi est nu. Du côté des professionnels qui travaillent dans l'hôtellerie ou dans le réceptif, on fait également grâce mine face à la débandade d'une clientèle nord-américaine qui fait l'Europe comme la peste.

Une situation qui appelle une réaction. Ainsi certains pays particulièrement touchés - l'Irlande par exemple - ou certaines compagnies aériennes étrangères déploient-ils des trésors de persuasion et de séduction pour regagner, outre-Atlantique, les faveurs de la poule aux œufs d'or. La France, de son côté, après avoir affiché un sang-froid qui frisait la résignation fataliste, voire, aux yeux d'une profession se considérant d'ores et déjà aliénée, l'irresponsabilité, a décidé de

lancer une grande campagne de publicité destinée à vendre la France aux Français. Stratégie de compensation, qui vise à retenir dans l'Hexagone les quelque cinq millions de Français qui prennent leurs vacances à l'étranger. Sur le thème, « la France, un pays qui dépense ». Quant au marché américain, on y reviendra plus tard.

Du côté des consommateurs, en revanche, ce serait plutôt la joie. Ajoutée à celle du pétrole, la baisse du dollar a fait valser les étiquettes, dans un sens pour une fois favorable aux vacanciers qui voient les voyagistes serapeutiques répercuter ces baisses sur leurs prix de vente. Ainsi fleurissent les communiqués de presse du style : a Quelle bonne surprise, Jumbo baisse encore ses prix ! », et les brochures annoncent des cahiers des prix réduits à la baisse ? Du côté des compagnies aériennes, on se livre à une surenchère à l'envers, à faire tourner la tête des voyageurs tentés d'attendre la prochaine aubaine. Quant aux chaînes hôtelières, menacées d'un Waterloo estival de plus en plus probable et ne sachant plus

Trois pays à petits prix

Pour les départs de juin et juillet, Rév Vacances propose trois pays à prix réduits. L'Egypte d'abord, avec un séjour libre de deux semaines au Cairo (3 990 F) pour visiter les musées, errer dans les vieux quartiers, voir le Sphinx et les Pyramides, ou un circuit-croisière de douze jours (6 790 F) pour découvrir Karnak, Louxor et la vallée des Rois. Le Sénégal, ensuite, avec une semaine au Club du Baobab, au sud de Dakar; 4 200 F en juin. La Tunisie, enfin, avec une semaine en hôtel à Hammamet (2 200 F pour le départ du 15 juin) ou, face à l'île de Djerba, au cœur d'une palmeraie, pour 3 690 F jusqu'au 19 juin.

• Brochures dans toutes les agences de voyages.

Majorque secrète

Amonreux de Majorque, FRAM propose deux formules pour découvrir le vrai visage de cette île. D'abord un circuit en autocar pour découvrir l'intérieur de l'île, des sites peu fréquentés et des paysages de toute beauté. Une semaine en pension complète, environ 3 200 F. Ensuite des séjours dans des résidences de vacances offrant animations et activités sportives. Au Pamplona, à Playa-de-Palma, à 100 mètres de la plage (2 290 F la semaine en pension complète); à l'Ambos Mundus, dans le même site (autour de 2 000 F au départ de province) et au Castell Dels Hams, à Porto-Cristo (2 000 F environ au départ de province).

• Séjours en vente dans les agences de voyages. Renseignements : FRAM Paris, 79, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-54-45. Ou à Toulouse, 1, rue Lapeyrouse, 31008 Toulouse. Tél. : (61) 29-33-11.

Vacances à louer

Depuis ses accords avec le Crédit agricole et la reprise de la plupart des stations mer-Alpes, Pierre et Vacances, première chaîne locative française, offre quarante-cinq mille lits répartis dans trente-quatre stations à la mer et à la montagne. De la Côte d'Azur au Languedoc-Roussillon, en passant par la Corse, et de la Côte Atlantique aux Alpes du Nord et du Sud. Pour des tarifs allant de 2 000 F à 3 500 F au bord de la mer et de 900 F à 2 000 F à la montagne pour une semaine, par appartement de quatre personnes. Des tarifs moitié moins chers en juin et septembre, inférieurs de 20 % dans le Languedoc et sur l'Atlantique par rapport à la Côte et trois fois moins chers à la montagne que sur les bords de la Méditerranée. Avec, pour les vacanciers actifs, des stages de planche à voile, de tennis, de golf et de ski d'été. Sans oublier la thalasso en Bretagne et dans le Languedoc-Roussillon.

• Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-28-78-87.

Tour du monde

Spécialisée dans les vols long-courriers sur lignes régulières à prix charter, la Compagnie des Voyages propose également des tours du monde à des tarifs propres à faire tourner les têtes. Par exemple : au Paris/Singapore/Jakarta/Sydney/Naumés/Anckland/Papeete/Los Angeles/Mexico/Paris pour

14 250 F. Ou un Paris/Kuala-Lumpur/Penang/Hongkong/Taipei/Séoul/Tokyo/Honolulu/San Francisco/Los Angeles/Miameapolis/New-York/Boston/Paris pour 12 900 F. Enfin, un Amsterdam/New-York/Anchorage/Taipei/Hongkong/Amsterdam pour 8 700 F.

• La Compagnie des Voyages, 28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris. Tél. : (1) 45-88-44-88.

La France de NF

Encouragé par l'accueil reçu par sa nouvelle brochure *Week-ends et séjours en France*, Nouvelles Frontières a décidé de proposer à ses clients friands de séjours balnéaires un village de vacances à Bandol, dans le Var. Un hôtel-club qui, avec ses trente courts, permet aux fans de tennis de suivre des stages débutant ou de perfectionnement. Et de profiter également d'une grande piscine et d'un night-club, ainsi que des nombreuses possibilités de balades offertes par l'arrière-pays varois. Une semaine en demi-pension : de 1 874 à 2 060 F par personne en chambre double. En option, stage de tennis : 950 F par semaine.

A noter, pour ceux qui ont la bougeotte, un circuit minibus Lousiane et Floride de trois semaines (10 200 F sans les repas) ou trois semaines en Alaska et au Yukon, en minibus (11 350 F + 150 F pour les repas) sur la trace des chercheurs d'or et des trappeurs.

• Renseignements : Nouvelles Frontières, 87, bd de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15. Tél. : 45-68-78-88.



JERSEY

L'île Fleur

Des fleurs, des fleurs... à Jersey elles sont partout! 1 800 variétés de plantes et de fleurs sauvages, tonifiées par le Gulf Stream, recouvrent les champs, les dunes, les falaises... se nichent dans les buissons et les roches. Ce "Jardin posé sur la mer" (Victor Hugo), somptueux décor naturel, est enrichi, depuis peu, par une "Fondation de l'Orchidée" : 2 500 m², 5 000 espèces d'orchidées. Fantastique bouquet unique au monde!

Les Jerseyais, cette année, vont concourir pour avoir le plus beau jardin, le plus beau parc... les villages, les écoles, les rues, les hôtels, les pubs... les mieux fleuris.

Et un "Gala International des fleurs" (Débats, conférences...) réunira plus de mille spécialistes venus des quatre coins du monde.

Et toujours le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière. Jersey vous attend : l'île Fleur ne demande qu'à être admirée et cueillie.

JERSEY en 86... encore plus fleurie

Liaisons par air, par mer et par ca-ferry. Départs de Paris, Bretagne, Normandie. Pour recevoir une documentation en couleur, avez la gentillesse de retourner ce coupon à : Maison de l'île de Jersey, Département F14, 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 47 42 93 68



NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

F14

USA ICELANDAIR

bien sûr!

WASHINGTON

aller retour 14/90 F 3190

les autres destinations ICELANDAIR :

NEW YORK	F 2890
CHICAGO	F 3490
DETROIT	F 3490
ORLANDO/FLORIDE	F 3890

Achèvement SNCF compris vers le Luxembourg. Stop-séjour ISLANDE possible.

Documentation gratuite sur demande à :

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines 75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26 ou votre agent de voyage

Le grand spécialiste de la Chine et du Tibet

AKIOU

L'ART DU BEAU VOYAGE propose...

Un choix très étendu de voyages en petits groupes accompagnés par des conférenciers :

La Chine classique ou profonde, les Routes de la Soie, le Tibet et le Népal, les Minorités du Sud etc.

Brochure dans toutes les agences de voyages et 2, rue de la Paix 75002 Paris - Tél. (1) 42.96.15.59

U.C. 211 A

BONNES VACANCES

ÇA SE DIT: REPUBLIQUE TOURS

YOUGOSLAVIE	2480 F
TUNISIE	2490 F
MAROC (Agadir)	3000 F*
GRÈCE	3390 F

1 semaine au départ de Paris par vols spéciaux, en pension complète, animation, sports et vin inclus jusqu'au 28 juin 86.

* Demi-pension à Agadir.

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République 75011 Paris ☎ (1) 78.37.72.38 ou votre agence de voyage

22, rue Grégoire 69002 Lyon ☎ (1) 78.37.72.38

سفر من الأصل

les bonnes surprises

clientèle française plus courtisée que jamais.

très bien à quel point se voient, elles font assaut de réductions plus alléchantes les unes que les autres, au point que les palaces vont, cet été, devenir presque abordables. Belle revanche pour une clientèle hexagonale hier quelque peu enclavée, aujourd'hui courtisée de toutes parts.

En va de même des enfants, naguère ignorés ou regardés d'un œil méfiant et qui sont à présent l'objet de toutes les attentions, voire de toutes les gratifications, aussi bien de la part des grands voyageurs que des spécialistes des croisières et des traversées de la Manche, comme Townsend-Thornton ou Britany Ferries, particulièrement généreux. Certains vont même plus loin, comme Visages du monde (1), qui propose à ses clients de ne payer la seconde moitié de leur voyage que s'ils reviennent satisfaits.

A noter que la fête continue, dans la mesure où la baisse du dollar entraîne maintenant la dévaluation, plus ou moins forte, des monnaies de certains pays qui, comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, figurent au nombre des

destinations favorites des Français. Un nouvel atout non négligeable pour une Tunisie voisine d'une Libye pouvant jouer les empêcheurs de bronzer en rond. A en croire Tourhaddo, magazine spécialisé dans le tourisme, les grands perdants de l'été seraient l'URSS, le Moyen-Orient, Ceylan et la Grèce, les Antilles redressant la tête, tandis que la Thaïlande et l'Inde font un tabac; de même que le Kenya, Maurice et les Seychelles. Quant aux destinations de l'été, ce seraient côté long-courriers, les Etats-Unis, et, en moyen-courriers, l'Espagne et les Baléares, redevenues très bon marché.

A ceux qui n'ont pas encore choisi le lieu de leurs vacances, nous proposons, péte-méte, un bouquet de destinations et de formules entre lesquelles ils n'auront que l'embarras du choix.

PATRICK FRANCÉS.

(1) Visages du monde, 26, rue Poliveau, 75005 Paris. Tél.: 45-87-04-04.

«vous dire la vérité», un grand choix de circuits en autocar de huit à vingt-deux jours dont un grand tour de quinze jours, très complet, qui permet également de découvrir les sites de la côte turquoise (6 280 F à 6 780 F). On peut prolonger de deux jours à Istanbul.

A l'autocar on à la voiture individuelle (autour de 6 000 F par personne pour un circuit de huit jours avec hôtels), on peut préférer le calque, cet ancien bateau de pêcheur d'éponges, avec lequel on navigue trois à quatre heures par jour. Croisière «la Turquie antique», quinze jours d'Antalya à Marmaris : de 11 500 F à 12 100 F.

● Cosmosel, 7, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél.: (1) 42-61-57-33.

Chine-Pakistan

A ceux qui rêvent de suivre les traces de Marco Polo, les Amitiés franco-chinoises proposent un voyage de vingt-huit jours le long de la légendaire Route de la soie. De Pékin, on gagne Xian et ses cinq mille soldats de terre cuite avant de découvrir les plus beaux sites bouddhiques du désert de Gobi et les oasis d'Islam en terre chinoise : Urumqi et Kashgar. Le Pakistan est à 360 kilomètres, au-delà du Pamir, de l'Indu Kush et du Karakorum. On traverse le royaume de Hunza, les hautes vallées de l'Indus avant d'emprunter la Karakorum Highway jusqu'à Peshawar. On regagne Paris de Karachi. Départ les 23 juillet, 20 août et 27 septembre. Prix : de 23 900 F à 24 800 F.

On peut également découvrir la Chine à bicyclette, en dix-sept jours : Pékin, Suzhou, Wuxi, Changzhou, Yangzhou, en passant par les petits villages qui jalonnent le Grand Canal. Retour par Shanghai et Hongkong. Départ le 6 juillet. 17 350 F.

● Renseignements et inscriptions : Amitiés franco-chinoises, 36, rue des Boudonnais, 75001 Paris. Tél.: (1) 42-36-37-70.

Oiseaux d'Islande

Enregistrer l'étrange cri des harles de Miquelon ou celui du plongeon imbré, fixer l'image d'un groupe de garrots arlequins ou d'un grèbe esclavon sur son nid flottant, c'est ce que propose aux amoureux des oiseaux le voyage organisé, du 8 au 18 juin en

Islande, par GP, En juin, car c'est la seule époque de l'année vraiment favorable à l'observation et à l'approche des multiples espèces qui peuplent cette terre d'eau et de feu. On se rendra dans la région du lac Myvatn et, si les conditions climatiques le permettent, sur l'île de Grimsey, sur le cercle polaire. Prix : 11 650 F.

● Renseignements : GP, 12, rue Vignon, 75009 Paris. Tél.: 47-42-10-60.

A bord de l'« Achille-Lauro »

On gagne Gênes depuis l'une des deux mille trois cents gares de la SNCF pour embarquer onze jours à bord de l'« Achille-Lauro », ses trois cent quatre-vingt-six cabines, ses huit ponts et ses deux piscines. On fait successivement escale à Barcelone (douze heures), Malaga, Cadix (Seville) et, après le passage du détroit de Gibraltar, à Lisbonne (vingt-neuf heures), Tanger, Palma, aux Baléares (vingt heures) avant de regagner Gênes. Plusieurs départs au cours de l'été, prix par personne : de 6 490 F à 14 980 F, selon la catégorie de cabine choisie, comprenant le train en 2^e classe et la croisière en pension complète. Excursions en supplément. Prix préférentiel pour le départ du 29 juin.

● Renseignements : Tourisme SNCF, gares SNCF de Paris et gares RER, ainsi que dans toutes les agences Tourisme SNCF de province. Par tél.: (1) 43-21-49-44.

Rouler américain

Pour parcourir la destination vedette de l'été, les Etats-Unis, Forum Voyages propose notamment une semaine de location de voiture en kilométrage illimité (605 F) à travers la Floride, ainsi que des chambres pour quatre personnes à 305 F. On peut également traverser la Californie, le Nevada et l'Arizona dans un motorhome, véritable maison à quatre roues et pour quatre personnes : 3 570 F une semaine en juillet-août. Plus sportif : la descente, en trois jours, des rapides du Colorado en raft pour 1 805 F et, plus paisible, l'Est américain et le Canada en neuf jours d'autocar à partir de New-York, avec accompagnateur parlant français, pour 4 400 F par personne.

● Forum Voyages, 1, rue Cassette, 75006 Paris. Tél.: (1) 45-44-38-61 et 55, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél.: (1) 42-89-87-07. Aussi que dans les agences de Rome, Lyon et Bordeaux.

Chez les cousins

Destiné à tous ceux qui désirent se rendre au Canada, le Guide des vacances 86 ou Canada contient notamment les meilleurs tarifs aériens, des renseignements sur les transports intérieurs et compris les vacances à la ferme, les échanges de foyers et les séjours dans des réserves indiennes, des suggestions d'itinéraires, des idées de vacances actives (canoë, chasse au caribou et à l'ours noir, pêche au saumon), ainsi qu'un tableau des voyageurs programmant cette destination et proposant notamment un programme spécial à l'occasion d'Expo 86 à Vancouver.

● Brochure diffusée par la division du tourisme de l'ambassade du Canada, 35, avenue Montaigne, 75008 PARIS. Tél.: 47-23-01-01.

Cap sur le Japon

Découvrir le Japon des villes et des champs en minibus de 7 à 9 personnes conduit par un accompagnateur. On s'arrête quand on le souhaite. Un itinéraire qui, de Tokyo à Kyoto et Miyajima, permet de découvrir la vie quotidienne japonaise à l'occasion des étapes en minibus (auberge traditionnelle). Egalement au programme : métro, train, bateau sur la mer intérieure et vélo au pied du mont Fuji. Dix-huit jours, 19 850 F. Pour une deuxième découverte du pays, un circuit de vingt-cinq jours en minibus dans les paysages sauvages du Nord et de l'Hokkaido, 26 400 F.

● Carrefour du Japon, 12, rue Saluto-Aune, 75001 Paris. Tél.: (1) 42-60-57-74 ou 42-61-60-83.

Les USA à la carte

Tout indique que les Français seront très nombreux à se rendre aux Etats-Unis, cette année. Pour les aider à choisir leurs vacances, l'Office de tourisme américain a édité une brochure qui présente un condensé de toutes les possibilités de voyages offerts sur le marché français. On y parle des motorhomes et des voitures de location, des séjours dans un parc national ou à Disneyworld, des locations d'appartements à New-York ou de villas en Floride, du logement chez l'habitant ou dans un ranch, d'une croisière sur le Mississippi, de la pêche et de la chasse en Alaska, de la descente du Colorado ou d'un circuit en roulotte ou à cheval dans l'Arizona.

● Info USA été 1986. Par écrit ou sur place au 23, place Vendôme, 75001 Paris. Tél.: (1) 42-60-57-15.

An Club hors des villages

Outre ses villages et les excursions et circuits qui y sont rattachés, le Club propose de grands circuits de sept à vingt et un jours au départ de Paris (certains dans des pays où le Club n'est pas implanté) ainsi que des «villages» : petits hôtels d'où l'on peut rayonner à son gré : Palais Manial au Caire, Louxor, Ouarzazate et Marrakech au Maroc, Tozeur en Tunisie, le Lagon à la Réunion, Goreme en Turquie et les villas archéologiques au Mexique. Côté circuits, citons un Pérou-Bolivie (dix-neuf jours, 27 050 F), un trekking de dix-sept jours, des Andes à l'Amazonie (27 000 F), une traversée de l'URSS en dix-huit jours (17 000 F) et un pèlerinage culturel de huit jours de la Toscane à Rome pour 7 000 F.

● Renseignements : Club Méditerranée, 11, (1) 42-96-18-90. Brochure spéciale diffusée dans tous les points de vente du Club à Paris et en province.

Des prix étudiés

Particulièrement destinées aux étudiants, des vacances à petits prix. La Grèce à moto, par exemple, pendant six jours. De 2 440 à 2 740 F sur la base de deux personnes, au départ de Paris. Vols quotidiens de huit villes de province. Chypre en liberté, en auto-cette fois, pendant sept jours et avec une chambre réservée chaque soir. 3 710 F par personne sur la base de quatre personnes ; 3 810 F, du 5 juillet au 30 août. Enfin, une semaine en pension complète dans les Iles Lipari, dans un hôtel situé sur un promontoire surplombant la mer. De 3 490 à 4 150 F par personne, selon la période.

● Jumbo information : 19, av. de Tourville, 75007 Paris. Tél.: 47-95-81-95.

Greens tunisiens

Outre le vingt-sept trous de Port-El-Kantaoui, les golfeurs pourront, dès le mois de juillet, taper la balle à Monastir où s'ouvre un dix-huit trous. La même possibilité leur sera offerte, avant la fin de l'année, à Hammamet.

● Office national du tourisme tunisien, 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél.: (1) 47-42-72-47.

La Finlande mélomane

Tous les ans, en juillet, le Festival d'Opéra de Savonlinna se déroule dans un des plus beaux châteaux forts de Finlande. Idées Voyages propose trois opéras (*Aida*, *le Viol de Lucrece*, *la Flûte enchantée*), ainsi que plusieurs concerts dans le cadre d'un voyage organisé du 5 au 12 juillet. En prime, on visite Helsinki et ses environs (la maison de Sibelius) et Kuopio avec son musée d'histoire. 8 800 F par personne en pension complète.

De son côté, Alant's Tour propose de découvrir ce pays en motorhome. Une semaine à partir de 3 420 F par personne sur la base de cinq personnes, avion compris, et une nuit à Helsinki. Ou en treize jours d'autocar pour 11 150 F.

● Idées Voyages, 9, rue de Montbenge, 75009 Paris. Tél.: 42-85-44-84.
● Alant's Tours, 5, rue Daubigny-Cassagne, 75001 Paris. Tél.: 42-96-82-51.

La Turquie antique

Grand spécialiste de la Turquie, Cosmosel propose notamment, dans une brochure intelligemment tréssée et qui entend

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL. PARIS MONTREAL ALLER RETOUR A PARTIR DE 2150 F
5 AV DE L'OPERA 75001 PARIS 42 60 36 37

NOUVELLES FRONTIERES

MUNDIAL 1986 :

Le Mexique vous offre 2 vols gratuits en plus !

Pendant toute la durée du Mondial 86 (départs du 24 mai au 30 juin), le Mexique a décidé de faire un cadeau à tous les passagers venant de Paris à bord d'un avion de la Compagnie Aeroméxico : ils bénéficieront d'un vol, aller et retour gratuit de Mexico à la "plage" de leur choix !
Acapulco, Cancun et Guaymas sont respectivement à 300, 1300 et 1500 kilomètres de Mexico :
Votre voyage "à la plage" sera un fameux cadeau !**

3 vols directs par semaine PARIS - MIAMI - MEXICO

Nation du football le temps d'un "Mundial", le Mexique est avant tout le pays des grandes évasions. Des déserts du Nord et du Golfe de Californie aux plages caraïbes du Yucatan, mille découvertes vous attendent. Véritables musées "à ciel ouvert", ses sites archéologiques racontent l'histoire des grandes civilisations disparues. Cheleureux, le peuple mexicain vous séduira par son hospitalité.

Aeroméxico assure chaque semaine 3 vols directs aller et retour Paris Mexico les mardi, jeudi et samedi.

<p>PARIS - MIAMI - PARIS Vol Evasion (voyage de 13 à 60 jours) du 15 mai au 30 septembre</p>	5275*
<p>PARIS - MEXICO - PARIS Vol Evasion (voyage de 13 à 60 jours) du 15 mai au 30 septembre</p>	5995*

* Le "billet plage" sera émis à Mexico sur simple présentation de votre billet aller et retour Paris-Mexico. Il sera valable jusqu'au 10 juillet 1986.
** Il existe 11 destinations "plages". Nous consulter.

aeroméxico

Pour recevoir le magazine programme "Evasions Mexicaines", écrivez à Aeroméxico, 12, rue Auber 75009 Paris. Tél.: (1) 47.42.40.50

سكزا من الأصل

Handwritten note in a box: "سنة 1986"

échecs

N° 1179

La dame blanche a deux yeux

(Championnat de l'Union soviétique, mai 1986)

Biancs: TZESCHOWSKY Noirs: AZMAIPARASCHWILI

Défense Pirc.

Chess board diagram for N° 1179 showing pieces on a grid.

NOTES

Notes for chess problem N° 1179, discussing the Pirc defense and game progress.

Textual analysis of chess problem N° 1179, detailing the sequence of moves and tactical considerations.

Additional notes and commentary for chess problem N° 1179.

Textual analysis of chess problem N° 1178, focusing on the White Queen's position.

Additional notes and commentary for chess problem N° 1178.

Textual analysis of chess problem N° 1177, involving the displacement of guards.

Additional notes and commentary for chess problem N° 1177.

bridge

N° 1177

Le déplacement des gardes

Bridge hand diagram showing cards for North and South.

Bridge problem N° 1177 text, including the deal and the question.

Bridge problem N° 1177 analysis, discussing the displacement of guards.

Bridge problem N° 1177 conclusion and final answer.

Bridge problem N° 1177 analysis, discussing the displacement of guards.

Bridge problem N° 1177 conclusion and final answer.

Bridge problem N° 1177 analysis, discussing the displacement of guards.

Bridge problem N° 1177 conclusion and final answer.

dames

N° 277

A la barbe de Barbara

Checkers board diagram for N° 277.

Checkers problem N° 277 text, including the board and the question.

Checkers problem N° 277 analysis, discussing the 'A la barbe de Barbara' theme.

Checkers problem N° 277 conclusion and final answer.

Checkers problem N° 277 analysis, discussing the 'A la barbe de Barbara' theme.

Checkers problem N° 277 conclusion and final answer.

Checkers problem N° 277 analysis, discussing the 'A la barbe de Barbara' theme.

Checkers problem N° 277 conclusion and final answer.

MOTS CROISÉS

N° 408

Word search puzzle N° 408 text, including the grid and clues.

Word search puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

Word search puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

Word search puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

Word search puzzle N° 408 grid with letters and numbers.

SOLUTION DU N° 407, providing the answers for the previous word search puzzle.

ANACROISÉS

N° 408

Anacrostic puzzle N° 408 text, including the grid and clues.

Anacrostic puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

Anacrostic puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

Anacrostic puzzle N° 408 analysis, discussing the clues and solutions.

ÉTUDE

D. GURGENIDZE et L. MITROFANOV (1982)

Chess board diagram for the study problem.

Textual analysis of the chess study problem, discussing the White Queen's position.

Chess board diagram for the study problem, showing a different position.

Textual analysis of the chess study problem, discussing the White Queen's position.

Vertical text on the right edge of the page, including 'Les films' and 'DIMANCHE'.

La bombe génétique

Trafic de fœtus, expériences sur embryons, guerre ethnique...

MÊME si on doit se méfier des sujets à sensation dont s'empare parfois la télévision, il est des tabous qu'il faut lever, des aboies utiles à crever. Et tant pis si les gros sabots des journalistes effraient les coupeurs de cheveux en quatre. On saura donc, grâce à TF1 d'avoir décidé, après quelques mois d'incertitude, de diffuser deux émissions, d'une heure chacune, sur un sujet, tabou entre tous : la manipulation génétique.

Ce film-enquête de Rolande Girard, intitulé - tout comme le livre qu'elle a publié l'année dernière (1) - *Le Fruit de vos entrailles*, est réalisé par Georges Ferraro et présenté par Georges Arnaud, connu pour le scénario du film *Le Salaire de la peur* et pour son reportage sur la société de Moon. On regrettera seulement que l'enquête, menée surtout aux Etats-Unis, avec des témoignages en provenance de l'Extrême-Orient et de la Grande-Bretagne, ne parle pas de la situation française. Il est évidemment plus facile de voir la paille dans l'œil du voisin...

La première émission part des progrès réalisés depuis une trentaine d'années dans l'élaboration de vaccins, grâce aux cultures de virus pratiquées à partir de lignées cellulaires d'embryons humains. Aujourd'hui, les chercheurs souhaitent le libre emploi thérapeutique des fœtus (plus nombreux à la suite de la libéralisation de l'avortement), mais ils se heurtent au vide juridique concernant le statut de l'embryon. Dans les pays anglo-saxons, il n'existe pas de loi sur l'utilisation du « matériel fœtal » pour la recherche.

En France, « les prélèvements aux fins de recherche ou de thérapeutique sur l'embryon ou le fœtus humain décédé » sont admis par le Comité d'éthique (dans une « directive » de mai 1984), mais entourés de conditions rigoureuses. Reconnus « comme une personne humaine », l'embryon et le fœtus ne sauraient être l'objet d'une « utilisation commerciale ou industrielle » ; ils ne peuvent être utilisés à des fins de recherche que lorsque « le but poursuivi est spécialement utile au progrès des thérapeutiques » et seuls peuvent être utilisés « les embryons ou les fœtus n'ayant pas atteint le seuil de viabilité et dont la mort a été préalablement constatée ».

(1) *Le Fruit de vos entrailles*, de Rolande Girard, Editions Suger, 1985.



Fœtus de deux mois environ dans son sac amniotique. In « Le Grand Livre de la femme enceinte ». Edito-Service SA, Genève.

La deuxième émission montre combien cette absence de législation ouvre la porte à tous les abus. On a découvert un véritable trafic de fœtus, entre 1969 et 1976, entre la Corée du Sud et les Etats-Unis. Une société américaine a importé de ce pays 20 000 paires de reins de fœtus humains, qu'elle vendait dans divers laboratoires, et surtout dans ceux de l'armée, à Fort Detrick. Des reins, prélevés souvent sur des fœtus vivants obtenus par césarienne, achetés aux Coréens au prix de 25 dollars à 30 dollars la paire, puis revendus en petites parcelles de 3 000 à 6 000 fois cette somme !

Raciologie...

Pourquoi l'armée américaine s'intéresse-t-elle aux fœtus ? « Pour renouveler ses stocks d'armes chimiques, elle élabore des gaz innervants redoutables », répond le professeur Steven Rose, neurologue anglais. Pourquoi des fœtus ? Pour en extraire les récepteurs musculaires de l'influx nerveux. Selon certains, elle travaillerait à la mise au point d'une arme ethnique, qui tuerait, par exemple, les Asiatiques mais pas les Blancs...

De telles horreurs, en vue d'une guerre bactériologique ou chimique, bannie en théorie par les Super-Grands, ne devraient pas caucher les côtés positifs de la recherche thérapeutique. Il ne faudrait

pas désespérer, non plus, du sens moral des chercheurs, de plus en plus mis à l'épreuve. Plus de deux mille savants en Grande-Bretagne, par exemple, ont signé une déclaration promettant de ne jamais faire de recherches dans le domaine militaire.

Même dans le domaine strictement médical, toutefois, de nouveaux problèmes éthiques se posent. Pour le professeur Baxter, biochimiste américain, « les gènes sont des médicaments comme les autres : contrôler leur action, les découper, en créer d'artificiels, c'est passionnant ! ». Ou encore le professeur William Shockley, américain et prix Nobel de physique : « La prolifération des sous-doués du tiers et du quart-monde menace de submerger l'intelligence de l'espèce humaine ». Sa solution ? « Sauver une élite en favorisant l'avortement des pauvres, génétiquement incapables de devenir intelligents ». « On me traite souvent de raciste, ajoute-t-il. Ce n'est pas du racisme, c'est de la raciologie. »

Faut-il en dire plus pour convaincre de la telle émission qui sera suivie d'un débat ? Il est à souhaiter que celui-ci éclaire les nombreuses zones d'ombre qui demeurent dans une enquête où les passions l'ont visiblement emporté sur la rigueur.

ALAIN WOODROW,

« Le Fruit de vos entrailles », les mardis 3 et 10 juin, sur TF1 à 22 h.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR
■ GRAND FILM

DIMANCHE 1^{er} JUIN

Max et les ferrailleurs

Film français de Claude Sautet (1971), avec M. Piconi, R. Schneider, B. Fraison, G. Wilson, F. Périer, B. Lapointe. TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Solide film policier et psychologique où Piconi est un fils organisant (à ses raisons) une provocation contre de petits truands et Romy Schneider, une prostituée préservant farouchement son indépendance. Cette figure nouvelle brisait un stéréotype du cinéma français.

Le Baiser

Film américain de Jacques Feyder (1929), avec G. Garbo, C. Hagan, A. Randolph, H. Herbert, L. Ayres, G. Davis (N. muet). FR 3, 22 h 30.

La femme d'un soyeux de Lyon devient l'héroïne d'un drame criminel. Un procès en cour d'assises est le grand morceau de bravoure de ce film, réalisé à Hollywood par Jacques Feyder, sur un contrat signé avec la MGM. Dernier rôle muet de Garbo, dont le visage, bien sûr, illumine l'écran, même si son rôle n'est pas fameux.

LUNDI 2 JUIN

Raphaël le Tartoué

Film français de Christian-Jaques (1938), avec Fernandel, M. Salogno, A. Bernard, Amico, M. Rolland, R. Génin (N.). FR 3, 16 h 05 (85 mn).

Un voleur de nuit, surpris par son patron dans un parc d'attractions, s'invente un frère jumeau mauvais garçon pour ne pas être renvoyé. Burlesque déchaîné, double composition de Fernandel.

Raphaël ou le Débauché

Film français de Michel Deville (1970), avec M. Ronet, F. Fabian, J. Vilar, B. Fosse, A. Wieszanski, J.-F. Poron. FR 3, 20 h 35 (100 mn).

1830, en province. Une jeune veuve, femme vertueuse, s'éprend d'un dandy usé par l'alcool, les orgies. Elle cherche à le rejoindre dans le débauché. Excess, infécondité, passions romantiques, douleur morale et fascination de la mort. L'esprit d'une génération et d'une société. Un film superbe et cruel, intensément interprété par François Fabian et Maurice Ronet. La musique est de Bellini.

MARDI 3 JUIN

La Chevauchée des bannis

Film américain d'André de Toth (1959), avec R. Ryan, B. Ives, T. Louise, A. Marshall, N. Paraff, V. Stevenson (N.). FR 3, 20 h 45 (85 mn).

Sept hors-la-loi sèment la terreur dans un village dont un fermier organise la défense. Un bon scénario. Une violence assez étonnante pour l'époque. Tragédie sous-jacente.

La porte s'ouvre

Film américain de Joseph Mankiewicz (1950), avec R. Widmark, L. Darnell, S. McCall, S. Potter (v.o., sous-titré, N.). FR 3, 23 h 10 (100 mn).

Un gangster prépare l'attaque du quartier noir d'une grande ville américaine pour tuer un médecin de couleur qu'il rend - à tort - responsable de la mort de son frère. Curieux film où l'on retrouve rarement le style de Mankiewicz, mais dont il faut retenir les bonnes intentions, la dénonciation des dangers du racisme.

MERCREDI 4 JUIN

Un amour interdit

Film franco-italien de Jean-Pierre Dougnac (1984), avec B. Fosse, F. Roy, S. Marconi, A. Belli, E. Béart. FR 3, 22 h 50 (95 mn).

En Italie, à la fin du dix-huitième siècle, une femme qui a épousé sans l'aimer un vieil homme riche croit revoir celui qui fut la passion de sa jeunesse dans le fils adoptif de son mari. Libre adaptation d'une nouvelle de Kléist. L'enfant trouvé. Une intrigue compliquée, vivante et fantastique, une atmosphère extrêmement insolite.

JEUDI 5 JUIN

La Taverne de l'enfer

Film américain de Sylvester Stallone (1978), avec S. Stallone, K. Conway, A. Archer, J. Spinell, A. Assante. FR 3, 20 h 35 (105 mn).

En 1946, dans un quartier pauvre de New-York, trois frères, dont l'un est très débrouillard, se lancent dans des matches de lutte pour devenir riches et célèbres. Ceux qui ne rebute pas le cabotage étriqué de Sylvester Stallone - qui est aussi scénariste et metteur en scène - passeront, peut-être, une bonne soirée.

VENDREDI 6 JUIN

Martin et Léa

Film français d'Aleix Cavalier (1978), avec I. Ho, X. Saint-Macary, R. Bohringer, C. La Belli, L. Navarre. A 2, 23 h (95 mn).

Un jeune ouvrier s'éprend d'une Européenne rencontrée par hasard. Elle vit de l'argent que lui donne un ami afin qu'elle lui recroque des filles pour son plaisir. La prise de conscience du déséquilibre d'une existence au feu d'une passion que la femme n'avait jamais ressentie. Une mise en scène rigoureuse. Alain Cavalier ou le goût de l'expérience.

Samedi

31 mai

TELEVISION
FRANCAISE
1

7.45 RFE : Le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 27 mai) ; 11.00 Tennis, en direct de Roland-Garros ; 12.35 Télé-foot 1.

13.00 Journal ; 13.50 Tennis, en direct de Roland-Garros (et à 15.55) ; 15.45 Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte ; 18.10 Auto-moto : les 24 heures du Mans.

18.40 Journal.

19.00 Mondial 86 : Cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de football.

Défilé, discours, grande festa... Le délire commence. En direct du stade Aztec de Mexico, et en Mondovision, cérémonie d'ouverture, retransmise dans le monde entier. Lire en page sports tout ce que vous voulez savoir sans oser le demander sur la télévision.

19.50 Mondial 86 : Italie-Bulgarie. En direct du stade Aztec de Mexico : commentaire Thierry Roland et Jean-Michel Larqué. Pendant la mi-temps, à 20 h 45, tirage du Loto.

21.50 Journal et résumé de la journée aux Internationaux de tennis.

22.20 Droit de réponse : La vie est ailleurs.

Emission de Michel Polac, réal. M. Dugowan.

Les aventuriers du XX^e siècle, avec C. Destivelle, qui secale à mains nues ; J. Lanzmann, auteur de « l'Abtude des dieux » ; N. Villoteau, qui recherche des serpents ; E. Surcouf, à la recherche d'épaves ; C. Ziké, auteur de « Oro et Sahara » ; A. Prieur, champion du monde de cascade en moto ; A. Leluc, ancien mercenaire ; J. Bock, qui organise des voyages en Amazonie ; D. Habrey, qui saute de toit en toit ; B. Gorsky, navigateur et plongeur ; S. Glowczowski, ethnologue ; A.S. Thibergien, qui a vécu en Amazonie.

0.15 Journal.

0.30 Ouvrez la nuit : série, les Incorruptibles (rediff.).

1.20 RFE : Entreprise super-star.

ANTENNE
2

10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bériot. Edition 1954 (Dien-Bien-Phu, les accords de Genève) ; 12.00 A nous deux.

12.45 Journal ; 13.25 Série : Buck Rogers ; 14.15 Récit A2 (L'empire des cinq, Téléchat) ; 14.50 Les jeux du stade (Football : présentation du Mondial ; cyclisme : critérium du Dauphiné libéré ; Auto : les Vingt-Quatre Heures du Mans) ; 17.05 Les carnets de l'aventure (série d'essai : le vent du soleil debout) ; 18.00 Série : Amicalement vôtre ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.05 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.10 Le journal du Mondial ; 19.35 Le petit Boulevard illustré.

20.00 Journal.

20.35 Variétés : Champs-Élysées.

De M. Drucker, Spécial tennis, avec, pour la partie variétés, Michel Leeb, Stéphanie de Monaco, Sabine Paturel et les joueurs de tennis : Ilie Nastase, Manuel Orentes, Pierre Barthes, Guillermo Vilas, etc.

21.55 Histoire de l'autre monde.

« La Chambre de la folie », de J. Hayes.

22.20 Magazine : Les enfants du rock (et à 23.45).

« Rock'n'roll graffiti », avec les Beatles, Nicoletta, Frank Alamo, Dusty Springfield, Sex Machine ; ZZ Top, Vanity, the Beaty, the Cramps, the Beastly Boys, Zapp Band... à 23.45, Concert Hall and Oates (enregistré en 1985).

23.30 Journal.

FRANCE
REGIONS
3

12.00 Espace 3 : Des cadres et des entreprises ; 13.00 Ariety ; 13.15 Connexions ; 13.30 Horizon ; 14.00 Les réseaux locaux de communications en fibre optique ; 14.30 Objectif santé ; 14.45 Temps au féminin.

15.00 Baptême à Marignane. 16.15 Liberté 3, émission des associations.

17.30 Emissions régionales. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.35, où l'on verra sur tout le réseau Fraggle Rock ; à 18.55, Croqu'soleil ; à 19.35, Les recettes de Gil et Julie.

Le « 19-20 » de l'information.

20.05 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... les aventures de Kit Carson.

21.55 Journal.

22.20 Série : Mission casse-cou.

Le couple explosif à la recherche d'un camion volé alors qu'il transportait un demi-million de livres sterling. Une série britannique ordinaire.

23.15 Musichub.

Troisième tournoi Eurovision des jeunes musiciens, depuis Copenhague. La France est représentée par Sandrine Lazare, qui interprète : le Concerto et 1 pour piano et orchestre de F. Liszt, avec la participation de la pianiste Teresa Llacuna.

LA
5

8.00 à 15.00 rediff. des émissions de la veille ; 8.00 Série : Tomate manique (et à 11.50 et à 17.10) ; 8.45 Pentathlon, jeu et variétés (et à 12.15) ; 10.30 Grand prix, magazine auto-moto (et à 14.00 et 16.30).

15.00 Automobile : Les Vingt-Quatre heures du Mans (en direct) (et à 17.00, 17.30, 18.30, 20.00, 22.00, 23.15, 0.15).

17.40 Série : Knight Rider ; 19.30 Cinq sur cinq, programme musical (et à 0.30).

20.30 Les grands films du petit écran : la Chose, de S. Spielberg (et à 30).

22.20 Boxe, en direct de San-Francisco.

23.20 Série : Lou Grant.

PÉRIPHÉRIE

● RTL, 20 h, Série : Un espion modeste ; 21 h, A vous de choisir : les Cade, film de R. Entero, ou : Le Guide du loup, film de M. Leviant ; 22 h 45, Spécial Mondial ; 22 h 55, Starters.

● TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Bulgarie-Italie, en direct de Mexico) ; 21 h 50, Série : Knight rider ; 22 h 50, Monte-Carlo zoom ; 23 h 10, Sky trax ; 20 h, Jeu : Micro-défi (finale) ; 20 h 30, Variétés : Domino ; 21 h 40, Téléfilm : Au-delà des plaines.



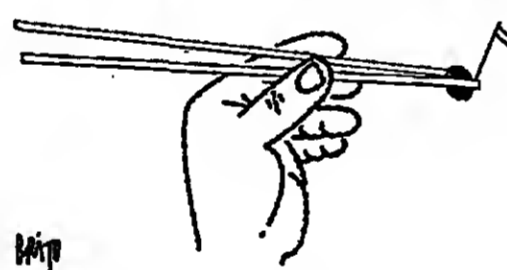

● ETR, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Le Voyage des damnés, film de S. Rosenber.





● TSR, 20 h 30, Le polar du samedi soir : Colombo ; 22 h 30, Sports ; 23 h, Miroir 86.

مكتبة من الأصل

صحنه من البرنامج

TÉLÉVISION

	Dimanche 1 ^{er} juin	Lundi 2 juin	Mardi 3 juin
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Émission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 Orthodoxia. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, célébrée à Nogent-sur-Marne (94), prédicateur : Père Stan Rougier. 12.00 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série : Starsky et Hutch. 14.20 Tennis, en direct de Roland Garros (et à 15.45). 15.30 Tiercé en direct de Longchamp. 16.05 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p>  <p>Magazine de la semaine de Jean Lanzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair. Invité : M. Michel Rocard, inspecteur des finances, député des Yvelines, ancien ministre d'Etat... et futur présidentiable ?</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Max et les ferrailleurs. Film de C. Sautel.</p> <p>22.30 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.50 Mondial 86 : France-Canada. Coupe du monde de football ; en direct du stade Noucamp à Léon, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.</p>	<p>8.45 Antiope 1 ; 9.15 Mondial 86 (reprise Franco-Canada). 10.45 La Une chez vous ; 11.00 Tennis, en direct de Roland-Garros.</p> <p>13.00 Journal ; 13.50 Tennis, en direct de Roland-Garros ; 18.10 Les Matins ; 18.15 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.25 Feuilletton : Santa Barbara ; 18.50 La vie des Bonnes.</p> <p>19.15 Journal ; 19.40 Loto sportif.</p> <p>19.50 Mondial 86 : URSS-Hongrie.</p>  <p>Coupe du monde de football, en direct du stade Trapuapo, commentaires Didier Roussier et Michel Hidalgo. Tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée aux Internationaux de France.</p> <p>21.50 Mondial 86 : Argentine-Corée. Coupe du monde de football, en direct du stade olympique de Mexico ; commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.</p> <p>23.40 Journal.</p> <p>23.55 C'est à lire.</p> <p>0.10 RFE.</p> <p>Quand l'entreprise fait du cinéma.</p>	<p>8.25 Antiope 1 ; 8.55 Mondial 86 (reprise Argentine-Corée) ; 10.25 Le chemin des écoliers ; Parel, pas pareil ; 10.45 La Une chez vous ; 11.00 Tennis en direct de Roland-Garros ; 12.35 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal ; 13.50 Tennis en direct de Roland-Garros. 18.20 Les Matins ; 18.25 Mini-journal pour les jeunes ; 18.35 Feuilletton : Santa-Barbara ; 18.10 La vie des Bonnes ; 18.35 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal ; 20.25 Loto sportif ; 20.35 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.40 Les grands écrans de TF 1 : Histoire vraie. D'après G. de Maupassant, adapt. et réal. de C. Santelli, avec M.C. Barakat, P. Mondy, D. Guéno... Cette semaine encore le couple Maupassant - Santelli est à la Une. Ce téléfilm diffusé en 1973, 1977 et 1982 fait partie des contes peu connus de l'écrivain. L'histoire d'une servante soumise aux bons vouloirs de son maître ; la souffrance, la solitude et le destin des femmes de la basse classe au siècle dernier, revisités par Santelli. A revoir absolument.</p> <p>21.50 Tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée aux Internationaux de France.</p> <p>22.05 Documentaire : le Fruit de vos entrailles. Émission en deux parties de R. Girard et G. Arnaud. Réal. de G. Ferraro. (Lire notre article.)</p> <p>23.10 Performances. Magazine d'actualité culturelle de Michel Cardoze. Invité : Gilles Bourdet, metteur en scène (sous réserve). Au sommaire : La publicité grimpe aux murs ; Identité judiciaire ; L'industrie des salons ; Agenda et minute rétro.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>23.50 Mondial 86 : Portugal-Angleterre. Coupe du monde de football en direct du stade Tecnológico à Monterrey, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.</p>
ANTENNE 2	<p>8.15 RFE ; 9.00 Informations et météo ; 9.10 Gym tonie ; 9.45 Les chevaux du parc ; 10.00 Récit A2 (Clémentine, Mafalda, La révolte irlandaise, Les mondes engloutis) ; 11.30 Dimanche Martin ; Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal ; 13.20 Tout le monde le sait ; 14.30 Série : Les deux font la paire ; 15.20 L'école des fens ; 16.15 Kiosque à musique ; 17.00 Téléfilm : La double vie de Mathias Pascal (2^e partie), d'après Pirandello, réal. M. Monicelli. 18.10 Stade 2 ; 18.45 Le journal du Mondial ; 19.00 Feuilletton : Maguy.</p> <p>19.30 Journal.</p> <p>20.00 Mondial 86 : Brésil-Espagne. Coupe du monde de football, en direct de Guadalajara, commentaires de M. Drucker et R. Plantoni.</p> <p>21.50 Musiques au cœur : Seiji Ozawa.</p>  <p>Magazine d'E. Raggiéri. A la découverte, à travers le monde, du célèbre chef d'orchestre japonais. Extraits du « Concert pour piano n° 2 » de Beethoven, du « Concerto pour violon et orchestre » de Dvorak et de la Symphonie n° 2 « Résurrection » de Mahler.</p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin ; 9.00 Antiope ; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 10.05 Reprise : Apostrophes (La terre et l'eau, dit, le 30 mai) ; 11.25 Histoires courtes. 11.35 Histoires courtes, de S. Richard ; Chilli ; « à Valparaiso », réal. J. Iwem. 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal ; 13.30 Feuilletton : Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir, avec Annie Cordy) ; 15.00 Série : Les grands détectives (le chevalier Dupin) ; 16.00 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.35 Récit A2 (Téléchat, Lamia et Lireli, Les maîtres de l'univers) ; 18.05 Série : Capital ; 18.30 C'est la vie ; 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.05 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.10 Le journal du Mondial ; 19.35 La petite Boulevard illustré.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les cinq dernières minutes : Meurtre par intérêt. Réal. C. Loucas. Avec P. Brassens, R. Souple... (Redif.). Cet homme policier aux innombrables suspects est à voir (ou revoir) surtout pour les excellents comédiens.</p> <p>22.05 Série documentaire : Le défi mondial. D'après le livre de J.-J. Servan-Schreiber, réal. D. Bertolino et D. Cressot. N° 5. Le miracle japonais. Comment ce petit pays, sans matières premières - sinon la matière grise et le savoir-faire de ses nombreux habitants - a-t-il réussi à dépasser toutes les nations industrialisées, sauf les Etats-Unis, qu'il talonne ? Le miracle démythifié.</p> <p>23.05 Chefs d'œuvre en péril. de P. de Lagarde. Tissus et papiers peints. Voyage fascinant au Musée historique des tissus à Lyon, à la découverte des restaurateurs des soieries anciennes.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>23.55 Mondial 86 : Pologne-Maroc. Coupe du monde de football, en direct de Monterrey, commentaires M. Drucker et R. Plantoni.</p>	<p>6.45 Télématin ; 9.00 Antiope ; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 10.05 Reprise : Mondial 86 ; Pologne-Maroc ; 11.35 Les carnets de l'aventure ; (Sitoun, destination banque, Redif.) ; 12.00 Journal ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal ; 13.30 Feuilletton : Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (la vie à voir) ; 15.00 Série : Benjowski ; 16.05 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.35 Récit A 2 (Téléchat ; Image imagine ; C'est chouette ; Superdoc ; Bibifoc) ; 18.05 Série ; Capital ; 18.30 C'est la vie ; 18.45 Jeu ; Des chiffres et des lettres ; 19.10 Le journal du Mondial.</p> <p>19.30 Journal.</p> <p>19.55 Mondial 86 : Mexique-Belgique.</p>  <p>Coupe du monde de football, en direct de Mexico, commentaires de M. Drucker et R. Plantoni.</p> <p>21.55 Mondial 86 : Algérie-Irlande du Nord. Coupe du monde de football, en direct de Guadalajara, commentaires de B. Pire et B. Pivot.</p> <p>23.35 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Mosaïque : La vie des marchés.</p> <p>13.00 Emissions régionales.</p> <p>14.30 Sports locaux. 3^e Grand Prix international du canion. 15.30 Où est passée la veillée. 16.00 Journal de la Transarmoricaine. 18.35 Jeu de rôles, drôle de jeux. 16.50 Émission pour les jeunes : les Entrecroix, l'Oiseau bleu, Génies en herbe. 18.00 Décibels, avec Ryuchi Sakamoto. Oth, Trotskida, Buzz, Wire Train. 18.30 RFO hebdo.</p> <p>19.00 Petit à petit passionnément. 19.05 Signes particuliers. 20.05 Muppet show.</p> <p>20.35 Regards-caméra. Série de quatre documents de François Reichenbach. Autoportrait d'un cinéaste qui se retourne sur sa propre œuvre. Des reportages viennent ponctuer ses interrogations. Narcissisme ou exigence d'un artiste qui se juge ? Un peu fouillis, parfois complaisant.</p> <p>21.30 Aspects du court-métrage français. Tiens bon j'arrive, d'Aubert Allal ; Felix, infelix, Félix, de Luc Leclerc du Sablon.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : le Baiser. Film de Jacques Feyder. Caprice n° 5, de N. Paganini, par Dominique Juchors, violon.</p> <p>0.00</p>	<p>16.00 Télévision régionale. Programme autonome des douze régions, sauf à 16.05, où l'on verra sur tout le réseau le film de Christian-Jaque : Raphaël le taiseux ; 17.35 Actualités de jadis ; 17.45 Loups, bars et Cie, ou la cuisine des marins ; 18.55 Croquisoleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les entrecroix ; 20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Raphaël ou le débauché. Film de Michel Deville.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.45 Série aux lettres. Émission littéraire de Jérôme Garcin. Claude Roy à la lumière du temps. Cette émission, déjà diffusée en 1985, mêle portrait, interview, témoignages et documents d'archives.</p> <p>0.00 La chef des nombres et des tarots.</p> <p>0.05 Prélude à la nuit. Étude de concert de G. Pierné par le pianiste P. Davenet.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : Mission casse-cou (redif.) ; 17 h 50, Calibre ; 18 h 55, Croquisoleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les Entrecroix ; 20.05 Les jeux ; 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 La dernière séance. Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain. Les actualités de 1959 ; à 22 h 15. Publicités de l'époque ; à 22 h 20 Tom et Jerry ; à 22 h 30 Tex Avery ; et à 22 h 40 Attraction.</p> <p>20.45 Premier film : la Chevauchée des bannis. D'André de Toth.</p> <p>22.45 Journal.</p> <p>23.10 Deuxième film : La porte s'ouvre. De Joseph L. Mankiewicz.</p>
LA 5	<p>7.30 à 20.30, redif. des émissions : 7.30 Les vingt-quatre heures du Maus (et à 11.10, 13.15, 14.45, 22.10) ; 9.00 Les Schtroumpfs (et à 19.35) ; 9.25 Série : Jaimie ; 10.15 Série : Chips ; 12.15 Série : Ripide ; 13.45 Série : Supercopter ; 16.45 Cinq sur cinq, programme musical ; 17.45 Clarez la femme.</p> <p>Les grands films du petit écran : La dernière carte, de W. Grauman, avec O. Sharif, V. Principal... (et à 23.35) ; 22.45 Série : Kojak (et à 2.00) ; 1.05 Mode, etc., magazine sur la mode.</p>	<p>8.00 à 18.45, rediffusion des émissions : 8.00, Série : Lou Grant (et à 12.00 et 15.30) ; 8.20, Les grands films du petit écran : La Chose (et à 13.00 et 16.15) ; 10.30, Série : Kojak (et à 14.45 et 18.00) ; 11.15, Jeu : C'est beau la vie (et à 18.45).</p> <p>19.30 A fond la caisse (série : Supercopter) (et à 23.00).</p> <p>20.30 Les grands films du petit écran : le Phénix, De D. Hickox (et à 0.00).</p> <p>22.05 Série : La cinquième dimension (et à 1.35) ; 2.30, série : Jaimie.</p>	<p>8.00 à 19.30, Rediffusion des émissions : 8.00, Série : Supercopter (et à 12.00 et 15.30) ; 8.45, Les grands films du petit écran : la Dernière Carte (et à 13.00 et 16.15) ; 10.30, Série : La cinquième dimension (et à 14.45 et 18.00) ; 11.15, Jeu : C'est beau la vie (et à 18.45).</p> <p>19.30 A fond la caisse (série : Knight Rider) (et à 23.00 et 2.30).</p> <p>20.30 Feuilletton : Flamingo Road (et à 0.00).</p> <p>21.25 Arabesque, série de suspense (et à 0.55).</p> <p>22.20 Jonathan, magazine de l'aventure (et à 1.50).</p>
PÉRIPHÉRIE	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, l'Oiseau bleu, film de G. Cukor ; 21 h 45, Spécial Mondial ; 22 h 10, Grand écran. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Espagne-Brazil, en direct de Guadalajara) ; 21 h 50, Série : V ; 22 h 50, Contact ; 23 h 5, Forum. RTB, 20 h, Jeu : Micro-défi (finale) ; 20 h 30, Variétés : Domino ; 21 h 40, Téléfilm : Au-delà des plaines. TSR, 19 h 55, Feuilletton : Aliô Béatrice ; 20 h 50 ; Miroir 86 : dis-moi ce que tu lis ; 21 h 45, Clameur du monde. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Série : le Renard ; 21 h, Mission à Hong kong, film de E. Holbein ; 22 h 35, Spécial Mondial. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (URSS-Hongrie, en direct) ; 21 h 50, Dynastie ; 22 h 55, Sky trac. R.T.B., 20 h, Un idiot à Paris, film de S. Korber (cycle Jean Leffevre) ; 21 h 25, Document : L'art au monde des téatrhres (n° 1). RTB - TÉLÉ 2, Spécial Mondial, 19 h 50, Match URSS-Hongrie (en direct) ; 22 h, Argentine-Corée du Sud ; 23 h 50, Pologne-Maroc (en direct). TSR, 20 h 5, Spécial cinéma ; 23 h 10, Frano-parler ; 23 h 15, Cinébrief. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Cinéma : l'Histoire très bonne et très joyeuse de Colinot Trousse-chemise, film de N. Compaore ; 22 h 5, Spécial Mondial ; 22 h 25, Oros, film de M. Anderson. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Belgique-Mexique, en direct de Mexico) ; 21 h 50, Le Grand Chaparral : la capitaine Suroz ; 22 h 55, Sky trac. RTB, 19 h 50, Coupe du monde de football : Belgique-Mexique (en direct) ; 22 h, Ciné-club : Boy meets girl, film de L. Carat. RTB - TÉLÉ 2, Spécial Mondial, 19 h 50, Belgique-Mexique (en direct) ; 22 h, Algérie-Irlande du Nord ; 23 h 50, Portugal-Angleterre (en direct). TSR, 20 h, Série : Vice à Miami ; 20 h 55, La guerre d'Espagne : au sein même de la révolution ; 21 h 50, Regards.

Mercredi 4 juin	Jeudi 5 juin	Vendredi 6 juin	
<p>8.45 Antiope 1; 9.15 Mondial 86 (reprise Portugal-Angleterre); 10.48 La Une chez vous; 11.00 Tennis, en direct de Roland Garros; 12.35 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Tennis, en direct de Roland Garros (1/2 finale simple dames et à 15.35); 15.25 Quarté, en direct de Chamilly; 18.20 Les Matins; 18.25 Mini-journal pour les jeunes; 18.40 Feuilletton; 19.05 Tirage du Tac-O-Tac.</p> <p>19.15 Journal</p> <p>19.50 Mondial 86: RFA-Uruguay (et à 21 h). Coupe du monde de football, en direct du stade La Corregidora à Querétaro, commentaires de Didier Roustan et Michel Hidalgo.</p> <p>20.45 Tirage du Loto.</p> <p>21.50 Tennis.</p> <p>Résumé de la journée aux Internationaux de France.</p> <p>22.10 Mondial 86: Paraguay-Irak. Coupe du monde de football, au stade de Bombonera à Toluca, commentaires de Didier Roustan et Georges Dominiq.</p> <p>23.40 Journal.</p> <p>23.50 Mondial 86: Ecosse-Danemark. Coupe du monde de football, en direct du stade Neza à Nezahualcoyotl, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.</p>	<p>9.45 Antiope 1; 10.15 Mondial 86 (Reprise Ecosse-Danemark); 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tennis, en direct de Roland-Garros; 12.35 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Tennis, en direct de Roland-Garros (1/2 finale simple dames et à 15.35); 15.25 Quarté, en direct de Chamilly; 18.20 Les Matins; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes; 18.40 Feuilletton; 19.10 La vie des Botes; 18.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Feuilletton: la Citadelle. D'après le roman de A.-J. Cronin, réal. P. Jeffries et M. Vardy, avec B. Cross, G. Thomas, C. Higgins... Les relations entre le couple se dégradent. Tandis que Chris décide de partir pour un mois, le jeune médecin se laisse entraîner par l'une de ses patientes dans une aventure amoureuse.</p> <p>21.50 Tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée aux Internationaux de France.</p> <p>22.10 Mondial 86: Italie-Argentine. Coupe du monde de football, en direct du stade Cuauhtemoc à Puebla, commentaires de Didier Roustan et Michel Hidalgo.</p> <p>23.40 Journal.</p> <p>23.55 C'est à lire.</p>	<p>9.25 Antiope 1; 9.55 Le chemin des écoliers. Qui se rassemble s'assemble; 10.15 Mondial 86 (Reprise: Italie-Argentine); 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tennis, en direct de Roland-Garros (1/2 finale simple messieurs); 12.35 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Tennis, en direct de Roland-Garros (1/2 finale double dames); 18.20 Les Matins; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes; 18.40 Feuilletton; 19.10 La vie des Botes; 18.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Variétés: Paris, Eddy Mitchell. Emission inédite de Gérard Jourdain. L'émission prévue pour Ambitions est reportée en septembre prochain.</p> <p>21.45 Tennis. Résumé de la journée aux Internationaux de France.</p> <p>22.05 Mondial 86: Brésil-Algérie. Coupe du monde de football au stade Jalisco à Guadalajara, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>23.50 Mondial 86: Maroc-Angleterre. Coupe du monde de football, en direct du stade Tecnológico à Monterrey, commentaires de Didier Roustan et Jean-Michel Larqué.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>8.45 Télématin; 9.00 Récité A2 (Heidi; Latu et Lireli; Sinbad le marin; Le monde selon Georges...); 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal; 13.30 Feuilletton: Catherine; 14.00 Série: Pas de frontières pour l'inspecteur (Redif); 15.40 Récité A2 (Les Schtroumpfs; Tom Sawyer; La bande à BD); 17.05 Magazine: Terre des bêtes; 17.35 Superplatine: Katrina and the Waves, Patrick Bruel, Murray Head, Agathe, Fra Lippo Lippi, Arnold Turbot; 18.05 Série: Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.05 D'accord, pas d'accord (INC); 19.10 Le journal du mondial; 19.35 Le petit Boulevard illustré.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 L'heure de vérité: Lionel Jospin. Magazine de F.-H. de Vriens. La première secrétaire du Parti socialiste répond aux questions des journalistes et des téléspectateurs. L'avenir du PS, en tant que parti d'opposition crédible, passe par son élargissement à gauche et au centre et son rassemblement autour du pôle unitaire que veut représenter Lionel Jospin.</p> <p>21.55 Magazine: Mol, je.</p>  <p>De B. Bouthier. Au sommaire: Les flashs du défilé (les photographes d'actualité et l'inverse de leur défilé); stars à huit ans (que deviennent les enfants stars?); sur la touche (les déjeunés du football; en avoir ou pas... des scrupules (la morale a-t-elle encore un sens en 1986?); les enfants de Beyrouth.</p> <p>22.55 Histoire courte. Poésie restant de H. de Luze.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>8.45 Télématin; 9.00 Antiope; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2; 10.05 Reprise: Moi... je (diff. le 4 juin); 11.05 Histoires courtes (L'anniversaire de Georges, Au-delà de minuit); 11.35 La télévision des téléspectateurs; 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal; 13.30 Feuilletton: Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (Ailleurs: les Philippines); 15.00 Série: Benjowski; 15.05 C'est encore mieux l'après-midi; 17.35 Récité A 2 (Téléchat: Image imagine: Mes mains ont la parole...); 18.05 Série: Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.10 Le journal du mondial.</p> <p>19.30 Journal</p> <p>19.55 Mondial 86: France-URSS. Coupe du monde de football, en direct de Leon, commentaires de M. Drucker et R. Piantoni.</p> <p>21.55 Magazine: Résistances.</p>  <p>Emission de B. Langlois, réal. G. Dauvé. Au sommaire: dossier Afrique du Sud; hommage à Amnesty International; retour au lac Tchad; invité: Menotti Bottazzi, secrétaire général du Comité français contre la faim.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.30 Dance Black America. de C. Hegedus et D.-A. Pennebaker (Redif). Première de trois parties: dans cette rétrospective de l'histoire de la danse noire, on verra The Magnificent Force, Eric Jazz Jumper et des danseurs de la célèbre compagnie d'Alvin Ailey.</p> <p>23.55 Mondial 86: Bulgarie-Corée du Sud. Coupe du monde de football, en direct de Mexico, commentaires de B. Père et E. Pivot.</p>	<p>8.45 Télématin; 9.00 Antiope; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2; 10.05 Mondial 86 (Reprise Bulgarie-Corée du Sud); 11.35 Reprise: Terre des bêtes; 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal; 13.30 Feuilletton: Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (En forme, avec le mannequin Mounia); 15.00 Série: Benjowski; 15.05 C'est encore mieux l'après-midi; 17.35 Récité A 2 (Téléchat, Super doc, Latu et Lireli, Shera); 18.05 Série: Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.10 Le journal du mondial.</p> <p>19.30 Journal.</p> <p>20.00 Mondial 86: Hongrie-Canada.</p>  <p>Coupe du monde de football, en direct de Irapuata, commentaires de M. Drucker et R. Piantoni.</p> <p>21.55 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Les livres du mois », sont invités: Marc Augé (Un ethnologue dans le métro), Pierre-Marie Doutré (La Bonne Cuisine et les autres), Henri Gault (Mes cinquante meilleurs restaurants de France), Isabelle Hausser (Célibe), Yves Saint-Laurent (Yves Saint-Laurent et le théâtre), et Gérard Miller, préfector de « le Tennis et la Sexualité », de Théodore Faretzky.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.20 Ciné-club: Martin et Léa. Film de Alain Cavalier (cycle: cinéma d'aujourd'hui).</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>14.55 En direct de l'Assemblée nationale. Questions au gouvernement.</p> <p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.05, où l'on verra sur tout le réseau: Thalassa (redif.); 17.30 Dominic; 18.55 Croqu'soleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les Entrecatchés; 20.05 Les Jeux.</p> <p>20.35 Variétés: Pölsen. Emission de Jean-Louis Foulquier. Avec Vivien Savage, Mylène Farmer, Gilles Langoureau, Alain Bashung, Etienne Daho, Bernie Bonvoisin, Sarah Mandiano, Sofie Kremen, Julie Pietri et les Raoul Petite.</p> <p>21.35 Thalassa. Magazine de la mer, de Georges Pernaud. Spi tempête. Spi Ouest-France trophée banque de Bretagne, reportage de W. Garit. Plus de deux cents équipages, accueillis de tous les coins de France, de Belgique et de Suisse ont participé, le week-end de Pâques, à la huitième édition de Trophée.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.50 Cinéma: Un amour interdit. Film de Jean-Pierre Dougnac. 0.25 La clé des nombres et des tarots. 0.30 Prélude à la nuit. Récitatif et Scherzo de F. Kreisler, par Hagai Shaham au violon.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.05, où l'on verra sur tout le réseau: Thalassa (redif.); 17.30 Dominic; 18.55, Croqu'soleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les entrecatchés. 20.05 Les Jeux.</p> <p>20.35 Cinéma: la Taverne de l'enfer.</p>  <p>Film de Sylvester Stallone.</p> <p>22.25 Journal.</p> <p>22.50 Football 4 étoiles. Série de Jimmy Jonquard. Série de quatre portraits, quatre figures du football (chaque émission sera rediffusée le lendemain à 17 h). Le premier est consacré à Alain Giresse.</p> <p>23.15 La clé des nombres et des tarots.</p> <p>23.20 Prélude à la nuit.</p> <p>Six préludes de Claude Debussy par Andor Foldes, au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.05 où l'on verra sur tout le réseau: Portrait d'Alain Giresse (redif.); 17 h 30, Dominic; 18 h 55, Croqu'soleil.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les Entrecatchés; 20.05 Les Jeux.</p> <p>20.35 Histoires singulières: l'Appel des ténés. Réal. J. Hough, scénario M. Worth. Avec D. Carradine, S. Beachman, S. Greil... Rosemary vit dans la crainte que son mari ne découvre sa liaison avec Michael Harris. Thème classique sur lequel se greffent histoires de fantômes, assassins, mort mystérieuse... le tout dans une bonne ambiance britannique.</p> <p>21.35 Taxi. Un magazine de Philippe Alfonsi, réal. M. Dugovson. Le nouveau magazine ultra-sophisticqué de Philippe Alfonsi. La très toulousaine et insolente Catherine Belkodia nous emmène dans les rues de Paris dans son taxi hyper-luxe. Traversée nocturne, lumières rose bleuté: des clients montants, passagers transitoires qui commentent les reportages que la « belle » vient de nous montrer sur son écran vidéo intérieur. Fascinant, surprenant.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>22.55 Montagne. Magazine de la montagne de P. Ostian et J.-P. Locatelli. Au sommaire: la Corse. Randonnée pédestre, loisirs d'été en montagne, la montée des troupeaux en alpage; les autres rubriques: le centenaire de l'observatoire Vallot au mont Blanc, métiers de montagne, descente de torrents à la nage en Hautes-Alpes.</p> <p>23.50 La clé des nombres et des tarots.</p> <p>23.55 Prélude à la nuit. Sonate n° 4 en do majeur, de H. Biber par l'Ensemble de musique de chambre du Luxembourg, dir. G. Waltzing.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>8.00 à 19.30 Rediffusion des émissions: Série: Knight rider (et à 12.00 et 15.30); 8.45, Les grands films du petit écran: Le Phénix (et à 13.00 et 16.15); 10.30, Jonathan, magazine de l'aventure (et à 14.45 et 18.00); 11.15, Jeu: C'est beau la vie (et à 18.45).</p> <p>19.30 A fond la caisse (Série: Ripptide) (et à 23.25).</p> <p>20.30 Feuilletton: Flamingo road (et à 0.25); 21.25, L'inspecteur Derrick (et à 1.20); 22.25, Big bang, magazine de la science (et à 2.20).</p>	<p>8.00 à 19.30 Rediffusion des émissions: 8.00, Série: Ripptide (et à 12 h et 15 h 30); 8.45, Feuilletton: Flamingo road (et à 13 h et 16 h 15); 9.30, Arabesque, série de suspense (et à 13 h 45 et 17 h); 10.30 Big bang, magazine de la science (et à 14 h 45 et 18 h); 11.15, Jeu: C'est beau la vie (et à 18 h 45).</p> <p>19.30 A fond la caisse (Série: Chips (et à 23 h 15)).</p> <p>20.30 Pentathlon, jeu et variétés (et à 0 h 15).</p> <p>22.15 Mode, etc., magazine sur la mode (et à 2 h).</p>	<p>8.00 à 19.30, rediffusion des émissions: 8.00, Série: Chips (et à 12.00 et 15.30); 8.45, Feuilletton: Flamingo Road (et à 13.00 et 16.15); 9.30, L'inspecteur Derrick, série policière (et à 13.45 et 17.15); 10.30, Mode, etc., magazine sur la mode (et à 14.45 et 18.00); 11.15, Jeu: C'est beau la vie (et à 18.45).</p> <p>19.30 A fond la caisse (Série: Tonnerre mécanique) (et à 23.15).</p> <p>20.30 Variétés: Cherchez la femme (et à 0 h 15); 22.20, Grand Prix, magazine auto-moto (et à 2.00).</p>	<p>LA</p> <p>5</p>
<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Série: Madame est servie; 21 h, Les Révoltes de Claire Louise, film de J. Tourneur; 22 h 25, Spécial Mondial. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Uruguay-RFA, en direct); 21 h 50, Série: Falcon Crest; 22 h 55, Sky trax. RTB, 20 h 5, Le Pré-nom, film de M. Ritt; 21 h 40, Coup de film; 21 h 50, Rex bon. RTB - TÉLÉ 2, Spécial Mondial, 19 h 50, Paraguay-Irak (en direct); 22 h, Allemagne-Uruguay; 23 h 50, Ecosse-Danemark (en direct). TSR, 20 h, Houdini le magicien, film de M. Shavelson; 21 h 40, Inde: les treize ans de l'espérance; 22 h 35, Jo Pouget, pilote d'hélicoptère; 23 h 10, Cinéma. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Série: Madame est servie; 21 h, Lacombe Lucien, film de L. Malle; 23 h 25, Spécial Mondial. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Italie-Argentine, en direct); 21 h 50, Série: La croisière s'amuse; 22 h 55, Sky trax. RTB, 20 h, Il était une fois la légion, film de D. Richards; 21 h 45, La crise commence demain. RTB - TÉLÉ 2, Spécial Mondial, 19 h 50, Italie-Argentine (en direct); 22 h, France-URSS; 23 h 50, Bulgarie-Corée du Sud (en direct). TSR, 20 h 10, Temps présent (joie, indépendance, intelligence... mais seule); 21 h 5, série: Dynastie; 22 h 20, Nocturne: Le Soulier de satin. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Série: Falcon Crest; 21 h, Hill Street Blues; 22 h, Spécial Mondial; 22 h 15, Affaire de dragueur, film de L. Gilbert. TMC, 20 h, Coupe du monde de football (Hongrie-Canada, en direct); 21 h 50, Série: Le Renard; 22 h 50, TMC driver; 23 h 15, Sky trax. RTB, 20 h, Minute papillon: les faillites; 20 h 35, Feuilletton: les Colby; 21 h, D'autres Belges (MSF au Tchad); 21 h 55, Musique russe. RTB - TÉLÉ 2, Spécial Mondial, 19 h 50, Brésil-Algérie (en direct); 22 h, Casside-Hongrie; 23 h 50, Maroc-Angleterre (en direct). TSR, 20 h, Tel quel; 20 h 35, Une étrange affaire, film de P. Granier-Deferre; 22 h 25, Remo la fête; 23 h 10, Paleo folk festival 85. 	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

مركزنا من الأصل

Le Coq chante à Saint-Ouen

Une maison de tradition et une grande cave.

C'EST saint Odeon, 678-que de Rouen, qui donna son nom à Saint-Ouen, petit village traversé par les charrettes des maréyeurs alimentant les Halles depuis la côte normande en merlans, maquereaux, saies, sardines et autres, du dix-huitième siècle jusqu'au milieu du dix-neuvième. Le chemin de fer leur porta le coup de grâce, dit Jean-François dans son beau *Voyage insolite dans la banlieue de Paris*. Moitié, lorsque l'État encouragea Jean-Baptiste Poqueux, et passa ses jeunes années, Neckler, y ayant acquis le château, y voya se soigner Minette,

sa fille, future M^{me} de Staël. Plus tard, sous le Second Empire, le maire en était un fabricant de brodequins militaires, M. Godillot (mais oui !).

A ces images du souvenir ne peut-on joindre celui d'une auberge vieille de près de deux siècles : La Maison blanche ? On y venait festoyer bourgeoisement, depuis la barrière, en cet ancien relais de poste : personnages de Zola et de Labiche, avec peut-être aussi quelques canotiers de Maupeou ! Puis le cuisinier, le coq comme on dit dans la marine, se fêcha avec son patron. Il traversa la rue et ouvrit... Le Coq de la Maison blanche.

C'est en 1947 que M. François acheta cette dernière, alors que l'auberge d'en face n'existait déjà plus. C'est aujourd'hui son fils, Alain, qui l'anime. Je crois bien qu'un temps une étoile Michelin

brilla sur cette maison, mais, bien entendu, elle n'est guère du genre à la mode, plus d'écologie pour elle et même pas de citation au *Gault-Millau* (1). Seul le *Bottin gourmand*, mieux inspiré, laisse entendre que l'on est ici dans une bonne maison de tradition, un peu bruyante aux dîneurs (dame ! on s'y bonscule), mais sympathique des rires d'habités, du plaisir de se régaler des plats du chef, André Gamon, qui ne cache point, sous ses moustaches blanches, ses préférences de palais pour la cuisine lyonnaise (du tablier de sapeur au coq au vin campagnard). Ici, les portions sont belles et bonnes les préparations comme bons les produits. On se régale du persillé comme en Bourgogne, des moules marinières, de la morue à l'auvergnate, de l'onglet aux échalotes et de la côte de bœuf béarnaise (devenue rare en nos jours anti-sauces !).

Et puis il y a la cave ! Alain François est un « fana » des grands crus, il sait les acheter en leur temps, il n'achète pas dans ses prix. Dites-moi où aujourd'hui vous pourriez trouver un Lafite Rothschild 1977 à 500 francs ? Un domaine du chevalier 1979 à 270 francs ? Un corton-grandcru de latour 1978 à 340 francs ?

Ce ne sont qu'exemples, mais il me semble que ces messieurs des guides pourraient avoir respect pour la cave du Coq !

LA REYNÈRE.

Le Coq de la Maison blanche, 37, boulevard Jean-Jaures à Saint-Ouen (93400), TEL. 42-54-01-23. Fermé mercredi soir et dimanche soir. Comptes 258 francs. Parking facile.

(1) Et comble de ridicule, un autre guide reconnaissant la qualité de la cuisine ajoute : « A ne pas recommander à toute personne trop mondaine ! »

Tout au foot !

Mundial ! Mundial ! Allez les Tricolores, la France entière est suspendue à un ballon rond.

Excellente occasion pour que le champagne participe à la fête. Et pour que la maison Lang-Bismont (une vieille marque puisque créée à Epernay en 1875) lance la bouteille « Mexico 86 ». Une cuvée que les meilleurs sommeliers ont trouvée intéressante, un vin léger, subtil (80 % chardonnay, 20 % pinot noir) et fruité.

Si après cela « on » ne gagne pas au Mundial, du moins pourrions-nous nous consoler aux bulles du « Mexico 86 ».

L. R.

Cuisine en chambre

LES deux restaurants de l'Assemblée nationale ne peuvent servir que 340 couverts. On ne les a pas agrandis alors que l'hémicycle l'a été pour accueillir les 577 députés de la nouvelle législature. Aussi ces derniers n'ont, paraît-il, plus droit qu'à deux invités chacun au lieu de quatre.

Les autres pourront aller à quelques pas de là, au restaurant de l'Asphodèle des Invalides. Ils ne s'en privent pas du reste. C'est le cher Turenne Rousseau qui ouvre, avant-guerre, ce Chez François (aérogare des Invalides. TEL : 47-05-49-03. Fermé dimanche et lundi). Un restaurant en sous-sol réalisant le miracle d'être aussi à ciel ouvert, feuillu comme une serre, amusant comme un dépaysement. Et M. Rousseau (qui vient de disparaître et chez qui nous fondâmes l'AAAAA, par parenthèse) dirigeait aussi les restaurants de la Chambre des députés : la liaison était établie !

Ses successeurs, M. et M^{me} Demessence, ont gardé ses méthodes de rigueur, d'amabilité d'accueil et de simplicité des plats, des escargots « François » (36 F les neuf) à la salade ardennaise (23 F), du pied de porc grillé (34 F) à l'andouillette au pinot d'Alsace (54 F), jusqu'au

merveilleux brie sur paille avec ses noix (20 F). Ajoutez-y une bonne terrine de lapin, des poissons (gojonnettes de sole à la nage, barbe grillée sauce vierge), la côte de bœuf et le gigot rôti, le lapin rôti ciboulette, et le foie de veau à l'anglaise. Des desserts nombreux, des vins (de 52 F à 65 F la bouteille) plaisants, avec aussi, comme au temps du Turenne Rousseau, le romanesque blanc de blancs de Crémant, de Larmandier (150 F), permettant de très bons et reposants repas entre 200 F et 250 F.

Il y a aussi un menu (95 F plus service et vin) avec le choix entre trois entrées (œuf poché coque et ses mouillettes, par exemple), trois plats (onglet maître d'hôtel et pommes allumettes), le fameux brie de Meaux et un dessert. Cela s'appelle le « menu parlementaire ». Mais, m'a soufflé un garçon, « si nous en servons beaucoup, ce ne sont pas ces messieurs qui le prennent ! »

L. R.

Les Tables de la Semaine

Comme chez soi

Ce n'est pas une table nouvelle même si J.-C. Mourier vient d'embellir sa petite salle : murs clairs, éclairage « amical », etc. Mais c'est une table quelquefois oubliée (notamment le soir) et à tort car des escargots de Bourgogne aux œufs cocotta, des innombrables salades d'entrée à la sole beurre d'anchois, du confit pommes frites roquefort en passant par l'excellente andouillette de Duval à la purée de crevette tout est ici rustique mais frais, sincère et bon. Pour une fois j'ai abandonné le terrin de roquefort pour un far breton aux pruneaux. Compter 150/200 F.

Comme chez soi, 28, rue Lamartine (9^e). TEL : 48-78-00-02 (fermé samedi et dimanche).

Les Allobroges

Un petit restaurant de quartier, certes. Mais Olivier Pateyron aime son métier et en un an a su se faire une clientèle qui apprécie ses petits prix et sa sage cuisine. Aussi la gentillesse du service (M^{me} Pateyron assistée d'une aussi aimable personne). Je me suis régalé des terrines (apportées sur table, l'une de filets d'anchois frais à l'orientale (38 F), l'autre de salade de poupe aux aromates (37 F). Les entrées ne dépassent pas 40 F (sauf un fois gras « maison » à 72 F). La marmite des Allobroges est de poissons variés et de moules dans une sauce crémeuse (65 F). Le magret est à l'orange (90 F) bien servi et qui le serait mieux encore sans l'événement de petits légumes et d'inévitable purée de carottes pour faire « mode ». Viandes : un parfait ris de veau vallée d'Auge, une fricassée de rognons du veau (90 F), les non moins inévitables succulents (55 F), etc. Bons desserts. Petite cave à prix honnêtes (un saumon-champigny 82 F à 65 F permettant des additions sages et un régal très sûr.

Les Allobroges, 71, rue des Grands-Champs (20^e). TEL : 43-73-40-00. Parking gratuit garage Total, 55, rue des Pyrénées.

Le Conti

C'était, depuis l'avant-guerre, italienissime. Michel Rivier, un jeune cuisinier de solide talent, a repris la maison sans (Comus soit loué !) en changer le décor. Mais il ajoute à la cuisine classique d'outre-Alpes ses spécialités. Alors on peut dîner d'un composé de Parme et Carpaccio, de tagliatelles au foie gras, de spaghetti aux moules et parfum d'ail, de goujonnettes de foie de veau véronnaise pour finir par un sabayon au marsala bien sûr ! Mais on peut aussi se régaler de langoustines grillées au basilic, et d'un filet de bœuf poivré avec les fromages et l'entremets chocolat sauce café. Vins français et italiens. Tout cela aimablement présenté et rudement bon ! Compter 300 F.

Filoché

Serge Filoché, normand d'origine, vient de s'installer ici (c'est, je crois, sa troisième maison) dans un cadre de bistrot « amélioré », comme dit mon ami Michel Piot (mais qui gagnerait à être inconnu). Carte courte et attrayante avec à mon goût deux bons points dans les entrées, les rillettes de maquereaux fumées (30 F), les rillettes de sardines fraîches (30 F). A noter encore l'émietté de haddock (40 F), les langoustines mayonnaise (50 F), puis des poissons (rougets aux pâtes fraîches basilic (78 F), saint-pierre vapeur d'algues (90 F) bien servis et qui le seraient mieux encore sans l'événement de petits légumes et d'inévitable purée de carottes pour faire « mode ». Viandes : un parfait ris de veau vallée d'Auge, une fricassée de rognons du veau (90 F), les non moins inévitables succulents (55 F), etc. Bons desserts. Petite cave à prix honnêtes (un saumon-champigny 82 F à 65 F permettant des additions sages et un régal très sûr.

Filoché, 34, rue du Lasso (15^e). TEL : 45-66-44-61 (fermé samedi et dimanche).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne
02290 SATHIEU
LA GENTILHOMMIÈRE
TEL 75-34-94-31
J. Azic. Dans PARC 3 ha. PISCINE. TENNIS (noturne). Pratique golf. SAUNA. FITNESS. MINIGOLF. Jeux d'été. Prix. en 1/2, 200 à 260 F pers. Documentation sur demande.

Mer
Iles Anglo-Normandes

ÎLE DE JERSEY
Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette adorable petite île (20 km sur 10 km, 76000 habitants). Les petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et fleurie. Dans la capitale, Saint-Hélier, on se promène en miniature, le shopping est roi. Les distractions sont innombrables, les auberges, les pubs sont pittoresques et les petites pensions voisinent avec les palais de très grande classe.

Les Jervis, cette année, vont consacrer pour avoir le plus beau jardin, le plus beau parc, les villages, les écoles, les rues, les hôtels, les pubs... les mieux fleuris. Quel décor !

Et, toujours, le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Jersey vous attend ! Île. Fleur se demande qu'à être admirée et caillée. Pour documentation en couleur, écrivez à : MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY

Département F 6
21, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS
TEL 47-42-93-68

Montagne
JURA
JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète 1 sem. 75 couverts, 990 F. 1/2 pers. 112 F. Forc. enfant minimum accepté.
Hôtellerie L'HORLOGE
RN 23, 39130 PONT-DE-PORTLE.

05490 SAINT-VÉLAN (Haut-Alpes)
HOTEL LE VILLARD
TEL 93-43-31
Chamb. et duplex 2 à 6 pers. Juin et sept. depuis 50 F pers./jour. TENNIS.

HAUTES-ALPES - PARC RÉGIONAL
Randonnées organisées. Logis de France.
HOTEL LE COGNAREL
83390 MOLINES-EN-QUEYRAS
TEL (04) 92-45-81-83.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools
CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 51200 FERNAY. TEL 28-58-48-37
Vn. vente en toute. Tarif sur demande.

Allemagne
FRANKFURT

Le petit hôtel de grand luxe à l'opéra.
Hotelburger Str. 3
6000 Frankfurt/M. 1
TEL : 0111-21-21-21
TEL : 0111-21-21-21

Italie
VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-33-33 VENISE.
Télex : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LEYSIN (Alpes vaudoises)

A 4 h 30 de Paris par TGV
Lausanne. L'été sur l'Alpe.
Plaisirs au choix :
Promenades, sports, détente. Piscine, tennis, mini-golf. GRATUIT. La qualité de l'accueil suisse. Forfaits 6 jours en 1/2 pension dès 1680 FF.
Renseignements et offres :
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
TEL : 01-41-75-34-12-64.

CH1822 CHERNEZ-S/MONTRÉUX
HOTEL LES IRIS**
Vacances d'été au bord du lac de Genève.
Pension compl. dès 60 FS (env. 230 FF).
TEL 19-41-21/64-02-82.

TOURISME
PARC NATUREL DU QUEYRAS
Sagesse, tennis, Randonnées et raids.
HOTEL GITE D'ÉTAPES
LA MAISON DE GAUDISSART
83390 MOLINES - TEL (04) 92-45-81-83.

MAISON

Robots en toque

Ces appareils qui savent tout faire.

POUR confectionner un bon plat, réussir un entremets ou une pâtisserie, c'est la préparation qui prend le plus de temps. Rien d'étonnant au succès de ces auxiliaires électroménagers qui font, en quelques secondes de vomissement, tout beaucoup plus vite qu'à la main.

Parmi les préparateurs culinaires, les robots de cuisine sont les plus polyvalents. Certes ils sont encombrants, et, pour profiter de leurs services, il faut leur trouver une place à demeure, sur un plan de travail, à proximité d'une prise de courant. Mais ils savent tout faire : pétrir la pâte, hacher, trancher, râper, émulsionner. Un tel appareil s'avère utile s'il y a des enfants à la maison ou si les réceptions sont fréquentes.

Le « Multi robot » grand modèle de Seb a un bol de grande capacité pour 1 litre de liquide ou 850 g de pâte. Il est équipé d'une hélice multifonction (hacher, mixer, pétrir), d'un disque réversible râpe-émulseur et d'un coupe-frites. Un clavier à touches commande une vitesse lente, une rapide et une marche intermittente par impulsions pour les préparations délicates (650 F). Le robot KM 305 de SHG est de forme cubique, peu encombrant. Un compartiment, intégré à un angle de l'appareil, permet de ranger les accessoires : un couteau universel et un disque à cinq lames pour tous les usages. Marche par interrupteur à deux vitesses et touche par impulsions, 800 F.

Le « Masterchef 65 » de Moulinex est doté d'un variateur électronique pour adapter la vitesse (en continu ou par intermittence) à chaque phase des diverses préparations. Sur le bloc-moteur se fixe soit une cuve de 2,5 litres pour travailler les ingrédients solides, soit un haut bol pour les préparations liquides, soit (c'est nouveau) un petit hachoir pour les herbes ou les fruits secs, 900 F.

Ces mini-hachoirs électriques sont connus depuis plusieurs années en tant qu'appareils indépendants. De forme cylindrique, légers, ils sont pratiques pour hacher menu, instantanément, les herbes aromatiques, mais aussi l'ail, les oignons (sans pleurer), les amandes, noix et noisettes ou du jambon pour un bébé. Une nouveauté cette année : l'appareil combiné qui ajoute à ces fonctions de hachage la possibilité de réaliser une mayonnaise en trente secondes (Moulinex, Seb, entre 150 F et 200 F).

Le saucier électrique est aussi un auxiliaire précieux pour faire, sans risque de se rater, les sauces froides ou chaudes et les crèmes les plus délicates. Une commande par variateur électronique adapte la vitesse de rotation des pales mélangeuses au type de préparation. Celle-ci se fait dans un récipient de 1,5 litre à parois anti-adhérentes, posé sur une plaque chauffante pour les sauces chaudes (Vivalp, 490 F). Un saucier du même genre est équipé, en plus des pales, de deux crochets

pour pétrir les pâtes à pain, à tarte ou à pizza (« Pétrin pâtissier-saucier » Moulinex, 800 F).

Les enfants et les adolescents raffolent des glaces. Pour en faire chez soi, souvent et en grande quantité, une turbine à glace électrique peut être un achat raisonnable, malgré son prix. C'est un appareil autonome, qui n'a pas besoin d'être mis au freezer comme une sorbetière : la glace « prend » pendant son homogénéisation par

les pales. La nouvelle turbine à glace Magimix (2 500 F), de forme cubique, se transporte par une anse. Sa cuve de préparation en acier inoxydable, d'une capacité de 1,6 litre, est amovible pour faciliter son nettoyage.

JANY AUJAME.

Tous ces appareils sont vendus dans les grands magasins et les boutiques d'électroménager. Les prix, donnés à titre indicatif, peuvent varier selon les points de vente.

Rive gauche

LE MALIK
CLAUDE AISSA revient
au 15, r. des Grands-Augustins (9^e)
F. dim. 46-33-43-50
Spéc. MARROCAINES - PASTILLA

Rive droite

Bœuf sur la Voie
36, rue de Colonne,
75008 Paris
Eol. 43 59 80 80

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande spécialités pieds-noirs
COCCAS, MOUNAS,
SOUBRESSADE, COUSCOUS,
PAELLA, PASTILLA, TAGINE
Restaurant le midi, vendredi et samedi soir
29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
46-22-43-86

Bâtisserie
LORRAINE
Les Rendez-Vous
De L'été
A la plus grande
terrasse fleurie de PARIS.
FRUITS DE MER TOUT L'ÉTÉ
Places des Ternes, 75008 Paris
Téléphone : 42 27 80 04
Ouvert jusqu'à 2 heures du matin
Atco

سكزا من الأصل

صحة من الالصال

Un parc pour Chevreuse

Sil les vallées de l'ancien duché de Chevreuse sont bien connues des promeneurs et des cyclistes, on ignore encore bien souvent qu'il exista, pour protéger ce prestigieux pays, le parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse. Ouvert officiellement en 1985, il s'étend sur 25 000 hectares, de la vallée de l'Yvette jusqu'au massif forestier de Rambouillet. Géré par un syndicat mixte associant les représentants de vingt et une communes, du conseil général des Yvelines et du



Château de Dampierre.

conseil régional de l'Ile-de-France, subventionné par l'Etat, ce parc régional a bien fait ce qu'il faut voir le jour. En fait, il a fallu plus de dix années de persévérance à de nombreuses associations locales, regroupées autour de l'Union des amis du parc, pour sauvegarder ce patrimoine à la fois naturel, historique et culturel.

Tout a commencé au début des années 70, avec un comité de sauvegarde créé pour lutter contre l'invasion alarmante des constructions, individuelles ou collectives. Les fonds de vallée menacés, un jour ou l'autre, d'être effacés, l'agriculture dépréciée. Au nord, la villa nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines venait buter contre les forêts ancestrales. Un peu partout, la spéculation immobilière devenait l'obstacle le plus difficile à surmonter. A preuve, la partie de bras de fer engagée à l'époque entre le château de Dampierre et les initiateurs du parc pour l'avenir de plusieurs milliers d'hectares. Ou la victoire in extremis pour empêcher qu'à Cemay l'une des carrières de sable, nombreuses dans la

région, ne devienne une décharge de la Ville de Paris. Pas facile, en effet, de convaincre tout le monde - les maires, les propriétaires et les princes - que l'intérêt à long terme plaide en faveur de la protection du cadre naturel et des activités de loisirs.

Dans cette perspective, le nouveau parc floral du château de Dampierre est un modèle du genre. A travers des marécages abandonnés depuis des décennies, un ingénieur agronome hollandais, M. J. Mathijssen, a créé, avec la bienveillance du

(1) Le parc floral du château de Dampierre est ouvert d'avril à octobre, de 11 heures à 19 heures. Prix : 15 F.

Ly a quelques instants, vous preniez un verre au café Costes, devant la fontaine des Innocents. Vous voici, à présent, installés à « La Clé des Champs ». Devant vous, une femme, grimpée sur un escabeau, cueille les fleurs des tilleuls. Au lieu des immeubles de verre, voici les collines et les clochers, les troupeaux de vaches et de chevaux, les lavoirs, les rivières, les fermes et, pour les amateurs d'histoire, les châteaux et les abbayes. Pour passer d'un monde à l'autre, il ne vous aura fallu qu'une demi-heure !

Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Des lettres marines sur fond blanc. Une pancarte, parmi d'autres, dans les couloirs du métro parisien ; tout au plus une direction, le terminus d'une ligne. Mais derrière cette pancarte banale se cache tout un univers et le voyage les Halles-Saint-Rémy vous garantit le déplacement, à vingt-neuf kilomètres seulement de Paris.

Aux Halles, vous embarquez sur « Puce », « Képi », « Emir » ou « Solu », noms évocateurs inscrits en lettres lumineuses à la proue des RER. Vous vous installez près de la fenêtre et vous regardez la ville devenir campagne en trois étapes. Gentilly : fin du tunnel. Antony et Palaiseau-Villebas : début des potagers et des collines. A partir de Courcelles, c'est à peine croyable, vous roulez en pleins champs !

Saint-Rémy-lès-Chevreuse est un gros village traversé par une rivière, l'Yvette, entouré de bois (bois de Chevincourt, de la Guiterie, de la Butte-à-Monseigneur, de Vossery...) et de châteaux (Chevincourt, Beaulieu, Courbertin). Vu du quai, un donjon moyenâgeux, au sommet d'une colline, vous donne déjà envie de grimper sur les traces de Jean-sans-Peur. C'est lui qui, en 1417, s'empara du château de la Madeleine. Une information que vous délivre le petit syndicat d'initiative (1), en face de la gare, véritable maison de poupées où l'on débroussaillait pour vous tous les circuits de la vallée.

Vous n'avez qu'une heure devant vous ? Vous ferez alors le tour du lac de Saint-Rémy, au vous descendrez vers la sente d'Etau, en passant rue Ditte, devant le manoir Saint-Avoys. Avant de regagner Paris avec un

Rame en campagne

La clef des champs avec un ticket de métro.



Entrée des voies de la Tour Madeleine.

poulet, des crufs et du lait frais de la ferme de Coubertin qui n'est qu'à un kilomètre du passage à niveau.

Mais si vous avez le temps, pourquoi ne pas vous diriger vers l'abbaye de Part-Royal-des-Champs. Ce haut lieu du jansénisme au plan encore l'ombre de la Mère Angélique Arnauld, le souvenir de Pascal, de Racine, de Boileau, de La Fontaine... n'est qu'à sept kilomètres de la station de métro, votre débarcadère. Le chemin Jean-Racine y mène à travers les bois de Chevreuse et de Saint-Lambert. Le poète y a laissé ses vers, gravés par d'autres sur les bornes de pierre :

*Je vois les tilleuls et les chânes,
Ces géants de cent bras ornés
Et, plus loin :
Là, l'on voit la biche légère ;
Là, le chevreuil champêtre et l'écureuil.*

Trois siècles plus tard, ne restent que les arbres. Biches et chevreuils saut au parc animalier (2). Part-Royal n'est qu'un but de promenade parmi d'autres. Dix sentiers champêtres vous mèneront aux célèbres châteaux de Breteuil et de Dampierre - dix kilomètres - et bien ailleurs encore.

Ah, vallée de Chevreuse ! Vous aviez tout simplement pris le métro et vous voici pris par autre chose. Une sorte de charme qui vous donne envie de rester là. Les jambes sont molles d'avoir tant marché, les poumons étouffés d'avoir respiré un autre air. On a fait - le restaurant « Le Métro » (3) semble tout indiqué - et l'on voudrait même dormir jusqu'à demain (4).

Avec le RER, le vœu d'Alphonse Allais (construire les villes à la campagne) est presque réalisé. Le contraste, né de la proximité du béton et de la verdure, vous rend euphorique. La magie vient de ce que, sans vous en apercevoir, vous avez fait un immense voyage qui est en même temps le plus court et le moins cher du monde. La campagne contre un ticket de métro, cela vaut bien Delhi contre un billet d'avion. L'exotisme : un regard !

ISABELLE CLERC.

- (1) 1, rue Ditte, place de la Gare.
- (2) 78120 Soanchamp. Tél. 34.84.51.21.
- (3) 11, avenue de Coubertin. Tél. 30.52.00.43.
- (4) Hôtel du Lac, rue de la Digue. Tél. 30.52.00.43. Hôtel de la Vallée, 165, rue de Paris. Tél. 30.52.00.39.

PHILATÉLIE - n° 1950

Le château de Loches... dans l'Indre-et-Loire est le troisième timbre de la série « touristique » de 1986. Les remparts d'une architecture militaire sont douzime et douzime siècles, le château - logis du roi - date des quatorzième et quinzième siècles. Ce

type de monument, de par sa dimension, en France, se trouve parmi les dix avec 37 mètres de hauteur. Vente générale le 16 juin (28/86).

2,00 F, bleu gris, noir. Format 36 x 22 mm. F 50. Dessin et gravure de Mario-Noëlle Goffin. Taille-douce, Périguet.

Mise en vente anticipée les :
- 14 et 15 juin, de 9 à 18 h, par le bureau de poste temporaire installé au château (salle du logis royal), Loches. Oblitération « P.J. ».
- 14 juin, de 8 à 12 h, au bureau de poste de Loches. Boîte aux lettres pour « P.J. ».
- 14 et 15 juin, sur le « Earl Granville », bateau de la Sealink Ferries SNCF, au stand du service philatélique des PIT-France de l'exposition « Stampink' 86 ». Oblitération sans mention « P.J. ».

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : « Premier anniversaire du nouveau statut de l'archipel » et un retour en arrière avec J. Carlier - 1536-A.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : nom du Roy - 2,20 francs, polychrome. Gravé par Cécile Guillaume d'après une maquette de Borron. Imprimé en taille-douce à Périguet.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR 9, bd des Capucines 75002 Paris (1) 47 42 52 26

DJIBOUTI : Deux timbres-poste africains pour « Mexico 86 - Coupe du monde de football », 75 F, 100 F de Djibouti. Offset quadrichrome par Edita, d'après Laitière.

NORFOLK (No) : deux valeurs de 1 dollar, se tenant, sont dédiées au robot spatial « Giotto » et à la comète de Halley. Maquette de Glen Revell, impression litho.

TANZANIA : quatre valeurs de la série des « Jeux olympiques de Los Angeles 1984 » ont été surchargées de « médaille d'or » dans chaque catégorie, 1/4, boxe, USA, Henry Tillman ; 1/50, athlétisme, USA, 5/8, basket-ball, USA ; 20/1, football, France.

WALLIS-ET-FUTUNA : « Coupe du monde de football 86 », 95 francs CFP. Curieusement associé à l'UNICEF par le sigle sur un ballon se



trouvant sous le bras d'un gamin. Maquette réalisée par Eugénie Salmon. Imprimé en offset quadrichrome par Edita. ADALBERT VITALYOS.

le prêt à porter des grands (1 m 95 à 2 m 15) et des costumes

PARIS 12^e 86 av. Ledru-Rollin Tél. 46.28.18.24
PARIS 17^e 79, av. des Ternes Tél. 45.74.35.19
LYON 6^e 22, cours F. Roosevelt
AVIGNON 101 rue Bonaparte
TOULOUSE 7, rue J.F. Kennedy
BORDEAUX 20, allées Tourny

Franchises BERDY : agglomérations de + de 300.000 habitants Tél. : (1) 45.74.66.68

Châteaux Hôtels Indépendants et hôtelleries d'atmosphère

Nous souhaitons vous présenter le guide 1986 "Châteaux Hôtels Indépendants et Hôtelleries d'atmosphère" dont le but est de rappeler aux touristes sensibles au décor de notre histoire la présence et l'existence en leurs lieux et places de ces 182 Châteaux, Hôtelleries, Hôtels, Restaurants, et Châteaux privés recevant des hôtes.

Le guide est immédiatement disponible gratuitement à l'adresse ci-dessous indiquée, envoi rapide, joindre 10 francs en timbres poste pour frais d'expédition.

Château de Dray - BP 146 - Amboise 37401 Edezz ou quérable à Paris "Office de Tourisme accueil de France", 127, Champs-Élysées, Paris.

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL

Vous choisissez de location en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standing.

Reservations SLAM Vacances 17, rue du Fbg Montmartre 75009 Paris (No Rue Montmartre) Brochure sur demande contre 11 F en timbres pour participer aux frais d'envoi.

AVENTURES... 12 aventures inoubliables.

A pied, à bicyclette, en 4x4, en hélicoptère. Des circuits fabuleux au vertige Himalayen, des sites de l'Antarctique aux volcans sur la mer !

Doc. 81 NOMADE 50, avenue des Ternes 75017 PARIS Tél. : 43-29-06-30 (17-20 h)

CHINE

- Circuits -

LA CHINE DU FLEUVE JAUNE ET DES MONASTÈRES du 15 au 31/8/86 - 22 470 F

LA CHINE DES PEINTRES ET DES POÈTES du 11 au 28/9/86 - 24 500 F

LA ROUTE DE LA SOIE du 15 au 29/9/86 - 23 800 F

Programmes détaillés sur demande. TRAVIA/pharost 18, av. Victor-Hugo, 75016 Paris. 45-00-82-70.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MONTAGNE

VACANCES HAUTES-ALPES PAYS RÉGIONAL DU QUEYRAS Location à la semaine appartements 4+4 Plein sud. SICA, 85390 MOLINES-EN-QUEYRAS. Tél. (16) 92-45-84-28.

Loisirs en juillet à **FRÉJUS (Var)** Appartements pour quatre personnes dans villa avec 1 km mer. Tél. 94-51-82-82.

VACANCES FABULEUSES CHARTERS NEW-YORK à partir de 3 150 francs aller et retour. Renseignements et réservations chez votre agent de voyages (1) 42-46-93-64

NEW YORK? Allez GO!

LA BONNE ADRESSE

ALSAISIENNE HOTEL VICTORIA 100 lits et confort, tranquillité, air, privilégiés à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne télép. Service 24 h sur 24. Bar et salon de coiff. de 10 à 80 places. 46, av. de la Gare - tél. 1941/21/20-87-71 - Téléc. 28944 R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

ZERMAT 1620 m sans circulation au pied du Cervin

Climat méditerranéen et alpin • Riche en possibilités de distraction au été • Snow Beach : le plus grand domaine skiable des Alpes au été : forfait spécial. Office du Tourisme, CH-3920 ZERMAT Tél. : 1941/28/67-10-31 (été 1/6/1986 - 66-11-81). Téléc. 472130

HOTEL elite VILLARS

Passez vos vacances d'été chez nous à VILLARS aux Alpes vaudoises. Reposez-vous à l'hôtel de première classe avec ambiance familiale.

- Whirlpool, sauna et solarium gratuits.
- Chambres modernes et confort, avec balcon au sud.
- Situation panoramique et calme.

Votre hôte : M^{me} S. Muller, HOTEL ELITE CH-1884 Villars-sur-Ollon. Tél. 1941/25/35-13-41. Téléc. 456203.

Le « Mondial » du galop

Le printemps des grands rendez-vous.

NOUS voici, nous aussi, « fans » des courses, à la veille de notre « Mondial » : mercredi prochain, Derby d'Epsom; le lendemain, Coronation Cup; puis, en dix jours, Oak Jockey-Club, Prix de Diane (avec, annonce-t-on, la participation, côté tribunes, de la princesse Anne d'Angleterre).

Quel sera notre Platini ? C'est, en tout cas, *Arokar* qui va donner le coup d'envoi.

Monté par Saint-Martin, il sera mercredi - probablement seul français - sur les downs d'Epsom.

On n'est jamais très bien fixé, le traditionnel premier mercredi de juin, sur la valeur et la hiérarchie des trois ans anglais. Ils ont surtout jusqu'à disputé des compétitions régionales dont les vainqueurs ne se sont pas rencontrés. A l'inverse de notre Jockey-Club, podium d'une escalade minutieusement graduée avec les prix Greffulhe, Noailles, de Guiche, Hocquart, Lupin, etc., le Derby est un commencement, non un aboutissement.

Mais cette année le commencement est un balbutiement. Le prolongement de l'hiver jusqu'en mars, la mise hors service d'hippodromes et de pistes inondées ont fait annuler des réunions et, en tout cas, retarder les programmes d'entraînement. Des chevaux vont s'aligner dans le Derby en n'ayant encore qu'une course dans les jambes. D'autres en ont deux, mais alors ont brillé une fois sur les pistes-sponges d'avril et ont déjà sur celles, asséchées, de mai, ou l'inverse, sans qu'on sache la part exacte à attribuer à l'état du terrain dans leur réussite ou leur échec.

Bref, on s'arrache les crins : ce Derby peut aussi bien révéler un crack inconnu que renvoyer à un anonyme définitif, vingt-cinq prétendants abusifs.

D'évidence, c'est d'ailleurs cette incertitude qui a incité « notre » *Arokar* à tenter l'aventure. Chez nous, il n'est que le deuxième ou troisième. Il a été



« Le premier secret, c'est d'être en tête au début de la première descente, après 600 mètres de parcours. »

assez nettement battu dans le « Lupin », une des avant-dernières marches de notre podium printanier, par *Fast Topaze*, pour qu'il ait en peu d'espoirs de revanche à Chantilly. Alors, il s'est dit, dans sa petite tête de cheval (relayé par l'intellect beaucoup plus pénétrant de l'entraîneur Jacques de Chevigny) :

« En France, je ne peux être, au mieux, que le second. Dans la bouteille à l'encre anglaise, si l'encre est aussi noire que je peux l'espérer, j'ai une chance d'être premier. A tout le moins, j'ai autant de chances d'être deuxième ou troisième qu'en France. Or une deuxième ou une troisième place rapporte beaucoup plus d'avoine à Epsom qu'à Chantilly. Conclusion : destination Epsom. »

Au plan technique, *Arokar* y disposera d'un atout important.

Le grand jockey anglais Gordon Richards, corecordman avec Pigott des victoires dans le Derby, disait en confiance à ses amis :

« Le premier secret, c'est d'être en tête au début de la première descente, après 600 mètres de parcours. Le ou les chevaux de tête voient cette plongée brutale et peuvent adapter leur foulée. Ceux qui suivent, et qui ne voient que des croupes, ne comprennent pas que le sol, tout à coup, paraissent se dérober sous leurs pieds. Ils mettent les freins et certains ne retrouvent plus leur action pendant tout le parcours. »

Probablement, Saint-Martin sait-il cela. S'il ne le savait pas jusqu'à cet instant (Gordon Richards n'est pas tout à fait de sa génération), c'est fait. Et, avec *Arokar*, ce peut être fait sur le terrain. Ce poulin, que ses tringales situent au confluent de trois grands élevages (son père est *Aga*

Khan, son grand-père paternel était *Boussac*, et sa mère est *Balthiary*), offre la caractéristique, heureuse ou l'occurrence, d'être vite sur jambes et de pouvoir par conséquent se trouver tout naturellement en tête au kilomètre 0,6. Cela, Saint-Martin le sait, sans Gordon Richards.

L'avis du duc de Noailles

Second événement du « Mondial » hippique, le lendemain, sur la même piste : la Coronation Cup. Plongez-vous, comme les chevaux au kilomètre 0,6 : nous voyons, dans cette course, la première chance à « notre » *Saint-Estèphe*. Certes, il a déjà, en dernier lieu, dans le Ganay, mais il avait ébloui peu avant dans le Harcourt, et l'automne passé, seule la prudence de son entraîneur, André Fabre, l'avait écarté de l'Arc de Triomphe, dont il aurait été un des favoris. C'est un cheval un peu fragile et versatile, comme beaucoup d'*Aga Khan* (lui aussi se rattache, par son père, à l'élevage princier), mais capable d'éclairs de grande classe. Ses principaux adversaires seront *Sleep Anchor* (gagnant du Derby 1985, mais qui a beaucoup déçu ensuite), *Phardant*, et peut-être *Tryptich*, une *néo-française* puisqu'elle est entraînée à Chantilly depuis l'hiver passé.

Le samedi 7 juin, repos pour les tricolores : aucune, probablement, ne sera au départ des Oaks, le prix de Diane anglais.

Le lendemain, par contre, le podium cantilien du Jockey-Club. Deux pouliniers ont posé un sabot sur la dernière marche : *Bering* et *Fast Topaze*. Ils ont emprunté des escaliers différents. Marches hautes pour *Bering*, vainqueur du Noailles (2 200 mètres), puis du Hocquart (2 400) ; marches courtes pour *Fast Topaze*, lauréat de la poule d'essai (1 600 m), puis du Lupin (2 100).

En sorte qu'on se retrouve devant une question souvent posée à pareille époque dans le passé : celui qui a gravi, même brillamment, les marches courtes peut-il disputer la dernière, particulièrement haute, de Chantilly (non seulement 2 400 mètres, mais une arrivée en pente montante) à celui dont les jarrets sont déjà rompus à une telle enjambée ? La réponse sera généralement non : *Bering* sera le grand favori. Nous laissons quant à nous la question en suspens.

Pas de suspense pour le Prix de Diane : il suffira que *Lacovia* répète à 70 % sa performance de dimanche passé, où elle a surclassé ses adversaires du Saint-Alary (quatre longueurs d'avance après avoir été ralentie sur sa seconde : *Secret Form*), pour qu'elle s'impose sans coup férir.

« ... Et elle aura encore, à Chantilly, un avantage supplémentaire », prédit le duc de Noailles, qui se souvient du temps où il montait en gentleman-rider : « Elle a un dos très long, une ample foulée, ce qu'il faut pour être encore plus à l'aise dans la longue ligne droite de Chantilly qu'à Longchamp. »

Ne négligeons pourtant pas *Secret Form*, qui, à l'opposé, est du genre abeille tricoteuse : il y a du vil-argent dans ses aiguilles à ouvrage. Une mention également à *Barger*, qui avait précédemment défait *Lacovia* et qui, dimanche passé, où elle a été troisième, avait peut-être déjà les yeux fixés sur la ligne verte de Chantilly.

Nous avons eu les nôtres attirés par ligne gris et rose de l'ancienne casaque Dupré. Ces couleurs, sous lesquelles débuta un apprenti qui s'appelait Yves Saint-Martin, furent parmi les plus prestigieuses du siècle, et en tout cas les premières de l'époque 1955-1970, où, prenant le relais de l'écurie Boussac déclinante, elles s'illustrèrent dans les plus grandes épreuves du monde, avec des chevaux inoubliables : *Tantlème*, *Tanerko*, *Relko*, *Match*, *Bella Paola*, *La Sega*, *Reliance*, *Bubunia*...

A la mort de François Dupré (propriétaire à Paris des hôtels *George-V* et *Plazza-Athénée*)

puis de son épouse, ces couleurs avaient disparu. Elles viennent de revoir les champs de courses, après une éclipse de plus d'une décennie, portées par les chevaux de Jean-Luc Lagardère (Hachette-Matra). Ce dernier a racheté, à Ouilley-le-Vicomte (Calvados), l'ancien baron de François Dupré, haras qui, à la mort du propriétaire, avait d'abord été exploité par une société agricole allemande. Il a demandé à la Société d'encouragement, dispensatrice des espoirs en kaléidoscope, l'autorisation de reprendre les couleurs, après le haras. Considérant que ne subsistait aucun héritier de François Dupré et que s'était écoulé un temps de désobéissance suffisant pour éviter toute confusion, la Société a donné son accord.

C'est une procédure peu usitée mais cependant pas exceptionnelle. Marcel Boussac y avait eu recours, dans les années 20, lorsqu'il avait acheté les haras et les chevaux (Saint-Cloud et *Rocquencourt*) d'Edmond Blanc. Il avait demandé - et obtenu - de reprendre ainsi la casaque de son prédécesseur. Il l'avait portée à un niveau encore plus élevé que celui-ci. On souhaite le même destin au gris et rose Dupré, devenu Lagardère.

Autre petite nouvelle du sérail, cette fois côté blanchisserie, voire sanitaires. Parmi la vingtaine de procès que Darie Bouthoul a engagés contre différents journaux, la Société d'encouragement, le Club des cavaliers, etc., il en est un qu'elle intente, par magazine interposé, à Saint-Martin. Apparemment, elle ne pardonne pas à celui-ci d'avoir à peu près dévoilé qu'elle n'était pas « un bon jockey » : « elle était dangereuse » dans un peloton.

Il y a ehez cette petite bonne femme, à qui on accordera les excuses de la passion hippique, mais plus tout à fait celle de la jeunesse, des gigantismes de tranquille inconscience.

Je me souviens d'un mot d'elle, au Dîner de l'élevage, en décembre dernier, à Deauville. Il y avait là, parmi quelque trois cents convives, les plus grands éleveurs d'Europe, certains des plus grands propriétaires et entraîneurs d'illustres jockeys.

Elle dit, au micro - et trois cents sourcettes restèrent une seconde pantoises : « Je suis l'image de marque des courses. » Sans rire.

LOUIS DENIEL

Longchamp à la « mode franquette »

Quand un hippodrome mise sur la famille.

DÉCIDÉE à accentuer son action pour attirer un public toujours plus nombreux, la Société d'encouragement donne désormais rendez-vous aux enfants de cinq à douze ans sur la pelouse de l'hippodrome de Longchamp, où les attend, sur une superficie de 3 500 mètres carrés, un Village des poneys, divisé entre une carrière de 900 mètres carrés et une grande aire de jeux. L'entrée est gratuite, et l'on peut, pour y accéder, emprunter notamment un petit train sur pincus assurant la navette avec le passage de l'hippodrome, à l'ombre des ailes du célèbre moulin.

Sur le papier, on indique que les parents pourront, les jours d'ouverture, y laisser leurs enfants, qui, sous le contrôle des responsables des différents poneys-clubs associés à l'opération, s'initieront au monde du cheval en faisant connaissance avec ces petits chevaux au caractère si doux que sont les shetlands.

La réalité est sinon moins rose, du moins nettement plus « éconstruite ». Ni mini-centre équestre, ni véritable garderie, cet espace de jeux offre plus modestement aux enfants la possibilité d'un baptême du poney et d'assister, certains jours, à des carrouseils et autres spectacles équestres offerts par de jeunes cavaliers plus aguerries. Ni plus ni moins. Et à condition, pour les plus petits visiteurs, de bénéficier de l'intervention des parents. Facès aux poneys étant loin d'être évident dans cette sympathique pagaille, qui fait souhaiter un peu plus d'organisation. Reste, il est vrai, des structures de jeux en bois où tunnels, toboggans et maisonsnettes invitent aux glissades et aux escalades ainsi qu'un manège de chevaux de bois.

Un village où l'on sort et on entre comme dans un moulin et où, en dépit de « la surveillance de dames de la Croix-Rouge », il n'est pas vraiment question

d'abandonner son rejeton en toute quiétude. De là à penser que l'élevage féminin sera plus particulièrement chargé de cette mission, tandis que ces messieurs étudieront les rubriques hippiques et se presseront devant les guichets... Un progrès, toutefois, par rapport au temps où les bambins traînés aux courses étaient condamnés à jouer au ballon entre les voitures. Et la possibilité, pour le turfiste invétéré, de s'adonner sans remords à sa passion en faisant désormais du champ de courses... un but de sortie familiale.

Reste surtout, au-delà de cette sympathique « ouverture », un premier pas vers une perception plus large du monde des courses de chevaux. Beaucoup plus proche, par exemple, de la sensibilité de notre guide, membre de la Société d'encouragement et pour qui, l'important, l'essentiel, était manifestement l'amélioration des races de chevaux en France, le jeu n'étant qu'accessoire. Et de nous faire partager sa passion à l'occasion d'une visite dans les coulisses de l'hippodrome. Une visite dont on souhaiterait qu'elle soit régulièrement organisée pour ceux qui souhaitent pénétrer les secrets de cet univers peuplé de personnages haut en couleur.

En attendant, les curieux ont, d'une autre façon, la possibilité de pénétrer dans les coulisses, grâce au circuit intérieur de télévision qui complète les retransmissions des courses et les informations techniques par des reportages aux quatre coins de l'hippodrome. Ainsi peut-on assister, sur les postes de télé en couleurs installés au passage et sur la pelouse, au déroulement de toutes les opérations intervenant avant la course : préparation dans les écuries, pesée des jockeys, ronde de présentation. Munie d'une caméra mobile, une équipe traque les vedettes, qu'il s'agisse de chevaux, de jockeys, de personnalités du monde des courses ou de célé-

brités présents dans les gradins. Un œil discret dans un univers plutôt fermé, voire secret et où des cerbères intruséants interdisent l'accès du saint des saints - l'enceinte des propriétaires - aux personnes non cravatées.

Qui dit coulisses dit spectacle, et les courses, assurément, en sont un. C'est un jeu de cotes puis sur les rapports, on l'oublie trop souvent. Mais le profane qui débarque, mains dans les poches et regard curieux, découvre un endroit où il fait bon se promener, musarder, nez au vent et visage offert au doux soleil d'un printemps qui ne peut bouder indifféremment. Curieux mélange de décontraction et de raffinement, de nonchalance et de fièvre. Charme et magie d'un lieu où l'instinct et l'intuition font souvent jeu égal avec l'expérience et la compétence. Savoureuse cohabitation de professionnalisme et d'amateurisme, de distinction et d'un petit côté « canaille ».

Un endroit, finalement, où l'on aimerait avoir plus souvent l'idée d'aller déjeuner. A la mode, certes, mais à la « mode franquette ». Pour déguster, côté jardin, dans un décor vert et blanc, pot-au-feu, petit salé, choucroute, filet de hareng ou andouillette. Ce qui est possible, maintenant, au Gladiateur, au rez-de-chaussée de la tribune du conseil municipal. Une brasserie à Longchamp. Mais qui, à l'heure du thé, reprend des airs de salon. *Tea for two ? Nenni. Thé pour tous.*

PATRICK FRANCÉS.

● Hippodrome de Longchamp. Prix d'entrée : passage 22 F, pelouse 3 F, parking 9 F. Gratuit pour les enfants jusqu'à quinze ans.

Village des poneys. Samedi, dimanche et jours fériés, jusqu'en octobre. De 14 heures à 17 heures. Les 1^{er}, 28 et 29 juin, 7, 14, 21, 28 septembre, 4, 5, 12, 19 et 26 octobre.

Restaurant Gladiateur. Menu à 75 F boissons comprises, ou à la carte pour moins de 100 F. Menu spécial pour les enfants à 50 F.

Si Cannes reçoit Keith Jarrett,* pourquoi l'attendre à Paris cet été ?

- 4.700 chambres d'hôtels.
- 3.000 appartements.
- Gastronomie
- 33 plages de sable fin.
- Sports nautiques.
- Centre de voile pour les jeunes.
- Tennis.
- et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.

Direction du Tourisme de Cannes. Tél. 93.39.24.53.



CANNES
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.

مركزنا من الأصل

سكنا من الالوج

culture

EXPOSITIONS

Au musée Hébert

Paul Baudry, peintre italien

Il connaissait par cœur son Corège et ses Carrache, se croyait citoyen de Rome, jusqu'à la bouffonnerie.

En septembre 1880, il y eut, par exception, deux premiers Prix de Rome. Le sujet, « Zénobie traquée par des bergers aux bords de l'Araxe », avait si bien inspiré deux élèves qu'ils furent déclarés ex-aequo. L'un étoit Bouguereau, récemment resuscité, l'autre Paul Baudry, que l'on tira aujourd'hui du plus complet abandon. Or ce dernier sauve- tage, modestement entrepris, mais vaillamment, par le musée de La Roche-sur-Yon, ville natale de notre nouveau grand homme, pourrait obéir à de meilleures raisons que celles qui ont assuré l'apothéose de l'immortel concurrent des Vénus en sacra d'orge. A tout prendre, comparé à Bouguereau et à nombre de ses contemporains de la même espèce - l'académique - Baudry e ses vertus, dont la moindre n'est pas son honnêteté d'imitateur.

Voilà un peintre qui connaît par cœur son Corège et ses Carrache, qui s'italianise jusqu'au fanatisme, qui se croit citoyen de Rome et abuse de la citation, mais qui le dit. Pousée à ce paroxysme, le fiddité confine à l'héroïsme, d'autant qu'elle ne se monnaie pas chez Baudry en de ces mineures miévreries qui font de Raphaël le dieu des salons. Lui se veut absolument romain, au risque de la bouffonnerie - dont sa *Mort de Vitellius*, imagerie pour versions latines, multiplie les exemples. Aussi se précipite-t-il vers la mythologie, montre-t-il la Toilette de Vénus et Diane chassant l'Amour, un Amour droit venu des corniches baroques. Sa *Perle et la vague*, où, comme le titre le désigne, une blonde se très en chair s'expose à l'onde tandis qu'une hûtre bâille sur un rocher, a beau glisser à l'ineptie, la facture reste assez digne, le métrier point trop galvaudé et la couleur - oh cruelle! - presque énergique.

Mais ses douceurs féminines ne suffisent pas à un peintre vers d'antique et de Renaissance, il lui faut des murs et des titans. Baudry les a groupés à l'Opéra, dont il a décoré les plafonds. Ce que l'on



La toilette de Vénus

peut en voir encore, après la rutilante invasion chagallienne, et ce que l'on découvre ici avec intérêt, les esquisses, témoignent naturellement des ambitions d'épopée qui agitent l'artiste. Fédère Jupiter, Mersyas à son supplice, le Parnasse ou les poètes enchanta. Il s'en donne à cœur joie, il entasse allégories, nuages roses, musculatures et faces barbares. Michel-Ange est loin, certes, mais quel décorateur - hors Delacroix bien sûr - a montré du dix-neuvième siècle autant d'enthousiasme et de vigueur dans le genre monumental? C'est ici l'épopée du culte italien.

Que ce culte soutienne Baudry, qu'il ne puisse s'en passer sans vaciller, les portraits le confessent avec une candeur navrante. Du divin Sanzio tomber à Carouss-Durand; le décadence est sans remède. Face au modèle, Baudry perd son empileur, empileur eprise mais sensible, et se fait platement photographe. Charles Garnier pose ou lion bien en vain: rien ne bouge. Cruel envers d'une médaille qui, malgré ses dorures, « sonne creux et faux sous la lime ».

PHILIPPE DAGEN.

* Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi; jusqu'au 25 août.

Vingt-cinq rendez-vous à Paris

Juin, mois de l'affiche

Pendant trente jours, Paris va se mettre en quatre pour célébrer la création publicitaire

Cette fête de l'affiche envahira les établissements publics, les jardins et les rues. Au programme, on note pas moins de vingt-cinq rendez-vous qui illustreront tous les aspects de la pub, du passé au présent.

En voici les points forts :

Le Japon tiendra le haut du pavé avec la présentation des trois meilleurs directeurs artistiques du moment : Inoue, Saito et Toda, dans les jardins du Palais-Royal (du 30 mai au 30 juin).

Les plus belles affiches du monde seront aux Champs-Élysées, devant Beaubourg et à La Villette (du 2 au 30 juin).

Pour les nostalgiques, la projection de murs peints anciens aura lieu place Saint-André-des-Arts (du 2 au 30 juin).

Pour comprendre les années 70, la pub s'affiche à la gare Saint-Lazare (du 2 au 30 juin).

La fine fleur des graphistes contemporains français sera exposée dans le hall du CNAF (27, avenue de l'Opéra, du 9 juin au 11 juillet).

Une rétrospective saluera l'œuvre de l'un des pères de l'école française, Paul Colin, à la Bibliothèque nationale (du 30 mai au 30 juin).

Un autre très grand monsieur de la Pub, Savignac, se verra célébré

au musée-galerie de la SEITA (12, rue Sarcouf, du 3 juin au 31 août).

Coca-Cola fêtera son centenaire au Musée de la publicité (18, rue de Paradis, du 10 au 30 juin).

Un florilège des toutes dernières affiches de la campagne de législatives sera présenté à l'Hôtel national des Invalides (du 3 au 28 juin).

Un amoureux, Evian, offrira un raccourci vingt-cinq ans de communication sur les murs du métro Champs-Élysées-Clemenceau (du 2 au 30 juin).

Quent aux « posters » de Broadway, ils sont au Centre américain (261, boulevard Raspail, du 27 mai au 5 juillet).

Pour les amateurs de boissons fortes, Coïntra sera chez Publicis Champs-Élysées (du 2 au 30 juin).

Les meubles de Garouste et Bonetti

Le passé recomposé

« Chaise barbare » ou « fauteuil Mille et Uoe Nuits », série « carte du ciel » comprenant un miroir Grande Ourse, un tapis bleu profond et une lampe : les meubles d'Elisabeth Garouste et Mattia Bonetti sont des invitations au rêve et au voyage dans le temps.

Garouste et Bonetti travaillent ensemble depuis 1980 et se situent à part dans la jeune génération des créateurs de mobilier. Bien loin du design, du fonctionnel ou d'un ludisme coloré et débridé.

Leurs meubles, tirés à quelques exemplaires, sont autant de jeux avec l'illusion, le vrai, le faux, la citation : une liberté qu'ils empruntent en décor de théâtre, un genre qu'ils ont tous deux pratiqué.

Ils jonglent allègrement avec les siècles : à la préhistoire, ils emprun-

tent ses menhirs, pour composer - avec deux miroirs découpés de façon brutale - une « coiffeuse pour homme » que ne renierait pas Tarzan.

Ils marient la terre cuite, le bronze patiné ou rouillé, la peau de bête : primitivisme qui va de pair avec un extrême raffinement, car Garouste et Bonetti font appel à de très anciennes techniques artisanales, ainsi le verre filé.

Leur « fauteuil Mille et Uoe Nuits », en érable blanc, bronze doré, moire bleu ciel, couronné de cabochons ferait les délices de plus d'une star hollywoodienne.

ODILE QUIROT.

* Galerie Neout, 25, rue du Remard. Jusqu'au 5 juin.



Chaise barbare (1981)

MUSÉES

Tempêtes chez les conservateurs

Les projets de réforme du statut des conservateurs font l'objet de débats fort animés dans les couloirs de nos institutions muséales.

L'annonce d'une réforme du statut des conservateurs de musée continue de provoquer des remous divers dans la profession. Tout le monde reconnaît que l'enseignement dispensé aux futurs conservateurs d'est plus adapté aux responsabilités dont ils auront la charge, que le mode de recrutement est à revoir et qu'une revalorisation financière est indispensable. Mais cette volonté de changement s'enlise dans les querelles de multiples associations issues de la profession. Pourtant, mercredi 21 mai, Hubert Landais, directeur des Musées de France, et Dominique Ponneau, directeur de l'École du Louvre, faisaient face à cent cinquante conservateurs venus

de tous les horizons. Ils défendaient leurs projets de réforme.

Rappelons qu'il s'agit - entre autres - de créer au sein de l'École du Louvre une unité habilitée à dispenser un enseignement commun aux futurs conservateurs des Musées de France et à ceux des musées contrôlés (le Monde du 4 avril). Le projet a été unanimement et durement critiqué. Aussi une commission s'est-elle mise sur pied pour repenser de fond en comble l'indispensable réforme.

Cette commission est composée des deux directeurs déjà cités, de M. Roland May, conservateur du musée de Langres et président de l'Association des conservateurs des collections publiques de France, de M. Bergon, du musée des beaux-arts de Rouen, représentant l'Association des conservateurs des musées classés, de M. Cazals, secrétaire général de l'Association pour la revalorisation du corps de la conservation des Musées de France, de

M. Bergon, chef des Ateliers nationaux de restauration, représentant de la CGC, et de M. Jean-René Gaborit, conservateur en chef du département des peintures du musée du Louvre, représentant de la CFDT. En outre, treize conservateurs ont été choisis pour leur spécialité et la spécificité des instituts qu'ils représentent.

L'attente ne sera peut-être pas facile. Une certaine tension existe toujours entre les musées nationaux et les musées contrôlés, qui reflète la classique rivalité entre Paris et la province. Ainsi, M. Jean-Pierre Laurent, responsable du Musée dauphinois à Grenoble, avait été nommé conservateur en chef par décret du président de la République. A la suite d'un recours devant les tribunaux administratifs, intenté par ses collègues des musées nationaux, il s'est vu retirer ce titre, sa fonction n'étant pas mise en question.

M. Jean-Pierre Laurent, s'il n'apprécie guère le procédé, n'en est pas moins partisan d'un corps et d'un concours uniques : « Le patron des conservateurs des musées nationaux, c'est l'Etat, donc des fonctionnaires comme eux. Nous, nous dépendons des collectivités territoriales : municipalités ou départements. Nous avons à rendre des comptes à des hommes politiques. Ce qui est totalement différent. Les fameux concours des conservateurs des musées nationaux sera toujours fondé sur une connaissance livresque. Nous réclamons une formation plus proche des réalités que nous devons affronter en province. Là, les stages sur le terrain sont capitaux. En revanche, nous réclamons entre les deux corps des passerelles qui fonctionnent mieux ».

M. Gérard Guillot-Chêne, conservateur du musée d'Ermenonville et membre de l'Association Muséologies nouvelles, refuse la distinction entre les « nobles » musées parisiens et leurs maigres petits frères de province. « Les uns gérés par une aristocratie issue d'un concours dont personne ne conteste la difficulté, les autres établissements de seconde zone, abandonnés à une piètre analphabète ». Il rappelle qu'« un simple examen de la carte de la

richesse et de la diversité des musées débouche sur un jugement plus nuancé. Saint-Etienne, Strasbourg, Villeneuve-d'Ascq pour l'art contemporain, Lyon pour l'archéologie, Mulhouse pour la technique et les écomusées sont des musées contrôlés, et les responsabilités qui leur incombent sont autres, mais aussi importantes que celle du douzième conservateur du prochain département du musée du Louvre ».

En attendant la réforme-panacée qui contentera tout le monde, une décision fait souffler un vent de panique parmi les futurs conservateurs des musées contrôlés. On sait que, pour briguer ce poste, il faut faire valoir une maîtrise ou un diplôme de l'École du Louvre, puis faire un stage de trois mois, s'inscrire sur une liste d'aptitude et attendre patiemment d'être choisi. Actuellement, quatre cents à cinq cents historiens d'art sont dans cette situation.

Il semble que l'administration ait voulu « dégraisser » cette liste surcombrée. Aussi impose-t-elle aujourd'hui à ces postulants un nouveau examen. Furieux des candidats qui ont, soulignent-ils, déjà rempli toutes les obligations pour figurer sur la fameuse liste. D'autant qu'ils ont été prévenus de cette nouvelle épreuve il y a un mois à peine, et que la bibliographie des ouvrages à lire ne fait pas moins de quinze pages. Bien sûr, les titulaires d'un poste ne sont pas soumis à ce contrôle. Mais ceux qui viennent de s'intégrer dans un musée, et dont la situation n'a pas encore été enregistrée officiellement, sont eux aussi convoqués. Absorbés par leurs nouvelles tâches, ils n'ont guère le temps de se livrer à cet ultime bachotage. D'où une cascade de protestations.

Il est donc urgent que la commission réunie le 29 mai pour la première fois arrive à surmonter les querelles de chapelle qui paralysent toutes réformes. Ses travaux doivent déboucher sur une relance de la profession. Sans oublier sa revalorisation financière. Il est quand même étrange que, dans un pays qui a une si haute idée de la culture, les conservateurs de musée soient aux mêmes échelons administratifs que les directeurs de bars.

EMMANUEL DE ROUX.

Pommereulle pastelliste

Pommereulle montrant ses pastels : il y a presque contradiction dans les termes, contradiction de l'artiste et celle de douceur, et de volupté qui s'attache à la technique utilisée. L'écrin est donc que, eu lieu de s'annuler, ces verrous se conjuguent. Que Pommereulle évite de s'attendrir dans la velouté, les couleurs tendres et les poudres qui font de sa palette le carton, qu'il se serve du pastel et du fusain sans se renier ni méconnaître leurs qualités. A cette fin, il pratique un travail par fillets.

Comme, suivant la formule : le feu couve sous la cendre, l'écidité couve sous les gris, les blancs et les noirs. Elle transparaît par places, quand un angle pointe et dérange l'ordonnance de la composition ou quand un rouge

se fait sanglant, un bleu un peu trop bleu pour qu'on le croie seulement agréable.

Du Pommereulle sculpteur de verre demeure le goût des lignes et des éclats, à peine dessinés, qui glissent sur la surface, qui tranchent et découpent. Mais c'est à peine si leur dans se détache, fixée dans l'équilibre des courbes. Cet art de l'illusion, qui prend en horreur l'admissionnisme et la postulation, exige du regard patience et précision. Il ne se livre pas aisément - tout comme son auteur - et ne révèle que progressivement sa courtoisie cruelle. C'est dire qu'il mérite d'être examiné avec attention.

Ph. D.

* Galerie Christian Chénès, 30, rue de Lisbonne, jusqu'au 14 juin.

GALERIE HORIZON

21, rue de Bourgogne 75007 Paris Tél. 45.55.58.27

PATRICK NAGGAR

Encre et Acryques 1986
"BLEU PRESQUE TRANSPARENT"
3 au 17 Juin

CHAI LOT THEATRE NATIONAL

LE TERRAIN BOUCHABALLE
Production de : GENIEVE de TOULOUSE
MAX JACOB - JACQUES ROSNER
THÉÂTRE GÉNIEVE
Du 22 mai au 15 juin à 20h30
DIMANCHE À 15h - Relâche dimanche soir et lundi

HENRYK SZERYNG à PARIS

MARDI 3 juin: VIVALDI - SCHUMANN - TCHAIKOWSKI
JEUDI 5 juin: EACB
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
HENRYK SZERYNG Direction
JEAN-PIERRE WALLEZ Direction
HENRYK SZERYNG Violon
HENRYK SZERYNG Direction et Soliste
HUGUETTE DREYFUS Clavier
PIERRE ROULLIER Flûte
SALLE PLEYEL
RENSEIGNEMENTS
45.62.67.57 et 45.63.98.73

XXIII^e FESTIVAL DU MARAIS
4 JUIN - 12 JUILLET 1986
VIENNE FIN DE SIÈCLE ET MODERNITÉ - 1880-1938

THÉÂTRE
Centre Wallonie Bruxelles - 4 juin - 14 juin
LES DERNIÈRES CARTES d'Arthur SCHNITZLER
Mise en scène : Christian Bagger
Centre Wallonie Bruxelles - 23 juin - 12 juillet
LES EXALTES de Robert MUSIL
Mise en scène : Christian Colin
Cour d'Honneur de l'Hôtel d'Aumont - 11 juin - 11 juillet
LA TOUR d'Hugo von HOFMANNSTHAL
Mise en scène : Michel de Maulne
Cave gothique de l'Hôtel de Beauvais - 12 juin - 12 juillet
AU PERROQUET VERT d'Arthur SCHNITZLER
Mise en scène : Sarah Vajda

MUSIQUE
12 concerts autour de A. Bruckner, A. Schönberg, A. Berg, G. Mahler, J. Strauss, R. Strauss, F. Schreker, H. Wolf...
avec l'Orchestre Symphonique de Vienne (le 5 juin),
Les Petits Chanteurs de Vienne, l'Orchestre de Paris...

OPÉRA
LA FEDELTA PREMIATA de Joseph HAYDN, au Cirque d'Hiver et Colloques, tables rondes, spectacles pour enfants, animations de rues

RENSEIGNEMENTS ET RESERVATIONS
FESTIVAL DU MARAIS - 68, rue François Miron, 75004 PARIS
Tél. 48.87.74.31 / 42.78.81.95 - ET 3 FNAC

THÉÂTRE

« Des trous dans la glace », d'Anne Barbey
La dramaturgie au volant

Quand un vieux professeur un peu clochard fantasme à mort sur les mutins de Cronstadt...

Dans le dépliant qu'offrent les deux ouvrages attentionnés du Petit-Océan, M^{me} Anne Barbey nous confie que c'est au volant de sa 4L en voguant début juillet vers les plages de Saint-Guenolé, qu'elle a écrit, en compagnie de sa grande fille, sa pièce Des trous dans la glace.

Préférant tout de suite M^{me} Barbey, si elle doit regarder les bords de mer dans quelques jours, que, avec les poids lourds qui roulent à 120 et les bolides de marque allemande qui font facile du 210, la conduite d'une 4L est devenue cotée et exige une attention extrême sur les routes de vacances. Sans doute les petites cylindres françaises conviennent-elles à nos mères de famille, auteurs dramatiques compris, mais, par exemple, M^{me} Fabius, une fidèle de la 2CV, n'a jamais pris le risque de sauter ses nouveaux-neés ou de donner le bibero tout en sillonnant les départements. Que M^{me} Barbey soit à l'avenir plus prudente et écrive ses pièces sans escalas, pas au volant.

Des trous dans la glace, ce sont ceux que font les boulets de canon en tombant sur la surface gelée du golfe de Finlande, devant la forteresse de Cronstadt : il est connu que les marins de Cronstadt, dans les premiers temps de ce siècle, étaient en état d'insurrection presque permanente, que le porteur, dans la Petrograd voisine, fit à gauche ou à droite.

Et donc M^{me} Barbey et sa fille, le pied au plancher sur la nationale 157, imaginent qu'un vieux bonhomme, qui fut professeur de lycée jadis, et qui s'est clochardisé, a décampé dans un ancien numéro de l'Illustration une photo de Cronstadt : il fantasme à mort sur les mutineries, il a de la dynamite dans un placard et son fusil chargé derrière le vaissau. Une jeune grandiziste, qui l'a aperçu dehors essayant de vendre une vieille pendule cassée, s'infirme à lui. Vient le visiter dans son tron. Mais il est très bougon. Finalement, il semble qu'elle le tue, avec le fusil, mais ce n'est pas sûr, ce n'est pas sûr.

Qu'avaient-elles derrière la tête, nos deux automobilistes, maman et fille, en écrivant ça ? Est-ce une pièce sur l'absence du père ? Est-ce une pièce sur l'enthousiasme ? Mystère.

C'est un spectacle assez curieux, qui peut se voir sans ennui. L'écriture, les dialogues, la construction, frisent la nullité absolue, mais ce n'est pas trop gênant parce que les choses auxquelles a pensé l'auteur ne sont pas banales. C'est joué à la perfection par Michel Vitold et par une jeune comédienne simple et juste, Virginie Méry. C'est bien décoré par Yves Samson, bien mis en scène par Catherine de Seynes.

C'est comme si plusieurs bonnes fées s'étaient penchées sur le berceau, non, sur la 4L, de l'auteur. À elles toutes, elles ont mis sur pied un spectacle presque plus fascinant qu'un chef-d'œuvre esquinté par de méchants acteurs et une mise en scène aberrante.

MICHEL COURNOT.
Petit-Océan, 18 h 30.

VARIÉTÉS

Lemmy Constantine, vous connaissez ?

Le fils d'Eddie Constantine a déjà un prénom. Il chante. Son premier album sort en France.

On s'attend à rencontrer le fils de son père, tête brûlée, rouleur de mécaniques, la frime en coup de poing américain. Il est tout autre : posé, réfléchi, il parle français avec un arriéro-gauche d'accout. Lemmy Constantine a tout pour plaire : un nom, bien sûr, et même un prénom (celui de Lemmy Caution, le héros qu'incarnerait son père au cinéma). Pas un Apollo, plutôt le genre gentleman du trottoir. Et puis il a une voix, une voix de crooner, le timbre sensuel. Un cas d'espèce en France.

Lemmy chante en anglais parce que ce lui est plus naturel et que son parler est américain (un fils d'écrivain qui a reçu le même style d'éducation que lui). Il vient d'enregistrer son premier album (Step-pin-out) qu'il a commencé de produire lui-même (1) parce que personne n'en voulait. « Je suis tombé de haut, évocateur. Même si je n'en abuse pas, je pense qu'il y aura un certain nombre de disques seraient attribués par mon nom. J'aurais une expérience scénique, des concerts qui marchent, surtout en Allemagne... »

Avant, il y a eu un 45 tours (Looking for Trouble) chez Gaumont Musique. Malheureusement, mal géré, l'expérience phonographique de la compagnie a tourné court. « C'est dommage, regrette Lemmy, l'idée de chanter sur label Gaumont était séduisante. »

A Los Angeles, où se trouve l'essentiel de sa famille, Lemmy a fait pendant trois ans des études musicales au GIT (Guitar Institute of Technology) : harmonie, rythme, arrangement, composition, sa formation est jazz. A Paris, il avait joué dans des groupes de rock lycéens mais il voulait apprendre vite. « En France, pensait-il, on te montre comment jouer un morceau mais pas ce que tu pourrais en faire à ta façon. Au conservatoire, tu dors dans les notes. En six mois, aux États-Unis, tu as tous les éléments en main, peu importe le style, après c'est à toi de jouer. »

Lemmy est né à Nouilly en 1957. Il a grandi avec sa sœur dans une ferme près de Rueil-Malmaison jusqu'à l'âge de ses parents quand il avait douze ans. C'était la campagne. Il y avait des vaches, des poules, des cochons. Son père élevait et entraînait des chevaux de course. Le cinéma, c'était lointain. Parfois, ils partaient sur les tournages, en Italie, en Espagne, campaient dans les hôtels, mais « nous n'étions pas des enfants de plateau, nos parents s'employaient à nous équilibrer le plus possible. On avait une salle de projection à la maison. Je vivais ça vraiment comme un gosse qui voit son personnage. Ça aurait pu être aussi bien James Cagney. Une fois le film terminé, c'était fini. J'étais bien plus impressionné par les cachets : je ne sais pas si la production le payait au noir, mais j'ai le souvenir de l'enveloppe qu'on lui donnait en fin de journée. C'était important pour moi, l'enveloppe, ça l'est resté (rire). Mon père n'était pas un héros. Je l'ai connu gueulant

beaucoup, cognant éventuellement. Ça ne me plaisait pas, comme ça n'aurait plu à aucun fils. Depuis, il s'est calmé, nous nous sommes rapprochés. »

C'est plus tard, en vivant à Paris, que Lemmy constate un changement dans les rapports sociaux. « Quand on se fait arrêter par les flics, un passeport américain au nom de Lemmy Constantine arrange pas mal de choses. J'en ai beaucoup profité, avoue-t-il. J'ai fait toutes les conneries que peut faire un ado, mais ça ne m'a pas tourné la tête. Je préférerais la campagne. »

A présent, Lemmy partage sa vie entre l'Allemagne (son père y habite, et sa femme est allemande) et la France où se trouvent ses musiciens. Depuis les années de lycée, il leur est lié sentimentalement. Musicalement, ils ont évolué dans la même direction. En Allemagne, en Scandinavie, ils se produisent souvent : les circuits sont mieux adaptés qu'en France, on joue dans les clubs, le public vient, la curiosité fonctionne.

« Très tôt, se souvient Lemmy, j'ai fait le rapport entre mon prénom et le héros qui incarnait mon père, mais ça n'avait rien d'exceptionnel. Ce qui l'était, c'est que, ce prénom, personne d'autre ne le portait. Bizarre. Ça devrait pourtant être courant, Lemmy est dans la Bible, c'est un roi du Vieux Testament. »

ALAIN WAIS.

(1) Il a signé avec le label indépendant Ulysse distribué par Polygram (826828-1).

MUSIQUE

Claudio Arrau au TMP

Le Kurosawa du clavier

Ce maître du clavier d'origine chilienne réinvente Beethoven et inspire le respect.

La carrière pianistique est la plus encombrée. Mais la plus propice à la longévité. Quatre vieux messieurs en occupent aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, le sommet. Vladimir Horowitz - né en 1904 - s'y maintient comme on sait. Rudolf Serkin, son oncle d'un an, s'y fait discret, frondeur et rusé, glissant maintenant sur le marché les premiers disques d'une intégrale des concertos de Mozart tranquillement dynamisés. Viado Perlemuter regarde du haut de ses quatre-vingt-dix ans les meilleurs jeunes pianistes français à ses pieds et, de complexion fragile, jouera bientôt tout Revel au TMP d'une seule foulée. Claudio Arrau, enfin, et tout jolui, surtout l'injouable : Beethoven et Liszt, Brahms et Schumann ; à tout vécu, tout surmonté : les désarrois de l'enfant prodige, une vie privée compliquée, un exercice instable du métier, qui se sont dénoués sur la divan du psychanalyste, ce qu'il a relaté sans tard dans ses Conversations avec Joseph Horowitz (un homonyme), traduites en français par André Tubeuf chez Gallimard. Des quatre mousquetaires, il est le moins sage.

Physique de diplomate smart, au demeurant. Sa petite moustache, sa démarche glissée, rappellent ses origines. Au piano, même dans des sonates de Beethoven rabâchées, comme mercredi soir au Châtelet, il donne sans tapage une leçon d'indépendance et de liberté. Paradoxes que cette Appassionata aux sonorités voilées, aux teintes de sous-bois, nullement passionnée, que cette Wald-streñ qu'il est le seul à ne pas marteler, que ce Beethoven sans orages sinon sans angouisses cachées, parcours de luminosité, flux liés et rapides où chaque épisode s'efface sur le suivant dans un fondeu enchaîné.

Quand Kurosawa filme le galop d'un cheval, ce n'est pas le galop d'un cheval. Quand il utilise de vieux procédés, ralentit ou musse, ce ne sont plus des procédés. De même, un simple trille, un banal arpège, se multiplient sous les doigts d'Arrau en motifs capricieux et bizarres, parfois soulignés d'un doigt éberrant, extraordinairement porteurs de musicalité. Comment parvient-il à se faire principalement reconnaître dans les terrains les plus communs ? Sur leurs secrets, les vieux maîtres sont muets.

ANNE REY.
* Du concerto l'Empereur, dont on ne croyait plus rien devoir attendre, Claudio Arrau vient d'enregistrer la plus belle version disponible, avec la Staatskapelle de Dresde dirigée par Colin Davis (compact-disc et disque Philips).

LETTRES

A Athènes

Les journées franco-grecques du livre

Les Rencontres franco-grecques du livre qui viennent de se tenir à Athènes pendant trois jours à l'invitation de M. Jean-Pierre Armas, grand conseiller culturel et directeur de l'Institut français, ont été les années des traducteurs, des éditeurs, pour réfléchir sur le moyen d'intensifier d'une manière efficace les échanges entre les deux pays, entre les deux littératures. Du côté français, les deux directeurs du livre, M. Jean Gattegno (ministère de la culture) et M. Xavier Rozé (ministère des affaires étrangères), assistaient à ces Rencontres.

En Grèce, où la langue française est une première langue choisie par environ 25 % des élèves des lycées, l'Institut français - créé en 1936 - est véritable entreprise de diffusion de la langue et de la culture, compte près de vingt-cinq mille élèves et trois cent cinquante enseignants (dont soixante-quatre français).

En un moment où un intérêt nouveau se manifeste dans ce pays pour la mise en place d'une politique du livre et en France pour la publication de romans ou de poésies grecs, il était important d'entendre les points de vue des éditeurs grecs (Ezantas, Hadjicouli, Estias, Rota, etc.) et de traducteurs tels Pavlos Zervas, traducteur de Marcel Proust (immense travail qu'il entreprit grâce à - et à cause de - son empressement au temps des colonels), Philippe Descondens, traducteur des Essais de Montaigne, ou la romancière Mar-

guisette Liberaki, qui écrit en grec et en français.

Avec leurs partenaires grecs, les Français Jacques Lacarrière (qui vient de mettre en scène à Athènes Perséphone de Yannis Ritsos), Jorge Semprun, Laure Batillon, présidente de l'Association des traducteurs littéraires de France, insistèrent sur la nécessité d'une coopération gouvernementale du livre, et de la traduction. « On ne peut pas concevoir une traduction dans un seul sens », déclara M. Gattegno, insistant sur la nécessité commune de faire des efforts.

D'ores et déjà, sont envisagés des programmes plus étendus de rencontres - cette année sont venus en Grèce Nathalie Sarraute, Immanuel, Clouzot, Françoise Dolin, etc. - ainsi que des échanges de boursiers et, surtout, la mise en place du Centre de la traduction d'Athènes, où pourraient travailler ensemble les auteurs et leurs traducteurs.

Ce Centre de traduction devrait commencer, modestement, en septembre prochain. Peut-être permettra-t-il, si les pouvoirs publics des deux pays lui prêtent vie, de combler les lacunes en ce qui concerne les œuvres françaises non encore traduites et poètes grecs qui n'ont que peu de place dans les catalogues des éditeurs français ?

N. Z.

EN BREF

Exposition-vente au profit de l'Institut Curie

L'Institut Curie organise les 2 et 3 juin une exposition-vente d'œuvres d'artistes contemporains dans trois galeries parisiennes afin de recueillir des fonds pour la lutte contre le cancer. Tous les participants contribueront bénévolement à cette opération, et l'indépendance des œuvres exposées sera utilisée pour la construction d'un nouveau centre de recherches et de soins. Le projet est estimé à 300 millions de francs. Un tiers de ce montant doit être assuré par des dons de particuliers et d'entreprises.

La vente aura lieu simultanément dans les trois galeries le 2 juin. Un catalogue des œuvres mises en vente a été édité.

- * Institut Curie, unité de communication, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris. Tél. : 43-29-44-44.
- * Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac, 75007 Paris.
- * Galerie de France, rue de la Verrière, 75008 Paris.
- * Galerie Monzeney-Delad, 31, rue Mazarine, 75006 Paris.

Saison mozartienne et baroque au TMP

La prochaine saison du TMP-Châtelet s'ouvrira en octobre avec une série de représentations de l'Opéra de qu'il sous de Valter Bruch, mi en scène par Giorgio Strehler et joué, notamment, par Milva, Nastassja Kinski et Guy Marchand. Sylvain Cambreling dirigera la production bruxelloise du Don Giovanni de Mozart monté par Karl-Ernst Herrmann ; Barbara Hendricks, Herta Schwartz, Edith Mathis, Teresa Zylis Gera participeront à une intégrale des cinquante airs de concert du même Mozart, les Noces de Figueo seront données et chantées par le Nouvel Orchestre Philharmonique sous la direction de Philippe Herreweghe, avant un grand jamboree des ensembles baroques dirigés par Pincock, Gardiner, Kujken, Clemencia, etc.), qui sera suivi par Aloeste de Gluck et Armide de Lully. Enfin, une intégrale Ravel célébrera le centenaire de la mort du compositeur.

Les projets du National

L'Orchestre national de France enregistre en ce moment les Contes d'Hoffmann, d'Offenbach, à l'intention d'un film Canon (le Monde du 30 mai) avec Plácido Domingo sous la direction de Seiji Ozawa (Philips). Ensuite, sont prévus une intégrale de l'œuvre symphonique de Ravel et les symphonies de Prokofiev sous la direction de Dutoit (Erato), Guerra et Paik, également de Prokofiev et l'intégrale de l'œuvre symphonique de Revel (Denon), une intégrale Debussy avec Ozawa (Erato) et Carmen avec Jessye Norman, Kiri Te

Le comique grinçant de Popeck

Costume trois pièces noir, chapeau melon de même couleur, chaussures blanches, petite moustache rousse et accent d'émigré roumain, Popeck s'est constitué un personnage bien à lui, où l'humour juif d'Europe centrale est mêlé de tini parisien et suit une logique presque mathématique.

Imperturbable et grinçant à la fois, Popeck développe un comique de la parole qui dépend de la sonorité plus que du sens. Raconteur d'histoires, il reste seul en scène pendant deux fois une heure à l'Olympia, s'accordant simplement une petite parenthèse burlesque en compagnie d'Arlette Didier. Deux publics mêlent leurs rires en écoutant ses sketches et ses improvisations : l'un, relativement jeune, vient du café-théâtre ; l'autre, plus populaire, prend plaisir au combat d'un petit bonhomme naïf contre la société.

* Olympia, 20 h 30.

Trois Américaines à Paris

Trois formes d'expression différentes de ce qu'on appelle aujourd'hui à New-York le next dance ou l'épée-post-modern dance.

Le Centre américain du boulevard Raspail présente Suzan Marshall, dont les chorégraphies reflètent un contenu social (29, 30 mai, 21 heures), A l'Espace Kiron se succèdent Martha Moore (18 h 30) et Mary Overfield (21 heures), les 3 et 4 juin.

Deux candidats au fauteuil de Fernand Braudel

L'écrivain Jacques Laurent et l'helléniste Jacqueline de Romilly se sont portés candidats à l'Académie française au fauteuil de Fernand Braudel. L'Académie a enregistré leurs candidatures jeudi 28 mai.

Jacques Laurent, soixante-sept ans, romancier et polémiste, prix Goncourt 1971, Grand Prix de littérature de l'Académie française 1981, est aussi connu sous le pseudonyme de Cécil Saint-Laurent, notamment pour Caroline chérie, l'un des grands succès de librairie de l'après-guerre. Jacqueline de Romilly, soixante-trois ans, docteur ès lettres, ancien professeur au Collège de France, est une spécialiste internationale de la littérature grecque. Membre de nombreuses académies étrangères, Jacqueline de Romilly a été en 1975 la première femme élue à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

PLAISANCE - Loc. 43-20-00-00
Dernier spectacle avant la démolition du Théâtre de Plaisance (1962-1986)
OPÉRAPHORISME
de Jean-Jacques ASLANIAN
Au châtelet de Plaisance : Florence D'ERRICO
Chorégraphe : Françoise de LAMBY
Décor : PASHAN
Danseur par Patricia MAHIEU
Dernière soirée au châtelet de Plaisance ?
Le Châtelet ouvre les portes du temps.
Relâchez le ressort des années.
Sur le thème de la légende...
24 AVRIL - 31 MAI

Pierre-Yves Gibes S.A. commissaire-priseur
Si vous désirez vendre aux prix les plus élevés
DES TABLEAUX DE PEINTRES SUISSES ainsi que **TABLEAUX DE MAÎTRES ANCIENS ET MODERNES**
LIVRES ANCIENS
LIVRES ILLUSTRÉS MODERNES
estimations gratuites par nos experts internationaux, pour vos ventes au châtelet, Hôtel des Berges, 15-25 novembre 1986.
Notre service bancaire VOUS ACHETE ÉGALEMENT AUX MEILLEURES ET DISCRÉTES CONDITIONS vos collections.
Galerie Arts suisses - CH 2022 Brevin.
Tél. 19-41-38-16-19-49.

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF
témoignages sur ballybeg
à Brian Friel adaptation pol quentin
mise en scène Laurent Terzieff décors André Jacquart
LE FIGARO Pierre Marccabru Terzieff d'une qualité rare, surprenante, sensible, et qui fait honneur au théâtre.
LE MATIN Gilles Costaz Comme toujours l'émotion, la vérité, la perfection des jeu sont au rendez-vous.
LUCERNAIRE 20 H 45

LE NOUVEAU CLIP DE RUSSELL "HIGHLANDER" MULCAHY
ELTON JOHN EMBALLE...
MARYLIN MONROE...
PRISCILLA PRESLEY...
MARLENE DIETRICH...
NANCY REAGAN...
BRIGITTE BARDOT...
LIZ TAYLOR...
Antenne 2
CE SOIR CHAMPS ÉLYSÉES
WRAP HER UP

مكتبة من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

A VOIR

Une femme qui se cherche

De sept ans de mariage, un couple bourgeois enlaid dans ses habitudes, deux enfants aux prises avec leur adolescence et... l'amant par qui tout arrive. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Encore moins, pense-t-on, mettre à un téléfilm de trois heures (en deux parties). Toute l'astuce du réalisateur, Jean-Jacques Goron, est de prouver le contraire avec *Une vie comme je veux* (diffusé sur Canal Plus) et d'avoir su maîtriser le banal.

Y serait-il aussi bien parvenu sans la présence de Mimi-Mimi ? Frôlement de sensibilité, elle incarne, avec ce mélange de force et de fragilité qui lui est propre, Laurence, l'épouse de François (Pierre Arditi), un séducteur dépeint que sa fonction préoccupe au-delà de tout. Par petites touches, Mimi-Mimi construit sous nos yeux l'identité d'une héroïne en laquelle nombre de femmes pourraient, à un moment ou à un autre, se reconnaître.

Qui est exactement Laurence ? Elle vit dans l'aisance, mais n'aime ni l'éclat ni l'exotisme. Son univers est celui de sa famille et des tâches ménagères. Elle est à la disposition de chacun, de Victor, son fils de treize ans, de Justine, sa fille de seize ans, et de son mari qu'elle passe son temps à attendre quand elle ne lui tape pas à la machine le dernier manuscrit d'un ouvrage poétique. Rien, apparemment, ne devrait rompre la course de cette existence sans à-coups. Jusqu'au jour où quelque chose craque en Laurence. Une légère fissure d'abord. Lente prise de conscience qui deviendra peu à peu évidence : l'arrivée irrésistible de l'adultère à zéro, d'ora, comme elle le dit, « ce qui elle est vraiment ».

C'est la rencontre, par hasard, avec Arthur (Vincent Lindon) interprète subtilement le rôle) de dix ans son cadet, qui déclenche tout. On se sent tantôt specta-

teur, tantôt directement concerné. Et l'on partage, malgré soi, la passion naissante de Laurence pour Arthur, son sentiment de culpabilité à vivre cette liaison en cachette, sa terreur à trouver un travail malgré la réprobation des siens, ses éclats de rire, ses doutes de femme plus âgée que son amant, ses déchirements et son désespoir face à ses enfants (Justine l'injurie, Victor s'effondre) lorsqu'elle décide de divorcer. C'est l'histoire bien racontée d'une femme qui se cherche. Celle, aussi, en contrepoint, de deux hommes confrontés à cette quête difficile.

ANITA RIND.

* *Une vie comme je veux*, pour les abonnés de Canal Plus. Première partie le 31 mai à 20 h 30, le 2 juin à 14 heures, le 4 à 15 h 50, le 6 à 10 h 10 ; deuxième partie le 7 juin à 20 h 30, le 9 à 14 heures, le 11 à 15 h 50 et le 13 à 10 h 10.

Vendredi 30 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Dimanche 1^{er} juin 1986
Journée nationale de Solidarité de l'Appel unifié
Retransmission en direct sur la fréquence juive 93.9 par Radio J-Shalom et Radio Communauté Judaïque-F.M. Consultez également votre Maison en composant le : 36-15-91-77 - Code d'accès J.D.

- 20 h 30 **Le jeu de la vérité.** Émission de P. Sabatier et R. Grumbach. Il est parfois difficile de jouer son propre rôle. Qui se souviendra aux questions des télespectateurs ? Alice Sapritch, la grande comédienne, ou Marie Bernard, qui elle incarnait avec un tel talent qu'on la croyait resuscitée.
- 22 h 15 **Tennis à Roland-Garros.** Résumé de la journée aux Internationaux de France.
- 22 h 30 **Série Arzène Lupin** : l'Aiguille creuse. D'après le livre de M. Leblanc, réal. J.-P. Desagnat, dialogues A. Simonin. Avec G. Descrières, C. Rouvel, R. Carrel. (Rediff.)
- Le face-à-face de deux vedettes mythiques, Arzène Lupin, gentleman cambrioleur et Herlock Sholmes, détective. Il s'agit cette fois d'un parchemin à la valeur inestimable, dérobé avec le trésor de la Couronne.
- 23 h 35 **Journal.**
- 23 h 40 **Télévision sans frontières.** Nuit de la Corée.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Faustillon** : Médecins de nuit. De B. Grégoire, réal. N. Ribowski. Avec R. Carpentier, C. Allegret, L. de Suzzo.
- Step taxi* : un chauffeur de taxi luxembourgeois entraîne une petite fille malade dans une arde d'aventure...
- 21 h 35 **Apoptoses.** Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « La terre et l'eau », sont invités : Georges Delbard (Jardins du monde), Jean-Pierre Goubert (Le Coquelicot de l'eau), Jacques Lévêque (L'Empireur de la faim), et Sylvie Giono (pour Manosque des plateaux, suivi de : Poèmes de l'olive, de Jean Giono), Yves Montand (pour Jean de Florette, de Marcel Pagnol).
- 22 h 50 **Journal.**
- 23 h **Ciné-club (cyclo cinéma d'aujourd'hui) : le Pont du Nord.** Film français de J. Rivette (1980). Avec B. Ogier, P. Clément, J.-F. Sevrin, B. Baltimore. Une femme sortie de prison veut retrouver son ami compromis dans des histoires louches. Elle rencontre une jeune marginale qui se met en tête de la protéger. Thèmes de la prostitution et du pouvoir caché, opposition du réel qu'on affronte et de la mythologie galopante. Étrange film de déambulation, de conversations, double subjectivité des actrices.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

30 CHAINES CHEZ VOUS!
à samedi 31 mai à 14 h sur FR3 sur les réseaux câblés.
6691 LA FIBRE COMMUNICATION

- 20 h 35 **Histoires singulières** : Tchèque et mat.

Les programmes du samedi 31 mai et du dimanche 1^{er} juin se trouvent dans « le Monde Loisirs »

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

- Samedi 31 mai**
Argenteuil, 14 h 30 : argenterie, bijoux, mobilier; Louviers, 14 h 30 : livres; Meaux, 14 heures : timbres.
- Dimanche 1^{er} juin**
Compiègne, 14 heures : Extrême-Orient, mobilier, argenterie; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes, art primitif; Versailles-Cherisy-Légers, 14 heures : tableaux, argenterie, mobilier.

PLUS LOIN

- Samedi 31 mai**
Avignon, 14 heures : archéologie, Extrême-Orient; Bains-les-Bains, 14 h 30 : argenterie, bijoux, mobilier; Chalon-sur-Saône, 10 heures : argenterie, bijoux; 14 h 30 : mobilier, tableaux; Châteauneuf, 14 heures : objets d'art, mobilier;

- château de Dampierre (14), 14 h 30 : objets d'art, mobilier, bijoux; Laigle, 10 heures : objets de vitrines; Marseille (Hôtel Cantini), 14 h 30 : mobilier, tableaux, bijoux; Orléans, 14 heures : tableaux, art nouveau, art déco, mobilier; Palavas-les-Flots, 14 h 30 : mobilier, bijoux, tableaux; Pamiers, 14 h 30 : cartes postales, affiches, autographes; Parthenay, 14 h 15 : vins; Vichy, 14 heures : mobilier d'un château.
- Dimanche 1^{er} juin**
Aire-sur-Adour, 14 h 15 : bronzes; Anouzy, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Avignon, 14 h 30 : tableaux modernes; Avranches, 14 h 30 : faïences; Bains-les-Bains, 14 h 30 : tableaux modernes; Châteauneuf, 14 h 30 : tableaux, argenterie, mobilier; Châteauneuf (71), 14 heures : objets d'art, mobilier; Clamecy, 14 h 30 : livres, bronzes, mobilier;

- château de Dampierre (14), 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Laigle, 10 heures : bibelots; 14 heures : objets d'art, mobilier; Laon, 14 h 15 : tableaux, argenterie, mobilier; Vesdôme, 14 heures : art sacré (tableaux, sculptures, orfèvrerie, etc.); Vichy, 14 heures : tableaux, mobilier, céramiques.
- FOIRES ET SALONS**
Chambéry; Courtry (77) (dimanche seulement); La Courbe (62) (dimanche seulement) (Salon des armes anciennes); La Garenne-Colombes (dimanche seulement); Nice; Orléans; Paris (quai Branly) et Paris (avenue du Maine).

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page 16

LE SOUTIEN CONFRATERNEL

DES JOURNALISTES A CINQUANTE ANS

Le Soutien confraternel des journalistes (SCJ), actuellement présidé par Georges Lorant, et dont les présidents d'honneur sont Jacqueline Baudry et Henri Noguères, a fêté le 29 mai son cinquantième anniversaire à la maison de repos et de retraite des journalistes à Montmorency, en présence de personnalités nationales et locales, et avec la participation de nombreux confrères.

En 1985, le SCJ a distribué 18 000 F de chèques de Noël aux plus déshérités, 30 000 F de compléments de pensions, 7 000 F de dons, et 20 000 F de prêts d'honneur. La maison de repos est maintenant ouverte à tous les membres de la presse et du livre.

Outre les cotisations des adhérents (50 F par an), l'association sous le régime de la loi de 1901, reconnue d'utilité publique, est habilitée à recevoir des dons et legs.

* Soutien confraternel des journalistes : 17, rue de la Harpe, 75002 Paris. Tél. : 42-21-62-00. CCP Paris 7223-74.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 30 mai à 0 heure et le samedi 31 mai à minuit.

Une perturbation peu active traversera le pays du Nord-Ouest au Centre-Est dans un champ de pression toujours élevé.

Samedi : en Bretagne, Vendée et Normandie régnera dès le matin un temps très nuageux et humide. Des pluies faibles se produiront près de la Manche. Sur les Alpes, le soleil aura bien du mal à apparaître à travers une couche nuageuse toujours abondante. Partout ailleurs, la matinée s'annonce bien ensoleillée, particulièrement près de la Méditerranée où le ciel restera dégagé.

En cours de journée : Le ciel se couvrira progressivement du nord de l'Aquitaine au Centre, au Bassin parisien et aux Ardennes. Seul le quart Sud-Est de la France conservera un ciel sans nuage.

Les températures minimales, nationales, resteront inférieures aux normales saisonnières avec 5 à 11 degrés du

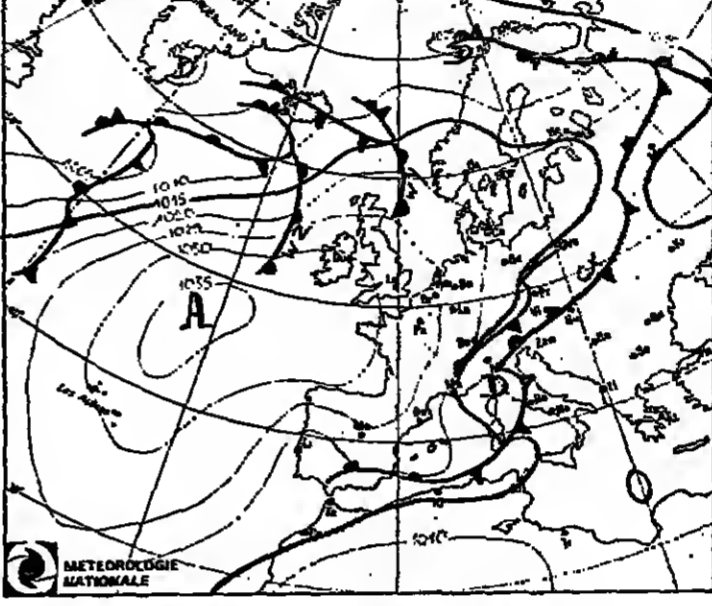
nord-ouest au sud-ouest, localement 2 degrés dans le Massif Central. Il en sera de même pour les températures maximales qui avoisineront 13 à 20 degrés du nord au sud.

Dimanche : un temps mitigé régnera sur la majeure partie du pays. éclaircies et passages nuageux plus abondants alternent tout au long de la journée, excepté sur l'extrême sud-est où le ciel restera bleu.

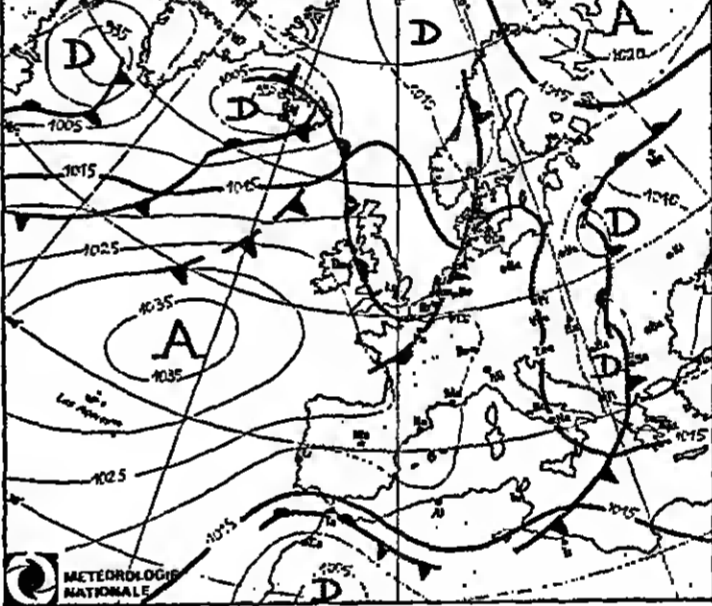
L'après-midi : Il fera meilleur du Sud-Ouest au Bassin parisien et aux Ardennes où le soleil brûlera plus largement. Les températures minimales resteront légèrement au-dessus du quart nord-ouest; partout ailleurs elles resteront basses. Quant aux températures maximales, elles demeureront inférieures aux normales saisonnières malgré une légère hausse sur l'ensemble du pays.

Le vent, modéré de secteur ouest à nord-ouest, faiblira progressivement près de la Méditerranée et dans la vallée de Rhône, où il soufflera samedi entre 40 et 50 km/h.

SITUATION LE 30 MAI 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JUIN A 0 HEURE UTC



ÉDUCATION

M. MONORY FREINE LE DÉVELOPPEMENT DES IUT

M. Monory a annoncé jeudi 29 mai sa décision de geler le plan de création de trente-trois nouvelles départements d'institut universitaire de technologie (IUT) annoncés par son prédécesseur quelques jours avant les élections de mars dernier (le Monde du 14 mars 1986). Ce projet - auquel s'ajoute l'implantation de onze autres établissements - sera donc abandonné. Le directeur de développement des IUT en 1983 - était « à la fois sympathique et inquiet », a estimé M. Monory, qui limitera à dix le nombre des créations et s'emploiera à « ne pas sacrifier la qualité à la quantité » (3 établissements contre 67 IUT rattachés à 50 universités).

Le ministre, qui s'exprimait devant les membres de l'Unio nationale des présidents d'IUT (les chefs d'entreprise qui président les conseils d'administration des IUT, distincts des directeurs, élus par le personnel depuis 1984), a déclaré que la nouvelle loi sur les universités « prendra en compte la spécificité des IUT », et que la durée de la scolarité y serait maintenue à deux ans. Ceux-ci « doivent rester rattachés aux universités, mais bénéficier d'une grande autonomie », a précisé M. Monory, source de renseignements interlocuteurs qui reprochent à la loi Savary d'avoir bafoué la spécificité des IUT, en décidant que leurs directeurs seraient élus et non plus nommés.

● **Manifestation d'étudiants** - Sept à huit cents lycéens et étudiants selon la police - mille cents selon les organisateurs - ont manifesté jeudi 29 mai à Quimper (Finistère) pour protester contre le projet de réforme des universités préparé par le gouvernement.

FAITS DIVERS

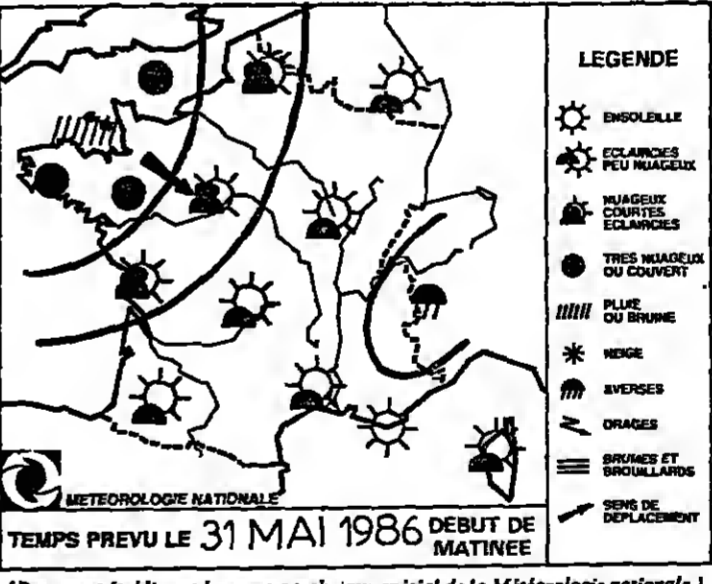
UN HOMME D'AFFAIRES LIBANAIS EST ARRÊTÉ A PARIS

Un homme d'affaires libanais, Antoine-Gabriel Tannoury, a été interpellé jeudi 29 mai à Paris et placé par M. Robert Cazenave, premier substitut, sous mandat de dépôt extraditionnel à la prison de la Santé, en exécution d'un mandat d'arrêt lancé contre lui par un juge de New-York, le 18 décembre 1984, pour association de malfaiteurs et trafic de stupéfiants.

Disposant d'une fortune considérable, Antoine-Gabriel Tannoury, quarante-quatre ans, collectionneur d'art, soutient qu'il est victime d'une homonymie. Il devrait comparaitre de nouveau, le 6 juin, devant la chambre d'accusation de Paris, appelée à statuer sur la demande d'extradition américaine.

Le 21 avril dernier, l'homme d'affaires avait déjà été interpellé à Paris en vertu de deux mandats d'arrêt italiens lancés contre lui : le premier par un magistrat de Trente pour trafic d'armes; le second par un magistrat de Trieste à la suite d'une condamnation à un an de prison pour trafic de stupéfiants. Mais la chambre d'accusation de la cour de Paris l'avait remis en liberté sous contrôle judiciaire, le 7 mai dernier, contre le versement d'une caution de 200 000 francs.

Méridien 28 mai, Antoine-Gabriel Tannoury avait répondu à la convocation de la chambre d'accusation en compagnie de son avocat, M^{re} Nathalie Druex. La chambre avait renvoyé son arrêt au 3 juillet prochain, mais l'homme d'affaires a été interpellé à la sortie de l'audience par un policier exécutant le mandat d'arrêt new-yorkais. Tannoury avait alors réussi à fuir avec sa compagnie de policier sous prétexte d'aller payer sa note à l'hôtel Plaza Athènes. Il a finalement été repris jeudi, à proximité du cabinet de son avocat.



TEMPÉRATURES		maxima	minima	temps observé
FRANCE				
ANGERS	24	9	S	
BREIZH	16	9	N	
BORDEAUX	17	7	S	
BREST	15	4	S	
CLERMONT-FERRAND	13	5	N	
DIJON	12	6	C	
LYON	13	7	C	
MARSEILLE-MER	20	11	S	
NANTES	17	6	S	
NICE	26	12	S	
PARIS-MONTENAPOLÉON	16	8	N	
STRASBOURG	15	5	S	
TOULOUSE	17	9	N	
VALDREUIL	17	7	S	
VERDUN	15	4	S	
YERRES	15	5	S	
ÉTRANGER				
ALGER	25	17	C	
AMSTERDAM	15	5	A	
ATHÈNES	27	17	S	
BANGKOK	35	28	N	
BARCELONE	19	13	C	
BEIRUTE	29	15	S	
BERLIN	16	8	P	
BUDAPESTE	14	5	A	
CAIRO	32	21	S	
COPENHAGUE	16	7	S	
DARJILING	27	23	N	
DELHI	36	24	N	
DIJON	30	21	A	
GENÈVE	14	6	N	
HONGKONG	31	27	S	
ISTANBUL	22	13	N	
JEKABPILS	23	12	S	
LISSABON	23	16	S	
LONDRES	16	5	N	
LUS ANGELES	22	15	C	
LUXEMBOURG	13	4	S	
MADRID	21	7	S	
MARAKESH	32	13	S	
MEXICO	23	13	P	
MILAN	19	10	A	
MONTREAL	31	11	N	
MOSCOU	29	15	S	
NAGASAKI	19	15	C	
NEW-YORK	32	18	S	
OSLO	15	5	S	
PARIS-DE-MAL	19	12	C	
PEKIN	33	21	S	
RIYADH	30	22	S	
ROME	26	16	N	
SINGAPOUR	30	25	C	
STOCKHOLM	16	4	S	
SYDNEY	20	10	S	
TOKYO	23	17	A	
TUNIS	28	18	N	
VARSOVIE	14	10	P	
VIENNE	23	16	C	
WENNE	16	6	P	

سكزا من الأصل

صحة من الالهي

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ESPAGNOLE DÉDIÉE À LA CONSTRUCTION ET VENTE D'APPARTEMENTS ET CHALETS A LA COSTA-BLANCA... DÉLÉGUÉ DE VENTES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine : SAINT GOBAIN EMBALLAGE, INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN, INGENIEURS DEBUTANTS, SECRETAIRE DE DIRECTION, GERANT DE PATRIMOINE, CADRES COMPTABLES HAUT NIVEAU, INGENIEUR QUALITE PAPIER

capitaux propositions commerciales

propositions diverses

l'agenda du Monde

Particuliers (offres), Bibliophilie, Bijoux, Caravanes, Accessoires Auto, Camping-car, Cours, Moquettes, Jeune fille au pair, Troisième âge

L'immobilier

appartements ventes, appartements achats, bureaux, locations, fermettes, propriétés, domaines

LE CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} André Gaudry et leurs enfants, M. et M^{me} Edouard Gaudry et leurs enfants, M. et M^{me} Noël Haring, M. et M^{me} David Gaudry et leurs enfants, M. et M^{me} Laurent Gaudry, M. et M^{me} David Gaudry et leurs enfants

Anniversaires

Le 30 mai 1984, Françoise CASTEL, M. Robert Olivier PRUDHOMME, M. Jean Roscaumont, M. et M^{me} Germaine Roscaumont, M. et M^{me} Germaine Roscaumont, M. et M^{me} Germaine Roscaumont

Remerciements

M. Jacques BOTBOL, M. Henri LERONDEAU, M. et M^{me} Henri LERONDEAU, M. et M^{me} Antoine LERONDEAU, M. et M^{me} Michel Blaise, M. et M^{me} Karun Archimbaud, M. et M^{me} Simone Archimbaud, M. Patrick Lemaire, Les familles Blaise, Cherret, Cocca, Paris, Sievenard et ses amis

MÉDECINE

LE MOUVEMENT « LAISSEZ-LES VIVRE » DEMANDE LA DÉMISSION DE M^{me} BARZACH, Le mouvement Laissez-les vivre, qui milite contre l'avortement, a critiqué, le 29 mai, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille à propos de sa position « favorable » à l'avortement, et réclame sa démission. Laissez-les vivre « s'étonne que le gouvernement ait refusé par la voix de M^{me} Barzach de supprimer du budget 1986 les subsides destinés au remboursement de l'avortement par l'assurance-maladie » ainsi que le proposent des amendements du député RPR Bernard Savy (Nièvre) et de M^{me} Yvonne Piat du Front national (Var). M. Jacques Chirac et son parti, en 1982, s'étaient pourtant prononcés contre ce remboursement, s'indigne Laissez-les vivre. Le mouvement se demande pourquoi M. Chirac a confié la santé au docteur Barzach « praticienne personnellement compromise dans l'avortement ». Il réclame par conséquent la « démission de ce ministre qui fait passer ses passions partisans personnelles avant l'intérêt de la France et les droits de l'homme ».

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

Communiqués

Un déjeûner est organisé le mercredi 4 juin 1986, à 12 h 30, dans les salons de Franco-Amérique. A ce déjeûner sera exposé sur le thème : « Relations politiques américano-européennes sur les problèmes de l'Aspac ». Participeront aux frais : 220 F par personne. Inscriptions Franco-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 43-59-51-00.

LOTO N° 22 TIRAGE DU MERCREDI 28 MAI 1986. PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 31 MAI 1986. VALIDATION : POUR LE MERCREDI 4 JUIN 1986 ET LE SAMEDI 7 JUIN 1986. N'oubliez pas : SAMEDI 7 JUIN 1986 CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE DU RÈVE. BERTTEIL PARIS-DEAUVILLE. L'ÉTÉ... CHEZ BERTTEIL. 3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS. 7, RUE DE SOUFFRANO 75007 PARIS.

COMMUNICATION

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. LÉOTARD A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

Nouvelles réactions contre la privatisation de TF 1

Les assurances données par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, concernant le projet de gouvernement de privatiser TF 1, lors de son passage à l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité » (le Monde du 30 mai), n'ont pas apaisé les critiques. Dénonçant « la situation grave née de la volonté d'un ministre de remettre en cause le service public sans tenir compte de l'opinion de la profession ni de celle des usagers », plusieurs grands noms du cinéma et du spectacle ont lancé un appel à manifester mardi 3 juin à 18 h, devant Maigron en conseil des ministres du projet de privatisation. Parmi les signataires de cet appel : Pierre Ardi, Gilles Behat, Evelyne Bouix, Jean-Claude Brisly, Alain Coenen, Marie Dubois, Annie Duprey, André Dussolier, Bernard

Girardeau, Pierre Granier-Deferre, Philippe Noiret, François Périer, Nadine Trintignant, Jean Vautrin... Les présidents des Universités de Paris-I, Paris-VI et Paris-X ont annoncé leur décision de s'associer à l'appel des artistes, précisant qu'une « pétition nationale circule dans les milieux universitaires sur cette question ».

De son côté, le comité « La télé est à vous » appelle « les Français qui refusent ce projet nocif » à manifester en participant au rassemblement du 7 juin, place de la République, à Paris, 18 heures, en critiquant le plan financier élaboré par M. Léotard, qui consiste à dire, selon lui : « Que les Français et le personnel apportent leur argent, et que le pouvoir de décision aille aux grands groupes financiers ».

Pour leur part, les syndicats de l'audiovisuel CFTD, CGT et SNJ

relèvent, dans un communiqué, « les demi-vérités, les contre-vérités et les mensonges purs et simples » qu'aurait énoncés M. Léotard. Parmi ceux-ci, ils citent l'erreur du ministre en attribuant la réalisation de la série « L'ami Maupassant » à une société privée, alors qu'elle a été réalisée par la SFP, ainsi que son affirmation que la SFP a le monopole de la production, alors qu'il s'agit de deux mille heures sur vingt-cinq mille heures d'antenne. Si la Fédération FO des syndicats des spectacles reconnaît au pouvoir politique le droit de réformer l'audiovisuel, elle regrette que, « au cours de ce débat, il n'ait été fait à aucun moment mention de l'avenir des personnels permanents et des collaborateurs techniques et artistiques qui ont construit au fil des ans notre grande télévision nationale ».

L'Union des écrivains se déclare « profondément inquiète de la menace qui pèse sur l'audiovisuel » et réaffirme « son attachement à un grand service public garant du pluralisme indispensable à l'épanouissement culturel du pays ». Et la « 5 », chaîne privée de M. Barbusson et Seydoux, conteste la déclaration du ministre, (« cette chaîne n'a pas de succès parce qu'elle n'a pas de public »), en faisant remarquer qu'« à l'heure même où M. Léotard disait cela, la « 5 » avait regardé sur la région parisienne par plus de la moitié de l'audience qu'obtenait le ministre lui-même ».

Le ministère de la culture et de la communication a précisé, le 29 mai, qu'« une même personne ou société ne pourra détenir plus de 25 % du capital de la future chaîne privatisée ». Il s'agit de 25 % des 50 % détenus par l'opérateur (40 % allant au public et 10 % aux salariés de TF1). Le groupement d'investisseurs du Maghreb et du Moyen-Orient (GIMMO) vient d'annoncer, d'autre part, qu'il est candidat à une prise de participation au capital de TF 1 à hauteur de 20 %.

Taxe sur les magnétoscopes

SUSPENSION IMMÉDIATE POUR LES ACHETEURS

En attendant le vote de la future loi « relative à la liberté de communication », le ministère du budget a décidé de suspendre la taxe sur les magnétoscopes pour les achats effectués à partir du 1^{er} juin. Les commerçants ne sont plus obligés de déclarer les magnétoscopes vendus mais ils doivent continuer à déclarer les téléviseurs. En revanche, le client demeure tenu de déclarer magnétoscopes et téléviseurs.

Après le vote du projet de loi, la taxe sur les magnétoscopes devrait être supprimée à compter du 1^{er} janvier 1987. Jusqu'à cette date, les actuels possesseurs d'appareils devront payer normalement la taxe.

Les missions de service public de la première chaîne

Que va devenir la messe télévisée du dimanche matin avec la privatisation de TF 1 ? M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a indiqué, lors de son intervention à « L'heure de vérité », que le cahier des charges du futur secteur privé contiendrait des obligations de service public. Promesse qui a dû être accueillie avec un soupçon de soulagement par le PDG d'Antenne 2, qui justement, venait de s'en inquiéter devant le Sénat. Engagement que les reproches éventuels de TF 1 ont sans doute entendu comme un avertissement.

Seule TF 1 a, d'autre part, l'obligation de diffuser les offices religieux du dimanche matin. Elle assure ainsi chaque semaine, en direct et en partie à sa charge (près de 30 millions de francs en 1985), la retransmission de quatre cultes (islamique, catholique, protestant, israélite) tandis qu'une fois par semaine elle propose aussi un service destiné aux orthodoxes et aux chrétiens orientaux.

Autres programmes, autre mission du service public, les émissions éducatives et pédagogiques. Produites par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP), elles sont diffusées par la première chaîne depuis octobre dernier, chaque mardi et vendredi en fin de matinée (sous le titre « Le chemin des écoliers »). Destinées aux élèves des cycles élémentaire et moyen, elles développent quatre grands thèmes : l'initiation à la lecture, l'histoire, les sciences et la technologie, et l'éducation physique. Une étude et une évaluation réalisées par le CNDP depuis le début de cette année montrent que, par l'ensemble de ses émissions éducatives, le taux d'écoute a été de 56 % et que plus de sept cent mille enfants sont concernés.

Les obligations actuelles des trois chaînes publiques sont inscrites à leur budget. Les charges financières qu'elles représentent sont fixées chaque année par arrêté et diffèrent de manière plus ou moins importante d'une chaîne à l'autre.

Les émissions consacrées à l'information du consommateur sur TF 1 sont l'un des exemples de ce que signifie « mission de service public ». Ainsi que les programmes destinés aux sourds et aux malentendants, accessibles aux intéressés grâce à un sous-titrage par le système Antiope (à condition qu'ils soient équipés d'un décodeur spécial), TF 1, selon les termes de son cahier des charges, doit programmer un volume hebdomadaire d'au moins trois heures de ce genre d'émissions. Depuis le 9 avril dernier, à l'occasion du début de la série « L'ami Maupassant », de Claude Santelli, la première chaîne a décidé d'augmenter ce service en l'étendant à son émission du mercredi (20 h 30 - 21 h 30). Supprimera-t-on ces émissions, qui s'en chargera ?

On pourrait prolonger la liste, citer les messages des grandes causes nationales, les séquences de la Sécurité routière, les « communications gouvernementales diffusées en tout temps et sans limitation de durée », les retransmissions de l'Assemblée nationale, du Sénat, les émissions consacrées aux consultations électorales, sans oublier le respect des multiples quotas de dramatiques, de musique, d'opéra, de danse ou d'arts plastiques.

ANITA RIND.

25 ans de communication en FRANCE

« Clefs pour le prochain quart de siècle »

Colloque le jeudi 12 juin 1986 A L'HOTEL MERIDIEN - PARIS

Jacques Rigaud, Jean Boissonnat, Bernard Roux, Henri Figeat, Bernard Miyet, André Fontaine, Jean Geroffwohl, Jan Van Aal, Patrice Allain-Dupré, François Perigot, Marcel Boiteux, Marie-Madeleine de Montero, Dominique Baudis, Philippe Calieux, Philippe Le Menestrel

analyseront les évolutions fondamentales de la communication en France, dans tous les secteurs, média, entreprises, institutions ...

Organisé par le Groupe Information-Communication des Anciens Sciences-Po

avec la participation de

THOMSON Micro-Informatique Grand Public

Le Monde

Inscription avant le 26 mai 1986 à MANCOM, 2, rue du Parc - 92300 LEVALLOIS-PERRET - Tél. : 47 30 19 30

Frais de participation : 1 400 F/personne - chèque à l'ordre de l'Association des Anciens Sciences-Po

Le « privé » minoritaire en Europe

Contrairement aux affirmations de M. François Léotard à « L'heure de vérité », la France n'est pas « le seul pays occidental où 95 % des téléspécimens appartiennent aux chaînes publiques ». Et loin s'en faut ! Dans l'énorme majorité des pays européens, le service public est en situation largement dominante - voire de quasi-monopole - aux côtés d'une télévision commerciale qui, lorsqu'elle existe, a des taux d'écoute plutôt faibles.

● En Allemagne fédérale, deux chaînes publiques (ARD et ZDF) règnent en maîtres sur le paysage audiovisuel, la télévision privée ayant fait depuis 1985 une timide apparition sur le câble.

● En Espagne, trois chaînes publiques (deux nationales, une régionale), financées toutes trois par la publicité, avaient jusqu'à présent le monopole. Le 4 avril dernier, le gouvernement espagnol a approuvé un projet de loi prévoyant la création de trois chaînes privées.

● En Autriche, deux chaînes publiques se partagent rediffusion et publicité.

● Aux Pays-Bas, deux chaînes publiques également, se partagent les temps d'antenne et sont distribuées en fonction de la représentativité confessionnelle et politique.

● En Suisse, la Société suisse de radiodiffusion (SSR), en situation de monopole, reçoit trois chaînes correspondant chacune à une région linguistique. Elles tirent leurs revenus de la publicité et de la rediffusion, et ne souffrent pas de l'existence de chaînes privées. La télévision payante construite depuis novembre dernier sur le modèle de Canal Plus, mais sans publicité.

● Les pays scandinaves (Norvège, Finlande et Suède) ne

connaissent que les chaînes publiques.

● Le Danemark, où n'existe qu'une chaîne publique nationale, étudie la création d'une seconde chaîne publique. En revanche, douze stations privées régionales appartenant à des syndicats ou à des groupes de presse ont reçu, depuis 1984, l'autorisation de diffuser des programmes, sans publicité, et pour une période expérimentale qui se termine le 30 septembre prochain.

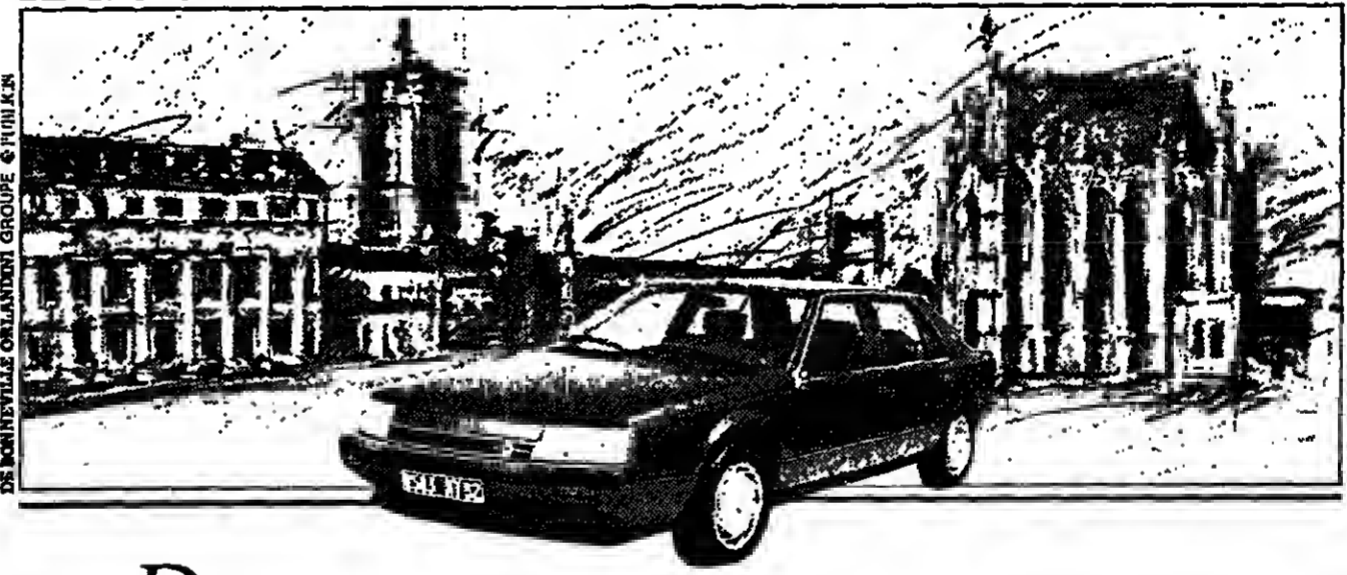
● La Belgique compte quatre chaînes publiques (deux francophones, deux flamandes). Seuls sont acceptés sur ces antennes les spots non commerciaux et d'intérêt général. Le système ne comporte pas officiellement de chaîne privée, mais RTL-Télévision, diffusée sur le câble et financée par la publicité, joue désormais ce rôle.

Sauf, la Grande-Bretagne et l'Italie connaissent un vrai système de concurrence entre un secteur privé et le service public. Dans la première, la BBC (deux chaînes publiques financées par la redevance) et le réseau privé ITV (quatre stations régionales) se partagent à peu près également l'audience. Toutefois, la télévision privée ne connaît pas un total régime de liberté, puisqu'elle dépend d'un organisme public de contrôle (l'Independent Broadcasting Authority) qui lui impose des contraintes sévères en matière de programmes.

En fait, en Europe, c'est l'Italie qui connaît depuis quelques années le plus grand développement de télévisions privées (les trois réseaux nationaux de Berlusconi et un millier de chaînes locales). Cette concurrence acharnée a, bien sûr, affaibli la télévision publique - la RAI - touchée désormais par de graves problèmes financiers.

LA RENAULT 25

VOUS INVITE AU CHATEAU DE VINCENNES



Du mardi 27 mai au lundi 2 juin, Renault vous convie à venir essayer la Renault 25 dans la version de votre choix.

La Renault 25, c'est une gamme de 16 versions, essence ou diesel, atmosphérique ou turbo, boîte de vitesses mécanique ou automatique, qui possèdent leur propre personnalité pour apporter la meilleure réponse aux exigences des conducteurs de grandes routières.

Sur l'Esplanade du Château de Vincennes, 40 Renault 25 vous attendent dans toutes leurs versions, teintes et équipements, prêtes à vous démontrer leurs qualités. Le mardi 27 mai de 12 à 19 heures et du mercredi 28 mai au lundi 2 juin de 10 à 19 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert (appel gratuit).

NUMERO VERT 05 25 19 86

Pour tout essai, Renault sera heureuse de vous offrir la visite guidée du Château de Vincennes : Musée, Donjon, Chapelle Royale. (invitation valable pour 2 personnes)



كندا من الأصل

économie

REPÈRES

Assurance-maladie : légère reprise

Le rythme de croissance des dépenses d'assurance-maladie s'est légèrement accéléré en 1986, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale des salariés : en moyenne annuelle, elles augmentaient de 6,3 %, contre 5,9 % en mars. Responsables de cette remontée : les versements aux établissements hospitaliers, notamment publics, qui progressaient de 2,4 % (contre 1,4 % fin mars). En revanche, la croissance des dépenses de médecine de ville, encore forte, a tendance à se ralentir un peu, qu'il s'agisse des honoraires médicaux (+ 12,5 % contre + 12 %, par suite d'un ralentissement de tous les actes médicaux, sauf les actes techniques en K), des honoraires dentaires (+ 8,8 % contre + 7,2 %) ou des prescriptions (+ 12,4 % contre + 12,7 %), notamment des médicaments (+ 11,9 % contre + 12,4 %). Le nombre d'indemnités journalières continue à diminuer au rythme de 3 % par an.

Conjoncture : la hausse des indicateurs économiques aux Etats-Unis fait monter le dollar à 7,36 F

L'indice composite des principaux indicateurs économiques a fortement progressé en avril (+ 1,5 %), ce qui représente la plus forte augmentation depuis trois ans (+ 1,8 % en juin 1983), et surtout, la troisième hausse mensuelle consécutive (+ 0,8 % en février et + 0,9 % en mars), après une hausse de 0,2 % en janvier. D'autre part, la productivité des entreprises américaines s'est accrue, en rythme annuel, de 3,8 % au premier trimestre 1986, ce qui ne compense tout de même pas la chute de 3,9 % enregistrée au quatrième trimestre 1985 ; sauf pour les entreprises industrielles. Cette progression de l'indice composite, plus importante que prévu (on attendait entre 0,5 % et 1 %), couplée avec la révision en hausse récemment annoncée pour la croissance du PIB au premier trimestre 1986, a provoqué une forte hausse du dollar, qui a franchi le seuil fatidique des 2,30 DM à New-York jeudi soir, et s'est avancé à 2,31 DM en Europe vendredi matin, atteignant 7,3655 F à Paris et 171 yens à Tokyo. La poussée sur le dollar a été accentuée par une déclaration du président Reagan à l'Association nationale des industriels américains, selon laquelle « le dollar était maintenant à un niveau plus compétitif face aux autres devises », cette évolution signifiant « un accroissement des exportations américaines ». Selon le président, une des causes du déséquilibre commercial des Etats-Unis, la surévaluation du dollar, a été corrigée. Ces propos ont confirmé l'opinion des milieux financiers internationaux selon laquelle les milieux officiels américains ne désirent plus vraiment une baisse supplémentaire du dollar, jugée désormais nuisible. D'une manière générale, les opérateurs recommencent à tourner les yeux vers les Etats-Unis, dont l'économie leur semble repartie pour une nouvelle étape de croissance, bien que des incertitudes demeurent : les commandes nouvelles à l'industrie ne progressent encore que faiblement (+ 0,2 % en avril), après avoir diminué en février et mars, et les indices devraient être moins favorables au deuxième trimestre 1986 en raison de l'accumulation de stocks d'automobiles.

SOCIAL

UN RAPPORT DU CERC SUR LES REVENUS DES MÉNAGES DE 1960 A 1984

Un resserrement des disparités

Les disparités de revenus moyens entre les catégories socio-professionnelles de ménages se sont sensiblement resserrées de 1960 à 1984, observe le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) dans son cinquième rapport de synthèse, publié ce vendredi 30 mai, sur « les revenus des ménages » (1). En vingt-quatre ans, la société française — dont la population s'est accrue de près de 21 % — a été profondément bouleversée. Le CERC rappelle ces transformations : le vieillissement progressif de la population, la diminution de la taille moyenne des ménages, le développement de l'activité professionnelle des femmes.

Autant d'évidences qu'il est utile d'avoir en mémoire pour comprendre l'évolution des écarts de revenus. Le poids de chaque catégorie socio-professionnelle a changé. Ainsi, en 1962, les ménages d'agriculteurs exploitants représentaient 10,4 % de l'ensemble des ménages ; ils n'étaient plus que 4,1 % en 1982. D'autres catégories ont vu leur poids relatif diminuer dans le même temps (comme les salariés agricoles ou les ouvriers), alors que certaines le voyaient augmenter (comme les cadres moyens et supérieurs). La seule catégorie des « inactifs » est passée de 26,6 % à 32,2 %. Le CERC observe donc que « le poids des ménages de non-salariés diminue fortement (de 20,3 % en 1962 à 10,9 % en 1982) au bénéfice des inactifs d'une part, et des ménages de salariés d'autre part ».

L'influence de la crise a été également déterminante, non seulement en raison de la montée du chômage à partir de 1974, mais parce qu'elle a « concouru à accentuer le resserrement des disparités entre hauts et bas salaires qui s'observait depuis la fin des années 60. Elle n'a, de même, contribué à la forte baisse du revenu d'exploitation des agriculteurs, alors que le pouvoir d'achat des bénéficiaires des autres professions indépendantes n'a été, le plus souvent, touché qu'assez tardivement », après 1979.

En francs courants, le revenu national par habitant est passé de

5 888 F en 1960 à 68 055 F en 1984, « soit 11,6 fois plus en vingt-quatre ans » (avec un accroissement annuel moyen de 10,7 %). Quant au revenu disponible (après rajout des prestations sociales et déduction des cotisations sociales et des impôts directs) moyen par ménage — 18 000 F par an en 1962 et près de 153 000 F en 1984 — il a été multiplié par 8,5 de sa valeur nominale et, compte tenu de la diminution du nombre de personnes par ménage, de 1,9 de son pouvoir d'achat.

Très pédagogiquement, le CERC s'efforce d'expliquer ce que recouvrent les disparités observées entre revenus moyens des catégories socio-professionnelles, en notant qu'« elles résultent très largement de ce que, en raison de leurs structures démographiques différentes, ces diverses catégories ne reçoivent pas les mêmes types de revenus ». Les inactifs, par exemple, ont très peu de ressources d'activité mais davantage de revenus du patrimoine, alors qu'ils sont les principaux bénéficiaires des prestations sociales (pensions, allocations, etc.). Les employés et les ouvriers ont des revenus d'activité et du patrimoine élevés. Ils reçoivent relativement moins de prestations familiales et paient plus d'impôts, situation exactement inverse de celle des cadres et des employés.

Cependant, « les couples dont les deux conjoints sont actifs ont, dans presque toutes les catégories socio-professionnelles, un revenu déclaré qui est égal à environ deux fois celui déclaré par les ménages d'une personne seule » mais avec très souvent un enfant à charge. Deux types de ménages apparaissent : « particulièrement défavorisés » : les familles monoparentales et les couples dont le conjoint est inactif.

Les grands gagnants

Le CERC souligne que, en 1979, « 38 % des ménages déclaraient qu'un seul revenu, 41 % en déclaraient deux, 16 % trois et 4 % quatre ou plus ». Entre les deux « extrêmes », salariés agricoles et professions indépendantes, « l'écart des revenus moyens d'activité est de 1 à 3,5 », en 1984, « celui des revenus de la propriété de 1 à 11,5, celui des revenus primaires (revenus d'activité et revenus de la propriété) de 1 à 4 ». Mais le poids des impôts directs et des transferts sociaux réduit les disparités de revenus disponibles à un écart de 1 à 2,5 ».

Si l'on prend en compte le nombre de personnes qui composent en moyenne les ménages d'inactifs, leur revenu disponible par personne apparaît en moyenne « légèrement supérieur à celui de l'ensemble des ménages actifs, en fait proche de celui des cadres moyens ».

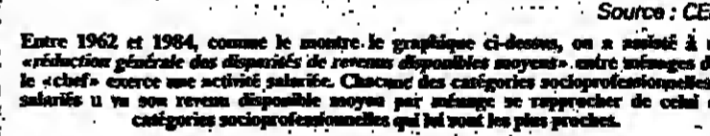
A observer sur vingt-quatre ans l'évolution des disparités de revenus, les grands gagnants sont, toutes proportions gardées, les inactifs, principaux bénéficiaires de la croissance des transferts sociaux (dont la part dans le revenu disponible des ménages est passée de 20 % en 1960 à 36 % en 1984). C'est pour les ménages dont le « chef » est actif que le revenu disponible moyen a connu la progression la plus forte : « De 1962 à 1984, notamment du fait des revalorisations régulières et importantes des retraites à partir du début des années 70, le pouvoir

d'achat du revenu disponible par ménage d'inactifs a augmenté (plus 4,2 % par an en moyenne) près de deux fois plus vite que celui de l'ensemble des ménages (2,2 %). En 1984, ces ménages d'inactifs avaient, en moyenne, un revenu disponible inférieur de 20 % seulement au revenu moyen de l'ensemble des ménages (2).

Pour les revenus primaires, les écarts entre catégories se sont légèrement réduits : en 1962, il était de l'ordre de 1 à 3,7 entre ménages d'ouvriers et ménages de cadres supérieurs ; en 1970, de l'ordre de 1 à 3,3 entre ménages d'ouvriers et

déclarés par l'ensemble des ménages ». Ainsi, au sein de chaque catégorie, les dispersions de revenus se réduisent, notamment entre 1970 et 1979, sauf pour les professions indépendantes et les cadres supérieurs, où l'on a constaté plutôt une « légère ouverture par le haut ». Le CERC explique de telles évolutions par quatre phénomènes : la croissance de l'activité des femmes (qui a bénéficié davantage aux employés et aux ouvriers), la réduction des hiérarchies de salaires individuelles (qui a pénalisé relativement les cadres supérieurs), l'importante revalorisation des retraites et « le

Disparités entre catégories socio-professionnelles de ménages d'actifs (ensemble des ménages actifs = 100)



Entre 1962 et 1984, comme le montre le graphique ci-dessus, on a assisté à une « réduction générale des disparités de revenus disponibles moyens » entre ménages de salariés et à une forte baisse des écarts de revenus disponibles moyens par ménage, se rapprochant de celui des catégories socio-professionnelles qui ont le plus proches.

ceux de professions indépendantes : en 1984, toujours entre ces deux mêmes catégories, de l'ordre de 1 à 3,4 ». L'évolution de la fiscalité directe — qui a bénéficié surtout aux inactifs — a contribué à réduire plus sensiblement les écarts de revenus disponibles. Ce sont les cadres supérieurs qui ont vu le pouvoir d'achat de leur revenu disponible croître le plus lentement (14 % entre 1962 et 1984) alors que, par ménage, les professions indépendantes enregistrèrent une croissance de 48,1 % (3). Ainsi, « en 1962 l'écart était de 1 à 2,9 entre les ménages d'ouvriers et ceux de cadres supérieurs » en 1970, de 1 à 2,5 entre les ménages d'ouvriers et ceux des professions indépendantes ; en 1984, entre ces deux mêmes catégories, de 1 à 2,2 ».

Le CERC observe que « ce resserrement, très marqué, des disparités entre les catégories socio-professionnelles s'accompagne d'une réduction de la dispersion des revenus

tassement progressif de l'impact des prestations familiales ». Baisse de la natalité oblige.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Rapport du CERC n° 80, numéro spécial 70 F : « Les revenus des ménages 1960-1984 », 3, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

(2) En tenant compte de la réduction de la taille moyenne des ménages d'inactifs, leur revenu disponible par personne — qui était en 1962 inférieur de plus de 25 % au revenu moyen des ménages dont le chef est un actif (23 620 F contre 31 400 F), lui devient supérieur de 23 % en 1984 (67 070 F contre 54 400 F).

(3) Entre 1962 et 1984, note le CERC, « le revenu disponible moyen par personne a augmenté d'environ 20 000 F, en francs constants 1984, dans toutes les catégories socio-professionnelles de ménages d'actifs, sauf celles des indépendants, pour lesquelles l'accroissement a été de 55 000 F ».

GALERIES LA FAYETTE

LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ

-20%

MAISON

LITÈRE
RANGEMENT
COUETTE
DESSUS DE LIT
ARTICLES DE CUISINE
CRÉATEURS LINGE DE LIT

-25%

ENFANTS

GL COLLECTION 0A2 ANS
ROBES GL 2 A 16 ANS
JOGGINGS 2 A 16 ANS
CHEMISES 6 A 16 ANS
BLOUSONS 6 A 16 ANS

-30%

FILLES / GARÇONS

CATIMINI - ANASTASIA
KUMAGER'S
CASTELBAJAC
YVES RYKIEL LAURENT
SONIA RAYKIEL
DOROTENNIS - K. WAY
J. BOURGET
MONITEUR
PETIT BATEAU.

JUSQU'AU 7 JUIN

GALERIES LA FAYETTE
HAUSSMANN - MONTPARNASSE

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

La SNCF assure un train sur trois en moyenne

La grève des cheminots était bien suivie dans la matinée du vendredi 30 MAI, conformément aux mots d'ordre lancés par les fédérations CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes). Cette mobilisation des conducteurs a sensiblement perturbé le trafic ferroviaire national.

Selon la direction, les grandes lignes fonctionnaient en rythme d'un train sur trois. Le trafic TGV était normal entre Paris, Lyon, Lausanne et Genève ; en revanche, les autres lignes de TGV vers Marseille et Montpellier étaient à moitié assurées, soit en direct, soit par des correspondances.

La banlieue parisienne connaissait des situations variées ; c'est-à-dire un train sur trois à Paris-Est et à Saint-Lazare, un sur quatre à Paris-Lyon et à Paris-Austerlitz, un sur cinq à Paris-Nord et deux sur cinq à Paris-Montparnasse.

Les lignes régionales étaient assurées à raison d'un train sur trois en moyenne, sauf à Rennes, Toulouse, Montpellier et Chambéry, où le trafic était nul.

La situation redeviendra progressivement normale à partir du samedi 31 mai à 8 heures.

● Incident sur le RER. — Alors que de nombreux voyageurs s'étaient rabattus sur les lignes régionales du métro parisien, un incident technique a paralysé la ligne A du RER (Saint-Germain - Boissy-Saint-Léger), obligeant la RATP à mettre en place un service d'autobus.

● La CFTC dénonce « le dérapage » du gouvernement. — Le bureau confédéral de la CFTC vient de dénoncer « le dérapage de l'attitude du gouvernement dont les dernières décisions n'ont pas tenu compte de l'avis des organisations syndicales » et veut laisser les salariés des PME sans protection contre le licenciement. La centrale chrétienne s'est prononcée pour « le lancement d'un programme de grands travaux, une meilleure concertation des partenaires sociaux et un contrôle de l'emploi ».

La grève des cheminots

● M. René Bernasconi lance un appel solennel à l'embauche. — Reçu à Matignon, le mercredi 28 mai, par M. Jacques Chirac, M. René Bernasconi, président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), a affirmé, après son entretien, que « dans le domaine économique et social, toutes les promesses ont été tenues et cela sans esprit de retour ». « Le libéralisme triomphe aujourd'hui du dirigisme », a expliqué M. Bernasconi, qui estime que « les PME et les PMI peuvent donc désormais s'emparer ».

« Je lance un appel solennel (...) pour que, la liberté retrouvée (les patrons), répondent par un formidable élan de confiance », a déclaré le président de la CGPME. « De leurs décisions individuelles dépend désormais l'avenir immédiat de la nation », a-t-il ajouté, en assurant que « si une entreprise sur cinq embauche, il y aura trois cent mille salariés qui auront retrouvé un emploi ».

سكوا من الأصل

UNE ENTREPRISE, PEUT-ELLE SE DÉVELOPPER EN TROIS JOURS ?

LES 3,4,5 JUIN 1986

"Le MONDE des AFFAIRES" 1^{er} SALON DE L'ENTREPRISE

LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
 Animateur : Pierre MONORY (Ministre de l'Éducation)

INNOVATION avec l'intervention exceptionnelle de Pierre MONORY, Ministre de l'Éducation.
 Animateur : Pierre MONORY (Ministre de l'Éducation)

LE DROIT JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE
 Animateur : Christian GALTIER (Directeur Financier - Galtier Industrie)

L'ÉVALUATION DE L'ENTREPRISE ET LA FISCALITÉ DE LA CÉSSION D'ENTREPRISE
 Animateur : Christian GALTIER (Directeur Financier - Galtier Industrie)

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
 Animateur : Bruno DETHOMAS (Chef du Service Économique - Le Monde)

L'ENTREPRISE ET SON ENVIRONNEMENT avec l'intervention exceptionnelle de M. Alain CHALANDON, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.
 Animateur : Bruno DETHOMAS (Chef du Service Économique - Le Monde)

Jeudi 5 Juin

9 h 30 - L'ENTREPRISE ET LE SECOND MARCHÉ
 Animateur : Francis BUISSON (Agent de Change)

15 h 00 - LES NOUVEAUX OUTILS DE TRÉSORERIE ET L'INGÉNIERIE FINANCIÈRE
 Animateur : Jean de La CHAUMIÈRE (Président - Société de Banque et d'Investissements - Groupe Barclays)

17 h 00 - LES NOUVEAUX OUTILS DE FINANCEMENT
 Animateur : François RENARD

HOTEL GEORGE V 9 h 30 - 19 h 00
31, av. George V - PARIS 8^e - Parking : Ch. Élysées - George V

PATRONNÉ par **Le Monde**

Organisation : WIN - 46, rue Sainte Anne - 75002 PARIS - Tél. : 42.96.64.50

هكذا من الأصل

صحة الإنسان

ÉTRANGER

Jeudi noir à la Bourse de Milan

De notre correspondant

Rome. - Après la Bourse de Paris, mais plus gravement qu'elle, la Bourse de Milan a accusé une sévère chute : 10 % pour le seul jeudi 29 mai, et une diminution de la capitalisation de 20 % pour la semaine. La cité lombarde n'avait pas vécu une journée aussi noire depuis un quart de siècle. La cotation d'une vingtaine de titres importants a été suspendue. La semaine dernière, pourtant, le volume total des transactions cotées à Milan avait brièvement dépassé celui de Paris, portant la Bourse italienne au troisième rang européen après Londres et Francfort.

Les raisons de ce recul ? La première est tout à fait conjoncturelle : l'annonce successive par le ministre des finances, M. Bruno Visentini, et par le président du conseil, M. Bettino Craxi, d'un projet de taxation des plus-values en capital jusqu'à exemption. La proposition n'est en soi nullement scandaleuse, et les épargnants italiens eux-mêmes s'attendaient bien que leur privilège en ce domaine aura disparu un jour. Mais l'annonce, faite de façon maladroite, est apparue comme une menace. Seconde explication : les étrangers se sont quelque peu retirés, soit qu'ils estiment désormais avoir fait leur plein en Italie, soit (ce n'est pas exclusif) qu'ils perçoivent de meilleures perspectives ailleurs, à Wall Street par exemple. La bonne santé incontestable de l'économie ita-

lienne n'est pas un argument suffisant pour retenir les capitaux les plus mobiles toujours en quête du meilleur profit au meilleur moment.

La plupart des commentateurs admettent néanmoins que le recul de Milan était de toute façon inévitable, après le boom de ces derniers mois. Il y a un an et demi seulement, la capitalisation était de 40 000 milliards de lires (un peu moins de 200 milliards de francs) ; le 1^{er} janvier dernier, elle était de 99 000 milliards, et, la semaine dernière, elle avait éreuvé le plafond des 200 000 milliards ; plus qu'un doublement en cinq mois.

Les spécialistes expliquaient cette euphorie par la découverte soudaine, début 1985, d'un marché somme toute très étroit et, alors, anormalement déprimé. L'accès de la Bourse avait, depuis deux ans, été rendu plus facile aux petits porteurs par la création des fonds d'investissement (sorte de SICAV). Ces capitalistes en herbe, qui avaient un peu tendance à considérer la Place des affaires, siège de la Bourse milanaise, comme le nouveau palais de Dame Tartine, n'ont pas, face à l'actuelle chute de valeurs, le « sang-froid des vieilles troupes ». C'est l'un des éléments préoccupants de la situation actuelle. Le président de la CONSOB (la commission des opérations de Bourse italienne) a été reçu jeudi par le président du Conseil, le socialiste M. Craxi.

JEAN-PIERRE CLERC.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U.	7,3600	7,3630	+ 05	+ 20	+ 18	+ 40	+ 60	+ 40
Scand.	5,3300	5,3350	- 75	- 50	- 150	- 100	- 500	- 400
Yen (100)	4,2490	4,2540	+ 80	+ 100	+ 170	+ 200	+ 420	+ 500
DM	3,1830	3,1860	+ 65	+ 80	+ 130	+ 160	+ 350	+ 420
Florn	2,8315	2,8350	+ 15	+ 30	+ 45	+ 70	+ 165	+ 225
F.S. (100)	15,5930	15,6060	- 30	+ 30	- 50	+ 50	- 290	+ 50
F.S.	3,8390	3,8435	+ 45	+ 90	+ 150	+ 180	+ 440	+ 525
L.(1 000)	4,6460	4,6510	- 190	- 330	- 270	- 995	- 660	- 660
L.	10,9118	10,9230	- 38	- 628	- 60	- 40	- 150	- 120

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	7 1/8	7	7 3/16	7	7 3/16	7	7 3/16
SE-U.	4 1/4	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4
DM	7	8	7 1/8	7 5/8	7 1/8	7 5/8	7 1/8	7 5/8
Florn	1 1/2	2 1/4	4 5/8	4 7/8	4 5/8	4 7/8	4 3/8	4 3/4
F.S. (100)	11	12	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 7/8	11 5/8
F.S.	10 1/4	10 3/4	9 7/8	10 1/8	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 3/4
L.	7 3/8	7 7/8	7 1/2	7 1/2	7 1/8	7 1/2	7 1/8	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

Les perspectives économiques de l'OCDE

Des grains de sable dans une machine mieux huilée

Deux fois par an, dans un bilan de santé du monde industriel, l'OCDE passe au crible les déséquilibres jugés les plus inquiétants à la lumière des perspectives économiques des dix-huit mois à venir. S'il ne rompt pas avec la tradition, le dernier diagnostic déplace les préoccupations dominantes de l'inflation vers les retombées des divergences persistantes entre les balances des paiements courants des principaux acteurs de la vie internationale.

Inquiétants des germes inflationnistes qui se développent, les pays industriels avaient plongé, au lendemain du « choc pétrolier » de 1973, dans une ère de « stagflation » qui marque encore les esprits. Il aura fallu près de dix ans de tâtonnements et d'efforts, sanctionnés par une montée inexorable du chômage,

pour que s'engage en 1982 un véritable mouvement de désinflation et que les experts de l'OCDE puissent noter avec satisfaction, pour 1985, une sensible convergence des croissances économiques.

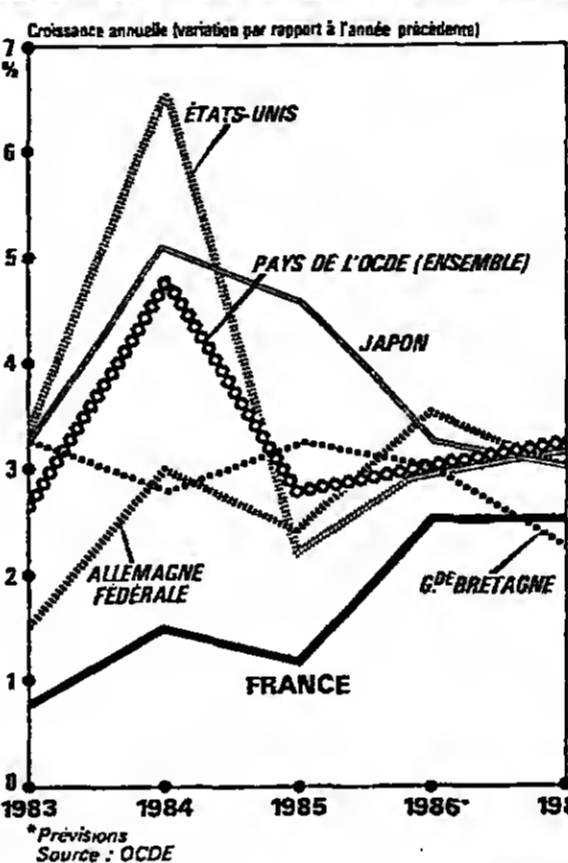
Dans un tel contexte, la baisse du dollar, des taux d'intérêt et du pétrole ont constitué autant de sujets de soulagement pour les pays industriels tout au moins. Mais, même si certains déséquilibres font parfois illusion à court terme - il suffit de se rappeler l'enthousiasme suscité en 1984 par une croissance de 6,6 % aux Etats-Unis, les experts du château de la Muette voient dans des taux d'intérêt encore excessifs et dans le décalage persistant entre le déficit de la balance des paiements américain et les excédents japonais

ou allemands autant de menaces pour la sauvegarde d'une croissance stable.

Bienvenues, la dépréciation du dollar et la revalorisation du yen ou des monnaies européennes ne constituent pas une panacée. Le renchérissement des importations américaines ou des exportations japonaises, dû, dans un premier temps, à l'évolution des taux de change, explique partiellement un phénomène qui pourrait se traduire par un déficit des paiements courants de 124,25 milliards en 1987 aux Etats-Unis, contre un excédent de 70,25 milliards au Japon. Mais ces flux de capitaux jouent également et continueront de jouer longtemps encore au détriment de Washington, devenus débiteur net, et

« était difficile d'imaginer comment le grave déséquilibre » de la balance des paiements américaine pourrait être réduit, en l'absence de nouveaux ajustements des taux de change et d'une croissance de la demande plus rapide en dehors des Etats-Unis ». Contraints de ménager les susceptibilités de tous les pays membres de l'organisation, l'OCDE ne voit en fait qu'une solution pour tirer parti des « meilleures perspectives des vingt dernières années », simplifier profondément la croissance et parvenir enfin à combattre le chômage : une coopération internationale renforcée par un effort accru de surveillance des économies des pays industriels. La recette n'est pas nouvelle. Son application apparaît aujourd'hui encore plus difficile qu'en cours des der-

MELLEURE CONVERGENCE DE LA CROISSANCE



Prévisions Source : OCDE

DIVERGENCE DES BALANCES DES PAIEMENTS COURANTS

(en milliards de dollars, taux annuels déséquilibrés)

	1983	1984	1985	1986	1987
Etats-Unis	- 48,8	- 107,4	- 117,7	- 132	- 124,25
Japon	28,8	35	49,3	76,50	70,25
Allemagne	4,1	6,3	13,1	28,50	21,75
France	- 4,4	- 0,8	0,3	7,50	5,50
Royaume-Uni	- 4,8	1,2	3,8	4	6,75
CEE	0,1	5,6	16	57,25	41
Total de l'OCDE	- 23,3	- 69	- 59,2	- 8,25	- 22,50

en faveur de Tokyo, premier créancier mondial.

Selon l'évolution des taux d'intérêt, c'est de 35 à 50 milliards de dollars par an que s'agrandira la dette extérieure nette des Etats-Unis. D'où la nécessité d'un ajustement des taux de change plus important que la situation commerciale pourrait le laisser croire.

La prudence étant une seconde nature, le responsable du département économique de l'OCDE, M. David Henderson, s'est refusé à suggérer une nouvelle baisse du dollar, tout en reconnaissant qu'il

neis mois, marqués par un exceptionnel consensus sur la baisse du billet vert et des taux d'intérêt.

Avec une belle lucidité, les experts du château de la Muette le reconnaissent. Les déséquilibres les plus flagrants désormais atténués, les tentatives d'ajustement concerté de l'économie internationale de l'annonceur beaucoup plus délicates et « subtiles ». Une façon très diplomatique d'envisager de rudes accrochages au nom des intérêts nationaux, et de rappeler que chacun a plus à gagner qu'à perdre à ce jeu, vieux comme le monde.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Croissance inférieure à la moyenne pour la France

« La progression du produit intérieur brut pourrait être de l'ordre de 2,5 % durant chacune des deux années 1986-1987, soit un rythme encore légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE » (un peu plus de 3 %), écrit l'OCDE, dans la partie de son étude qui concerne la France. « Une croissance de cet ordre devrait permettre d'enrayer les pertes d'emplois dans le secteur privé ». Le taux de chômage restait donc à 10,2 % de la population active, comme en 1985.

« L'inflation devrait continuer de décliner et pourrait être ramené à 2 % en moyenne annuelle en 1987 », poursuit l'OCDE. « Le rythme de hausse des prix à la consommation serait alors sensiblement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE ». Mais l'écart par rapport aux pays les moins inflationnistes resterait significatif.

« L'un des principaux éléments d'incertitude pour 1986 et 1987 réside dans l'évolution des

salaires », écrit l'OCDE, qui prévoit des progressions nominales de 4,2 % en 1986 et de 3 % en 1987, soit, compte tenu des transferts sociaux et de la fiscalité, des gains de pouvoir d'achat du revenu disponible de 2,3 % cette année et de 2 % en 1987 (+ 0,8 % en 1985). L'OCDE s'attend à « une accélération de la reprise des investissements du secteur productif privé » et à une amélioration de la construction résidentielle.

La balance commerciale continuerait de se dégrader en volume mais, du fait de la baisse des prix pétroliers - phénomène qui s'améliorerait d'ailleurs par la suite, elle deviendrait excédentaire en valeur : + 2,7 milliards de dollars cette année ; + 1,5 milliard de dollars l'année prochaine. La balance des opérations courantes serait excédentaire de 7,5 milliards de dollars en 1986 et de 5,5 milliards de dollars en 1987.

APRÈS LA HAUSSE D'AVRIL (+ 0,4 %)

Les tarifs des services augmentent nettement plus vite que la moyenne des prix

Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en avril. L'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'élevait à 161 contre 160,4 en mars. En un an (avril 1986 comparé à avril 1985), la hausse est de 2,6 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 3,1 % en un an. Plusieurs produits ont vu leur prix baisser par rapport à mars : porc et charcuterie (- 0,7 %), œufs (- 1,2 %), corps gras et beurre (- 1,3 %), légumes et fruits (- 0,8 %). Parmi les produits en hausse, on note les poissons (+ 0,7 %) et les boissons non alcoolisées (+ 1,9 %), cette forte augmentation s'expliquant par la montée des cours du café.

Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,4 % en un mois et de 0,7 % en un an. Parmi ceux-ci le poste « habillement et textile » est, sur un an, en forte hausse (+ 6,9 %). Parmi les autres pro-

duits, on note une baisse des prix de l'énergie (- 13,4 % en un an, - 0,7 % en un mois) et une hausse du poste « tabac, produits manufacturés divers » (+ 4,6 % en un an, + 1,3 % en un mois).

Les prix des services ont augmenté de 0,7 % par rapport à mars et de 5,1 % par rapport à avril 1985. Les loyers sont en hausse de 1,4 % en un mois (+ 5,7 % en un an). Les transports publics de 1 % (+ 3,1 % en un an), les services d'utilisation de véhicules privés de 1,3 % en un mois et de 5,9 % en un an (du fait des hausses dans les garages et les stations-services).

L'INSEE calcule, d'autre part, plus « finement » la variation de certains postes sur un an : + 5,5 % pour les services du seul secteur privé, + 3,7 % pour les services de santé, + 0,9 % pour les tarifs publics, - 20,5 % pour les produits pétroliers.

DRANS LES SALES BHV

POUR VOTRE SÉCURITÉ:

PRIX BHV ET TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT

AVEC LA CARTE BHV COFINOGA sur vos achats de plus de 2000F

DU 15 MAI AU 31 JUILLET 1986

1^{er} niveau de résistance 2^{ème} niveau de résistance 3^{ème} niveau de résistance

Nous avons sélectionné :

- ** Serrure CAVITH 5 points de fermeture verticale à tirage A2P, 1750F
- ** Serrure horizontale VACHETTE 8145 SI à tirage, 5 points d'ancrage A2P, 1900F
- ** Serrure KEZO 5 points de fermeture horizontale à tirage certifiée APSAIRD A2P, 1850F
- *** Serrure PICARD "Trident" 5 points d'ancrage et boudier certifiée APSAIRD A2P, 2380F

* A l'exception de la pose, des services et de la fourniture du blindage.

Les goupions antivol évitent le degondage.

Les carnières anti-pinces s'installent sur la porte et interdisent l'arrachage de la porte.

Serrure VIGECO certifiée APSAIRD A2P 14 points d'ancrage, gâche-carrière et cache-décor 2,50 m. 2650F

Banque de placement et entrebailleur en sus.

RIVOLI / PARLY 2 / FLANDRE / GARGES / MONTLHÉRY / BELLE-ÉPINE / ROSNY 2 / CRÉTEIL / VILLENEUVE-LA-GARENNE / RAMBOUILLET / PONTAULT-COMBAULT

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

AFFAIRES

DEVANT LE CONGRÈS DE LA CNMCCA

«La France ne doit pas être le champ clos des affrontements des multinationales agro-alimentaires», déclare M. Guillaume

De notre envoyé spécial

Grenoble. — La question de l'avenir du Crédit agricole, une des trois composantes de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA) qui tenait son 27^e congrès à Grenoble a quelque peu éclipsé le thème de cette manifestation : l'enjeu agro-alimentaire.

Les différentes organisations professionnelles présentes à Grenoble, la FNSEA, le CNA, les chambres d'agriculture et la CNMCCA elle-même, ont avec une belle unanimité approuvé l'idée de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) en l'associant à certaines conditions, telles que la conservation du monopole de la bonification d'une majorité de contrôle payant sur l'institution.

Le ministre de l'Agriculture, M. Guillaume, qui intervenait devant le congrès, jeudi, a cru devoir préciser qu'il n'y avait pas dans cette affaire de « problèmes d'hommes ». Aux conditions soulevées par les organisations agricoles, il a ajouté la nécessité de respecter un juste équilibre entre les caisses régionales au sein de la future caisse centrale mutualisée, et a indiqué aussi qu'il veillerait à ce que le coût du rachat de la CNCA « ne conduise pas à une charge excessive pour l'institution ».

Quant au thème du congrès lui-même, l'enjeu agro-alimentaire, le sujet n'est pas tout neuf. La crise des marchés mondiaux, la restructuration des entreprises, la modification des habitudes alimentaires, la recherche de la valeur ajoutée ou d'une augmentation des moyens financiers des coopératives, sont autant de sujets dont l'importance n'a d'égal que la permanence.

Permanente aussi, la préoccupation des organisations professionnelles — et ce congrès n'a pas fait à la règle, si l'on excepte le plaidoyer européen de M. Pflimlin, président de l'Assem-

blée de Strasbourg, et les envolées futuristes de M. Poly, PDG de l'Institut national de la recherche agro-nomique, — de toujours réduire à la dimension agricole ce qui relève de la politique industrielle et commerciale.

M. Guillaume a cependant été très clair à propos des positions dominantes des multinationales agro-alimentaires. « La menace sur les entreprises françaises est réelle », a-t-il dit. Il n'est pas question de proposer une politique protectionniste. Cependant, je n'accepterai pas que la France soit le champ clos de quelques grandes firmes. Le ministre a indiqué que pour contrôler « les concentrations abusives » il s'inspirerait des exemples néerlandais et suisses, qui reposent sur des dispositions légales plus que sur des dispositions financières.

Cependant, le ministre, a invité les coopératives d'approvisionnement à se rapprocher de producteurs d'engrais AZF, auquel un soutien sera apporté, afin de ne pas laisser les agriculteurs face à un opérateur unique et étranger — depuis que la Cofaz a été reprise par le norvégien Norsk Hydro.

Les coopératives agricoles, dans ce mouvement de restructuration des industries alimentaires, sont à la fois gênées et protégées par leur statut particulier.

Mais l'agro-alimentaire n'est pas seulement menacé par les ogres transnationaux. Il y a aussi les géants de la distribution, les sept supercentrales d'achat qui contrôlent, selon le rapport de la CNMCCA, 80 % du marché intérieur de l'alimentation. Selon une étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), l'agriculture a, dans les quinze dernières années, dégagé un surplus de productivité de 51,5 milliards de francs constants. Non seulement ce surplus n'a pas été conservé, mais l'agriculture a dû céder dans la même période l'équivalent de 15,3 milliards de francs.

En revanche, les clients de l'agriculture en ont capté la plus large

part, 55,1 milliards de francs. « C'est essentiellement la grande distribution, écrit la CNMCCA, qui a bénéficié de cette ponction plus que les basses de prix imposées aux agriculteurs ne se répartissent pas systématiquement sous forme de baisses des prix payées par les consommateurs. » Les autres bénéficiaires sont, toujours selon l'étude, les salariés des exploitations (9,7 milliards) et divers autres paritaires (deux milliards).

Cette question de la confiscation des gains de productivité et du rééquilibrage des marges entre les industries de transformation et la distribution sera-t-elle résolue par « une nouvelle loi sur la concurrence juste et équilibrée », comme le souhaite M. Guillaume ?

Le ministre semble en être sûr. La CNMCCA affirme dans sa motion finale que « les pratiques abusives des supercentrales d'achat doivent cesser » et demande une refonte complète des missions de la commission de la concurrence. Ce problème-là, non plus, n'est pas neuf. Modifier de tels rapports de force nécessite que le pouvoir public reconnaisse le caractère abusif des déséquilibres et ait la volonté d'intervenir. Il est décevant de constater de passer de l'arbitrage de l'Etat.

JACQUES GRALL.

Nominations

Chez Nestlé, M. FRANÇOIS DALLE, sobriquet-titulaire, a été élu premier vice-président du conseil d'administration, dont il est membre depuis 1974. Depuis décembre 1983, il est vice-président du conseil d'administration de Gesparl, holding qui contrôle 57,5 % du capital de L'Oréal et qui est détenu à 51 % par M^{me} Bettencourt, née Schueller, et à 49 % par Nestlé. M. Dalle a été, de 1957 à 1984, PDG de L'Oréal, dont il préside maintenant le comité stratégique.

Et au Kaidanran, M. EISHIRO SAITO, président de Nippon Steel, a officiellement pris ses nouvelles fonctions de président de l'organisation patronale japonaise, en remplacement de M. Yoshitiro Inayama. Le Kaidanran a procédé à cette occasion à un profond remodelage de ses instances dirigeantes, portant le nombre des vice-présidents de dix à douze, ce qui a permis l'arrivée de neuf nouveaux venus.

A la Fédération habillément-couture GFDI (HACHITE), M. DANIEL TORQUEO a été élu secrétaire général à l'issue du congrès de cette organisation à Wiler-sur-Thur (Haut-Rhin). Prédécessant secrétaire général adjoint, M. Torqueo succède à M. Léon Dion, qui était secrétaire général depuis 1977.

ENTREPRISES

Renault s'associe avec Hoechst dans les peintures pour automobiles

Après plusieurs mois de négociations, la régie Renault est sur le point de conclure un accord d'association avec le groupe chimique allemand Hoechst (environ 135 milliards de francs de chiffre d'affaires) dans le domaine des peintures pour automobiles. Un des rares constructeurs mondiaux avec Ford à fabriquer encore ses propres peintures dans son usine de Mans (Sarthe), où 106 personnes sont occupées à ce type de fabrication (62 t/jour), Renault cherche, par ce biais, à réduire ses coûts en partageant les frais de recherche et de production avec Hoechst. L'accord porte sur le développement de nouvelles peintures, moins épaisses et plus résistantes à la pollution. L'atelier de Mans sera filialisé, mais Renault y restera majoritaire et les personnels conserveront le statut Renault, y compris les 54 employés dans le laboratoire de Billancourt. Hoechst n'est pas un inconnu pour la Régie. Le groupe compte parmi ses principaux fournisseurs de résines et de procédés de fabrication. Il est aussi un des premiers fabricants internationaux de peinture automobile, subvenant à plus de 45 % des besoins en Allemagne fédérale et à 30 % en France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HÉNIN

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 mai 1986. Elle a approuvé les comptes de la période de transition de quatre mois courant du 1^{er} septembre au 31 décembre 1985. Le résultat net positif de 3,3 millions de F a été reporté à nouveau.

Allocation du Président Dominique CHATILLON

Mesdames, Messieurs,

Comme je vous l'avais annoncé, les comptes de l'exercice sur lesquels votre Conseil vous demande aujourd'hui de vous prononcer, concernent une période de transition de quatre mois, celle courant entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 1985.

Lors de notre dernière assemblée du 10 décembre, vous nous avez, en effet, suivi dans notre souci de clarification consistant à faire coïncider l'exercice social de la COMPAGNIE avec ceux de ses principales filiales, c'est-à-dire avec l'année civile. Ainsi pourrions-nous être présentés, avec les comptes de la société, ses comptes consolidés, ce qui, pour une holding, nous paraît plus normal.

UN EXERCICE TRONQUÉ

Vous comprendrez donc que je ne retienne pas trop votre attention sur les données de cet exercice tronqué. Comme prévu, le solde d'exploitation est négatif (de 17 millions) car les ressources de la COMPAGNIE, essentiellement composées des dividendes de ses filiales, sont, pour leur plus grande part, dans le premier semestre de chaque année, alors que ses dépenses, correspondant à des charges d'exploitation courantes et à des charges financières, s'évaluent sur l'ensemble de l'année, même si ceci ne se réalise pas de façon totalement linéaire.

Au cours de cette même période, nos désinvestissements ont permis de dégager des plus-values et d'effectuer certaines reprises de provisions. Ces opérations exceptionnelles ont produit un excédent de 20,9 millions, laissant donc au total un résultat net positif de 3,3 millions, ce qui, évidemment, nous vous proposons de reporter à nouveau, après avoir prélevé 15 millions sur les réserves facultatives pour doter la provision de plus-values à long terme. Notre report à nouveau total s'élève donc à 45,6 millions.

COMPTES CONSOLIDÉS

A cette date de l'année, nous pouvons faire état de nos comptes consolidés 1985, ce qui est un résultat positif de 3,3 millions, ce qui, évidemment, nous vous proposons de reporter à nouveau, après avoir prélevé 15 millions sur les réserves facultatives pour doter la provision de plus-values à long terme. Notre report à nouveau total s'élève donc à 45,6 millions.

Pour la première fois, nous consolidons le Groupe Cardif, et une filiale de la Compagnie, la Société Cardif, la Compagnie Italiana Saff - C.I.S.

En bref, le Groupe LA HÉNIN a connu une forte croissance de son chiffre d'affaires.

essentiellement dû à celui des Salles de Millé et des Salles de l'Est en hausse de 20%. Le résultat courant consolidé avant impôts est passé de 246,9 à 276,7 millions et après impôts de 126,6 à 135,7.

La part de la COMPAGNIE LA HÉNIN dans ces résultats a progressé de 67,7 à 70,8 millions, soit de 4,5% malgré l'impact négatif de 4 millions des sociétés consolidées pour la première fois.

Cependant, nous avons dû procéder à des provisions importantes pour couvrir des risques potentiels sur certaines de nos filiales, essentiellement belges (Sofibank - banque de crédits personnels, qui porte encore de nombreux regrets liés à notre acquisition, difficiles à récupérer - et le Centre Commercial de Bruxelles Cityma, exagérément financé à crédit).

Ces écritures exceptionnelles importantes ramènent notre résultat net consolidé à 25,9 millions.

AMÉNAGEMENT DES ACTIFS

Ceci pourtant ne doit pas masquer la poursuite des progrès que nous marquons dans la restructuration de nos actifs. La réduction de nos risques de promotion se manifeste dans les importants remboursements de créances qui sont attachés à cette activité.

Nous avons aussi, vous le savez, cédé à notre partenaire Accor, et en pleine amitié avec lui, la participation (43%) que nous détenions dans Sphère, c'est-à-dire la chaine abandonnée cette filiale à l'origine de laquelle nous avions été très étroitement associés. Mais conscients que son développement nécessiterait un effort de promotion plus important que nous ne sommes en mesure de faire, nous avons décidé que cette filiale ne répondait plus aux normes de notre stratégie actuelle. La plus-value résultant de cette vente, intervenue en 1984, a fait de cette participation un excellent placement.

LE DÉVELOPPEMENT FUTUR

Mais nous ne nous contentons pas de gérer le passé : nous veillons également à préparer notre développement futur. Ainsi, nous avons acquis une majorité absolue dans la Société Labeyrie qui occupe le tout premier rang dans ses spécialités (floc gras et saumon fumé) et dégage une bonne rentabilité.

Ins. Nous avons le désir d'en poursuivre l'expansion, notamment à l'exportation, en recherchant, par tous les moyens, les synergies avec les produits hauts de gamme de Cardif.

De même, nous nous engageons dans la création d'une chaine de résidences locatives réservées au 3^e âge. Notre première unité sera opérationnelle à Marseille d'ici 17 mois, et nous entendons monter en puissance en fonction des réactions du marché, mais assez vite si celui-ci fait à notre profit un accueil favorable.

AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Nous avons procédé à une augmentation de capital de CEGEP, notre filiale spécialisée dans la détention de centres commerciaux : les 127 millions de francs supplémentaires ainsi obtenus, dont une part substantielle provient d'actions nouvelles, témoignent de l'intérêt que portent de plus en plus d'investisseurs à ce type d'actif immobilier. A ce moment, s'ajoute une augmentation de capital réservée aux personnels des sociétés détenues intégralement par la COMPAGNIE LA HÉNIN. Nous entendons, en effet, associer nos collaborateurs aux perspectives favorables que nous paraissent offrir les orientations stratégiques retenues par notre Groupe.

Enfin, comme vous l'avez appris, notre filiale, le Cédex Financier et Immobilier, va procéder, d'ici quelques jours, à une double augmentation de capital en espèces et par apports qui représentera un supplément de fonds propres de l'ordre de 369 millions environ. L'opération devrait permettre à la COMPAGNIE de maintenir sa participation à un niveau aussi proche que possible de celui qu'elle détient actuellement.

Ceci m'amène à vous parler de l'augmentation de capital à laquelle la COMPAGNIE a procédé au début de cette année. Elle fut un plein succès, ce dont je tiens à vous remercier vivement car c'est un témoignage de la confiance que vous nous faites. Ceux, nombreux, selon nos informations, qui y ont souscrit, n'ont pas lieu d'en être fiers puisque le cours actuel de notre société est très largement supérieur au prix de souscription des actions nouvelles.

Pour notre part, nous nous appuierons à mériter le maintien de cette confiance en respectant les critères de rigueur de gestion que nous nous sommes donnés et en sachant profiter au mieux du changement d'environnement économique qui entrent dans la dévaluation que le recours accru aux mécanismes du marché.

Le faux-pas du ministre

A vouloir trop bien faire, M. Madelin, le nouveau ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, a fait courir un frisson dans le dos des adhérents de la Fédération nationale de la chaussure, réunis, le jeudi 29 mai, en assemblée générale. « Je plaide pour l'industrie en tant que consommateur », a-t-il déclaré. « J'ai acheté une paire de chaussures à La Daulé, dans la France, il y a plus de dix ans. Depuis, je n'ai pas réussi à l'usur, après l'avoir pourtant travaillé, de Vietnam... »

« A priori, la démonstration aurait dû convaincre les professionnels, que le nouveau ministre serait l'« avocat » des petites et moyennes industries françaises, généralement défavorisées au détriment des « grands fédéraux, qui occupent 85 % des aides publiques ». La chaussure a d'ailleurs plus de grâce à ses yeux que celle est largement présente dans sa circonscription d'Ille-et-Vilaine, dont il est député.

Mais M. Madelin a touché sans le savoir un point particulièrement sensible : l'industrie, dont l'activité a encore stagné en volume en 1985, souffre particulièrement de l'étrouffement du marché intérieur, qui a encore rétréci de 1 % en 1985. Les hommes sont justement les plus mauvais clients. Trop soucieux, moins tentés par le mode, ou tout simplement profitant de chaussures plus solides que les souliers féminins, car fabriqués avec du cuir plus fort, ils n'achètent que deux paires par an en moyenne, contre cinq pour les femmes, estime un professionnel.

Le discours du ministre n'a pas non plus répondu aux attentes de la Fédération, qui avait dressé, dans un Livre blanc, une liste de propositions susceptibles de remédier à la dégradation préoccupante de ses échanges extérieurs : le taux de couverture (rapport des exportations sur les importations) s'est encore réduit de 1984 à 1985, revenu de 65 % à 65 %. Et 1986 ne s'annonce guère plus favorable, notamment en raison du ralentissement des exportations vers les Etats-Unis : non seulement la chaussure française est moins compétitive du fait de la baisse du dollar. Mais en plus, les acheteurs américains (comme nombre de leurs compatriotes) désertent la France, inquiétés par les attentats et la pollution radioactive.

Or M. Madelin n'avisait aucune mesure particulière. Ni durcissement de la politique commerciale à l'égard des pays à bas salaires, dont les exportations menacent l'industrie. Ni allègement sélectif des charges sociales, pour contribuer à rétablir la compétitivité de la chaussure française par rapport à ses principaux concurrents. Bruxelles s'y opposerait, estime le ministre. La chaussure doit se contenter de l'environnement plus libéral, appliqué à l'ensemble de l'économie française. Une prudence s'attendait, même si elle espérait la sollicitude de M. Madelin se traduirait par des résultats plus concrets.

D. B.

Ouf !

La taxe professionnelle va être réduite de 15 à 20 % dans le budget de 1987, déclare M. Madelin, jeudi 29 mai. Le ministre de l'Industrie s'exprime à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération nationale de la chaussure. Il est midi et demi. Certains journalistes présents entendent « la taxe professionnelle va être réduite de 15 milliards ». Pour un impôt qui rapporte presque 80 milliards de francs, la différence n'est pas grande. L'importance est qu'il s'agisse de la taxe professionnelle que la plateforme commune RPR-UDF avait affectivement raté par les impôts à réduire.

La nouvelle annoncée par M. Madelin est tout de même très importante car le chiffre est à la fois nouveau et énorme. On venait donc au ministère des finances. Personne n'est au courant et l'on se déclare très surpris.

Quelques heures plus tard, le ministère de l'Industrie publie un communiqué rectifiant le tir. Il ne s'agit pas de la taxe professionnelle mais d'une diminution de 15 milliards de francs des charges des entreprises. Ouf ! M. Balladur a encore quelques espoirs de ficeler son budget 1987 dans de bonnes conditions honorables.

COMPAGNIE OPTORG

Le conseil d'administration, réuni le 28 mai 1986, a arrêté les comptes et le bilan consolidés de l'exercice 1985, qui dégageant pour la part revenant à la Compagnie un bénéfice net consolidé de 21 107 000 F, auquel s'ajoutent 8 622 000 F de plus-values exceptionnelles, nettes d'impôts, soit un total de 29 729 000 F contre 10 535 000 F en 1984.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

WAGONS-LITS

Les actionnaires qui se sont réunis en assemblée générale extraordinaire le 28 mai 1986 ont approuvé une augmentation de capital social à concurrence de 484 860 000 FB pour le porter de 1 454 580 500 FB à 1 939 440 500 FB par création et émission de 969 720 actions d'une valeur nominale de 500 FB chacune.

L'augmentation de capital se déroulera du 3 au 20 juin 1986 dans les conditions suivantes : les actions nouvelles seront offertes en souscription publique, à titre irréductible, aux propriétaires des actions existantes, à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes, au prix de 3 200 FB par titre.

L'assemblée générale ordinaire, qui a suivi, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 et a décidé la distribution d'un dividende net de 95 FB aux actions anciennes, de 47,50 FB aux actions nou-

velles émises en 1985 qui ne participent aux bénéfices qu'à partir du 1^{er} juillet 1985 et de 147,53 FB aux actions AFV, payable à partir de 5 juin 1986 auprès des banques suivantes :

Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit lyonnais, Crédit commercial de France, Européenne de banque, Banque Louis-Dreyfus, Crédit du Nord, Caisse centrale des banques populaires, Société internationale de banque.

La nomination provisoire au conseil d'administration de M. Olivier Michel pour acheter le mandat de M. André Regad, démissionnaire, a été ratifiée.

MM. Michel Dupont et Gérard Estoz ont été nommés commissaires-réviseurs.

Dirigeants d'Entreprises,

CARDIF un des leaders de l'assurance vie et de la capitalisation.

CARDIF leader des régimes de retraite d'entreprise.

seront à votre disposition les 3, 4 et 5 juin,

au premier Salon de l'Entreprise « Le Monde des Affaires »

qui se tiendra à Paris à l'Hotel George V.

■ Groupe Compagnie Bancaire **CARDIF** ENTREPRISES Assurance financière

56 av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly / Seine Cedex. TEL. 16 (1) 47 38 83 00

صكنا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moné.J

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Le Crédit Agricole élargit sa gamme de Sicav obligataires Court Terme en créant "Moné.J".

Cette Sicav est destinée aux Investisseurs Institutionnels et aux Entreprises qui recherchent, sur des courtes périodes, une rémunération de leurs liquidités.

La rentabilité de Moné.J sera proche de celle procurée par un placement monétaire. Pour atteindre cet objectif, le portefeuille sera investi en obligations à taux fixe ou à taux variable ainsi qu'en titres de créances négociables. Pour assurer la sécurité du placement, les investissements pourront faire l'objet d'opérations conditionnelles de rachat.

Moné.J interviendra sur le MATIF principalement dans un but de couverture d'actifs.

La composition du Conseil d'Administration est la suivante:

- Président: M. M. DESCLOS LE PELRY (Chef du Service Emissions et Marché obligataire de la Caisse Nationale de Crédit Agricole).
- Administrateurs: M. H. CUKIERMAN (Directeur Central chargé de la fonction Ressources de la CNCA), M. J. DONY (Directeur Central des Filiales de la CNCA), M. Ph. DELIENNE (Chef du Département de la Trésorerie de la CNCA), UNIPLAN, représenté par Mlle M. BOURVEN (Chef du Département Marchés Financiers et Titres de la CNCA).
- Directeur Général: M. F. AILHAUD
- Secrétaire Général: M. C. BOISSON

La date d'ouverture au public de Moné.J est fixée au 29 mai 1986.

CRÉDIT AGRICOLE

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE

L'Assemblée générale ordinaire de la Banque Française Commerciale, réunie le 14 mai 1986, au siège social, 74, rue Saint-Lazare, à Paris 9^e, sous la présidence de M. Thierry de La Boullerie, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 1985.

Le bénéfice net s'élève à F 11 040 436,26 représentant 11,9 F par action, celui de l'exercice 1984 ayant été de 8 533 523,46.

La filiale, depuis septembre dernier, la Société de Banque de l'Orléanais, a pour sa part obtenu l'exercice 1985 avec un bénéfice net de 2 713 724,45 F contre 2 660 505,39 F pour 1984.

L'Assemblée a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 6 F par action, contre 5 F l'année précédente, auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 3 F formant un revenu global de 9 F par action. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 10 juillet aux guichets de la Banque Française Commerciale.

L'Assemblée a autorisé le conseil à émettre des emprunts obligataires à concurrence de 200 millions de francs.

Elle a ratifié la cooptation par le conseil d'administration de M. Gérard Botteri, directeur central à la Banque Parisienne de Crédit.

Au cours du conseil qui a suivi l'Assemblée et pour tenir compte de l'important changement intervenu à l'intérieur du Groupe Suez dans l'actionnariat de la société, devenue filiale de la Banque Parisienne de Crédit, M. de La Boullerie a présenté sa démission de président-directeur général de la Banque Française Commerciale.

Le conseil d'administration a nommé pour le remplacer M. Daniel Hourzi, président-directeur général de la Banque Parisienne de Crédit et a désigné M. de La Boullerie en qualité de vice-président.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

(Groupe de la BNP)
ASSEMBLÉES DU 22 MAI 1986

Les sociétés du groupe de la Compagnie du Crédit Universel, elle-même filiale de la Banque Nationale de Paris, viennent de tenir leurs assemblées générales annuelles qui, après approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos, ont arrêté comme suit leurs bénéfices nets après impôts de 1985:

Compagnie du Crédit Universel: 70 870 533 F (dont 40,6 millions de francs de revenus nets des titres des filiales), Crédit Universel: 31 375 124 F, Universal Factoring: 2 914 706 F, Locanivers: 8 644 622 F, Unifimo: 1 862 507 F.

Intérêts des tiers exclus, le bénéfice net financier consolidé de la Compagnie du Crédit Universel ressort à 95,4 millions de francs, ses capitaux propres consolidés s'élevant selon la même méthode à 572,3 millions de francs après affectation du résultat de 1985.

La Compagnie du Crédit Universel mettra en paiement, à compter du 9 juin 1986, un dividende global de 54 F par action (composé de 36 F net, plus avoir fiscal de 18 F), contre 52,65 F pour l'exercice précédent.

Les dividendes de ses filiales seront également payables à partir du 9 juin prochain, à savoir: 43 F net pour Crédit Universel, 5 F net pour Universal Factoring, 77 F net pour Locanivers, 30 F net pour Unifimo.

EURODYN

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

La gamme des Sicav actions du Crédit Agricole s'enrichit d'un nouvel instrument de placements: EURODYN.

Cette Sicav, destinée aussi bien aux particuliers qu'aux investisseurs institutionnels, sera investie essentiellement en actions cotées sur les places européennes.

Sa rentabilité est celle d'un placement en actions à "Moyen-Long terme" améliorée par l'efficacité d'une gestion professionnelle. L'objectif de gestion privilégiera la recherche de plus-values.

EURODYN, investie sur des marchés porteurs, représente une excellente diversification de placements.

La composition du Conseil d'Administration est la suivante:

- Président: M. L. BONIFASSI (Directeur du Commerce Extérieur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole).
- Administrateurs: M. J. DONY (Directeur Central des Filiales de la CNCA), UNIPLAN, représenté par Mlle M. BOURVEN (Chef du Département Marchés Financiers et Titres de la CNCA), GROUPEMENT DES PROVINCES DE FRANCE, représenté par M. H. CUKIERMAN (Directeur Central chargé de la fonction Ressources de la CNCA).
- Directeur Général: M. M. PARADIS
- Secrétaire Général: Mme M. DROUIN

La date d'ouverture au public d'EURODYN est fixée au 29 mai 1986. Jusqu'au 30 juin 1986 la souscription à EURODYN s'effectue sans droit d'entrée.

CRÉDIT AGRICOLE

Le Groupe NatWest: Une des plus grandes banques mondiales

"Intégrité, efficacité et qualité du service sont depuis toujours les plus sûres valeurs de ce grand groupe financier international."

Lord Boardman, Chairman
National Westminster Bank Group

- Nous avons une large expérience bancaire internationale. Notre groupe s'est doté, ces quinze dernières années, d'une force bancaire internationale en s'appuyant sur la solidité et le support de notre longue expérience de banque britannique.
- Une telle croissance témoigne de notre capacité à maîtriser les données de l'évolution rapide de notre environnement économique.
- Nous traitons avec la plupart des plus grandes entreprises mondiales et la concurrence acharnée à laquelle se livrent les banques dans ce secteur des groupes multinationaux est parfaitement illustrée par l'étrécissement de nos marges bénéficiaires. L'expérience montre, toutefois, que beaucoup de possibilités subsistent dans ce secteur et nous sommes bien décidés à saisir tous les avantages que nous offrira la dérégulation des marchés financiers en 1986.
- Nous venons, en outre, d'ouvrir notre base de clientèle pour y intégrer des entreprises de taille moyenne, soigneusement sélectionnées sur des marchés étrangers où nous sommes maintenant bien implantés.
- L'innovation a été le maître-mot de nos interventions sur les marchés des changes et les marchés financiers.
- 1985 a été une année remarquable, tant par le résultat de nos activités traditionnelles de trésorerie que par notre engagement croissant sur le marché des nouveaux instruments financiers, que ce soit les swaps d'intérêt, les options et les FRAs.
- Nous sommes heureux d'avoir participé au succès de Channel Tunnel Group et de France Manche SA qui ont été mandatés pour la construction et l'exploitation du tunnel qui reliera la Grande Bretagne et la France.
- Nous avons élargi notre réseau international avec l'ouverture d'une nouvelle agence de l'International Westminster Bank en Principauté de Monaco. Monaco est un centre financier de plus en plus important, et le Groupe Westminster est convaincu que Monte-Carlo est l'endroit privilégié pour promouvoir ses services destinés à sa clientèle privée et commerciale.

Postes financiers marquants 1985

	£ Mns	FF Mns
Capital et Réserves	2,985	32,477
Bénéfice avant impôts	804	8,748
Total des Actifs	72,468	788,452

Taux au 31 Décembre 1985

Copie de notre Rapport Annuel incluant le compte-rendu de notre Président peut être obtenue à l'adresse suivante:
The Secretary's Office, National Westminster Bank PLC
41 Lothbury, London EC2P 2BP, England
ou bien auprès de notre filiale, comme suit:
Ron H. Williams, Chief Manager for France
International Westminster Bank PLC, 18 Place Vendôme, 75001 Paris
Succursales à Bordeaux, Lyon, Marseille, Monaco, Nantes et Nice

National Westminster
The Action Bank

AUSTRALIE TELEX 177326 BAHAMAS TELEX NS 20177 BAHRAIN TELEX 8559 BELGIQUE TELEX 21208 BRESIL TELEX 391-2180051 CANADA TELEX 06-22572 ESPAGNE TELEX 23572 ETATS-UNIS TELEX 233563 FRANCE TELEX 210393 GRECE TELEX 212766 HONG KONG TELEX 61672 IRLANDE TELEX 25166 ITALIE TELEX 32082 JAPON TELEX 28292 MALAISIE TELEX 33044 MEXIQUE TELEX 017 71 786 MONACO TELEX 489588 NOUVELLE-ZELANDE TELEX NZ3993 PAYS-BAS TELEX 50841 RFA TELEX 416500 ROYAUME-UNI TELEX 885981 SINGAPOUR TELEX 28491 SUEDE TELEX 18050 SUISSE TELEX 812186 URSS TELEX 419258

Béghin Say

Le conseil d'administration, dans sa séance du 28 mai 1986, a ajouté, à la demande d'un actionnaire, à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire du 18 juin 1986 une demande d'autorisation en vue de pouvoir émettre des certificats d'investissement selon des modalités à fixer ultérieurement.

Le conseil d'administration a également favorablement examiné cette proposition qui permettra à la Société de poursuivre ses opérations tant en France qu'à l'étranger.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1985

RELAN (+ 14 %)

Le total du bilan consolidé ressort à F 300 milliards contre F 263 milliards en 1984. Les crédits à la clientèle sont en augmentation de 16 % (à F 129 milliards contre F 111 milliards), tandis que les dépôts progressent de 24 % (à F 82 milliards contre F 66 milliards). L'actif net, en progression lui aussi de 14 %, s'établit à F 12,6 milliards contre F 11,1 milliards: il se décompose des plus-values latentes sur les actifs immobiliers et mobiliers, et de valeur de fonds de commerce.

RÉSULTAT NET COURANT (+ 13 %)

Le produit net bancaire a progressé de 54 %, passant de F 5,5 milliards à F 8,5 milliards, tandis que le total des revenus est passé de F 7,5 milliards à F 11,3 milliards. Après prise en compte des charges d'exploitation, des intérêts de la dette et des provisions, dont l'ensemble est passé de F 6,5 milliards à F 9,7 milliards, le résultat d'exploitation des sociétés intégrées ressort à F 1 538 millions contre F 1 002 millions. Après déduction des impôts et des intérêts hors groupe dans ce résultat et prise en compte des résultats des sociétés mises en équivalence, le résultat net courant s'établit à F 1 031 millions contre F 910 millions en 1984.

RÉSULTAT NET EN CAPITAL

En raison de l'importance des profits sur cessions d'actifs, le résultat net sur opérations en capital ressort à F 485 millions contre F 130 millions en 1984.

RÉSULTAT NET TOTAL (+ 46 %)

Le résultat net total s'élève ainsi à F 1 516 millions contre F 1 040 millions en 1984 (avant prise en compte de l'effet de la déconsolidation du groupe CIC qui avait dégagé un écart négatif de F 335 millions et ramené le résultat net total de 1984 à F 705 millions).

La part des résultats provenant de l'étranger représente respectivement 43 % du résultat net courant et 32 % du résultat net total.

Sur la base du nombre moyen de titres en circulation au cours de l'exercice 1985, le résultat net courant s'élève à F 84,31 par titre (action de CIP) et le résultat net total à F 124.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CESKOSLOVENSKA OBCHODNI BANKA

SIGNATURE D'UN ACCORD-CADRE DE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

La Banque Nationale de Paris et la Ceskoslovenska Obchodni Banka ont signé à Paris un accord-cadre d'un montant de F 200.000.000 destiné à financer les exportations françaises de biens d'équipement et de services vers la Tchécoslovaquie. Les contrats seront financés par crédit-acheteur suivant la procédure dite de garantie pure de la COFACE.

La Banque Nationale de Paris manifeste ainsi sa volonté de promouvoir, en collaboration avec la Ceskoslovenska Obchodni Banka, la coopération entre les industries des deux pays.

Toutes précisions complémentaires peuvent être obtenues auprès de la Direction du Commerce Extérieur de la B.N.P. (Tél.: 42.44.71.17).

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 30 MAI

PARIS 30 mai

Une hausse hésitante

La tendance est restée longue à se des- sinner, le 30 mai, à la Bourse de Paris. Après avoir longtemps fluctué entre + 0,20 % et + 0,30 %, l'indice de séance a attendu la fin pour porter son montant à 0,76 %.

Parmi les valeurs les mieux orientées figurait d'abord Thomson-CSF. Les perspectives de bons résultats pour 1986 et 1987 donnaient un véritable coup de fouet au titre, qui grimpait d'environ 2,5 %. Dans son sillage, Thomson entraî- nait Bégin-Soy, Cevipac, Gépiphys- que et encore Bis, Bouygues et il Aussaou-Rex. Pollet était réservé à la hausse. Des replis étaient au contraire enregistrés sur UCB, Promogeries Bel, Penarroya, Lohndus et Europe 1 Com- munication.

Autour de la corbeille, l'activité n'était pas différente, le cours évoluant avec irrégularité, et sans grande conviction. La bonne tenue des valeurs pétrolières et des sociétés de distribution, témoignait de l'analyse sélective des investisseurs sur le marché « Chacun révisé ses positions valeur par valeur », indiquait un spécia- liste. Si l'atmosphère du climat politi- que et la médiocrité des résultats de l'économie pesaient en toile de fond, sur la tendance, nul n'anticipait pour l'imminent une nouvelle dégradation de la Bourse. Les investisseurs étrangers restèrent pour leur part dans la neutralité, s'abstenant d'acheter ou de vendre. La chute intervenue le 29 mai à Milan accré- ditait l'idée suivant laquelle les places européennes sont entrées dans une phase de consolidation. Certains craignent que cette phase, même justifiée par des motifs techniques, n'inclue les capitaux étrangers à s'investir à Wall Street, actuellement en vogue.

Sur le marché obligataire, la tendance restait lourde. « C'est la crise de confiance », disait un professionnel. Au MATIF, l'ambiance n'était pas meilleure. Le contrat à échéance mars cédait 0,62 %, à 111,15. Napoleón : 549 francs (+ 9).

NEW-YORK

Au plus haut

Wall Street a battu, le 29 mai, un nou- veau record, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles terminant à 1822,34 points, en hausse de 4,06 points. Après une vague de bénéfices initiale, qui a d'abord provoqué une repli de 10 points de l'indice, le marché est reparti de l'avant, sur une note modérément active. 138 millions de titres ont été échangés, contre 159,6 mil- lions la veille. 822 valeurs s'inscrivaient en hausse, contre 741 en baisse. 431 sont res- tées inchangées.

Dans un premier temps, le marché a effectué une correction technique aux gains de plus de 103 points réalisés par le Dow Jones au cours des quatre précédentes séances. Le recul était accentué par la renouveau des taux d'intérêt obligataires, consécutifs à la progression de 1,5 % de l'indice des perspectives industrielles écono- miques en avril. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis trois ans.

Dans un deuxième temps, le marché a effectué une correction technique aux gains de plus de 103 points réalisés par le Dow Jones au cours des quatre précédentes séances. Le recul était accentué par la renouveau des taux d'intérêt obligataires, consécutifs à la progression de 1,5 % de l'indice des perspectives industrielles écono- miques en avril. Cette hausse est la plus forte enregistrée depuis trois ans.

Pendant la dernière heure de séance, l'effervescence est revenue autour de Big Board. Un mouvement d'achats s'est des- siné autour l'annonce d'une augmentation de 3,6 %, en rythme annuel, de la productivité des entreprises américaines au premier tri- mestre (- 3,9 % au trimestre précédent). Parmi les valeurs les plus actives figuraient Florida Progress (3,06 millions de transac- tions), NCBN (1,963 million) et IBM (1,626 million).

Sur le marché obligataire, la tendance restait lourde. « C'est la crise de confiance », disait un professionnel. Au MATIF, l'ambiance n'était pas meilleure. Le contrat à échéance mars cédait 0,62 %, à 111,15. Napoleón : 549 francs (+ 9).

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES RÉSULTATS DE FINANCIÈRE DE SUÈDE. « Je m'attends à une nou- velle et forte progression des résultats financiers pour 1986 », a déclaré M. Jean Peyrelevede, PDG de la Compagnie finan- cière de Suède, en présentant le résultat du groupe pour 1985 : + 13 % seulement pour le résultat net courant, à 1 031 mil- lions de francs, et + 46 % pour le résultat net total, à 1 516 millions de francs, contre 1 040 millions de francs, soit res- pectivement 84,31 F et 124 F par titre. Cette brillante progression du résultat net s'explique par la forte augmentation des profits net courants d'actifs (485 millions de francs en 1985, contre 130 millions de francs en 1984), notamment la vente d'une partie du capital de la CPR par la filiale indonésienne. « Ces résultats sont

bons », a estimé M. Peyrelevede, en dépit des difficultés du secteur bancaire, qui représente 51,2 % (contre 59,5 % en 1984) des résultats courants et 46 % du résultat net. Ces difficultés, notamment celles d'Indosuez, expliquent la faible augmen- tation du résultat net courant. « Les vrais enjeux sont pour 1987 », a affirmé M. Peyrelevede.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)
Table with 2 columns: Index name and value. Includes indices for France, Europe, and Tokyo.

Table with 3 columns: Valeurs, % du nom, % de coupon. Lists various financial instruments and their yields.

VALEURS

Table of stock prices for various companies under the heading 'Actions au comptant'. Columns include company names, current price, and previous price.

VALEURS

Table of stock prices for various companies under the heading 'SECONDE MARCHÉ'. Columns include company names, current price, and previous price.

VALEURS

Table of stock prices for various companies under the heading 'Hors-cote'. Columns include company names, current price, and previous price.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table showing interest rates for various terms and currencies.

Étrangères

Table showing foreign exchange rates for various countries.

Règlement mensuel

Table of monthly settlement rates for various currencies and instruments.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various currencies.

Handwritten text in Arabic script: 'سكنا من الأصل'

سكنا لاليل

Le Monde

REÇU PAR LE « BILD ZEITUNG »

Un nouveau document vidéo montre Andreï Sakharov à Gorki

Le quotidien onest-allemand à grand tirage Bild Zeitung a annoncé jeudi 29 mai qu'il avait reçu une nouvelle cassette vidéo montrant l'académicien soviétique Andreï Sakharov dans son exil à Gorki.

Ce document - le sixième de ce genre reçu par le Bild Zeitung - montre Andreï Sakharov abordé dans la rue par un journaliste local qui l'interroge notamment sur l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. L'académicien estime que « l'Occident n'aura pas de conséquences sérieuses pour les hommes en dehors de la zone de la centrale », mais le dégoûtant radioactif consécutif à la catastrophe a été, à son avis, plus important que ce qui a été admis par la presse soviétique.

La cassette montre plusieurs habitants interrogés eux aussi Andreï Sakharov et apparemment inquiets des risques entraînés par la catastrophe. « Vous devez savoir, répond-il, qu'aucun produit alimentaire ne quitte l'Ukraine sans avoir été contrôlé sur sa teneur radioactive. L'académicien ajoute qu'en dépit de l'accident l'énergie nucléaire continuera à se développer et deviendra sûre ».

Comme le journaliste soviétique lui demande pourquoi, à son avis, les États-Unis n'ont pas accepté le moratoire sur les essais nucléaires proposés par M. Gorbatchev, le prix Nobel de la paix répond : « Actuellement les Américains ont peur, mais peut-être accepteront-ils quand ils auront un autre président ».

À Londres, la télévision commerciale a diffusé une version de ce document qui paraît voisine de celle du Bild, mais dans laquelle Andreï Sakharov estime en outre que « L'Occident a exagéré la gravité de l'accident de Tchernobyl ».

Le comportement de Mme Bonner

On sait que Mme Elena Bonner, épouse d'Andreï Sakharov, a, tout au long du séjour qu'elle achève en Occident, dénoncé comme des montages truqués les documents filmés ou autres émanant d'URSS et montrant son mari et elle-même dans leur exil de Gorki. Mme Bonner devait être reçue, ce vendredi 30 mai, par le premier ministre britannique, Mme Thatcher. De Washington on a appris que deux des membres de la Chambre des représentants avaient reçu leur visa pour l'URSS et pourraient donc accompagner, comme ils le souhaitent, l'épouse de l'académicien à son retour à Moscou le 2 juin.

L'émission de certificats d'investissements de Saint-Gobain : une opération-test pour la privatisation

Saint-Gobain va émettre 8 millions de certificats d'investissements (non privilégiés) dont la souscription débutera le lundi 2 juin et pourra être close le 7. Après émission, ces certificats représenteront 18,3 % du capital de la compagnie. Le prix de souscription est de 300 F. Les titres porteront jouissance au 1^{er} janvier 1986. Conformément aux souhaits des pouvoirs publics de voir les rejets éparpillés bien servis, Saint-Gobain a soigneusement étudié la répartition de la souscription avec ses deux chefs de file, la BNP et Lazard.

Seront réservés aux particuliers 40 % des titres, 30 % iront aux investisseurs institutionnels, 20 % aux non-résidents et 10 % aux salariés du personnel des sociétés françaises du groupe. Ces derniers bénéficieront d'une réduction de 5 % sur le prix de vente, réduction prise en charge par Saint-Gobain au moyen d'un mécanisme qui reste à mettre au point. En contrepartie, les salariés devront garder leurs titres au moins jusqu'à la fin de 1986.

STAGES INTENSIFS PREPA LANGUES
Angleterre/Allemagne
Été : 60 h de cours + 12 h de travaux dirigés.
En famille ou en collège
Documentation sur demande
VOYAGE FORMATION
35, boulevard des Capucines
75002 PARIS. T. 42 61 53 35

A B C D F G H

L'agence Reuter cite par ailleurs des propos du « journaliste » soviétique Victor Louis - fréquemment utilisé comme intermédiaire par divers services d'URSS - selon lesquels le comportement de Mme Bonner durant son séjour aux États-Unis et en Europe a nuï à Andreï Sakharov. Les autorités soviétiques, explique-t-il, auraient été disposées à autoriser l'académicien à regagner son domicile à Moscou, mais les activités de Mme Bonner ont entraîné l'annulation de ce projet, car elle « a pris fait et cause pour les forces hostiles à l'Union Soviétique ».

Toujours selon Victor Louis, « il serait logique » que l'académicien rentre à Moscou : « Lui, il est de notre côté de la barricade. Il est respecté par la grande majorité du peuple russe ». Ce n'est donc pas le comportement de Sakharov lui-même qui serait en cause mais celui de son épouse : « Il souhaite une vie retirée, mais elle convoquera des conférences de presse ».

Victor Louis a cependant rappelé que les autorités soviétiques avaient exclu l'éventualité d'un départ de l'URSS d'Andreï Sakharov, compte tenu des secrets dont il a connaissance dans le domaine nucléaire.

DANS L'INDRE

Le PCF tourne le dos à la « discipline républicaine »

La fédération de l'Indre du PCF n'appelle pas à voter pour le candidat du PS, arrivé en tête au premier tour lors de l'élection cantonale partielle de La Châtre (le Monde du 27 mai), dont le second tour se déroule dimanche 1^{er} juin. Mme Yolande Rapoport, candidate communiste, n'ayant pas obtenu 10 % des inscrits, ne pouvait se maintenir au second tour. Entre les deux finalistes, M. René Henriot (PS) et M. Maurice Tissandier, ancien député UDF, maire de La Châtre, la fédération communiste a refusé de choisir.

Il n'est pas certain que leurs électeurs (8,80 % au premier tour) les suivront en masse. O.B.

Le mouvement de la Jeunesse communiste de France (MJCF) organisera, samedi 31 mai à Bobigny (Seine-Saint-Denis), un Festival anti-apartheid pour la libération de Nelson Mandela, leader historique de l'African National Congress (ANC), en prison en Afrique du Sud depuis une vingtaine d'années.

Le lendemain, dimanche 1^{er} juin, le MJCF organisera une manifestation dont le départ est fixé à 14 heures, place de la Bastille à Paris, pour obtenir le boycottage économique de l'Afrique du Sud.

La situation semble bloquée à la RATP : son conseil d'administration a repoussé, le vendredi 30 mai, le projet d'économies budgétaires exigées depuis le 24 avril par le gouvernement. An terme d'une bataille de procédure qui l'a vu d'abord mis en minorité, M. Claude Quin, président de la RATP, est parvenu à obtenir des votes défavorables, aussi bien contre ses propres propositions - contre lesquelles il a lui-même voté - que contre les directives gouvernementales, qui ont été repoussées par treize voix contre douze refus de prendre part au vote.

CLAIRE BLANDIN.

LES SUITES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL La CEE établit des normes communes sur la radioactivité des produits

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les Etats membres de la CEE ont décidé, jeudi, la réouverture, à compter du 1^{er} juin prochain, des frontières communautaires aux importations des produits alimentaires frais en provenance des pays suivants : Union soviétique, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. La conséquence directe de cette décision est l'établissement de valeurs communes admissibles de radioactivité pour les marchandises commercialisées dans le Marché commun.

Le 12 mai dernier, les ministres des affaires étrangères des Douze n'avaient pu définir des normes communes pour les échanges commerciaux à l'intérieur de la Communauté ; les chefs de la diplomatie européenne avaient toutefois décidé de fermer jusqu'à la fin du mois les frontières européennes aux importations en provenance de Yougoslavie, d'Union soviétique et des pays de l'Est, à l'exception de la RDA. Le principe d'une réouverture au 1^{er} juin étant acquis, il s'agissait de définir les nouvelles conditions d'accès à la Communauté des produits exportés par les Etats socialistes.

Tout à tour, la Grande-Bretagne, la France et la Grèce, ont fini par accepter le texte néerlandais qui porte sur des seuils de tolérance de 370 becquerels par litre de lait et 600 becquerels par kilo pour les autres produits (contre 1 000 becquerels souhaités par les Français).

MARCEL SCOTTO.

LE NOMBRE DES MORTS S'ÉLÈVE DÉSORMAIS À VINGT-TROIS

(De notre correspondant.)
Moscou. - Le docteur américain qui soigne les malades les plus atteints a indiqué, jeudi 29 mai, que le bilan de la catastrophe de Tchernobyl s'élevait désormais à vingt-trois morts, et que quatorze patients étaient dans un état critique. Le docteur Gale devait se rendre ce week-end à Kiev et à Tchernobyl pour visiter les installations sanitaires déployées autour de la zone interdite. Il a révélé que cinquante personnes dont les cas sont considérés comme graves sont restées dans la région de Kiev ; certains des malades sont incapables de se lever.

● **Attentat à Colombo** : huit morts. - L'explosion d'une bombe dans une fabrique de produits alimentaires du centre de Colombo capitale du Sri-Lanka, a fait, ce vendredi 30 mai, au moins huit morts et cinquante blessés. Deux explosions qui avaient déjà fait trente et un morts dans la capitale ce mois-ci, ont été attribuées par le gouvernement aux séparatistes tamouls. - (Reuter.)

M. ALAIN MADELIN invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, de la P et T et du tourisme, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 1^{er} juin, de 18 à 19 h 30. L'ancien député UDF d'Ile-et-Vilaine, député général de Paris républicain, répondra aux questions d'André Passeron et Claire Blandin, du Monde, et de Gilles Leclerc et Jeanne Perrinon, de RTL, le débat étant dirigé par Edie Vassier.

Sur le vif Pompes

Ce matin, à la conférence, le chef du service économique ignore son chapelet de passiers de nouvelles. Je laisse traîner une oreille distraite et je chope au passage un truc sur les chaussures de Madelin. A la sortie, j'attrape le chef par la manche, et je lui demande :
- Ou'est-ce qu'elles ont, ses godasses, à Madelin ?
- Elles sont françaises.
- Et alors ?
- Ça fait dix ans qu'il les a et elles sont vachement solides. Il les a portées du Vietnam à l'Élysée.
- Et quand elles sont chez le cordonnier, comment il fait ?
- D'abord, si elles sont inusables, il les a peut-être jamais données à réparer. Et si elles le sont pas, les talons-minute, c'est pas fait pour les chieurs.
- Ni pour les ministres. Non, mais tu le vois, Madelin, assis en chaussettes sur un tabouret à côté d'une mère à cabas ?
- Oui, bon, d'accord, il les envoie à ressembler, alors.
- Et avec quoi il sort ?
- Avec d'autres chaussettes.
- Comment d'autres ?
- Mais qu'est-ce que t'es aujourd'hui ? T'es encore plus abruti que d'habitude, ma parole ! Il prend une paire de souliers dans son placard, il en met un sur son pied droit, l'autre sur son pied gauche, etc...
- Donc, il en a plusieurs paires ?
- Ben oui, il a jamais dit le contraire.
- Mais il n'y en a qu'une de française ?
- Apparemment.
- Et les autres, d'où elles sortent ? De chez Gucci ? De chez Church ? Il achète pas français ?
- Mais si, il achète français. Les autres c'est des godaecs. Quand il se balade à l'étranger, il se fait offrir des boots et des mocassins.
- Ah ouais ! comme Anne-Aymone à Venise avec son sac à main...
- Exactement. C'est ce qu'on appelle les grands et les pompes officielles.
CLAUDE SARRAUTE.

Le gouvernement veut limiter la concentration des quotidiens

La concentration de la presse sera probablement limitée. M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, rapporteur de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale pour la proposition de loi sénatoriale sur la presse, a en effet déposé un amendement en ce sens. Il propose que soit « interdite toute acquisition d'une publication quotidienne d'information politique et générale ayant pour effet de permettre à l'acquéreur de détenir plus de 30 % de la diffusion nationale des quotidiens d'informations politiques et générales ».

M. Péricard reprend ainsi une disposition prévue initialement dans la proposition sénatoriale, rédigée par M. Jean Cluzel, sénateur centriste de l'Allier, mais qui avait été repoussée par les autres sénateurs. Le gouvernement en reprenant à son compte le texte du Sénat avait expliqué que les limites à la concentration des entreprises de presse devaient être identiques à celles valables pour les autres entreprises. Pour M. Léotard les fixer relevait donc de l'ordonnance prévue sur le nouveau droit de la concurrence.

Le député des Yvelines a estimé que cela n'était pas possible. D'abord, parce que dans le droit commun pourraient être prévus des mécanismes de contrôle par l'administration que le Conseil constitutionnel a jugé inapplicables à la presse, lors de sa décision sur la « loi Fillioud ». Ensuite, parce que, toujours à cette occasion, il avait fait remarquer que la limitation de la concentration des journaux permettait de préserver une liberté publique. Les juges de la constitutionna-

● **Tennis** : les Internationaux de France. - Les résultats des sélections de finale disputés, vendredi matin 30 mai, ont été les suivants : Simple dames : Garone (Ita.), 6-1, 6-2. Forget (Fra.), b. Jelen (Sui.), 6-2, 6-1, 6-2.

Le numéro du « Monde » daté 30 mai 1986 a été tiré à 502 027 exemplaires

**A l'unanimité
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU « MONDE » A APPROUVÉ LES COMPTES DE L'EXERCICE 1985**
L'assemblée générale de la SARL le Monde s'est réunie le jeudi 29 mai au siège du journal. Elle a entendu les rapports du gérant et du commissaire aux comptes sur l'activité de la société pendant l'année 1985. Elle a approuvé à l'unanimité les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés et donné en conséquence quiescencia et sans réserve aux gérants de leur gestion pendant ledit exercice.
Comme à l'habitude, ces comptes seront prochainement publiés dans les colonnes du Monde.
L'assemblée générale a approuvé diverses autres résolutions dont l'une autorise la cession d'une partie des parts A jusqu'à présent détenues par M. Roger Fauroux au professeur Jean-François Bach.

TÔT OU TARD
on couche avec
EPEDA
La meilleure marque, au meilleur prix
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE
DISTRIBUTEUR
CAPÉLOU
27, Av. de la REPUBLIQUE 75011 PARIS
Tel. (1) 43.57.46.35 Métro: PARMENIER

GLOBE
SAINT LAURENT LE MAGNIFIQUE
PAR CATHERINE DENEUVE
N° 7 CHEZ TOUS LES MAJORS ANDS DE JOURNAUX

CNIT PARIS-LA DÉFENSE 30 MAI - 8 JUIN

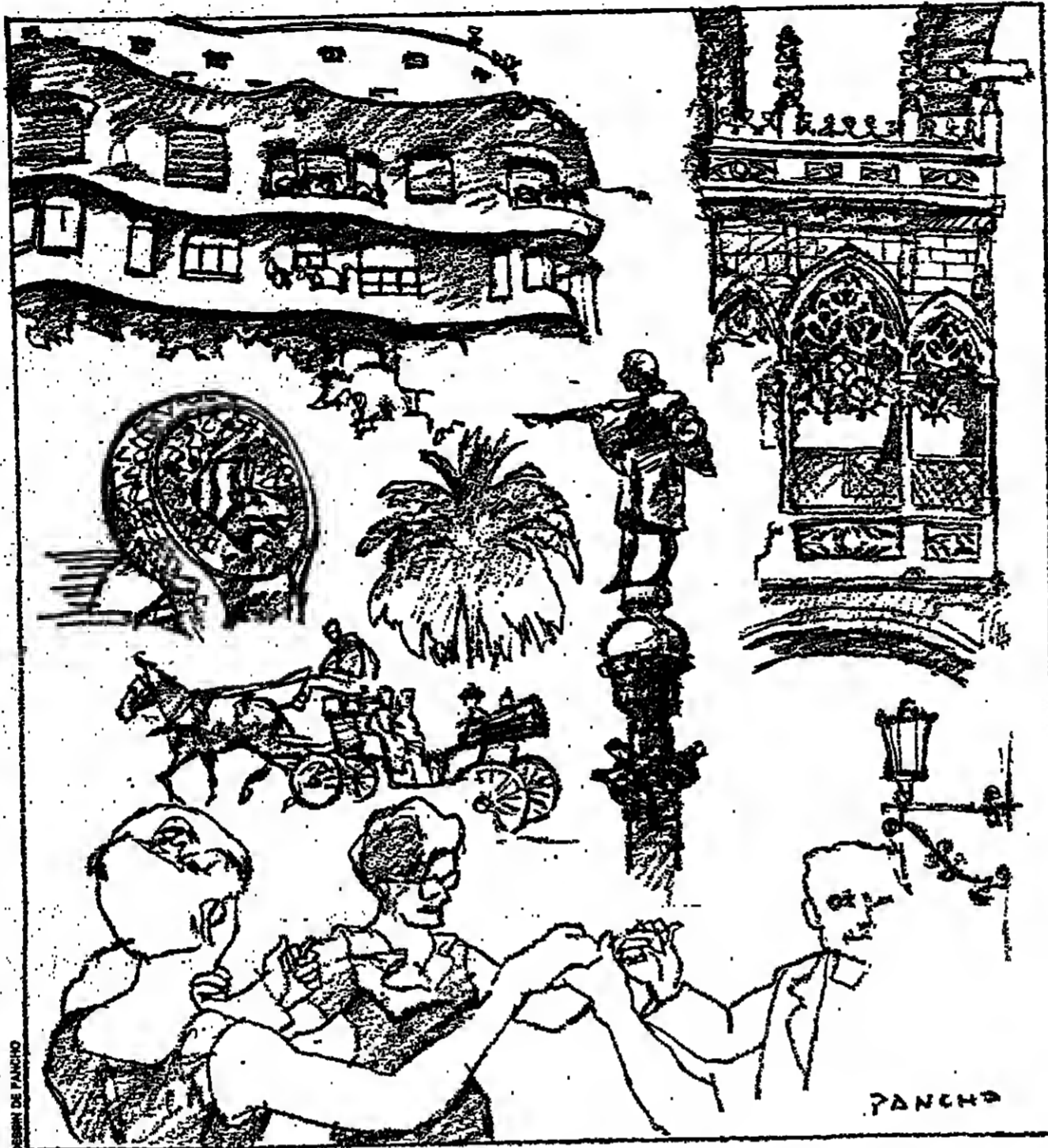
Le Salon des Soldes

NOUVEAUTÉ LE MARCHÉ DU LIVRE

et toujours une animation permanente avec **FRANCE-SOIR**, la **SNCF**, la **SEALINK**

TOUS LES JOURS 11 H - 21 H MARDI ET VENDREDIS JUSQU'À 22 H

VILLES AU FUTUR



Barcelone, capitale de la Catalogne, candidate à l'organisation des Jeux olympiques de 1992, et s'y préparant déjà avec passion et méthode, vient d'abriter une bonne part des manifestations du second congrès de la langue catalane. Le précédent s'était tenu il y a... quatre-vingts ans.

« La langue est la base de notre identité culturelle, et c'est cela que nous voulons défendre », a déclaré le président de la Generalitat (gouvernement autonome), M. Jordi Pujol, à l'issue des travaux. Le « catalanisme » est au centre d'un débat politique animé mais sans violence, qui suscite parfois de vives tensions avec Madrid.

Espagnols certes, mais d'abord catalans, les Barcelonais ont une ambition, faire de leur ville la tête de pont de l'Espagne dans la CEE, la première métropole du « nord de l'Europe du Sud » ; un laboratoire d'urbanisme, le haut lieu de l'édition en deux langues enfin traitées de manière égale. On trouvera, dans les pages qui suivent, les atouts dont ils disposent et les contraintes, surtout économiques, auxquelles ils se heurtent.

Dans ce numéro

PAGE III

La revanche de la langue catalane

PAGE IV

Portrait d'un maire de choc

PAGE V

Le débat politique

PAGE VII

L'économie à l'heure de l'Europe

PAGE VIII

Presse et action culturelle

PAGE IX

L'architecture toujours...

PAGE X

Les candidatures aux JO

PAGE XI

Capitale littéraire

BARCELONE

Faire du pain avec des pierres

Ce n'est pas la seule ville à faire rêver l'Occident. Mais Barcelone, merveille de la Catalogne, est différente. On trouve ailleurs des musées à damner le touriste, des ramblas fleuves de flâneurs, de vieux quartiers et de beaux monuments. Ils ne suffisent pas à expliquer l'allégresse dans les coeurs et les fourmis dans les jambes des plus blasés lorsqu'on leur parle de cette ville-là.

Barcelone a un secret. C'est le don d'enfance. Elle parle à l'âme sur le mode, jamais coiffé, du conditionnel des premiers jeux : on construirait une ville, on y serait heureux... Ici, le fantasme est possible, le farfelu à l'âge de raison, l'avenir n'est pas la vieillesse. Comme la vie, quand on la voit avec ses yeux neufs, sans ce qui est rêvé sera, le réel c'est le rêve. A Venise, Rome ou Vienne, l'Occident danse au pipeau du souvenir. En Catalogne, la cérémonie sardane ne

parvient pas à donner le change ; il trépite d'impatience.

La révolution industrielle du début du siècle - mère blafarde partout ailleurs - s'est transformée ici en maman joyeuse et déjurée. La bourgeoisie plate des cités marchandes a vidé ses bas de laine pour assouvir sa fantaisie. Elle a voulu prier à la Sagrada Família, délire de piété loufoque, Notre-Dame des Schtroumpfs. Elle a engendré des galepins de génie : Picasso, Miro, Gaudi, Et

le « séjour de courtoisie, asile des étrangers, centre de toutes les amitiés sincères » que chantait Cervantès a refusé, au temps de la machine à vapeur, de devenir le Manchester de la Péninsule.

Les Catalans n'en ont pas moins conservé leur vieille réputation de « faire du pain avec des pierres ». Ils sont restés industriels, après au gain et au travail. Ils ont fait de leur cité le pain béni du voyageur, une grande ville méditerranéenne ouverte au monde, plus proche de New-York que de Naples, folâtrant à

l'avant-garde de la littérature et des arts, férue de création et toquée d'aventures.

Barcelone, capitale d'une nation de huit siècles parlant sa langue depuis toujours - seule région pleinement et sereinement bilingue de l'Europe d'aujourd'hui. Après le temps interminable de la répression et de l'étouffement, elle joue sa carte politique dans la nouvelle Espagne des autonomies. Cela ne va pas sans tensions, parfois très vives, entre la Generalitat et Madrid. Entre Catalans

intégristes et catalans accommodants. Entre le maire socialiste de la grande ville et le chef conservateur du gouvernement régional, le charismatique Jordi Pujol. Une tradition de défi au pouvoir haute toujours le berceau des anarchistes, Barcelone l'insoumise. Elle est pour beaucoup dans le génie de cette Espagne de justesse que l'aile de l'indépendance a frôlée. Mais ici l'affrontement ne prend pas le pas sur la version locale de la sagesse et du bon sens, la seny, vertu catalane.

Sur les Ramblas, aujourd'hui, le grand espoir qui prend le frais s'appelle Jeux olympiques de 1992. Barcelone fait avancer sa candidature. Elle sait qu'un succès serait une éclatante consécration, la revanche sur les tristesses du passé. Et que ses chances sont grandes. A-t-elle jamais cessé de jouer ?

PAUL-JEAN FRANCESCINI.

Tout un monde d'opportunités en Espagne.

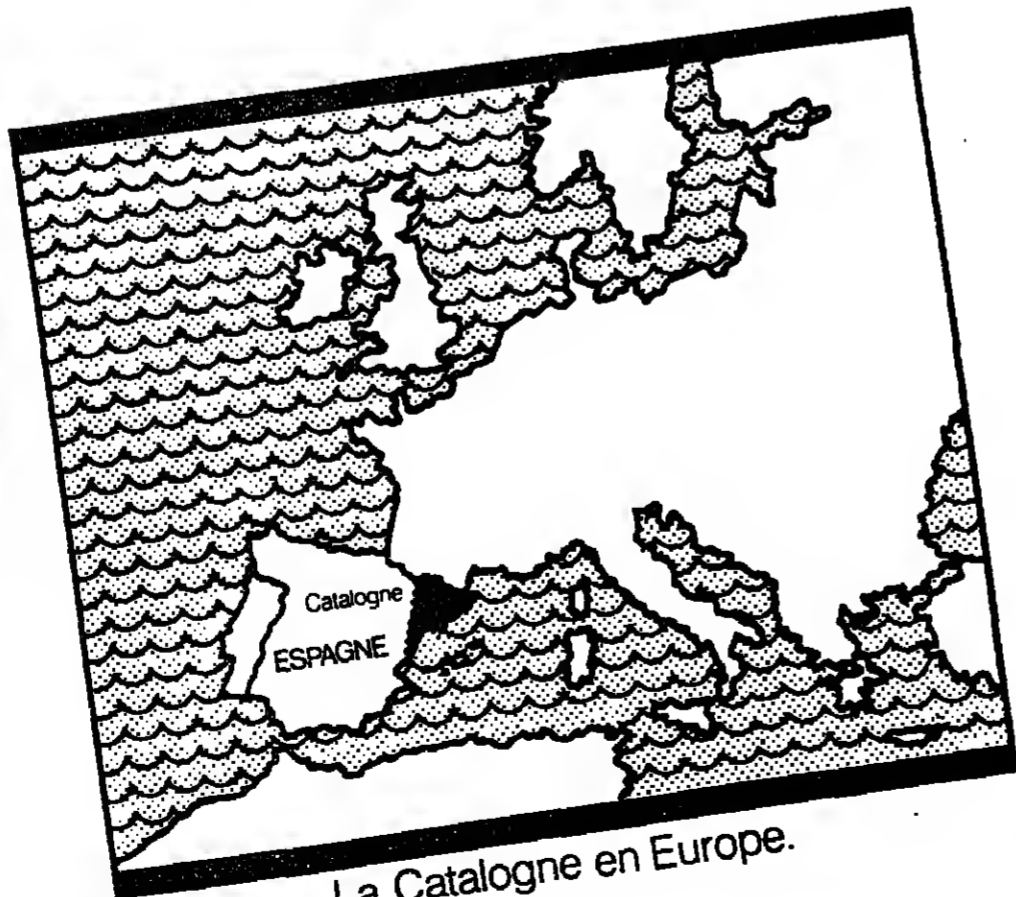
Voir page 3 du supplément.

صكفا من الاصل

Dix bonnes raisons pour connaître la Catalogne et pour y investir.

- Un pays avec plus de 1.000 années d'histoire.
- De nombreux vestiges de vieilles cultures, notamment grecs et romains, peuvent encore y être admirés.
- Un centre d'art et de culture: Roman, Gothique et Modernisme. Les oeuvres de l'architecte Gaudí. Les musées Dalí et Picasso. La Fondation Miró. Et plus de 18 autres grands musées.
- La Catalogne est la première région touristique de l'Europe. Plus de 12 millions de touristes visitent le pays chaque année.

- Barcelone, capitale de la Catalogne et ville cosmopolite par excellence, est le centre d'une aire qui concentre 3,5 millions d'habitants. Barcelone, une des principales villes de la Méditerranée, est candidate à l'organisation des Jeux Olympiques de 1992.
- La Catalogne est la grande porte de l'Espagne vers la C.E.E. et le reste de l'Europe.
- Avec seulement 6,3 % du territoire espagnol et 16 % de la population totale, la Catalogne fournit 25 % du Produit Industriel Brut de l'Espagne.
- Plus d'un quart du commerce extérieur de l'Espagne provient de la Catalogne.
- En Catalogne, se sont établies plus de 100 grandes entreprises multinationales et banques étrangères.
- En accord avec sa capacité touristique et sa puissance industrielle la Catalogne dispose d'une infrastructure de services excellente et moderne.



La Catalogne en Europe.



Generalitat de Catalunya
Département de Commerce, Consommation et Tourisme.
Pg. de Gràcia, 105. 08071 Barcelona, Espagne.

La l



OU

La langue, cet arbre en fleur après l'orage

QUAND on est de passage ici, broton, corse ou - pis encore - occitan, mieux vaut n'être pas occin à la jalousie: voici le paradis de la «langue régionale». Selon les critères admis partout ailleurs en Europe, son triomphe est sensible, évident. La seule question qu'il soulève est d'ordre théorique et presque métaphysique: une société moderne peut-elle à la longue pratiquer un bilinguisme total? Ou a-t-elle, notamment en Belgique, qu'un même territoire n'abrite pas sans chamaillerie ni divorce deux idiomes égaux et souverains. A cette loi générale, Barcelone fera-t-elle exception? Ou l'espagnol, après avoir laissé fleurir sa rivale dans une illusoire apothéose, l'emportera-t-il le jour venu?

Les catalanistes «durs» le redoutent. Ils font valoir, avec Francesc Vicens,



Jordi Pujol, président de la Généralitat.

seul député à Madrid de la formation qui fut celle de Companys, Esquerra Republicana (gauche républicaine), que la partie est loin d'être gagnée. «*Contrairement à l'impression superficielle que vous pouvez avoir, j'entends de plus en plus parler espagnol dans les transports publics. Notre bilinguisme tant vanté est un chloroforme. Quand deux langues se superposent, la plus forte l'emporte nécessairement sur la plus faible. C'est ce qui risque de se passer ici.*» Inquiétude d'un linguiste? Ou pressentiment d'un gardien de la flamme, de celui qui ose dire: «*Moi je suis catalan, espagnol par un accident de l'histoire. M. Pujol, lui, est un homme politique espagnol de la variété catalane.*» Beaucoup de Catalans ont le sentiment confus que la situation actuelle est trop idyllique et que la marée est trop belle.

Dans la rue, le catalan roule partout sa chaude vague romane. Dans l'édition, situation est plutôt satisfaisante (voir en page XI l'article de Nicole Zand).

Dans l'enseignement - clé de l'avenir, - le catalan avait été à nouveau autorisé sous Franco en octobre 1975. Persécuté à bout de souffle, le Caudillo avait d'abord fait de son mieux pour tuer la langue «rebelle». «*J'avais dix ans, raconte un enseignant, lorsque j'ai vu, dans la rue, un policier faire mettre au garde-à-vous deux passants et les*

tant à mon cours en catalan. Sur deux cent cinquante membres de mon groupe, deux seulement ont demandé à passer chez le voisin où l'on enseigne en espagnol: une jeune Canarienne et un Sud-Américain.» Quelques professeurs ont pourtant marqué leur agacement et préféré faire résonner leur castillan dans d'autres amphibies de la péninsule. Droit

ment espagnol et catalan. Vraiment, il n'y a pas l'ombre d'un problème.

Tel n'est pas l'avis des participants au Congrès mondial de la langue catalane qui vient de drainer, de Perpignan aux Baléares en passant par la capitale, tout ce que l'univers compte de spécialistes et d'experts. Dans une joyeuse ambiance de ferveur juvénile, on y proclamait que le

C'est vrai. A cela près qu'à Barcelone la langue est plus qu'une langue. Elle est la colonne vertébrale de la nation, sa raison d'être et d'espérer, son passé et son avenir. Nationalisme linguistique différencié de celui du Pays basque, barricadé dans sa fascinante singularité mais où les élites urbaines parlent seulement castillan depuis des siècles. Francesc Vicens y insiste: «*Un Noir qui vient ici et parle catalan devient, du même coup, un Catalan de race noire. Qu'il oille là-bas et parle basque et il sera toujours un étranger. La nationalité obéit à d'autres critères.*»

Tel est l'atout de la Catalogne. Elle peut prendre le pari du bilinguisme et, seule en Europe, le gagner. Pour cela, la voici bien partie. Dans vingt ans, ces enfants formés dans les deux langues, ces télé-spectateurs passionnés, ces fils d'immigrés sans nostalgie seront, à leur tour, le gros du peuple catalan. Alors la politique de subventions, d'encouragement de toutes sortes, qui étaya l'arbre malmené et lui permit de fleurir après l'orage, deviendra inutile. A moins qu'à la longue, insidieuse, la mer castillane ne vienne battre la colline de Montjuich... Mais faut-il redouter ce malheur que quarante ans d'oppression n'ont pu faire naître? La paix de Juan Carlos serait-elle plus périlleuse que la guerre de Franco?

P.-J.F.

Le catalan, plus que la langue des hommes, c'est l'âme de la nation. Une répression implacable n'en est pas venue à bout. Aujourd'hui, de par la loi, on le parle, on l'écrit, on l'exalte. Le bilinguisme a-t-il gagné à jamais?

«*gfler. Ensuite, il leur a lancé: «Cela vous apprendra à parler la langue nationale. Vous êtes espagnols, ne l'oubliez plus.» Les spectateurs filaient, tête basse.*»

La réaction en sens inverse a été si vive en 1980, après l'arrivée au pouvoir des farouches catalanistes du parti de M. Pujol, Convergència i Unió, qu'il a fallu freiner l'esprit de revanche après la pétition de deux mille trois cents intellectuels se plaignant de voir le castillan mis à l'index. Selon la «*loi de normalisation linguistique*» que le Parlement régional approuva à l'unanimité en avril 1983, «*l'espagnol et le catalan doivent être obligatoirement enseignés à tous les niveaux*» dans le primaire et le secondaire. Les écoliers reçoivent au minimum trois heures d'enseignement dans chacune des deux langues. Les parents choisissent en toute liberté une école à «*dominante*». Un établissement primaire sur cinq environ donne presque tous les cours en catalan.

Le système ne doit pas pourtant pénaliser les 40% environ de la population qui parlent seulement espagnol et ont été amenés ici par le grand brassage de main-d'œuvre de l'industrie et, ajoutent les Catalans, par le souci de Madrid de «*noyer*» leur différence. Mais la chance de la Catalogne est que sa langue - contrairement au basque - est proche du castillan, accessible à qui le souhaite et comprise d'emblée. Les «*immigrés*» la font apprendre à leurs enfants, car elle passe - on est loin du Québec! - pour un facteur d'intégration sociale. Les néophytes, là comme ailleurs, se distinguent par leur zèle, et l'on raconte que dans les rangs des ultras du catalanisme, chez les extrémistes de la Crida des Martinez et les Suarez ne sont pas rares.

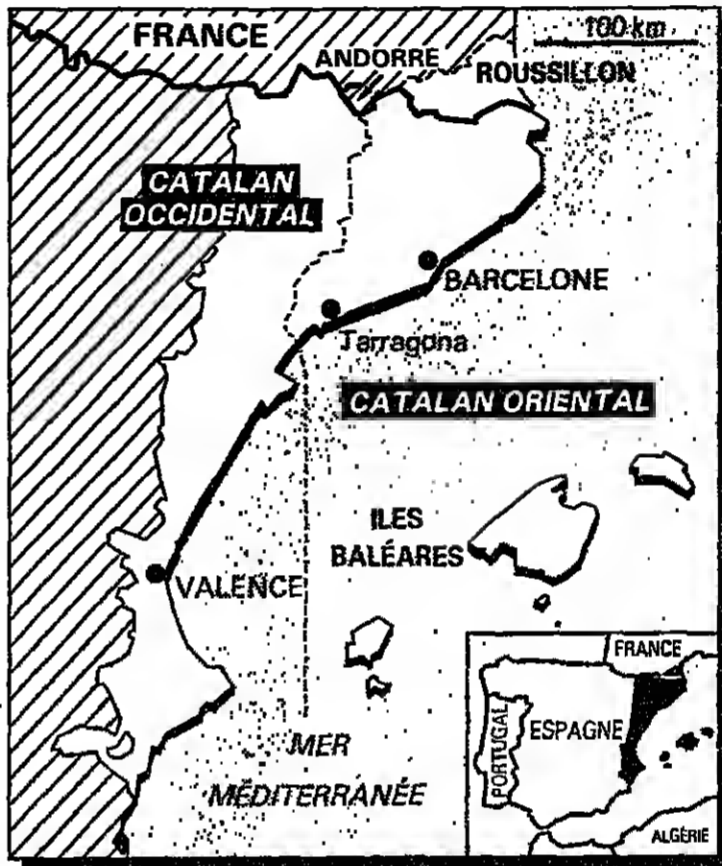
A l'université, la coexistence ne pose pas le moindre problème. Le doyen de la faculté de droit, M. Soler, en donne un exemple. «*Jadis, nous formions avec nos étudiants des groupes linguistiques. Désormais, c'est l'ordre alphabétique qui décide. Cette année, les premières lettres déterminaient les étudiants assis-*

que leurs collègues catalans leur reconnaissent volontiers. Eux-mêmes le revendiquent, et, dans le maquis juridique de l'autonomie - l'université dépend théoriquement de la Généralitat mais est toujours financée par l'Etat central - ils n'ont aucune envie d'être assignés à résidence en Catalogne par un statut trop «*spécial*».

Dans cette cohabitation étonnamment pacifique, la moindre escarmouche prend des proportions considérables. D'où le souci, sensible partout, d'éviter tout dérapage. Le «*triomphe*» du catalan doit être acquis en douceur. S'il n'est pas au rendez-vous, on pourra au moins éviter que la société soit traumatisée par une guerre perdue. Mais pour ancrer la langue, c'est la télévision qui a joué et jouera le rôle décisif. «*Je m'étais fixé un repère, nous dit un journaliste. Pour moi, le catalan serait sauvé le jour où Clark Gable le parlerait sur le petit écran. C'est arrivé hier soir.*» Sur TV3, bien entendu, cette chaîne exclusivement catalane et très regardée, qui double à tout va des feuilletons américains et a fait parler catalan aux héros de Dallas. Trop «*pujoliste*» aux yeux des socialistes, elle est dirigée par des jeunes épris de télévision - à l'américaine - et qui font rimer catalanisme avec modernisme. Utile complément à la passion des groupes sardanistes et des patronages qui anime M. Jordi Pujol et lui vaudrait facilement une réputation de populisme bucolique.

Car la défense et l'illustration du catalan sont ici l'affaire de tout le monde. Dans le débat public, de par la loi, il ne peut faire l'objet d'aucune discrimination, étant la «*langue propre de la Catalogne*». Avec une aisance de slalommeur, à la Généralitat comme à l'Ajuntament, tous passent d'une langue à l'autre selon le sujet et l'interlocuteur. Le président Taradellas, témoin des temps difficiles, s'en émerveille encore. «*Ce matin, nous dit-il, j'ai assisté à une première réunion du syndicat UGT (Union générale des travailleurs). On y parlait indifférem-*

catalan est encore loin du salut, et que les gens de Madrid n'ont pas renoncé à leurs sombres desseins. Vraiment, ils exagèrent, soupire un de nos interlocuteurs. Figurez-vous que le jour de l'ouverture de leur congrès, ils ont demandé que dans tous les villages, à 20 heures précises, les Catalans allument des baugies et chantent un hymne. Et les gens ont marché! Exploitation politique! Nous ne sommes tout de même plus des persécutés pour avoir recouru à ce genre de manifestations de premiers chrétiens!



La Banque Indosuez en Espagne.

La Banque Indosuez est présente en Espagne, à Madrid et Barcelone. Ces deux succursales s'intègrent dans un réseau qui couvre tous les grands pays d'Europe, mais aussi 23 pays d'Asie-Australasie, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord. La Banque Indosuez présente dans 65 pays vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Siège Social : 96 boulevard Haussmann 75008 Paris.
Madrid : C/Almagro 34, Madrid 28010. Tél. : (341) 419.60.11. Télex : 23161 Ebsum E.
Barcelone : C/Balmes 150, Barcelone 8. Tél. : (343) 217.90.00. Télex : 59392 Suez E.

BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS.

مكتبة من الأصل

هكذا من الالهي

Pasqual Maragall : le maire qui sprinte avant les Jeux



P. ANLWO

« C'EST un bon maire qui rend Barcelone plus belle qu'avant », laisse tomber de toute sa hauteur le vieux « de Gaulle catalan », Tardellas, qui fut la conscience d'un peuple en exil. Belle consécration pour le jeune Pasqual Maragall, socialiste installé à la mairie depuis trois ans et demi. Sa première prouesse fut de ne pas se casser les reins en succédant au très estimé Narcís Serra, aujourd'hui ministre à Madrid. Tout le monde ici vous vante Pasqual, si « sérieux » si « actif », qui « fait tant pour la ville ». Avec, du côté de la droite, une nuance d'agacement et une petite fiche de consolation : « C'est un grand technocrate, mais il ne sera jamais vraiment populaire. »

Jamais ? Bien sûr, ce n'est pas Pujol - le rond et lyrique comte de Catalogne, qui préside aux destinées de la Generalitat et souffle à chaque week-end sur les brasiers de ferveur catalaniste dans les

hals de pompiers et les elus de sardane. C'est même l'anti-Pujol que ce jeune homme affairé, à la crinière au rasoir et à la moustache dans le vent - gendre à faire rêver sur les Rambles les belles-mères de la bonne société ! Avec ce savant modernisme hancé tradition qui vous met à l'aise dans les Falcon Jet, sur les pistes de ski, à Silicon Valley mais aussi au village chez tante Montserrat.

sans que soient encore faits les grands travaux publics ».

On n'est pas impunément le petit-fils de Joan, le grand poète dont une arrière de Barcelone porte le nom. On a trop tâté des hibernons de rimes, de lyrisme et d'imprécision. Alors, on s'est revanché en passant un doctorat d'économie à New-York. Et l'on gardera toujours sa fringale de platées managériales et de

lons et des culottes de peau du franquisme centralisateur. Premières échafaudées avec la Guardia civil, nuits au poste. Avant de gérer un Etat, il n'est pas mauvais de tâter de ses matraques. Pourtant Pasqual ne cède pas entièrement aux sirènes de la « gauche divine », et il sommeole aux conférences christomaxistes d'Alfonso Comin. En 1959, il décide d'adhérer au FOC, le Front

l'aire métropolitaine de Barcelone, seul legs apprécié de l'époque franquiste. La municipalité s'oppose avec vigueur à ce « mauvais coup dans le style de Mme Thatcher », même si, pour parler de son grand adversaire, le maire s'entend à moucheter le fleuret. Mais il faudrait beau voir qu'on le réduise à la portion congrue !

Car Pasqual Maragall a un grand dessein inavoué, seul projet capable de tenir tête au catalanisme flamboyant de M. Pujol. C'est de transformer sa ville, métropole du Nord, de la remodeler à tel point, de si bien fouailler sa créativité naturelle, qu'elle deviendra la clé de la modernité espagnole. Bref, comme le promet le sous-titre de son livre-programme : dynamiser son rôle catalan, espagnol et international (1).

Pour y parvenir, il sait admirablement s'y prendre. Parfois avec courage quand il faut faire passer l'intérêt public avant tout autre. Un maire qui ose tenir tête au club de football omnipotent, le Barça, et lui prescrire de ne pas oublier l'environnement quand il agrandit son terrain ! Il faut être diablement sûr de soi pour chautouiller l'idole.

Destin national ? Il s'en défend dans son style désincarné. « Ici, les intérêts politiques, professionnels et personnels sont très liés. Il est difficile d'imaginer un autre travail. » Mais ce jeune homme un peu de gauche, qui serait maire de Lille avec un cil sur Matignon, n'a visiblement pas de fil à la patte. Il se sent bien dans « l'Espagne en chantier » et s'en félicite d'un air gourmand : « Les autonomistes, ça va marcher. Si on veut bâtir l'Espagne nouvelle, il faut jouer son jeu et l'expliquer aux Catalans. » Et d'ajouter un peu trop vite pour n'y avoir pas longuement réfléchi : « L'Espagne est le seul pays qui a fait son Etat au détriment du Nord et au bénéfice du Sud moins avancé. »

Et si le Nord prenait sa revanche... Non pas dans les rancœurs d'un séparatisme rené mais dans le triomphe des siens à la tête de la capitale de l'imaginaire et du savoir-faire ? Pasqual Maragall a vué un jour qu'enfant il rêvait d'être maire de New-York. Quand on règne sur Barcelone, on peut se trouver un très beau destin de rechange.

P.-J.F.

(1) Pasqual Maragall, *Réflexions*, Barcelone, éd. Planeta, Barcelone.

Qui donc est ce jeune technocrate dans le vent, ce socialiste hyperréaliste, cet amoureux des chiffres, ce manager pour feuilletton américain ? Il compte sur les Jeux olympiques pour que Barcelone, sa passion, garde une longueur d'avance.

Ce soir, entouré de son équipe - jeunes loups décontractés qui ont « fait soixante-buit » au quartier Latin, dingues d'urbanisme ayant trouvé leur gourou, le voici coïncé entre deux signatures. Il vient de conclure avec le ministre des travaux publics de Madrid un accord pour rénover le front de mer. Puis il a bondi dans un avion pour présenter, au fin fond de l'Espagne profonde, le « camion exhibition » des Jeux olympiques dont rêve sa ville - un monstre ultra-moderne à couper le souffle à un fils de pub, Cravaté au millimètre, la fatigue joyeuse, mélange de Chaban jeune et de Fabius bon garçon. Qu'on ne s'y trompe pas : sous la chaleur de l'accueil et la séduction d'un français irréprochable - ses fans font valoir que son anglais est « encore meilleur » - l'œil plissé d'un éternel sourire est celui d'un animal politique. Mais il ne s'allume vraiment qu'en évoquant les fantasmes d'un Eros gestionnaire : un pourcentage surprenant, une statistique pointue, la prime de panier du policier municipal, le modèle de la benne à ordures. Et bien sûr, espoir suprême et suprême pensée, ces JO de 1992. Flamme portée au trot, cœur qui saute à la perche, beauté des athlètes en fleur ? Pensez donc ! Pour Pasqual, sprinter de l'économie, les JO sont « la date fétiche pour les équipements à moyen terme ». Et s'il a un moment d'émotion, c'est pour déplorer que « les enfants grandissent

goinfrées décisionnelles. Dans l'appartement d'une simplicité de bon goût qui domine la cité bien-aimée, on jouera presque aussi bien avec l'ordinateur que Diana, épouse et professeur d'informatique.

C'est peut-être là qu'est le secret de cette allègre fébrilité de M. le maire, de la façon coquine qu'il a de caresser les plans-masses et de trousseur les budgets. « A l'école, on m'obligeait à réciter des poésies parce que grand-père en écrivait. » Ce pieux et prolifique homme de bien se fit enterrer dans la bure de saint François. Famille chrétienne, nombreuse, libérale et ouverte au monde. On ne rancissait pas à la Maurine dans la Barcelone des quatre vents. Sur les douze enfants du poète grand-bourgeois, sur les huit rejetons de son fils Jordi - sur Pasqual, le troisième, - est tombée la bénédiction d'un catholicisme sans étroitesse. D'où cet air de jeunesse comblée, d'assurance sans arrogance, que donne à M. le maire une enfance passée entre les ribambelles de cousins, les visites du curé et l'armoire aux confitures. Et cette envie de partager qu'ont les fils de riches au grand cœur lancés dans la politique.

Etudes secondaires au collège Virtelia - peut-être encore plus catalan que catholique. Premiers jeux avec Ricardo Bonfil, entre autres copains. Pujol est plus âgé, et l'on apprend déjà à faire bande à part. Mais un chrétien catalan se méfie tout naturellement des goupil-

ouvrier de Catalogne, clandestin et socialisant. A vingt-quatre ans, il se marie. Ne sachant pas bâtir sur le sable, il assure volontiers être « aussi amoureux qu'au premier jour ».

Et le voici lancé dans la vie politique de l'Espagne. Chez les socialistes, catalans certes mais perçus comme des suppôts de Madrid, les noms illustres, les talents, le don d'expression manquent cruellement. Barcelone est depuis toujours mal gérée. Narcís Serra, le modèle à surpasser, enlève la mairie puis la confie à cet adjoint - pardon, ce « conseiller » - hâcheur et doué. Déjà, la bonne direction est prise : freiner la spéculation délirante qui sévit depuis vingt ans, remodeler la ville, créer des espaces verts. Comme l'assène Pasqual Maragall au journaliste de passage dont il veut doucher l'enthousiasme : « Vous savez, Barcelone est une fiction ! Le centre vous fait impression, mais c'est aussi une métropole où l'on trouve les pires aspects de l'Europe, comparable seulement à Athènes ou à Lisbonne. » Et d'aligner les faubourgs démunis, les casernes sordides et sans école où, comme à Cornélias, on a entassé cent mille habitants... « Ah ! si notre tâche était de refaire seulement le centre, notre vie serait plus calme ! » Sous-entendu : à Dieu ne plaise ! Toute disposée à le prendre au mot, la Generalitat de M. Pujol tente de dessaisir le maire de ses pouvoirs extra-muros en disloquant

LA VANGUARDIA

le premier journal de Catalogne

Le journal espagnol le plus européen

LA VANGUARDIA

les nouvelles telles qu'elles sont

Pelayo, 28, 08001 Barcelone, Espagne

Le génie du contre-pouvoir

A la deuxième conversation, on est sûr d'avoir compris. A la dixième, on est persuadé du contraire. La vie politique de Barcelone est un savant jeu à trois : le nationalisme catalan, Madrid lointaine mais très présente capitale de l'Espagne des autres, enfin la sagesse, qualité éminemment locale. On est bien loin des options tranchées, des malédictions, du noir et du blanc chers au Pays basque. La Catalogne, région d'Europe qui passa le plus près de l'Etat-nation, en a connu les fastes au temps où Charles Quint disait préférer être comte de Barcelone qu'empereur des Romains. Il lui en est resté la conscience d'un grand œuvre inachevé. « Rose d'avril tronquée, délire d'un destin sans conclusion », comme l'écrit dans des pages inspirées l'un des bons romanciers catalans, Luis Goytisolo. Eloge vibrant quoique en... castillan. Tant il est vrai que le fanatisme, ici, n'est pas de saison.

La Catalogne aurait pu, aurait dû, se constituer en Etat. Cette certitude est celle de tous les Catalans. Rosta à assumer le démenti de l'histoire. Selon qu'on l'accepte d'un cœur plus ou moins rétif, le catalanisme, clé de toute la politique, se colore d'innombrables nuances. Pour l'essentiel, c'est tout de même un nationalisme de puissance en pointillé : avec sa langue, sa métropole, ses îles vassales, ses comptoirs d'outre-mer et son économie active.

Comparée à tant d'autres, la revendication catalane frappe par sa sérénité. Quelques extrémistes, regroupés dans la Crida (appel) restent marginaux. Le sentiment général est plutôt marqué par une méfiance un peu condescendante, une prise de distance sans aigreur, comme il sied aux peuples qui ne se sentent ni biologiquement ni culturellement en péril.

A en croire le président Taradellas - prince d'exil qui restaura la Catalogne, - le sentiment dominant à l'approche des élections espagnoles relèverait même ici de « l'euphorie ». Il ramène les tensions à une dimension de chamaille sans réelle portée : « L'autonomie ne nous a coûté ni un mort ni une peseta. Les Basques sont durs et fanatiques. Pas nous. Nous autres, nous sommes des cartésiens, des gens du pacte. » Le fait que la Catalogne, pour la première fois de son histoire, ait un « gouvernement » conservateur n'inquiète guère l'homme qui, en 1977, s'opposa à la formule actuelle en la jugeant insuffisante car « sans l'ordre public, l'autonomie est bien peu de chose ».

Il faut pourtant trouver sa place dans l'Espagne - et cette fois mieux qu'en 1931, lorsque les autonomes accordées seulement aux deux fortes têtes du Nord tournèrent vite au drame. La Constitution du royaume en son article 2 a dessiné, dans un flou accueillant, « une

nation unique composée de nationalités ». Le statut d'autonomie proclame que « la Generalitat est l'institution par laquelle s'organise politiquement l'autogouvernement de la Catalogne ».

Cette Generalitat, au nom illustre et aux pouvoirs limités contrainte à solliciter sans cesse Madrid pour ne pas tirer le diable par la queue, est d'abord une fierté et un symbole. Verbe plus qu'action, ebullissent les médians. Car le verbe, son président en use magistralement. Jordi Pujol - ancien prisonnier de Franco - catholique fervent, Catalan

que la Generalitat de M. Pujol se prend vraiment un peu trop pour une Maison Blanche - ce qui est imprudent quand on ne lève l'impôt ni ne frappe monnaie, - bref qu'être Catalan, donc réaliste, c'est s'accommoder du monde tel qu'il va.

Quitte à accepter que, dans l'Espagne des autonomies, les deux « vraies nations » du Nord - « au fond, en dehors de nous, il n'y a guère que les Basques et à l'ouest un peu les Galiciens » - soient quelque peu noyées dans un ensemble composite de dix-sept « régions autonomes » dont beaucoup,

coupables, devant d'autres banques qui prenaient l'eau, l'Etat central n'avait lâché ni ses limiers ni ses procureurs. Il faudra aux jeunes loups du parti - sans racines politiques dans cette terre où l'anarchiste et le communiste furent rois - beaucoup de patience et d'adresse pour surmonter ce handicap et dissiper leur tenace mauvaise renommée. Tentés, comme tant de socialistes, de faire le bonheur du peuple par le centralisme, Jacobins exilés en Gironde, ils ont avec leurs amis madriléens des rapports fraternels mais délicats. Si « Felipe » parvient à s'entendre vraiment avec

par un dans les années terribles du franquisme parce qu'ils refusaient par fidélité à leurs principes de s'organiser strictement pour leur survie - le PC aurait pu occuper le terrain. On lui savait gré, ici, d'avoir mené la lutte antifranquiste en ces temps héroïques où il mobilisait le dévouement des Semprun ou des Francesc Vicens, intellectuels préneurs de risques, soldats des missions clandestines. Deux ans après la mort de Franco, il récoltait les fruits du courage et était le premier parti. Aujourd'hui, comme dans le reste de l'Espagne, les communistes de Barcelone ne sont qu'une secte amère et divisée. Quant à Madrid, M. Carrillo, bon papa en faillite, avec sa matoiserie à la Bérégovoy, présente comme une renaissance de son parti l'alliance hypothétique entre deux groupuscules, pourquoi les Catalans feraient-ils mieux ?

L'originalité de la vie politique à Barcelone n'est pas dans les forces en présence. Elle tient plutôt à la façon dont l'électeur les utilise. Un conservateur prestigieux porte le drapeau de la Generalitat ; son adversaire, technocrate socialiste, gère - fort bien - l'ajuntament (mairie). Des ministres, et non des moindres, gouvernent à Madrid, quarante-sept députés enfants du pays y colonisent la Chambre - trop avisés pour se constituer en groupe de pression. Bref des hommes partout, des intérêts défendus à tous les niveaux, par toutes les compétences, des œufs dans tous les paniers. Quitte pour l'électeur à se démentir allègrement d'un scrutin à l'autre. La petite cité de Sabadell garde précieusement son bon maire communiste - le PC bondissant soudain pour le faire élire de 11 % à 55 %, - mais envoie des socialistes à la Chambre et plébiscite Jordi Pujol aux élections « autonomes ». Inconséquence espagnole dans ce pays qui n'a pas eu le temps d'apprendre la démocratie et choisit des hommes plutôt que des partis ? Plutôt rouerie catalane, vieux savoir-faire, refus de toute hégémonie, partage des rôles. Avec quelques audeces, comme celle de M. Miguel Roca, éminent membre du parti de M. Pujol, qui va tenter aux élections nationales de juin de lancer un parti « réformiste » dans tout le pays sur le modèle de la droite moderne française. Mais cet admirateur de M^{me} Veil est peut-être encore un peu trop perçu comme Catalan pour réussir d'emblée dans une modernisation dont les conservateurs de Madrid ont le plus grand besoin.

Peu importe, les Catalans ne renonceraient pas à donner quelques leçons à l'Espagne. Leur vie politique - avec son art de dédramatiser le débat entre hommes et cultures - peut même offrir un modèle dont d'autres Européens tireraient grand profit.

Et les communistes ? Contrairement à leurs vieux rivaux anarchistes fusillés un

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

Le pouvoir est un jeu à trois : l'illustre Generalitat que préside Jordi Pujol, l'entreprenante mairie de Barcelone, enfin, Madrid, où sont les cordons de la bourse. Arbitre : l'électeur catalan qui sait tirer le meilleur parti de l'« Espagne des autonomies ».

cœur au ventre, fait vibrer de ses indignations chaleureuses les téléphones des premiers ministres. C'est bien vu dans ce pays pétri d'opposition à Madrid, dont les enfants n'étaient, par tradition, ni fonctionnaires, ni soldats, ni curés, sinon à leur manière. Mais cela donne à certains l'impression que la dérive a commencé, que Barcelone s'éloigne dangereusement de l'Espagne. « Mes étudiants se radicalisent », soupire un professeur de ganebe, un peu inquiet mais au fond pas trop. Dans cette société, presque parfaitement bilingue, sans complexes ni radeurs, où l'Andalou « immigré » s'inscrit, dès qu'il se sent de la famille, parmi les supporters de la Barça, le nationalisme a du mal à faire peur. On s'amuserait plutôt de ses formes pittoresques. Des comptes rendus sportifs où l'équipe d'Espagne devient « étatique » pour n'être pas « nationale » ou de TV 3, chaîne farouchement catalane, où le roi Juan Carlos, entouré d'égards trop respectueux, a un peu l'allure d'un monarque étranger en visite d'Etat.

Comment être à la fois, à l'heure de la démocratie, Espagnols et Catalans. Et qu'est-ce d'abord ? On perd son latin dans cette classe politique complice et solidaire, où tous les noms sont ceux d'enfants de bonnes familles enracinées depuis toujours. Donc celui-ci serait, on nous le dit, « moins catalan » que d'autres ? Peut-être, qui sait, un « collaborateur », un de ces prébendiers repus de la Cour d'Espagne que jadis on affublait, tant leurs jours étaient rouges et rebondis, du sobriquet de « botiflers » (souffleurs de verre) ? Mais le suspect vous fait valoir - on n'est pas plus convaincant - qu'on n'attrape pas les mouches madriléennes avec du vinaigre,

comme le dit joliment de la sienne le président de Castille. « *som filles de la rai-san et non de l'histoire* ». Le maire de Barcelone, M. Maragall, justifie une « *résignation* » qui fait bondir M. Pujol : « *Le système actuel, bien géré, peut donner beaucoup de résultats. Et ou moins on n'humilie pas les autres. Après tout, nous nous disons que, au stade actuel, c'est la Catalogne qui existe alors que l'Espagne n'existe pas encore* ».

Belle formule qui exprime toute l'ambiguïté du rapport à l'Etat central en ayant l'air de l'évacuer par une pirouette. Pour leur part, M. Pujol et Convergencia, son parti préférent un populisme affable et omniprésent, une vigilance dénonciatrice envers les « *empiétements* » de Madrid, une affirmation jalouse, permanente, lancinante des « *droits historiques* » catalans.

Les socialistes souffrent ici d'un lourd handicap, surtout depuis que leur ami Felipe Gonzalez est au pouvoir dans la capitale. Leur catalanisme - pourtant aussi enraciné dans leur histoire personnelle et familiale que celui des autres - sentira toujours le fagot aux narines des orthodoxes de l'autre camp. Eux accusent M. Pujol de « *victimisme* », dénoncent le mélange de vaines bravades et de pleurnicheries qui, à les en croire, lui donne un « *double langage* ».

Pauvres socialistes de Barcelone ! Ils ont beau tenir la mairie, avoir en la personne de Pasqual Maragall un premier magistrat actif et avisé, il fallait les voir raser les murs quand Jordi Pujol a été « *mouillé* » quinze jours après avoir remporté une écrasante victoire aux « *élections autonomes* », dans l'affaire de la Banca Catalana ! L'opinion publique y a vu une « *machination socialiste* » - observant que pour d'autres négligences

M. Pujol, adieu au rêve socialiste de conquérir un jour la Generalitat ! Mais si les rapports s'aggravent par trop entre Madrid et le premier des Catalans, leur langage de conciliation passera pour une hypocrisie de suppôts du pouvoir central et leur fera peut-être perdre leur chère mairie. Bref, ils marchent sur des œufs. Mais, paradoxalement, ils sont les patrons de cette Catalogne dont le cœur leur échappe. S'ils réussissent, avec l'aide des Jeux olympiques, à faire de Barcelone la ville phare de leur gestion, ils n'auront pas grand-chose à craindre des envolées lyriques d'un catalanisme agraire. Il n'enflammerait plus alors que la « *province* » - 30 % de la population.

Dans ce pays qui faillit être, l'Etat central n'a jamais eu le moindre prestige. C'est peut-être là que se trouve la clé de sa bizarrerie politique. Ce fut la raison du succès des anarcho-basques - ces grands absents d'un pays où ils eurent leur capitale mondiale dans les années 30 et où le drapeau noir ne flotte que sur le carré des suppliciés. Jadis, leur doctrine avait supplanté le socialisme, religion de ceux qui attendent quelque chose de l'Etat. Quand le 20 juillet 1936, au surlendemain de la révolte de Franco, la gauche s'unifia en Catalogne, dans le Parti socialiste unifié de Catalogne, le PC menait le bal et les socialistes étaient une poignée. Aujourd'hui encore - en dépit de la qualité des Catalans qui le dirigent et du nombre des immigrés qui votent d'instinct pour lui - sa prospérité, son triomphe, ne prouvent pas que leur parti ait définitivement échappé au mauvais sort jeté sur son berceau.

Et les communistes ? Contrairement à leurs vieux rivaux anarchistes fusillés un



LA CATALOGNE EN CHIFFRES

Population :
Province de Barcelone : 4,6 millions d'habitants ; Catalogne : 5,9 millions d'habitants ; Espagne : 37,7 millions d'habitants.

Superficie :
Province de Barcelone : 7733 kilomètres carrés ; Catalogne : 31930 kilomètres carrés ; Espagne : 504750 kilomètres carrés.

Revenu total :
Province de Barcelone : 3084247 millions de pesetas ; Catalogne : 3899632 millions de pesetas ; Espagne : 19810945 millions de pesetas.

Revenu familial disponible total :
Province de Barcelone : 2680249 millions de pesetas ; Catalogne : 3451514 millions de pesetas ; Espagne : 17954804 millions de pesetas.

Revenu familial disponible par habitant :
Province de Barcelone : 582662 pesetas ; Catalogne : 585002 pesetas ; Espagne : 476254 pesetas.

Répartition de la valeur ajoutée de la production :

	Sect. prim.	Sect. second.	Sect. tert.
Province de Barcelone	1,2%	40,6%	58,2%
Catalogne	3,9%	39,2%	56,9%
Espagne	8,1%	32,4%	59,5%

(Source : Banque de Bilbao, Madrid.)

Banque de la Petite et Moyenne Entreprise

Rendez-vous pour vos affaires à **Barcelona & Madrid**

Travessera de Gracia, 11
Télex: 97691 BPME 06021 Barcelona

María de Molina, 33
Télex: 42244 BPME 28006 Madrid

Adressez-moi le rapport qui contient tous les renseignements sur la BPME, sans engagement de ma part.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. (dom) : _____ (bureau) : _____

سكنا من الأصل

Les pionniers de la dure reconversion à l'Europe

« INVESTISSEZ en Catalogne : une zone de tradition industrielle forte et diversifiée, un personnel technique et ouvrier hautement qualifié, des coûts salariaux modérés, une situation géographique privilégiée, au cœur de l'Europe... »

Pas de doute, les dépliant publicitaires de la Generalitat ou de la mairie destinés aux hommes d'affaires étrangers reflètent la confiance en soi. Comme de coutume, d'ailleurs. Depuis des siècles, la métropole catalane ne s'engorgeait-elle pas d'être la plus européenne des villes espagnoles, la plus industrielle et la plus industrielle, celle qui, en important dès le XVIII^e siècle des machines anglaises pour confectionner des cotons, donna le coup d'envoi à l'industrialisation du pays, celle qui utilisa la première machine à vapeur, puis la première machine électrique ?

Etre pionnier, toutefois, présente quelques inconvénients. Si l'industrie barcelonaise est certainement l'une des plus anciennes d'Espagne, c'est aussi celle qui, pour cette raison même, avait davantage besoin de se rénover et de se restructurer. Une tâche indispensable au moment où l'Espagne entre dans la CEE et expose progressivement son secteur industriel aux aléas d'un système de libre-échange auquel il était loin d'être habitué.

Le pari a-t-il été tenu ? La Catalogne (et plus particulièrement la province de Barcelone, qui concentre plus de 80 % de ses industries) reste l'un des poumons économiques du pays. Elle assure toujours 26 % de la production industrielle nationale, dont 67 % des textiles, et 32 % des produits chimiques. La province de Barcelone concentre, à elle seule, 18 % des dépôts bancaires de toute l'Espagne. Le revenu familial disponible par habitant y est toujours supérieur de 21 % à la moyenne nationale. Mais le taux de chômage, dans la province, atteint aujourd'hui près de 23 % de la population active, soit un point de plus que le taux national, déjà le plus élevé d'Europe occidentale.

Les Barcelonais, en tout cas, sont convaincus qu'en matière de reconversion également ils se sont révélés plus dynamiques, plus « européens » en fin de compte, que le reste du pays. « Le patronat, ici, a fait preuve de plus d'esprit d'innovation », souligne M. José Piqué, directeur général de l'industrie du gouvernement autonome catalan. Il ne s'est pas contenté, comme ailleurs, de réduire simplement sa capacité de production pour répondre à la crise. Il a aussi cherché à adapter sa production aux nouvelles tendances de la demande. Il est vrai que cette mutation s'est traduite par une réduction de l'emploi, car ces nouveaux secteurs emploient en général moins de main-d'œuvre que les précédents.

La Catalogne, il est vrai, s'est lancée dans la reconversion avec d'indéniables atouts, que résume l'économiste Martin Parellada : « Notre secteur secondaire

est plus diversifié. Il repose essentiellement sur l'industrie de transformation, et non sur celle de base. En outre, les grandes entreprises sont chez nous peu nombreuses, l'essentiel du tissu industriel étant constitué par des PME. Tous ces facteurs nous avantageaient par rapport au reste de l'Espagne, car il nous assurait une plus grande flexibilité pour restructurer notre appareil productif. »

Comme toujours à Barcelone, tout a commencé par le textile. Cette activité fut d'ailleurs la seule, en Catalogne, à bénéficier d'un véritable plan global de restructuration élaboré par le gouvernement : entré en vigueur en septembre 1981, il est arrivé à expiration le 31 janvier dernier. La réduction totale de main-d'œuvre envisagée pour le secteur

était de 19 % : un pourcentage important, certes, mais bien inférieur aux 42 % prévus dans les chantiers navals espagnols, ou aux 39 % de la sidérurgie.

« Notre région a été pionnière en matière de reconversion parce que sa structure industrielle était basée sur le textile, et le textile est l'un des tout premiers secteurs, en Europe, à avoir dû se réinventer pour faire face à la fois à la concurrence des nouveaux producteurs asiatiques et à celle des fibres synthétiques », explique M. Alfredo Molinas, président de la confédération patronale catalane. Le textile est d'ailleurs une activité en rénovation permanente, car elle doit répondre à une demande toujours très fluctuante. La reconversion de ce secteur a eu un effet de dynamisation pour les autres. Je crois que nous pouvons dire aujourd'hui que, fondamenta-

lement, l'essentiel de la restructuration est accompli.

Conséquence d'une structure industrielle plus diffuse et moins concentrée, la reconversion, dans la région de Barcelone, s'est souvent faite au coup par coup et de manière progressive. Aussi est-elle apparue moins traumatisante que dans d'autres régions industrielles d'Espagne d'avantage axées sur la « mono-production » et les secteurs de base, comme la sidérurgie à Sagonte et aux Asturies, ou les chantiers navals en Galice.

La situation sociale n'a pas moins aujourd'hui difficile en Catalogne comme ailleurs, ainsi qu'au rappelle dans les milieux syndicaux. « Dans certaines localités de la ceinture industrielle de Barcelone, le taux de chômage avoisine les 40 % », souligne M. José Luis

Lopez Bulla, secrétaire général de la centrale Commissions ouvrières de Catalogne (communiste). Seuls 32 % des chômeurs bénéficient d'une allocation, alors que ce chiffre était encore de 46 % il y a quatre ans. A côté de la restructuration officielle s'en est produite une autre, sauvage celle-là, basée sur la fermeture pure et simple des entreprises. D'autant que le contrôle de l'Etat était plus difficile face à un tissu industriel aussi disséminé que le nôtre.

« Institutionnalisées » au sauvagement, la reconversion, chacun en convient à Barcelone, arrive aujourd'hui à terme. Elle a déjà sensiblement modifié le paysage industriel catalan. Les secteurs traditionnels ont dû chercher de nouveaux créneaux, comme le textile avec la confection de haut niveau et la mode d'avant-garde. Ils n'en ont pas moins perdu de leur importance : dorénavant, la métallurgie représente 31 % de la valeur ajoutée totale produite en Catalogne, et la chimie 13 %, le textile étant relégué en troisième position avec 11 %. Les investissements étrangers, eux aussi, ont accéléré les mutations : désireuses de « se placer » en Espagne à la veille de l'intégration de ce pays à la CEE, plusieurs entreprises d'informatique ou d'électronique, japonaise notamment, ont choisi Barcelone comme point d'ancrage.

Elles y ont été d'autant mieux accueillies qu'elles font figure de facteur d'« irradiation » des nouvelles technologies, dans une région où l'on a toujours aimé, dans ce domaine, être à l'avant-garde. Mais leur capacité d'absorption de main-d'œuvre est limitée, et les emplois créés dans ces secteurs coûtent cher en termes de capital investi. Aussi, des « jeunes technocrates » de la Generalitat, comme M. Piqué, aux syndicats, comme M. Lopez Bulla, chacun s'accorde à Barcelone à souligner que c'est la rénovation des secteurs traditionnels, véritables pourvoyeurs d'emploi, qui assurera longtemps encore le futur de la région.

Détermineront-ils le rôle assigné à Barcelone dans le cadre de cette nouvelle répartition des tâches industrielles entre régions que suppose l'intégration dans la CEE ? « Dans une région de forte diversification industrielle comme la nôtre, il est difficile de parler de secteurs déterminés qui nous soient assignés », souligne M. Joaquim Pujol, qui dirige le CIDEM, un organisme créé par le gouvernement catalan pour stimuler l'activité industrielle. « Il serait sans doute plus exact de parler d'entreprises concrètes, qui s'intégreront plus ou moins bien dans le cadre européen en fonction de la compétitivité de chacune. »

Compétitivité : à cet égard, les Barcelonais, il est vrai, sont optimistes. Lorsqu'on a pris plaisir, durant des décennies, à se présenter comme « les plus européens des Espagnols », on peut difficilement se montrer pusillanimes au moment d'entrer dans le club !

THIERRY MALINAK.



Le « Palais de l'Industrie » à l'Exposition universelle de 1888.

SEAT SOUS CONTROLE ALLEMAND

Le prix du salut

EN passant, le 21 février dernier, sous le contrôle de l'allemand Volkswagen, la constructeur automobile espagnol SEAT (240 milliards de pesetas de chiffre d'affaires en 1985, soit 12 milliards de francs) a perdu son indépendance. Mais il y a certainement gagné son salut.

Indépendant, SEAT ne l'aura, de toute façon, pas été longtemps. Filiale jusqu'en 1980 de Fiat, elle fait partie des « rejets » abandonnés par l'Italien dans sa stratégie de recentrage sur sa base nationale. Entré à 100 % dans le giron du secteur public après le retrait de Fiat, SEAT ne cesse d'accumuler les déficits et d'alourdir ses dettes, devenant l'un des canards les plus boiteux de l'INI (Institut national de l'industrie), holding d'Etat. En 1984, SEAT perd encore 36 milliards de pesetas (1,8 milliard de francs), et son endettement culmine à 180 milliards de pesetas.

La situation devenait d'autant plus critique que l'Espagne, important producteur automobile, a mis en œuvre

des mesures de réduction du déficit du secteur public, le gouvernement espagnol ne pouvait plus supporter les pertes de SEAT ni, à plus forte raison, lui donner les moyens de se moderniser pour parvenir au niveau européen. L'intérêt de Volkswagen pour SEAT, avec lequel il coopérait depuis 1982 (SEAT produit des VW Polo et Passat et distribue les produits VW et Audi en Espagne), représentait la seule planche de salut pour le constructeur espagnol.

Souhaitant accroître ses moyens de production, acquérir un nouveau réseau et une nouvelle marque et se renforcer sur le marché espagnol, Volkswagen n'attendait pas pour autant prendre en charge ni les sureffectifs de SEAT ni ses

dettes. En acceptant les conditions sévères imposées par le groupe allemand, l'INI a bien montré qu'il n'avait pas de solution de rechange au rachat de SEAT par Volkswagen. Près de 4 500 départs ont été acceptés par les syndicats en octobre 1985 sur les 23 000 personnes qu'emploie SEAT. Quant à la situation financière, elle a été complètement assainie, l'Etat espagnol ayant pris à sa charge, en décembre 1985, toute la dette.

En échange, Volkswagen, qui acquiert dans l'immédiat 51 % de SEAT et en prendra le contrôle total d'ici à 1990, s'est engagé à investir 5 milliards de deutschemarks sur cinq ans pour moderniser les usines. Le constructeur allemand, numéro un européen en 1985, prévoit de faire monter la production de SEAT à environ 400 000 voitures par an (contre 320 000 en 1985, dont 94 000 VW) au début des années 90, dont deux tiers de SEAT et un tiers de Volkswagen.

C. B.

La première Caisse d'épargne de l'autre côté des Pyrénées et la huitième du monde.



CAJA DE PENSIONES

"la Caixa"

Fondée en 1904

Tapis dessiné spécialement pour "la Caixa" par le catalan mondialement connu Joan Miró en 1980, duquel a été extrait le symbole de l'étoile. Le tapis est exposé à notre bureau central, à Barcelone.



سكزا من الأصل

صحنه من الالهي

La presse, vent arrière

BARCELONE s'est innngtemps enorgueillie de posséder, avec sa *Vanguardia*, le premier journal de la Péninsule. La création du *Pais*, il y a dix ans, et son succès foudroyant ont réduit l'illustre quotidien à la deuxième place. A cent six ans, ce petit ennu ne vous empêche pas d'avoir bon pied bon œil. Avec 200 000 exemplaires par jour - 350 000 dans l'édition riche en photos couleur du dimanche, - *lo Vanguardia* fait plus envie que pitié. En pénétrant dans ses locaux 1900 où un David de bronze terrasse le Goliath de la faille, on respire l'air bien tempéré des dynasties de presse coossues. Car l'affaire est privée et familiale. Elle appartient corps et âme au comte de Godà - quatre-vingt-sept ans, encore lesté dans les conseils d'administration, - et elle est dirigée par son fils Javier. « Nous avons toujours fait des bénéfices », glisse l'un des rédacteurs en chef avec l'air d'en demander pardon à un envoyé spécial du *Monde*. Heureuse *Vanguardia* qui est aussi « le plus gros journal d'Europe par la pagination, avec la Neue Zürcher Zeitung », qui va encore accroître son équipe de 150 journalistes, a lancé la rédaction électronique il y a quatre ans, attend un matériel ultramoderne et investit 100 millions de francs sans émotion visible !

ici *lo Vanguardia* est une institution et une légende. Politiquement, elle se range, comme le dit joliment notre hôte, « du côté de l'ordre établi libéral-conservateur ». Journal de la classe moyenne, ennemie des excès, rétive aux emballements, elle fut républicaine sous la République. La guerre civile la ravit un temps à son propriétaire, Franco la lui rendit, mais exigea un directeur à sa botte. Hélas ! ce valet de plume était maladroit et alla chercher querelle à un curé coupable d'avoir célébré une messe en catalan. Désabonnements, recul du Caudillo devant la puissance de papier... Puis *lo Vanguardia*, toujours sage, se « défranquisa » doucement, « mais avec un peu d'anticipation », nous dit-on tout de même. Elle affronte aujourd'hui le reproche que lui fait la gauche d'être « *pujoliste à tout crin* » avec son habituelle sérénité.

Rien ne peut l'ébranler, pas même l'arrivée en force sur son marché, pour la

première fois dans l'histoire catalane, d'un adversaire madrilène - et même national, - *El Pais*. Le quotidien qui vient de fêter avec éclat ses dix ans, n'a pas lésiné sur les moyens quand il s'est lancé, en 1982, à l'assaut de cette place forte. De trente rédacteurs catalans - issus de la rédaction du défunt *Diario de Barcelona*, l'équipe est passée à la centaine et s'est installée dans le cadre sans charme mais moderne et peu coûteux de la zone franche du port. Résultat : de 10 000, la vente quotidienne a bondi à 60 000. Le géant barbu et jovial qui dirige la version locale du quotidien, Antónin Franc, se frotte les mains d'allégresse. « Certains prétendent que nous leur vendons l'édition de Madrid. En fait, nous changeons beaucoup le journal en rendant les mêmes services que *la-bos* et en reflétant les deux cultures. D'où notre succès. » En bon Catalan, il se fait gloire de contribuer aussi à faire mieux connaître Barcelone dans la capitale. « Ils ont même fini par adapter notre orthographe. C'est grâce à nous qu'ils impriment *Narcis Serra* - et non plus *Narciso*, à *lo castillano*. »

Bel exploit que d'avoir implanté ici un « journal espagnol », même si le nombre des « immigrés » d'autres provinces assurait un solide lectorat potentiel. Sur le plan politique, les rapports du *Pois* de Barcelone avec la Generalitat sont loin d'être chaleureux. Mais M. Pujol a tant d'autres moyens de se faire entendre qu'il s'accommode de ce journal réticent.

Seul à être écrit exclusivement en langue catalane, *Avui* fait plutôt figure de quotidien de complément. Il est jusqu'à 60 000 abonnés mais une rédaction un peu « trop à gauche » en effaroucha une partie. Dans le syle d'un grand journal populaire, capieusement illustré, le *Diario de Catalunya* tient bien sa place et tire entre 120 000 et 150 000 chaque jour.

La démocratie - avec la grisante liberté d'expression qu'elle apporte - a fait sombrer huit titres à Barcelone. Mais la presse écrite - sans parler de la télévision et surtout de la chaîne catalane TV3 - s'y porte bien et, de toute évidence, se prépare à des lendemains prospères.

P.-J. F.

Transformadors... d'énergie culturelle

SUR une douzaine d'écrans vidéo, un homme marche sur les trottoirs de Barcelone. Presque nu, le corps peint en gris béton, il apparaît sous des angles différents. Les yeux fixes, il ne s'attire aucun regard. Autour de lui défile une foule dense pour qui il semble invisible. Titre de ce film de Carlos Comas monté en boucle : *Rastras urbans* (portraits urbains). L'homme qui voit sans regarder et les passants qui regardent sans voir vont, toute la soirée, occuper les écrans. Les visiteurs de *Transformadors* sont, eux, invités à regarder et à voir. Sans doute est-ce pour cela qu'ils sont venus.

Transformadors est la première réalisation du département jeunesse de la très dynamique mairie de Barcelone. Installé au centre de la ville dans un édifice qui abritait dans le passé les transformateurs électriques destinés à recharger les tramways, l'endroit a gardé son nom et, somme toute, sa vocation « énergétique ». A partir d'une idée originale du critique d'art Manuel Duran et des peintres Joan Reventós et Xavier Marubens, la mairie a créé un centre polyvalent d'animation et de diffusion de la culture. Les espaces d'exposition sont, pour l'ouverture, consacrés à des œuvres de jeunes créateurs barcelonais. Outre la vidéo de Carlos Comas, on y voit ainsi un mur bleu de 6 mètres de large sur 3 de haut entièrement recouvert de tranches de pain, œuvre du sculpteur Lluís Vila. Plus loin, un caméon dans une cage hésite... Art conceptuel ? Naturel ? L'œuvre s'appelle *Transformacio*. Un public nombreux traverse constamment les trois niveaux du centre : ici de la musique, là un étrange parcours de cordes peintes en blanc posées par terre, en bas des rafraîchissements. Le centre est ouvert aux « propositions » des jeunes musiciens, danseurs ou gens de théâtre qui l'utiliseront tour à tour.

Barcelone est devenue en quelques années un laboratoire de recherches artistiques et socioculturelles que beaucoup de villes étrangères envient. Un nombre étonnant de nouveaux lieux de

spectacle, de détente, de création s'y sont ouverts, et le mouvement ne s'arrête pas. Si beaucoup de bars, restaurants et discothèques se montent grâce à l'initiative privée, l'activité et l'inventivité de la municipalité sont loin d'être en reste. La mairie et son équipe ont d'abord consulté les jeunes sur leurs désirs. Ils pouvaient faire des suggestions par téléphone (appel gratuit) ou retourner des cartes postales distribuées en ville. On a convoqué des groupes réunissant des passionnés de musique, de cinéma ou d'écologie. Des représentants des minorités religieuses, des objecteurs de conscience ont été interrogés.

les infrastructures de communication, définir des plans directeurs en matière d'urbanisme, travailler en coordination avec des municipalités étrangères comme Turin ou Montpellier, etc. »

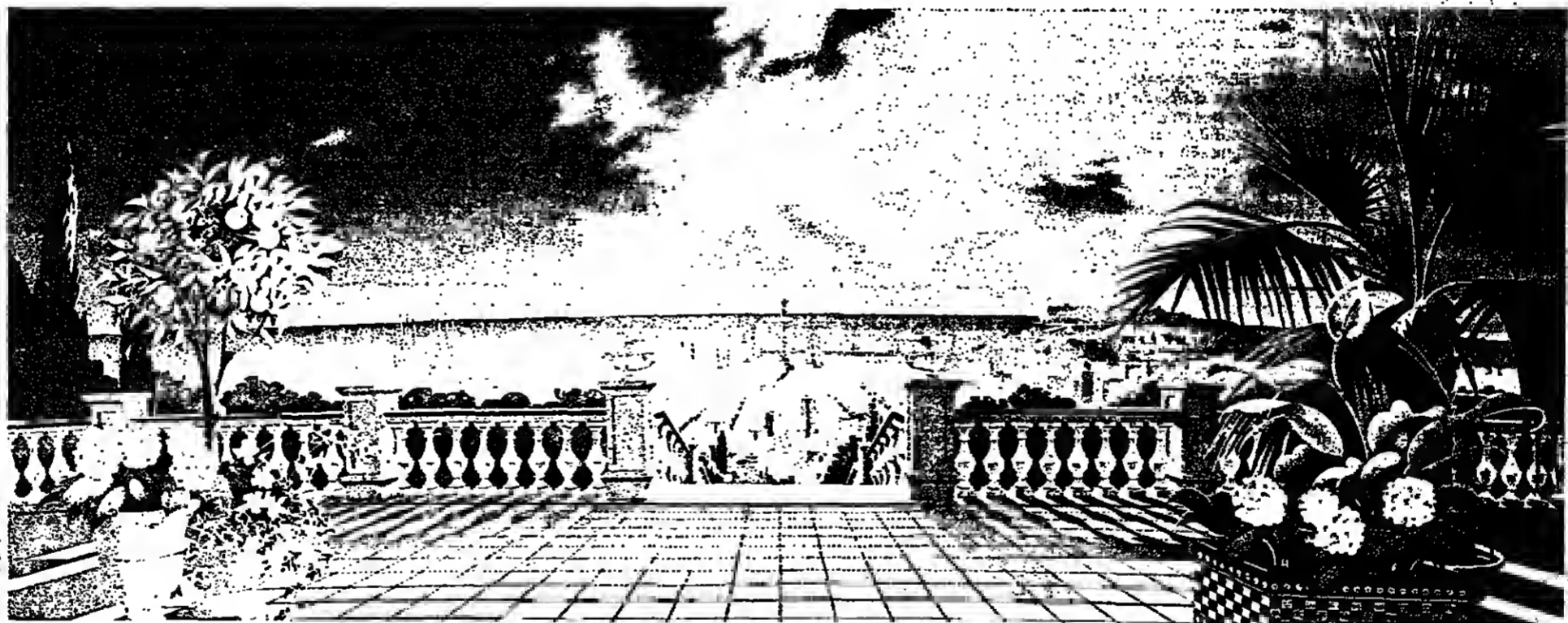
La ville affiche sa passion : pour le design dans des bars comme Sisi ou Bijou, dans des boutiques comme Vinçon ou Insoit, dans des restaurants comme l'in croyable Azuleta, où la cuisine - beignets de morue, œufs de caille saucés gambas, gratin de vin rouge aux fruits - la dispute à l'architecture - tables de jardin en bas, comptoir en forme d'immense piano en haut. A la finique Barroquer, construite dans les années 30 par Lloret. Même passion, cinquante ans après, dans l'agencement (laser et sobriété, son de la toute dernière technologie suess) dans une boîte comme Otto Zurts, l'ultra-mode du quartier nord de la ville. Cette passion, ici, a nom « interiorisme ».

Les lieux de nuit accueillent souvent un public composé où les couples d'âge mûr côtoient les ponks et les new-wave les plus échevelés sur le *Cucurachs* et *Sade*. Si les habitudes de loisirs nocturnes ont longtemps été différentes dans la partie nord, plus riche, plus sophistiquée, et dans le sud de la ville, les choses changent. La Biennale de juillet 1985, tous ans confondus, s'est déroulée dans des lieux très divers, tant du point de vue de l'ambiance que de la géographie de la cité. Elle a permis à des centaines de milliers de personnes de découvrir des centres d'animation différents. Elle a mélangé les gens et les genres. Ainsi, on papillonne désormais du très classique, mais essentiel, *Café* du bord de mer au très « eighth » KGB (Kiosque général de Barcelone), au nord de la Diagonal. Barcelone, « ville, origine et objectif de toutes les transformations actuelles », comme le dit J.-M. Montaner, est la capitale d'une Catalogne aux yeux ouverts. C'est ainsi que l'homme, sur le mur vidéo, avance dans la ville en

ERIC SARNER.

La mairie a décidé de demander aux jeunes ce qui les intéresse. Et de donner leur chance aux artistes débutants...

Au cours d'une deuxième phase, des intellectuels, enseignants, membres d'associations diverses, ont travaillé à une synthèse. Dynamisation culturelle, multiplication des possibilités, questions spécifiques telles que la toxicomanie ou la réinsertion des jeunes détenus, aucun domaine ne semble avoir été oublié. On en est maintenant à la troisième étape : l'actualisation, la mise en œuvre. L'ouverture de *Transformadors* n'est que l'une des manifestations de l'ambition de la municipalité. « Il y a ici 6 kilomètres de plages à récupérer sur des usines abandonnées, dit Enric Truño, responsable de la jeunesse et des sports à la mairie. Nous voulons mieux conserver le patrimoine et, en même temps, développer



BARCELONE: La Grande Terrasse de l'Europe

Née à l'est de l'Espagne, le pays le plus chaud et le plus ensoleillé de la vieille Europe. Tournée vers une mer tranquille et calme, bleue et familière, elle est empreinte de la magie lumineuse de l'ambiance méditerranéenne. Intégrée à l'horizon d'une nouvelle Europe plus unie que jamais, elle est tracée comme une grande terrasse: tout y tient place, on peut tout y contempler sur un fond de mer et de soleil. Voici Barcelone, la grande terrasse de l'Europe.

Le port de la Méditerranée

Barcelone vit face à la mer, au bord de la mer Méditerranée particulièrement belle et attirante, d'une longue tradition historique et culturelle.

L'Hôtel de Ville de Barcelone
Office de Tourisme de Barcelone

Depuis sa grande terrasse au soleil, Barcelone regarde la mer et la mer se reflète dans Barcelone. C'est son grand port. C'est la grande porte ouverte au commerce, au tourisme et au sport.

Les Ramblas aux Fleurs

Barcelone, la grande terrasse de l'Europe est une terrasse pleine de fleurs, de joie et de vie, tout comme ses Ramblas: les célèbres Ramblas aux Fleurs. Longue promenade, haute en couleurs, unique au monde pour leur charme, les Ramblas appartiennent à une ville singulière par son ambiance et ses habitants: Barcelone.

L'église de Gaudí

C'est précisément à Barcelone que se trouve la Sagrada Família, l'église, sans l'ombre d'un doute, la plus connue d'Antonio Gaudí. Mais la ville de Barcelone est le reflet respectueux de l'art et du style du célèbre architecte de l'Art Moderne. On peut y admirer ses œuvres les plus importantes. A Barcelone, la grande terrasse de

l'Europe, de nombreuses terrasses conservent le style enchanteur tellement propre aux œuvres de Gaudí.

Les Jeux Olympiques

Tous les jours le sport naît à Barcelone. C'est comme une fête à laquelle tout le monde participe: petits et grands, professionnels et amateurs. Barcelone est une ville qui vit sportivement à cause de ses nombreuses installations, stades et terrains de sport. Situation privilégiée face à la mer, certes, mais le caractère et l'esprit de ses habitants font de Barcelone une ville sportive. Le 26 juillet 1992, Barcelone ne cesse d'être au podium pour le sport. Sa candidature officielle aux Jeux Olympiques de 1992 est la preuve la plus claire de sa vocation sportive.

Le musée Picasso

Le meilleur musée consacré à Picasso se trouve à Barcelone. La ville a servi de source d'inspiration à ce peintre de génie. Le vol d'une simple colombe au hasard du quartier

gottique suffirait peut-être pour comprendre que Barcelone a le style et la couleur de Picasso.

La grande plate-forme des affaires

Barcelone, question affaires, elle s'y connaît. Depuis toujours, Barcelone a connu une vie économique intense. C'est ici que se concentrent la partie la plus importante de tous les secteurs du commerce et l'industrie d'Espagne et du monde entier. Chaque année, la grande terrasse de l'Europe devient, de plus, une grande plate-forme ouverte au commerce international. Chaque année, la Foire de Barcelone ouvre au monde les portes de ses 26 salons monographiques, qui font office de point de rencontre pour l'offre et la demande au niveau mondial. C'est pourquoi Barcelone, la grande terrasse de l'Europe, est également une grande plate-forme pour les affaires. Leur grande plate-forme.

Le spectacle de la nuit

Barcelone, le jour, est déjà spectaculaire, la nuit elle le devient encore plus pour le visiteur. Un spectacle vivant, amusant, gai, vivant, amusant: la nuit, la grande terrasse de Barcelone héberge de ses propres lieux. Depuis ses légères collines qui l'entourent - en particulier le Tibidabo et Montjuïc - on est frappé par la vie nocturne de la ville où tous les spectacles ont leur place: cinéma, théâtre, musique, cabaret, music-hall... Spectaculaire Barcelone.



La passion constructive

CAPITALE de l'architecture, voilà un statut fort disputé, et même envié depuis que la construction a recouvert, elle, son statut d'art à part entière (ou presque). Dans le cas de Barcelone, cette ambition est en outre l'expression naturelle de la fierté nationaliste. Car se vouloir capitale, serait-ce de la seule Catalogne, cela veut dire un urbanisme et une architecture qui ne passent pas inaperçus. La ville gothique, pour l'histoire, ou les Jeux olympiques de 1992, pour le futur, témoignent ainsi d'une volonté assurément constante, mais, entre ces deux pôles, la passion constructive de la cité s'est montrée bien romanesque, colorée, et changeante, c'est le moins qu'on puisse en dire.

La cathédrale elle-même avait donné l'exemple d'une ténace hésitation : temple romain, église paléo-chrétienne, moquée, église romane avant d'être gothique, « du gothique le plus pur », comme disent les guides à propos de tous les gothiques, en l'occurrence catalan : des volumes, et même des masses, plutôt que des décors. Et l'obscurité, le recellement, le repliement sur soi... Toutes vertus qu'on retrouve à San-Pablo-del-Campo, fondée au dixième siècle par l'illustre Wilfred Le Velu, comme à Santa-Maria-del-Mar. Le repliement sur soi, c'est ce que choisirent, sans hésiter pour le coup, Barcelone et sa bourgeoisie jusqu'au milieu du XIX^e siècle : les murailles gothiques furent durant six siècles les limites d'une ville qui s'entassait sur elle-même pour la plus grande satisfaction des propriétaires fonciers.

Cette forme d'urbanisme est rarement profitable à l'architecture (pas plus que son inverse), et l'est moins encore à la population. La révolution industrielle, un taux d'immigration assez élevé pour dépasser une mortalité sidérante, quelques vagues mentrières de fièvre jaune et de choléra, conduisirent Barcelone à réfléchir sur les conséquences du surpeuplement et sur les bienfaits de l'air et de l'espace. En 1858, les murailles furent détruites dans la liesse générale, et un concours fut organisé pour donner un peu de dignité aux extensions prévues. L'architecte Roviro y Trias le remporta... pour qu'Ildefonso Cerda se fasse finalement imposer par Madrid.

Ildefonso Cerda, ingénieur, reste comme l'inventeur du mot urbanisme et largement du concept moderne qui devait lui être lié (1) : en schématisant, il suggérait un plan en damier répétable à l'infini, où chaque citoyen se trouvait placé devant les dures lois de l'égalité, mais bénéficiait en revanche de nombreux espaces verts. S'il avait dû être réalisé tel quel, et si les mauvaises habitudes foncières des Barcelonais n'étaient ensuite revenues au galop, la ville aurait acquis l'image d'un gruyère aux trous verdoyants et réguliers, en plus humain peut-être, en plus petit sans doute que la « ville radieuse » que nous proposerait plus tard un Le Corbusier.

Barcelone n'aima pas le projet qui lui fut imposé, et la spéculation se chargea de remplir tous ces trous, de fermer les carrés (des octogones en fait), de les surélever. L'Ensanche, le nouveau quartier suscité par Cerda, a gardé pourtant une régularité « à l'américaine ». Sauf que, en lieu et place de l'acier et du verre du style international ou des diverses inspirations du mouvement moderne, on raconte plutôt dans l'Ensanche les

meilleures expressions de ce qu'on appelle, en Catalogne, « modernisme ».

Car, pour tout arranger, le modernisme, ici, c'est ce qu'en France et ailleurs on appelle « art nouveau ». Les représentants les plus connus en sont Puig y Cadafalch et Domènech y Montane, dont le Palais de la musique catalane est à la fantasia architecturale ce que la Traviata est au chant grégorien. Le modernisme s'est ainsi épanoui, sans sobriété aucune, sans le moindre souci d'unité, comme pour faire oublier la

et la plus extravagante, la plus libre et la plus religieuse de l'architecture catalane, puisqu'une exposition de première qualité nous l'a restituée récemment à Nîmes (le Monde du 3 janvier). Encore faudrait-il que Gaudí n'oblitére pas tout ce qui, depuis, s'est construit à Barcelone.

Or Gaudí est à Barcelone ce qu'est Eiffel à Paris, ou ce que serait Abadie, l'auteur du Sacré-Cœur, si la ferveur touristique et populaire avait meilleure mémoire. Gaudí a tout éclipsé, et la ville l'a bien aidé : une croissance considéra-

ble a, depuis la guerre et jusqu'à la fin des années 60, en fait jusqu'à la mort de Franco, servi le jeu de promoteurs, pas plus embarrassés d'architecture que la municipalité ne l'était d'urbanisme ; et fait la fortune d'architectes aussi jaloux et fiers de leur anonymat que ceux de notre treizième arrondissement parisien avant les grâces du postmodernisme.

Pendant ce temps-là, José Luis Sert, seul Catalan apparemment de stature internationale, va faire son apprentissage de l'architecture sont devenues la vraie nature de la tradition : un art à la fois raffiné et bravaque de couper les cheveux en quatre. Pour des architectes sans emmandes et des enseignants qui n'avaient pas toujours de poste, c'était un bon moyen de passer le temps et de rester présent sur la scène figée de l'architecture (on a connu quelque chose d'assez similaire en France).

Mais si la tradition et ses subtilités nous paraissent difficiles à cerner, on

accepte plus facilement le terme d'école de Barcelone. Une école, ou plutôt une ligne de pensée, pour reprendre l'expression d'une synthèse touffue du Barcelone d'Autrement (2). Constituée autour de personnalités comme celle d'Oriol Bohigas, l'école de Barcelone se caractérise par un refus du centralisme madrilène, l'ouverture sur l'étranger, en l'occurrence l'Italie, et surtout par un constant réalisme. Ce réalisme, qui consiste à s'opposer aux solutions toutes faites ou dogmatiques, à moduler les projets selon les exigences des lieux et des hommes, peut sembler à un profane le B.A. Ba, l'évidence du métier. Une plus grande habitude du milieu vous convaincra au contraire de la rareté d'un tel réalisme, que ce soin modeste et affectueux du projet est volontiers remplacé par d'autres attitudes, la mégalomanie n'étant pas plus rare.

Bohigas, brillant parleur et excellent architecte, s'est associé à Martorell et Mackay pour construire, sous le sigle MBM, une architecture qu'on dirait sans signature si elle n'apparaissait, comme en filigrane, dans le soin justifié et le détail des projets. Dans une imagination formelle aussi, bien éloignée du style d'un Gaudí. Electa et le Moniteur viennent de publier dans leur utile collection de monographies une éloquentte synthèse de leur œuvre, d'Adolf Martínez, préfacée par Kenneth Frampton (3).

Parmi de nombreux autres noms, il en est un qu'on ne peut laisser de côté : celui de Ricardo Bofill, l'un des plus fréquemment publiés, l'un des plus luxueusement auto-illustrés de toute l'architecture mondiale ; et celui du Taller de Arquitectura, le groupe avec lequel il travaille. Les sources du Taller sont en principe à rechercher dans une admiration commune pour Gaudí. On le sent encore, à Barcelone même, dans les maisons de la place San-Gregorio, ou en cliquant des yeux dans l'immeuble Walden 7. Mais l'atelier du Taller, une cimetière aménagée, n'a plus guère de référence que médiévale, et les autres réalisations du groupe empruntent à toutes les civilisations du monde ce qu'il ne trouve plus, dirait-on, à Barcelone.

La carrière de Bofill, d'ailleurs, est maintenant tout internationale. Cette carrière est peut-être la plus controversée qui se puisse aujourd'hui trouver. L'utilisation immodeste de la colonne et du concept de palais sur un mode symétrique, et à destination du « peuple », heurte tous les anciens et nouveaux conformismes. Et c'est tant mieux pour l'univers des architectes qui courent et s'essouffent après un style, une idée, un modèle auxquels s'identifier. Bofill a rejoint l'Américain Philip Johnson sur les rivages d'un éclectisme néo-classicisant. Mais, de Gaudí et de Barcelone, il garde, de l'un la mégalomanie, de l'autre une insolence déterminée, des deux une folie consciencieusement appliquée.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Ildefonso Cerda, *la Théorie générale de l'urbanisation*, éd. Le Scail, 1979 (coll. « Espaces »).

(2) C. Poissy et R. Ben Hassine, *l'Architecture catalane : un projet de culture*, in *Barcelone*, éd. Autrement, 1986.

(3) A. Martínez, *Martorell, Bohigas, Mackay, trente ans d'architecture, 1954-1984*, Electa-Moniteur, 1985.

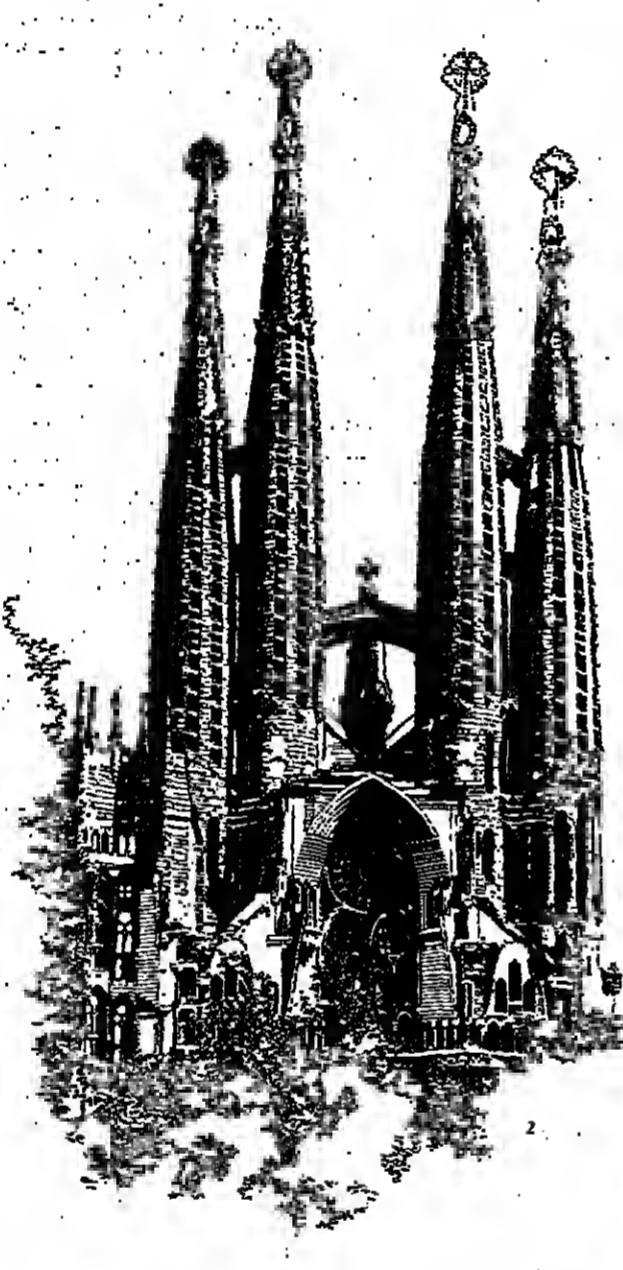
Entre les désordres de la spéculation et la mise au carré d'un nouvel urbanisme, la ville a réglé son anxiété architecturale à grands coups d'imagination.

rigueur de Cerda. C'est peut-être l'origine du surnom du quartier (le Paseo de Gracia) : « la pomme de discorde », jeu de mots sur le terme *manzana* : à la fois pomme et pâté de maisons.

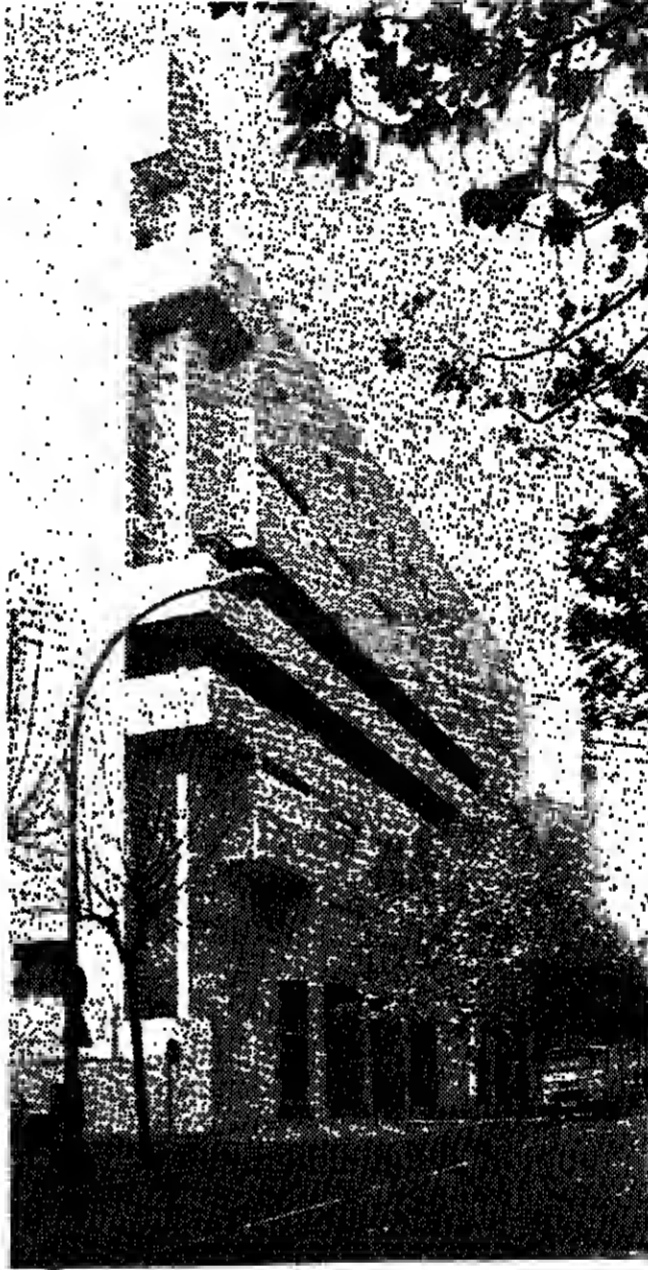
Si le modernisme et sa fantasia devaient faire pardonner l'urbanisme, quel terrible péché, quelle effroyable austérité Gaudí fut-il chargé de racheter par les dieux de l'architecture ? On ne reviendra pas sur l'auteur de la Sagrada Família, sur la personnalité la plus forte

de l'architecture sont devenues la vraie nature de la tradition : un art à la fois raffiné et bravaque de couper les cheveux en quatre. Pour des architectes sans emmandes et des enseignants qui n'avaient pas toujours de poste, c'était un bon moyen de passer le temps et de rester présent sur la scène figée de l'architecture (on a connu quelque chose d'assez similaire en France).

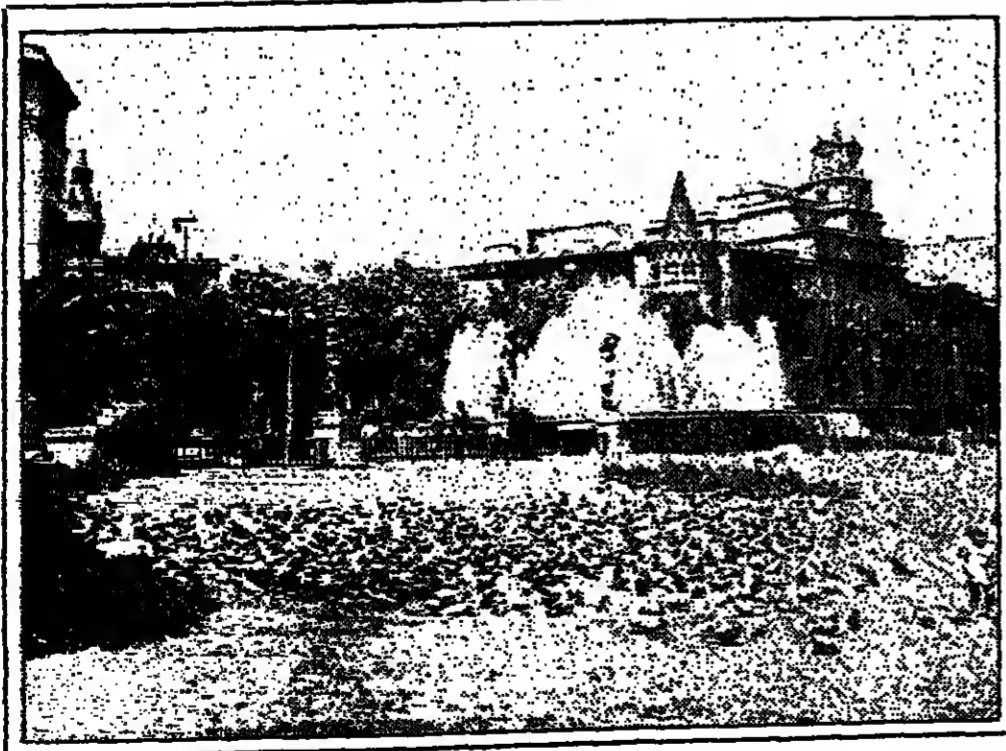
Mais si la tradition et ses subtilités nous paraissent difficiles à cerner, on



Gaudí : dessin de la Sagrada Família.



Groupe MBM : Rot Marti-Humà, dans l'Ensanche.



POUR TOUJOURS

Plaza de Catalunya, la place de Catalogne, à la frontière de deux urbanismes, celui spontané et touffu de la ville ancienne, et celui tracé au cordeau par Cerda. Situation centrale mais inconfortable : elle en a gardé une dissymétrie fondamentale qu'est chargée de faire oublier une forte densité d'arbres, de pigeons, de fontaines, de statues et de Barcelonais. Entre la place de Catalogne et le mer, ils oscillent sur les Ramblas, une longue arête sinuose où s'est installé le Gran Teatre del Liceu, seul opéra privé du monde.

Lorsqu'on boit l'eau des fontaines sur la place, on devient, dit-on, barcelonais pour toujours.

(Photo Office du tourisme.)

pour exporter, importer, investir

à BARCELONE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANÇAISE

Paseo de Gracia, 2-3^e. 08007 BARCELONE
Tél. : 19 (34.3) 317.67.38/317.11.39 - Téléc 97 533 CCFB



Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger.

مكتبة من الأصل

سكنا من الالوان

Chère obsession des cinq anneaux

SUR le portail du stade de Montjuich, mangé par la rouille, gagné par les herbes folles, cinq anneaux de fer forgé témoignent. Ce stade avait été construit en 1929 dans l'espoir d'abriter les Jeux olympiques de 1936. Après une première candidature malheureuse en 1920 pour les Jeux de 1924 (Paris), les Espagnols avaient voulu donner des gages de leur capacité à accueillir la famille olympique. Investissement à fonds perdus. Pas plus en 1936 (Berlin) qu'en 1940 (guerre) ni encore en 1972 (Munich), Barcelone n'obtint l'organisation qu'elle appelait de ses vœux.

Pour sa cinquantième candidature en près de soixante dix ans, la capitale catalane n'a pas changé de méthode. Elle s'est mise au travail sans attendre la décision du Comité international olympique (CIO) le 17 octobre prochain. Pour toute la ville, l'échéance est fixée au 25 juillet 1992, date prévue pour la cérémonie d'ouverture des XXV^e Jeux olympiques.

Sur la colline de Montjuich, le mur d'enceinte néo-romain du vieux stade olympique n'est plus qu'un décor d'opérette, maintenu debout par un corset métallique. Derrière, vrombissent les bulldozers. Ils creusent avec ardeur. Plus profond de 11 mètres et entièrement repensé, le stade pourra accueillir soixante-dix mille spectateurs autour d'une piste abritée du vent.

A 100 mètres de là, derrière un bosquet d'ifs et une rangée de pins, les travaux de terrassement du palais des Sports, conçu par l'architecte japonais Arata Isozaki, sont en voie d'achèvement. En face, les bassins olympiques construits pour les championnats d'Europe de natation en 1972 n'auront besoin que d'une tribune escamotable supplémentaire. Seuls les bâtiments de l'université des sports, prévus à 200 mètres du stade olympique, sont encore dans les cartons de Ricard Bofill, leur architecte.

Sur trente-sept installations sportives nécessaires à l'organisation des Jeux, vingt-sept sont déjà construites, cinq sont en construction. Pour les cinq dernières, le projet architectural a été accepté. « Ces investissements, consentis avant même de savoir si Barcelone sera

retenue, sont la démonstration d'une volonté historique, d'un courage et d'une conviction absolus », déclare M. José Miguel Abad, directeur du comité de candidature.

La colline de Montjuich, sorte d'acropole dominant le centre-ville, sera certes le cœur du dispositif, mais trois autres lieux, jamais distants de plus de 5 kilomètres, accueilleront athlètes et public. Au Vall-d'Hebron, le vélodrome a été la première réalisation effectuée dans la perspective des J.O. Les championnats du monde de cyclisme s'y sont déroulés en 1984. Sur l'aire de Diagonal, près de

d'ouvrir les installations avec les Jeux.

M. Sven Ericsson, président suédois de la commission d'inspection du CIO, a-t-il été séduit par les garanties techniques du dossier barcelonais lors de sa dernière visite début avril? Traités avec faste, les trois envoyés du CIO ont-ils perçus le « climat olympique » qui baigne l'ensemble de la ville? « Notre candidature n'est pas un simple caprice, mais elle correspond à une volonté de la population, assure M. José Miguel Abad. Une volonté affirmée sous la royauté, sous la dictature et maintenant

Affaire barcelonaise, les Jeux sont devenus peu à peu l'affaire de tout le pays. Le roi, le gouvernement socialiste et la Généralitat, modérée, de Catalogne, sont derrière M. Pasqual Maragall, maire de Barcelone, qui a repris au bond la candidature lancée dès janvier 1981 par son prédécesseur, M. Narcís Serra, aujourd'hui ministre de la défense.

Une exposition itinérante parcourt les dix-sept provinces espagnoles. A chaque étape, le maire se déplace en personne. A la fin du périple, la caravane olympique aura reçu dix millions de visiteurs. « Cette campagne n'est pas destinée à

les problèmes d'harmonisation » qui risquent de se poser, notamment pour la réalisation du village olympique.

« La rénovation du vieux quartier industriel de Poblenou, qui barre tout le front maritime, est stratégique pour la ville. Si Barcelone obtient les JO, elle se fera en cinq ou six ans, au lieu de douze ou quinze », dit-il. Mais l'implication tripartite de l'Etat, de la ville et de la Généralitat, ainsi que le recours à des promoteurs privés pour la construction des logements, n'est pas aisée à mettre en œuvre. Le dossier aurait pris six mois de retard en raison de « difficultés techniques » entre Madrid et Barcelone. Rien cependant qui soit de nature à pénaliser la candidature de Barcelone. Pas plus que l'incertitude planant encore sur l'emplacement des épreuves de voile (3), ou l'opposition annoncée par la Crida, un mouvement autonomiste lui-même en pleine crise d'identité, si le catalan n'était pas retenu comme l'une des langues officielles des JO.

Les Barcelonais n'envisagent pas vraiment l'échec de leur candidature, espèrent que, « à égalité de compétences, la ville qui n'a encore jamais reçu les Jeux serait préférée aux autres », arguant de « l'universalisation convenue dans la charte olympique » pour attirer les Jeux dans le seul pays d'Europe occidentale à ne pas les avoir encore organisés.

Qu'un Catalan occupe actuellement la présidence du Comité international olympique est-il un atout ou un handicap? « Pour l'instant, Barcelone a déjà perdu une voix, répond M. Abad, puisque M. Juan Antonio Samaranch a déjà annoncé qu'il ne voterait pas le 17 octobre prochain. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

La ville investit avant même de savoir si sa candidature aux Jeux olympiques de 1992 sera retenue. Pour « démontrer une volonté historique, une conviction absolue ». Toute l'Espagne commence à partager cette ferveur.

l'université, le prestigieux F.C. Barcelone a mis ses installations à la disposition de la candidature catalane : le stade de football du Nou-Camp (125 000 spectateurs), un mini-stade (16 000 places assises), deux palais des sports de 10 000 et 6 000 places, une patinoire (1 300 places), deux gymnases et quelques pistes d'entraînement. Dans le même quartier, deux autres clubs privés prêteront leurs locaux : le Real Club de polo pour les épreuves hippiques et le Real Club de tennis.

Dernier site enfin, le parc del Mar ouvrira, à la faveur d'une importante opération d'urbanisme, Barcelone sur la mer. Il sera le siège du village olympique, à moins d'un quart d'heure de la plupart des lieux de compétition (1).

Barcelone, dans son souci de convaincre, cherche à tester la fiabilité de ses équipements. Elle vient d'obtenir l'organisation des championnats du monde d'athlétisme en 1989, et postule pour les championnats du monde de gymnastique, la même année. « Notre stratégie est d'organiser de nombreux événements pour rodier les installations et l'équipe, dit M. Abad. Ce serait une grave erreur

avec la démocratie. » Les anneaux de « Barcelona 92 » sont en effet partout : sur les pare-brise des autobus, des taxis et des automobiles particulières, sur les voitures du métro, sur les scooters et les tee-shirts d'une jeunesse qui se sent impliquée dans « l'affaire du siècle ».

La manifestation la plus spectaculaire de ce soutien populaire est apparue, impromptue, sous les caméras de l'Eurovisión, le 7 mai dernier au cours de la finale de la Coupe d'Europe de football entre Barcelone et Bucarest. Une immense torçida à la mode brésilienne de 25 mètres sur 40 avait été déployée dans les tribunes du stade Sanchez-Pizjuan, à Séville. Coup de pub non tétégnid, au dire de M. Pedro Palacios, chef de presse du comité de candidature : « Le club des supporters de Manlleu, ville de soixante-dix mille habitants dans la province de Barcelone, à l'origine de cette initiative, avait simplement demandé l'autorisation d'utiliser le logo. » La candidature est omniprésente, jusqu'à l'obsession. Jusqu'à ce fast-food installé sur les rambas qui a baptisé « Barcelona 92 » son « double-hamburger-frites » vedette.

obtenir le soutien des autres régions, mais à répondre aux demandes des Espagnols, curieux d'en savoir plus », explique M. Abad.

Au total, 600 millions de francs auront été investis dans la campagne de candidature (2). Aucun détail n'a été négligé. Salvador Dalí ayant offert une lithographie au conseil recteur pour la candidature, un exemplaire numéroté de l'œuvre du maître fut prestement adressé à chacun des quatre-vingt-dix membres du CIO. Même Madrid a eu des attentions particulières pour sa rivale de toujours : les footballeurs du Real et de l'Atletico de Madrid ont porté pendant toute la saison l'écusson « Barcelona 92 » sur leur cœur.

L'unité nationale autour des JO a été scellée par l'engagement de l'Etat de garantir un éventuel déficit. Reste à répartir la participation de chacun dans un budget estimé à 5 milliards de francs. « C'est une affaire interne », abrège M. José Miguel Abad. Ancien adjoint au maire de Barcelone chargé de l'urbanisme, cet ingénieur de quarante ans en rupture depuis 1983 avec le Parti communiste espagnol, connaît pourtant bien

(1) Les épreuves d'aviron se dérouleront sur le lac de Badalós à 100 kilomètres de Barcelone et le hockey sur gazon à Terrasa, une ville située à 40 kilomètres, qui ne compte pas moins de huit clubs de hockey.

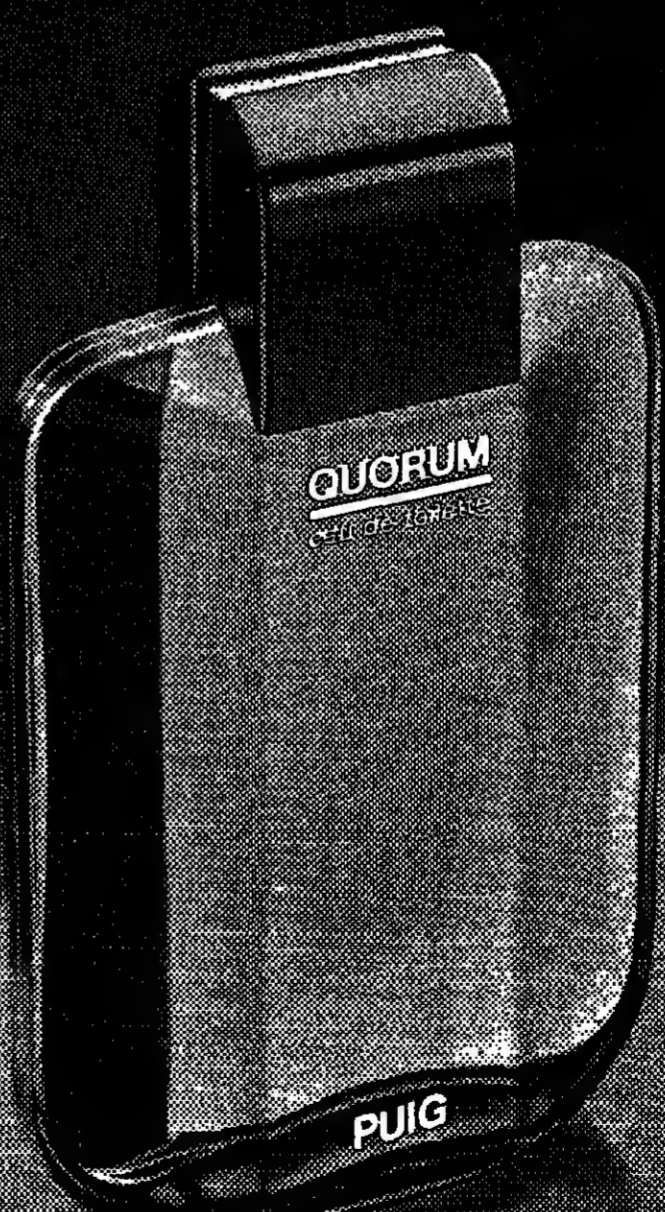
(2) La moitié du budget provient des fonds publics; l'autre moitié a été apportée par une association de quatre-vingt-douze entreprises locales.

(3) Barcelone, qui ne dispose pas de port sportif, est en concurrence avec Palma-de-Majorque où la famille royale a ses habitudes nautiques.

QUORUM

PUIG

Eau de Toilette pour homme.



Une collection
en français

Au pays où l'on se traduit soi-même

CAPITALE de l'édition en Espagne, Barcelone, qui est aussi le plus grand centre d'impression du monde hispanique, compte plus de six cents maisons d'édition — parait-il — de toutes tailles et de toutes spécialisations qui, surtout en castillan, un peu plus en catalan depuis quelques années, en font le vrai centre de la création littéraire.

Existe-t-il ou n'existe-t-il pas une tradition littéraire dans la capitale de la Catalogne ? Les « disputes de Barcelone », pour n'être plus talmudiques ou midrachiques — comme ce fut le cas lors d'une fameuse « dispute » de 1263 qui opposa pendant quatre jours Paul Christiani, un juif converti, à rabbi Moïse ben Nahman, de Gérone, pour savoir si, oui ou non, le Messie était déjà venu, — n'en sont pas moins passionnées (1). Parlait-il catalan ? ... Nul ne peut le jurer, mais le fait est qu'à Barcelone, au bout de quelques minutes, même ceux qui ne parlent pas catalan vous parlent du catalan.

Langue qui ne cessa jamais, dit-on, d'être parlée ou écrite, même au quinzième siècle lors de la décadence de la Catalogne, désormais réunie à la Castille, et devant l'invasion de la langue castillane le catalan restait la langue du peuple et de l'Eglise. Au dix-neuvième siècle, ce furent les élites qui entreprirent un processus de récupération du catalan comme langue littéraire, et on s'accorde à voir le poème *La Parla*, écrit en 1833 à Madrid par Arribas, comme le premier jalon de la renaissance du romantisme et, en même temps, du nationalisme.

Les élites, la bourgeoisie vont s'exprimer de plus en plus en catalan au cours du dix-neuvième siècle et au début du vingtième. Jusqu'à la guerre civile, les écrivains se voient obligés, pour être publiés, de se traduire eux-mêmes. Tel le grand Josep Pla, mort il y a cinq ans, à quatre-vingt-quatre ans, dont s'est achevée la publication en 45 volumes des « Œuvres complètes » en catalan et dont paraissent ce mois-ci trois volumes en castillan : *Dall, Gaudi, Nonell. Très artistes catalanes*, aux éditions Alianza de Madrid et, aux éditions Destino de Barcelone, deux ouvrages encore inédits en catalan : *Un amor de Josep Pla al Canadell*, une correspondance que l'écrivain entretint en 1932 et 1933 avec une artiste suisse rencontrée à Calcia et *Notes per un diari*, un journal de l'année 1965 découvert après la mort de son auteur. « Josep Pla passa la moitié de sa vie, après la guerre civile, à être obligé de récrire ce qu'il avait déjà écrit, note le critique du Pais, Rafael Conte. A côté de ses livres nouveaux, il consacra une grande partie de ses efforts à corriger ce qu'il avait déjà écrit et même publié, à réordonner ce qui avait déjà paru en catalan, ou en castillan, dans un livre ou dans un autre, polissant et repolissant des articles ou extrayant des fragments de livres anciens pour les utiliser dans des articles nouveaux et éblouissants, dans l'une ou l'autre langue qu'il utilisait. Son castillan est savoureux, son catalan magistral, mais nous savons qu'il écrivait aussi en français et en italien... »

Est-ce pour échapper à cet « enfer des langues » que l'on verra, dans les années 50, toute une génération d'écrivains nés en Catalogne choisir d'écrire en castillan, tels Vasquez Montalban, Juan Marsé, les frères Goytisolo, Eduardo Mendoza, Ana Maria Matute ? Peut-être. Le fait est qu'ils contribuèrent alors à faire de Barcelone une ville ouverte. Ouverte à tous les courants qui viendraient s'exprimer près des Ramblas, ouverte à toutes les expressions artistiques (ou n'est pas près d'oublier la Compagnie de Nuria Espert, par exemple, jouant les *Bonnes*, de Gtinet, ou *Divines paroles*, de Valle Inclán... dans la mise en scène d'un génial Argentin).

Ouverte aux Latino-Américains, alors que le Colombien Garcia Marquez et le Péruvien Vargas Llosa se sont fixés tous deux à Sarria et entretiennent des relations d'amitié, que le Chilien Donoso vit un peu plus loin dans les collines... Barcelone transformera l'œil en « boom

latino-américain », la plus formidable réussite littéraire et commerciale de l'après-guerre. Et quand le jury Nobel consacra en 1983 l'auteur de *Cent ans de solitude*, il montra clairement que le « boom » a vécu, mais que des écrivains restent, disséminés après la dictature.

Aujourd'hui, les Latinos du « boom » ont quitté Barcelone. Reçent des auteurs moins connus comme le Péruvien Alfredo Bryce Echenique (Prix du meilleur roman étranger 1974 pour *Julius*) ; narrateur à l'humour hémorrhagique de *La Vie exagérée de Martin Romana*,

afueras (paru au Seuil sous le titre *la Ville*). J'ai commencé en 1958. Timidement. Il faut une certaine ignorance pour se lancer ainsi... Au lieu de m'occuper d'auteurs dans des langues que je lisais mal, je me suis dit qu'il valait mieux retourner à mon identité personnelle. Mais il y avait alors un rejet automatique de la littérature en langue espagnole.

Le succès n'est pas venu immédiatement. « Je connais Gabriel Garcia Marquez depuis longtemps, je suis son agent depuis 1958. En 1962, il a publié *La mala hora* qui vient seulement de sortir

Herralde, le directeur d'Anagramma, qui publie quelque 50 titres par an : fiction, poésie, essais. Il vient de commencer à faire découvrir Vladimir Nabokov aux Espagnols et prévoit d'ores et déjà 7 titres de l'auteur de *Feu pâle*. Comme il ne cherche pas la facilité, il a acheté les droits de *Le Vie mode d'emploi*, de Georges Perec ! Il y a quinze ans, il publiait Mao, Rosa Luxembourg, Althusser ; il édite encore Baudrillard, René Girard, pour un public de lecteurs qui refusent les livres théoriques et politiques, écoulés désormais-presque exclusivement en Amérique latine... Et, depuis

Des architectes, qui étudient depuis des années les plans de Gaudi, ont promis de terminer la construction de la Sagrada Família pour 1992, date des Jeux olympiques. Ils vont tuer l'image de nos rêves...

On estime à un peu plus de 10 millions le nombre de personnes de langue catalane, et un effort très important a été fait par la Généralité pour éditer en catalan. L'année 1936 représentait la cote maximum de l'édition catalane pendant la République : 865 livres pour une population de 5 millions d'habitants ; il faudra attendre 1976 pour atteindre une production de 872 livres, mais pour une population qui a presque doublé... La progression de l'édition catalane est impressionnante : 200 titres en 1962, 872 en 1976, 2 140 en 1981, 2 375 en 1983, 2 800 en 1984...

De nouvelles maisons d'édition se sont créées, ainsi qu'une association des éditeurs en langue catalane. Des aides sont apportées par la Généralité (notamment l'achat de 300 volumes de chacun des titres publiés en catalan), même si on arrive parfois ainsi à des situations absurdes. Dans un pays où tout le monde connaît le castillan, on a estimé utile de traduire en catalan une pièce de Neruda ou même *Cent ans de solitude*... A côté de cela, des maisons importantes, comme les Editions 62 que dirige J.-M. Castellet, font un énorme travail en éditant systématiquement, dans de bonnes collections, le passé et le présent de la littérature catalane, ainsi que des traductions de la littérature mondiale.

Il y avait foule le 23 avril dans les rues et sur les Ramblas pour la San Jordi

La capitale espagnole de l'édition a fait naguère le succès mondial des « grands Latinos ».

Aujourd'hui, Madrid lui dispute la primauté culturelle. Mais Barcelone conserve ses atouts. On y publie, en castillan et en catalan, des livres à offrir avec une rose...

ou encore le Chilien Mauricio Wacquez, auteur de *Face à un homme armé* (qui vient de paraître aux Presses de la Renaissance), ou l'Uruguayenne Cristina Peri-Rossi, auteur du *Soir du dinosaure* (paru chez Actes Sud), ou encore les Argentins Mauricio Cohen (*El Pais de la Dama electrica*) et Mario Muchnik ; devenu éditeur barcelonais pour publier Canetti, Wedekind ou Amos Oz en espagnol et qui a écrit lui-même *Un Barbaro en Paris*...

Celle qui a littéralement « inventé » le « boom des Latinos », Carmen Balcells, règne toujours sur Barcelone. Elle est l'agent littéraire le plus connu du monde et gère actuellement les contrats de quel-

en France chez Grasset. En 1966, quand j'ai lu *Cent ans de solitude*, j'ai été tout de suite fasciné. Le livre a paru en 1967 chez l'éditeur habituel de Garcia Marquez, l'Argentin Sudamericana. Ce fut un succès immédiat en langue espagnole ; désormais le succès d'un écrivain colombien ne se faisait pas en Colombie. Celui d'un Argentin ne se faisait pas en Argentine, mais sur tout le continent. Et puis on commença à se les arracher dans le monde entier.

« Il y eut alors une explosion de talents dans une langue étouffée depuis des siècles. Aujourd'hui, ce sont des valeurs universelles.

trois ans, Jorge Herralde a lancé un prix à son nom. « Ce faisant, explique-t-il, mon idée était de lancer une nouvelle collection d'auteurs hispaniques inconnus, je pense qu'il y a une nouvelle littérature espagnole en train de se faire. » Le prix, sur manuscrits, vaut à son auteur la possibilité d'être édité et une avance d'un million de pesetas ; le premier prix Herralde était allé à un auteur inconnu, Alvaro Pombo, pour le héros des *mansardes de Mansart*, qui vient de paraître en français chez Belfond et est vendu dans une demi-douzaine de langues.

Herralde parle volontiers des écrivains qu'il aime et en qui il croit, ceux de son



La Rambla à Barcelone (gravure de Gustave Doré).

que 170 écrivains, dont le plus célèbre est Gabriel Garcia Marquez. Elle obtient pour lui, dit-on, des avances de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Elle-même refuse de parler chiffres, mais les jeunes auteurs qui l'ont choisie reconnaissent qu'elle leur vaut dix fois plus d'argent que s'ils étaient seuls. Elle vient justement de rentrer du Mexique et de New-York où elle a négocié (chez Knopf) les droits du dernier roman de Garcia Marquez, *l'Amour au temps du choléra*. « Je ne peux pas accepter ce terme de boom », dit-elle dans un des grands bureaux blancs au sol de mosaïque situés dans un immeuble cossu de la « diagonale », les Champ-Élysées de Barcelone. « C'est un mot qui me déplaît. »

Soit. On ne discute pas avec Carmen, même si cette étiquette a été donnée aux Hispano-Américains par les auteurs de langue espagnole pour définir la formidable explosion du roman latino dans les années 70... qui a amené, au même moment, la reconnaissance des vingt-deux pays d'Amérique qui écrivent en espagnol. « Un potentiel éditorial extraordinaire », explique-t-elle. *Trois cent millions de lecteurs hispanophones !*

Elle raconte ses débuts : « Dans les années 50, on m'avait offert de travailler pour l'écrivain Vinicio Horta, qui vivait alors à Madrid. Il s'agissait de vendre des livres français, anglais, allemands, pour aider les droits espagnols. C'était un travail médiocre, ça ne m'a pas plu. Je me suis dit qu'il fallait chercher plutôt vers la langue espagnole. Personne, alors, ne s'intéressait à elle. La collection de Caillois, chez Gallimard, me confirmait dans la conviction que je n'avais pas tort. Mais j'étais loin de penser que ce serait une très bonne affaire, un mouvement international... Mon premier client fut Luis Goytisolo — le frère de Juan — avec Las

— Ne sommes-nous pas maintenant au creux de la vague ?

« Pas du tout », répond Carmen Balcells, qui ne baisse jamais les bras. Il y a toujours des auteurs très intéressants, dit-elle, citant ses nouveaux auteurs : Isabel Allende, Severo Sarduy, Cabrera Infante, qui écrit maintenant en anglais et qui doit se retrouver en espagnol, Felix de Azua, Jesus Ferrero... »

« Tous les auteurs finissent chez Carmen, nous dit un éditeur. Ils ont l'espoir d'être lancés et de ramasser autour d'argent que Garcia Marquez... C'est vrai qu'elle défend bien les intérêts de ses auteurs, qu'elle suit les ventes, réclame ce qui leur est dû. Mais elle dispose d'une sorte de pouvoir monopolistique qui finit par être dangereux... » Alors, de nouveaux agents commencent à tenter leur chance. Des petites maisons d'édition indépendantes décident de publier uniquement ce qui leur plaît. Et cela leur réussit. L'esprit tourné vers le monde, ils accordent une place importante à la littérature traduite.

Ainsi Beatriz de Moura, directrice de Tusquets, qui édite 40 titres par an et qui équilibre son budget grâce à une sage gestion et à quelques succès tonitruants : *l'Amant*, de Marguerite Duras (120 000 exemplaires en un an) ; *l'Inoubliable légèreté de l'être*, de Kundera (60 000 exemplaires en six mois). Ainsi Esther Tusquets, la belle-sœur de Beatriz, qui dirige Lumen, créée il y a vingt-cinq ans, et publie entre 30 et 35 livres par an, parmi lesquels Claude Simon ou Ana Maria Matute, ou encore l'énorme best-seller mondial *le Nom de la rose*, d'Umberto Eco (250 000 exemplaires). Esther Tusquets a publié quatre romans. « J'ai commencé à écrire très tard, il y a huit ans, explique cette jeune quinquagénaire. Mais mon métier sérieux, c'est Lumen. »

Un même goût pour la littérature de qualité et pour la sagesse anime Jorge

âge dont la réputation s'est consolidée depuis la fin de la dictature : Luis Goytisolo Gay, Juan Marsé, E. Mendoza, Esther Tusquets, Felix de Azua. « Il y a une réelle effervescence parmi les auteurs de vingt-cinq à quarante ans. Pour moi les noms les plus intéressants parmi ceux qui habitent Barcelone sont Ignacio Martinez Pison, Cristina Fernandez Cubas, Jesus Ferrero, Enrique Murillo. Et il y a un autre ouvrier qui a déjà publié 4 ou 5 livres, mais dont le dernier est un petit chef-d'œuvre : Histoire abrégée de littérature portative ; c'est l'invention d'une société secrète dont les membres sont Tristan Tzara, Gombrowicz, Garcia Lorca... »

Et les auteurs catalans ?... Tous affirment leur admiration pour J. V. Foix (prononcez Foche), le poète nonagénaire dont les deux plus belles pâtisseries de Sarria portent le nom et qui fait figure de « noblesse », aussi bien que pour son cadet Pere Calders (né en 1912), extraordinaire conteur dont l'humour fait penser, dit-on... à Buster Keaton. Ceux-là sont traduits en castillan.

On ne peut pas oublier le nationalisme catalan quand on se trouve à Barcelone, et il était étonnant de participer à la soirée exceptionnelle qui se donnait devant l'église de la Sagrada Família : 60 000 personnes de tous les âges réunies dans la nuit pour écouter les « spirituels » de chez eux échantés par la plus grande vedette de la chanson politique des années franquistes, Luis Llach. La foule rythmait les chansons en agitant en mesure le drapeau à raies jaunes et rouges ou en allumant des cierges. Hélas ! la somme recueillie ce soir-là était destinée à achever la construction de la gigantesque église que Gaudi n'avait pu terminer, silhouette déchaquetée de murs et de tours propre à donner le sentiment de l'imminence à ciel ouvert.

« Home liure, per sempre... »

Il est pour le romancier catalan Xavier Benguerel une façon originale de fêter ses quatre-vingts ans. Une façon fastueuse. Après nous avoir donné une version monumentale des *Fables de La Fontaine* (cf. *le Monde* du 20 juillet 1984) et une traduction de référence du *Cementiri mari* et *La Jove Parca de Valéry*, voilà qu'il s'éprend des poèmes attachés à ses vingt ans : *Les Fiors del Mal*, de Baudelaire, précieuse édition bilingue des « *Libres del Mall* » de Barcelone, avec des illustrations de Subirachs et un judicieux prologue d'Alain Veit, professeur à l'université de Barcelone. « Le traducteur aussi est alchimiste », écrit-il en rendant grâce à son « respect de la dure discipline du rythme et de la rime ». Ce qui nous vaut une version réussie en alexandrins catalans, rimés avec bonheur et ingéniosité.

Mais pourquoi Baudelaire ? Xavier Benguerel — son œuvre romanesque en fait foi — fut ce prosaïste de la guerre civile, cet albatros infirme, ce banni sur la nef d'exil qui, pour se consoler du départ et des ruines, clameur à haute voix, les yeux tournés vers le lointain Amérique, son Inde à lui, et sur l'amor sillage, ce vers des plus beaux que Baudelaire écrit certainement pour lui : « Home liure, per sempre estimaras la mar ! Seluons donc ce « tête-à-tête sombre et limpide » où la catalan plus que jamais épouse la langue française, pour éprouver cet « *amarg saber*, le *saber que ens procura el viatge* », atteindre aux « purs miroirs qui font toutes choses plus belles ».

ALBERT BENSOUSSAN.

(saint Georges), patron de la Catalogne. Une tradition veut en effet que ce jour-là se confonde avec une grande fête du livre. Des livres qu'on vend sur des évents dans les rues et que, selon la tradition, on offre avec une rose... Cependant, une menace pointe, de plus en plus précise, sur la ville de l'édition au fur et à mesure que Madrid s'affirme comme capitale culturelle, que la *movida madrileña* se fait de plus en plus attirante pour les artistes, les intellectuels, notamment les Sud-Américains.

NICOLE ZAND.

(1) Voir *la Dispute de Barcelone*, Verdier, 1984. Traduction en catalan : *Disputa de Barcelona* entre Mestre Mosé de Girona i Fra Pau Cristia, Columna 1985.

Ce supplément, dont la coordination a été assurée par Luc Rosenzweig, a été réalisé par Christophe de Chenay. Prospection commerciale : Catherine O'Kelly.

Dans sa série « *Villes au futur* », *le Monde* a publié des suppléments spéciaux sur : Grenoble (18 mai 1985), Rennes (15 novembre 1985), Strasbourg (24 janvier 1986), Milan (4 avril 1986), Bordeaux (23 mai 1986). Prochain supplément : Lille.

Une collection catalane en français

Une collection catalane va voir le jour aux éditions Acropole-Belfond à l'autourne.

Déjà par Nicole Muchnik, la collection permettra d'explorer un domaine littéraire à peu près inconnu du public français. Les trois premiers titres prévus à paraître :

- *Beau ou le chambre des poupées de cire*, de Lorenç de Vilalonga. (Trad. de Denis Fernandez de Recatala.)
- *Vie privée*, de Josep Maria de Sagarra. (Trad. Nicole Fugot.)
- *Le Fibre de l'or*, de Narcis Oller. (Trad. Murielle Benoussan.)

Parmi les projets, la traduction d'un « classique » : *Trist de Blanc*, de Joanot Martorell, qui vient d'obtenir un excellent accueil par sa traduction aux Etats-Unis, *Ronde navale* sous la brume, de Pere Calders, *Essence de Quin Monzo*.

سكنا من الأصل

صكنا من الامم

EL PAIS

N LUIS CEBRIAN

DIARIO INDEPENDIENTE DE LA MAÑANA

MADRID, LUNES 18 DE MAYO DE 1986

Redacción, Administración y Talleres: Miguel Yuste, 48 / 28037 Madrid / (91) 754 38 00 / Precio: 60 pesetas / Año XL Número 3.330

que organizara los atentados del grupo La Llamada de Jesucristo

Reacción del Gobierno tras las acusaciones al embajador libio

España ha reaccionado prudentemente ante las acusaciones, vertidas por presuntos terroristas, de la delegación diplomática libia en España. Fuentes del Ministerio de Asuntos Exteriores no es probable una expulsión inminente del embajador libio de negocios y actual número uno de la

Oficina Popular de Libia (OPL) en Madrid, Ahmed Mohamed N. El País describe a N. como un responsable de los atentados que le imputa Faisal Hassan Joudi, jefe del presunto grupo terrorista La Llamada de Jesucristo, que ha sido detenido recientemente en Madrid.

del presunto grupo terrorista La Llamada de Jesucristo ha dicho que el embajador libio en España, N. Nizaba y financiaba atentados contra americanos y ha rechazado de plano las acusaciones, y las autoridades prefieren esperar la decisión de la diplomacia libia o no a demandar fuentes gubernamentales que expresaron su preocupación.



Fue presidente de 1966 a 1978

El anciano Balaguer en las elecciones de los 8 años de

El derechista Joaquín Balaguer, 78 años, candidato del Partido Reformista Social Cristiano (PRSC), se presenta como seguro vencedor en las elecciones presidenciales más reñidas en la historia de la República Dominicana, al lograr el 41,5% de los votos cuando se había estructurado el 92% de las papeletas. Su principal rival, el candidato por el Partido Revolucionario Dominicano, Jacobo Majluf, obtuvo el 39,66%, mientras que el candidato de la izquierda, Juan Bosch, del Partido de la Liberación Dominicana, alcanzaba el 18,84%.

La diferencia a favor de Balaguer se cerró cuando se contaron los votos.

EL PAIS

Estadística

El balance

DEUX ÉDITIONS POUR LE MÊME PAYS.

Quando un journal ne paraît que depuis dix ans et parvient à être un des plus importants du pays, c'est qu'il a atteint son but, qu'il est efficace. "El País" est un journal jeune, mais de longue tradition démocratique pour lequel toutes les régions d'Espagne comptent.

C'est pourquoi "El País" dispose d'une édition spéciale pour la Catalogne. Faite sur place, comprenant aussi bien l'information de là-bas que celle du reste du pays. Dans le même pays, deux éditions. Semblables et pourtant différentes.

EL PAIS

LE JOURNAL LE PLUS LU D'ESPAGNE

El País en su edición catalana, para la región de Cataluña. El País en su edición gallega, para la región de Galicia. El País en su edición vasca, para la región del País Vasco. El País en su edición aragonesa, para la región de Aragón. El País en su edición valenciana, para la región de Valencia. El País en su edición balear, para las Islas Baleares. El País en su edición canaria, para las Islas Canarias.